Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 196 RAPPORTS D'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE EXERCICE 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY

Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 196

DU 7 DECEMBRE 2021

RAPPORTS D'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE EXERCICE 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La commune de Grasse est membre de différents Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. A ce titre, elle a été destinataire de leurs rapports annuels d'activité accompagnés des comptes administratifs de l'exercice 2020. Ces rapports font l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur le Maire expose :

En application des dispositions de l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose :

« Le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale adresse chaque année avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement ».

Les établissements dont les rapports sont présentés ci-annexés sont :

- La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse
- Le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz
- Le Syndicat mixte de préfiguration du Parc Naturel Régional des Préalpes d'AZUR
- Le SICTIAM

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la présentation des rapports annuels.

Délibération affichée le ..... 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 197 DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS
COMPTES RENDUS ANNUELS D'ACTIVITE DES SERVICES DELEGUES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 197

DU 7 DECEMBRE 2021

DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS
COMPTES-RENDUS ANNUELS D'ACTIVITE DES SERVICES DELEGUES

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter les différents rapports annuels d'activité 2020 des services délégués.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Générale des Services Techniques	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article 2 de la loi N° 95.127 du 8 Février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, précisant que : « le délégataire produit chaque année avant le 1er Juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service »,

Considérant que les rapports annuels 2020 ci-annexés, visent à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux. Ils comportent les indications techniques et financières qui sont définies dans le décret d'application n° 95-635 du 6 mai 1995,

Considérant que les rapports ont été présentés par les services gestionnaires en séance de la commission de contrôle financier le 5 novembre 2021,

Considérant que les rapports ont été présentés en séance de la commission consultative des services publics locaux le 5 novembre 2021,

Les services publics délégués concernés sont :

- La délégation du service public de distribution publique du gaz – GrDF,
- La délégation du service public de distribution publique de l'électricité – SDEG
- La délégation de service public du service de restauration scolaire et municipale – SODEXO,
- La délégation de service public d'enlèvement, mise en fourrière et gardiennage de véhicules – A.A.06
- La délégation de service public d'exploitation des parcs de stationnement - Vinci Park (INDIGO)
  - ✓ La Foux,
  - ✓ Honoré Cresp,
  - ✓ Hôtel de Ville – Cathédrale.
- La délégation de service public du Casino de Grasse – CASINO VICTORIA

Les régies municipales concernées sont :

- La gestion et l'exploitation des parkings Notre-Dame-des-Fleurs/Martelly et La Roque - REGIE DES PARKINGS GRASSOIS.

Le conseil municipal est invité à prendre acte de ces rapports qui seront mis à la disposition du public, en mairie.

La présente délibération et ses annexes seront adressées à Monsieur le Préfet, pour information.

La commission de contrôle financier ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 novembre 2021.

La commission consultative des services publics locaux ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 5 novembre 2021.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Il est proposé au conseil municipal de :

- **PRENDRE** acte des rapports suivants :

- La délégation du service public de distribution publique du gaz – GrDF,
- La délégation du service public de distribution publique de l'électricité – SDEG
- La délégation de service public du service de restauration scolaire et municipale – SODEXO,
- La délégation de service public d'enlèvement, mise en fourrière et gardiennage de véhicules – A.A.06
- La délégation de service public d'exploitation des parcs de stationnement - Vinci Park (INDIGO)
  - ✓ La Foux,
  - ✓ Honoré Cresp,
  - ✓ Hôtel de Ville – Cathédrale.
- La délégation de service public du Casino de Grasse – CASINO VICTORIA
- La gestion et l'exploitation des parkings Notre-Dame-des-Fleurs/Martelly et La Roque - REGIE DES PARKINGS GRASSOIS.

VILLE DE GRASSE A.M.

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 198 EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT ET GESTION DECHETS MENAGERS RAPPORTS ANNUELS SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 198

DU 7 DECEMBRE 2021

EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT ET GESTION DECHETS MENAGERS
RAPPORTS ANNUELS SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC 2020

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter les Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité du Service public 2020 (RAPQS) des services d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ayant été transférés à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Générale des Services Techniques	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article D2224-3 du CGCT, précisant que : « Le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement. Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.»,

Considérant que les Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité du Service public 2020 ci-annexés, visent à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux. Ils comportent les indications techniques et financières qui sont définies dans le décret d'application n° 95-635 du 6 mai 1995.

Les services publics transférés à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse sont :

- Le service public de l'eau potable,
- Le service public de l'assainissement collectif,
- Le service public de l'assainissement non collectif,
- Le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Le conseil municipal est invité à prendre acte de la présentation de ces rapports qui seront mis à la disposition du public, en mairie.

La présente délibération et ses annexes seront adressées à Monsieur le Préfet, pour information.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE** acte de la présentation des Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité du Service public 2020 suivants :

  - Le service public de l'eau potable,
  - Le service public de l'assainissement collectif,
  - Le service public de l'assainissement non collectif,
  - Le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

RAPPORTS DE GESTION

ET

DES MANDATAIRES SOCIAUX

EXERCICE 2020

SOMMAIRE

INTRODUCTION

A. LE RAPPORT DE GESTION :

I. Le bilan d'activités des réalisations en 2020

1.1. Restructuration Urbaine du Centre Ancien de Grasse :
- A. Les îlots opérationnels du centre historique de Grasse
- B. L'Assistance dans les actions d'accompagnement en Centre Historique de Grasse
- C. Une opération portant sur les travaux de ravalement des façades sur le périmètre du boulevard Victor Hugo à Grasse

1.2. Aménagement urbain et économique :
- A. L'opération de pépinière commerciale du centre historique de Grasse
- B. L'opération d'aménagement du secteur Martelly à Grasse
- C. L'opération d'aménagement des terrains Feragnon-centre village nord à la Roquette sur Siagne

1.3. Animations et montages d'Opérations :
- A. L'animation de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) intercommunale
- B. L'animation de l'Espace Info Energie du Pays de Grasse
- C. L'assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la réalisation d'une salle polyvalente « BATIPOLY » pour la commune de Saint-Cézaire-Sur-Siagne

II. Le bilan financier :

2.1. Rémunérations et avantages des mandataires sociaux
2.2. Résultat et affectation
2.3. Exercice – dividende net – avoir fiscal
2.4. Tableau des résultats des 5 derniers exercices
2.5. Montant global des dépenses de caractère somptuaire engagées au cours de l'exercice (CGI 223 quater et 39-4)
2.6. Actionnariat salarié

III. Le bilan social :

3.1. Conventions réglementées
3.2. Mode de direction de la société
3.3. Administration et contrôle de la société
3.4. Ressources humaines

IV. Rapport du Conseil sur le Gouvernement d'Entreprises

4.1. Liste des mandats
4.2. Conventions conclues par une filiale de la société détenue à plus de 50%, directement ou indirectement, avec l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% et qui sont intervenues au cours de l'exercice
4.3. Tableau des délégations
4.4. Modalités d'exercice de la direction générale (C.com. art. L 225-51-1)

V. Perspectives

B. RAPPORT DES MANDATAIRES SOCIAUX :

I. Répartition du capital social

II. Les garanties d'emprunt

2.1. Sur la concession d'aménagement du Centre Historique de Grasse

2.2. Sur la mission de M.O.D des terrains de padels du TC de Mouans-Sartoux

2.3. Sur la Concession d'aménagement des terrains Feragnon-Centre village Nord de la Roquette-sur-Siagne

III. Les conventions et missions

3.1. La concession d'aménagement du centre historique de Grasse

3.2. La concession d'aménagement du Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain

3.3. La concession d'aménagement du terrain Feragnon pour La Roquette sur Siagne

IV. Acquisition et cessions immobilières

4.1. Utilisation des prérogatives de puissances publiques

4.2. Liste des acquisitions foncières

4.3. Liste des cessions foncières

INTRODUCTION :

Les principaux évènements survenus au sein de Pays de Grasse Développement :

- Le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises les 24 Janvier, 12 Juin, 25 Septembre et 17 Décembre 2020 et l'Assemblée Générale s'est réuni le 3 Juillet 2020.

  - Le Conseil d'Administration du 12 Juin et l'Assemblée Générale du 3 Juillet se sont déroulés exceptionnellement en consultation écrite en raison de la crise sanitaire liée au COVID 19, et ont approuvé principalement les résultats financiers et le bilan d'activités de l'année 2019.

  - Le Conseil d'Administration du 25 Septembre 2020 a pris acte de la désignation des nouveaux représentants des collectivités publiques actionnaires, suite aux élections municipales. Le Conseil d'Administration a nommé la Ville de Grasse, représentée par Jérôme VIAUD – Maire de Grasse en tant que président.

  - Les Conseils d'Administration des 24 Janvier, 12 Juin, 25 Septembre et 17 Décembre 2020 ont délibérés et approuvés différents points concernant les opérations et missions de la SPL :

    - ✓ La Concession d'aménagement du centre historique de Grasse, avec l'approbation de plusieurs actes fonciers, du CRAC au 31/12/2019 et de l'avenant n°26 ;
    - ✓ La Concession d'aménagement des terrains Feragnon-centre village Nord pour la commune de la Roquette sur Siagne, avec l'approbation du CRAC au 31/12/2019 et de l'avenant n°4 ;
    - ✓ La nouvelle Concession d'aménagement du Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain de Grasse ;
    - ✓ La mission d'animation de l'opération façades sur le boulevard Victor Hugo confiée par la Ville de Grasse ;
    - ✓ Le prolongement de la mission de l'opération de rénovation des façades et des portes anciennes sur le secteur sauvegardé et des devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola à Grasse confiée par la Ville de Grasse.

LE RAPPORT DE GESTION :

I. Le bilan d'activités des réalisations en 2020 :

1.1. RESTRUCTURATION URBAINE DU CENTRE ANCIEN DE GRASSE :

A) Les îlots opérationnels du centre historique de Grasse :

a. Les premiers îlots réalisés 2010/2020 :

Dans ce cadre-là, Pays de Grasse Développement a achevé l'ensemble des travaux de restructuration de tous les îlots dont elle a assuré la maîtrise d'ouvrage.

Tous les immeubles ont été commercialisés à l'exception de l'immeuble situé 29, rue Paul Goby, cadastré BE 31, comportant 3 logements en accession maîtrisée.

Enfin, les espaces extérieurs aménagés (Four de l'Oratoire et Moulinets) ont été rétrocédés à la commune de Grasse.

- **La restructuration de l'îlot opérationnel Four de l'Oratoire :**

Après la livraison de la première tranche de 6 logements aidés à Nouveau logis Azur, il a été procédé à la démolition de certains immeubles afin de créer la nouvelle placette du Four de l'Oratoire, inaugurée le 14 janvier 2017 par Monsieur Le Maire de Grasse ;

Un duplex situé sur les deux derniers niveaux de l'immeuble du 7, rue du Four de l'Oratoire a été commercialisé par acte en date du 29 juin 2019, au profit d'un particulier qui aura la charge d'en réaliser les travaux intérieurs.
Des travaux d'aménagement du commerce sur 2 niveaux ont été livré le 7 mai 2019 en vue de sa mise en location. Par extension, ce local s'étend sur plusieurs immeubles pour former une surface totale de 120 m² en rez-de-chaussée.

Les espaces extérieurs aménagés par la SPL ont été rétrocédés à la commune de Grasse par actes en dates des 13 juin et 29 septembre 2019.









- **Restructuration de l'îlot opérationnel Sainte Marthe :**

Depuis la cession de l'îlot restructuré par la SPL le 29 décembre 2017 au Groupe VILOGIA, ce dernier a démarré les travaux d'aménagement intérieur en fin d'année 2019 afin de produire 21 logements (en accession et aidés).



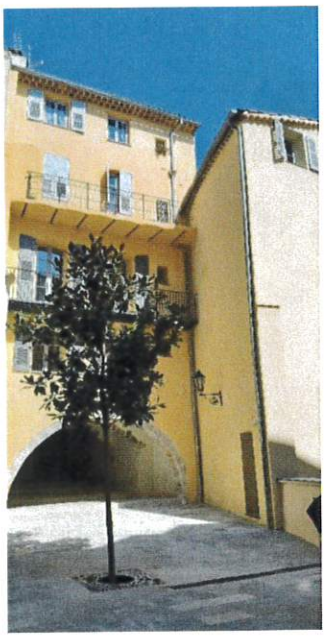


- **Restructuration de l'îlot opérationnel des Moulinets :**

Depuis la cession de l'ilot restructuré à la SCCV Vieux Grasse, qui a finalisé les travaux pour produire 22 logements (en accession et aidés), l'opération a consisté à traiter les espaces extérieurs suite aux démolitions intervenues en phase de restructuration.

Les réseaux, le pavage, les passages permettant de relier les rues des Fabreries à Moulinets et Marcel Journet ainsi que les cheminements sont entièrement réalisés. L'éclairage public a été intégré au projet.

Les espaces extérieurs ont fait l'objet d'une rétrocession à la Commune par acte en date du 13 juin 2019. Les passages sont désormais ouverts quotidiennement pour permettre la déambulation du public et l'accès au cœur d'îlot. Un commerce installé au RDC de l'immeuble situé 6 rue des Moulinets anime l'espace.

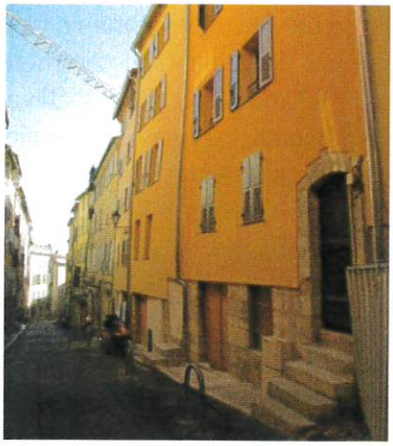


- **Restructuration de l'îlot opérationnel Goby :**

Suite à la restructuration et la livraison du clos-couvert de l'îlot Goby par la SPL, Immobilière Méditerranée a réalisé les corps d'état secondaires pour les 11 logements aidés. Livrée en Septembre 2018, l'opération a été immédiatement mise en location.

La tranche conditionnelle pour la création des 3 logements en accession maîtrisée reste à commercialiser. La SPL étudie actuellement un montage qui lui permettrait d'achever en interne cette opération.

A ce titre, elle a missionné une équipe de maîtrise d'œuvre pour conduire les études du projet jusqu'à la phase DCE (dossier de consultation des entreprises). Une fois le coût des travaux arrêté, elle décidera de la poursuite de l'opération (vente à un opérateur en l'état du clos-couvert ou achèvement du programme avec vente directe à des particuliers). La décision reste à prendre en fonction de la conjoncture actuelle.





- **Restructuration de l'îlot opérationnel Mougins Roquefort :**

L'opération a porté sur la création de 9 logements aidés qui doivent être achevés par le bailleur social Immobilière Méditerranée, et la création d'un grand commerce en rez-de-chaussée.

Le commerce a été vendu fin 2018 en vue de son aménagement et de son exploitation. Immobilière Méditerranée a entrepris les travaux de corps d'état secondaires en fin d'année 2020 pour livrer les appartements.







b. Les îlots dans le cadre du NPNRU :

Pour rappel, Ville a engagé en avril 2008 son premier projet de renouvellement urbain en vue de mettre en œuvre une démarche globale visant à la fois, la préservation, la restructuration et la requalification de son centre urbain. Inscrites dans une stratégie globale d'intervention, les actions conduites sont pour la plupart achevées : en particulier la requalification de 10 îlots dégradés au terme desquels, ce sont plus de 110 logements créés ou en cours de livraison fin 2021, et autant de ménages relogés.

Pour poursuivre cette politique ambitieuse, la Ville de Grasse et ses partenaires (ANRU, Conseil Régional, CAPG, Banque des Territoires...) ont signé une nouvelle convention en date du 28 avril 2020 reprenant les termes d'une réflexion novatrice autour de projets structurants concertés, à même d'initier la reconversion durable du centre-ville de Grasse. Tel est l'objet du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) à l'intérieur duquel l'habitat et son « attractivité en centre-ville » occupe une place privilégiée.
En effet, le renouvellement urbain du territoire passe par la production d'un habitat adapté qui renoue avec l'attractivité résidentielle et prend en compte les conditions de vie contemporaine. Le projet s'adresse en premier lieu aux habitants et aux familles, en privilégiant l'arrivée d'étudiants notamment. L'ouverture récente de nouvelles formations supérieures en centre-ville et l'installation attendue d'élèves-ingénieurs conduisent à réfléchir au concept d'un campus multi-site incluant équipements, logements et services. Proposer aux nouveaux arrivants un habitat collectif sous forme de résidences de petites unités, des équipements de qualité - espaces culturels, lieux de formation, tiers lieu - de même que des services qui leur seront dédiés, donnent toutes garanties pour une intégration réussie de cette nouvelle population et une réelle contribution de sa part à la dynamique d'ensemble.

Pour remplir ces objectifs, la SPL s'est vue confier l'étude et la réalisation de la requalification de quatre nouveaux îlots dégradés, à travers une nouvelle concession d'aménagement signée le 27 janvier 2021.

- **L'îlot Médiathèque Sud :**

Le traitement de l'îlot Médiathèque Sud se justifie par l'amélioration de l'environnement immédiat de la médiathèque en ce qu'il permet de finaliser les interventions du PNRU : le bâtiment de la médiathèque, la place du Rouachier et l'îlot Nègre sont dans un secteur très proche. L'intervention sur cet îlot se caractérise par une surface de curetage relativement importante. Car le bâti doit être « dé-densifié » pour purger les constructions de mauvaise facture, et rationnaliser les constructions restantes en leur redonnant de la fonctionnalité : création d'espaces extérieurs en cœur d'îlot voire de terrasses en toiture ; modification des entrées d'immeubles ; création de circulations verticales adaptées.

Plus précisément, la parcelle principale doit faire l'objet d'une démolition en partie arrière pour créer un cœur d'îlot généreux, prévu au PSMV. Les immeubles mitoyens vont bénéficier d'un apport de lumière et d'un environnement amélioré.

Sur la partie restructurée, les 2 premiers étages de l'îlot ne seront pas suffisamment éclairés pour y accueillir du logement. Un tiers lieu destiné aux habitants et aux étudiants (par ailleurs logés dans les niveaux supérieurs), pourrait y prendre place tandis que le rez-de-chaussée pourrait accueillir une activité qui bénéficiera de l'espace de cœur d'îlot aménagé. En effet, l'espace libéré pourra être laissé à disposition des locaux de RDC, réservé aux habitants de l'îlot ou ouvert au public. A minima, le passage d'accès au cœur d'îlot pourrait être résidentialisé.

A terme, la destination de l'îlot est programmée sur la base d'une mixité, en locatif social et en logement étudiants avec la création de 18 logements.





- **<u>L'îlot Sainte Marthe 2</u> :**

L'îlot Sainte Marthe 2 se situe en entrée du centre historique, secteur stratégique de la Porte Pontet-La Roque, et à proximité des premières interventions du PNRU. L'opération envisagée vient compléter le projet en cours de finalisation sur l'îlot Sainte-Marthe 1 sur l'immeuble mitoyen destiné à la production de logements en accession. L'îlot fait également face à une opération en locatif libre du PNRU gérée par Foncière Logement (îlot Pontet Boucherie).

Le traiter permettra de parachever les opérations réalisées antérieurement et de modifier l'image du secteur grâce à une amélioration d'ensemble, désormais visible.

Les logements sont prévus dans la partie la plus dégagée de l'îlot avec des vues sur le grand paysage. Un écrêtement signalé au PSMV pourrait permettre de nicher des terrasses à la grassoise. Les parties en étages situées à l'arrière de l'îlot Sainte Marthe 2 ont été jugées inadaptées à l'habitation. Elles resteront parties communes et seront affectées aux futurs habitants qui en feront la demande pour un usage privatif.

Il est prévu de créer 6 logements.





- **L'îlot Placette :**

Très dégradé, l'îlot Placette bénéficie d'une localisation à la fois dégagée sur la place aux Herbes et contrainte le long de traverses très étroites (Traverse de la Placette et Traverse du Docteur Colomban). Des curetages et écrêtements seront nécessaires pour redonner de la fonctionnalité à cet îlot qui sont actuellement à l'étude.

L'épannelage des 2 immeubles arrière (14 et 16 Traverse de la Placette) pourrait être ramené au niveau du n° 18 Traverse de la Placette. Cela reviendrait à écrêter fortement des édicules et constructions parasites en toiture et pourrait être l'occasion d'intégrer des terrasses à la « grassoise ». L'apport de lumière sera indéniable dans les deux traverses qui longent l'îlot dont la restructuration est une amorce à la requalification de la Place aux Herbes sur laquelle s'ouvrira à terme l'entrée principale de l'immeuble.

Il est prévu de créer 10 logements.





- **L'îlot Roustan :**

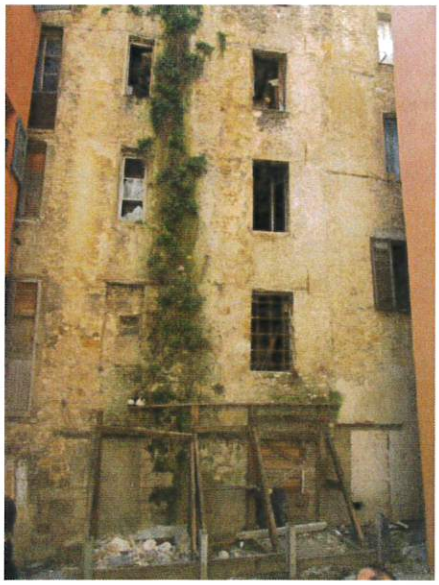
L'îlot bénéficie d'une localisation dégagée sur la place Etienne Roustan et contrainte le long de la traverse du même nom. Des curetages et écrêtements seront nécessaires pour redonner de la fonctionnalité à cet îlot. Or la localisation actuelle du curetage prévu au PSMV semble insuffisante pour éclairer l'ensemble des parties arrière des immeubles de l'îlot.

Il s'agira donc d'étudier plus précisément la localisation de la démolition afin qu'elle bénéficie à l'ensemble des immeubles de la Traverse Etienne Roustan. L'architecte des Bâtiments de France sera à ce titre sollicité pour faire évoluer le PSMV dans la perspective de faciliter la réalisation du projet.

Dans cette hypothèse, la restructuration se présentera sous la forme de deux blocs :

- Deux immeubles adossés dont l'un sera démoli pour aérer le tissu urbain, l'autre conservé et remanié pour accueillir des logements bien exposés et traversants du fait du curetage.
- Un autre bloc de deux immeubles restructurés donnant sur la Place Etienne Roustan composé d'appartements rayonnant autour d'une seule cage d'escaliers.

Il est prévu de créer 14 logements.





Etat d'avancement des démarches :

	Equipes retenues	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Maître d'œuvre	Agence MAES	X	X	X	X
Géomètre	Cabinet Pierrot	X	X	X	partiel
Bureau de contrôle	APAVE	X	X	X	
CSPS	APAVE	X	X	X	
Accompagnateur BDM	SOWATT	X	X	X	X
Archéologie	INRAP	Septembre 2021	X	X	
Amiante	AEDEX	X	X	X	
Radon	APAVE				

Etat d'avancement des études	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Diagnostic	X	X	X	X
Avant-projet sommaire		X	X	
Avant-projet définitif		X		

B) Assistance dans les actions d'accompagnement en Centre Historique de Grasse :

Depuis septembre 2014, cette mission d'assistance et d'accompagnement confiée par la Ville de Grasse comprend plusieurs interventions :

a. Une action portant sur le conventionnement des logements :

La SPL Pays de Grasse Développement doit inciter les propriétaires bailleurs du centre historique à conventionner leurs logements loués.

Cette année, la SPL a aidé des propriétaires dans le montage administratif de leurs dossiers de conventionnement avec les services de l'ANAH et a relancé ceux n'ayant pas donné suite.

- Depuis 2015, 58 logements ont été conventionnés, dont **41 sans travaux, 14 avec travaux et 3 en intermédiation locative**
  - Nombre de dossiers à l'étude : 8 contacts avec des propriétaires bailleurs, représentant 14 conventions avec travaux et 12 conventions sans travaux.
- Depuis 2015, le nombre de contacts classés sans suite : 22 contacts représentant 47 logements.

SOIT 58 LOGEMENTS CONVENTIONNÉS

b. Une opération portant sur les travaux des façades et portes du centre historique et sur les devantures commerciales de la Place aux Aires et de la Rue Jean Ossola :

Suite à plusieurs délibérations du conseil municipal de Grasse depuis 2014, il a été octroyé des subventions aux copropriétaires désireux de réaliser des travaux de façades et de restauration de portes sur l'ensemble du secteur sauvegardé ainsi que pour les devantures commerciales sur la Place aux Aires et la rue Jean Ossola.

La SPL Pays de Grasse Développement est ainsi chargée de prendre contact avec les syndics, les copropriétaires et les commerçants afin de leur présenter l'opération, puis de les accompagner sur le suivi technique (en lien avec l'ABF), administratif (montage du dossier) et financier (sollicitation de la subvention municipale).

Un arrêté du maire prescrivant les dispositions du CCH en matière de ravalement de façade a été pris le 26 octobre 2020 qui lance 6 campagnes géographiques de ravalement des façades (représentant 376 façades) jusqu'en 2025. La SPL Pays de Grasse Développement est également chargée de sa mise en œuvre.

Voici les résultats sur l'année 2020 :

➢ **Pour les façades du centre historique (dont campagnes de notification) :**

- 16 nouveaux contacts sur l'année 2020 (127 contacts depuis le début de l'opération)
- 3 façades réalisées en 2020, qui s'ajoutent aux 25 façades réalisées depuis 2016
- 40 dossiers à l'étude
- 1 dossier déposé devant Conseil Municipal, qui s'ajoute aux 34 dossiers déposés aux précédents Conseils Municipaux
- 38 dossiers classés sans suite depuis le début de l'opération



Façade 27 rue Amiral de Grasse avant / après

➢ **Pour la restauration des portes d'entrées d'immeubles du centre historique :**

- 3 nouveaux contacts en 2020
- 6 portes réalisées en 2020 qui s'ajoutent aux 37 portes rénovées depuis 2016
- 39 dossiers à l'étude
- 47 dossiers déposés aux Conseils Municipaux
- 23 dossiers sans suite



1 rue A de Grasse avant / après

34 rue A de Grasse avant / après

➢ **Pour les commerces :**

- 1 nouveau contact en 2020
- 4 devantures commerciales réalisée en 2020 qui s'ajoute aux 6 devantures commerciales déjà réalisées depuis 2016
- 3 dossiers à l'étude en 2020
- 1 dossier déposé au Conseil Municipal en 2020, soit 15 depuis 2015
- 1 dossier sans suite en 2020, soit 19 depuis 2015





2 rue du Thouron avant / après

➢ **Les votes d'attribution des subventions lors des Conseils Municipaux ont été les suivantes sur les quatre dernières années** :

- En 2017 à hauteur de 89.743 €
- En 2018 à hauteur de 235.402 €
- En 2019 à hauteur de 221.028 €
- En 2020 à hauteur de 13.661 € dans une année difficile avec la crise sanitaire liée au COVID 19 :
    a. Façades = 12.024 €
    b. Commerces = 1.287 €
    c. Portes : 350 €

c. Une assistance auprès des dossiers instruits par l'Architecte des Bâtiments de France :

Au sein de la SPL, il avait été mis en place une permanence régulière du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine des Alpes-Maritimes afin de traiter localement les dossiers (public et privé) soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, mais depuis la fin de l'année 2019, cette permanence est organisée par le Service du Patrimoine de la Ville.

Ainsi en 2020 :

- 6 journées de permanence et 1 réunion en vidéoconférence
- 13 dossiers instruits (DP, AT, ou PC), soit 362 dossiers instruits depuis 2015
- 31 visites / rendez-vous faits, soit 330 visites/rendez-vous effectués depuis 2015
- 26 dossiers divers, soit 264 dossiers divers depuis 2015

C) Une opération portant sur les travaux de ravalement des façades sur le périmètre du boulevard Victor Hugo à Grasse :

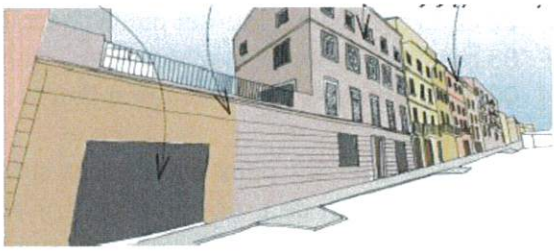
Dans le cadre de sa politique de Renouvellement urbain et du dispositif Action Cœur de Ville, la Ville de Grasse souhaite améliorer ses entrées de centre-ville, par d'importants travaux d'embellissement des voiries, du stationnement et trottoirs, et les accompagner par un programme ambitieux et incitatif (subvention municipale) au travers d'une opération de travaux de « ravalement des façades » pour les immeubles du boulevard Victor Hugo entre le rond-point du petit Paris et le boulevard Emile Zola.

Pour cela, la Ville de Grasse a missionné la SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT par Délibération en Conseil Municipal du 29/09/2020 afin qu'elle anime ce dispositif.

Cette opération devrait permettre de procéder au ravalement des façades des immeubles ainsi que de traiter les pieds d'immeubles car il existe une disparité importante sur les différents locaux ou portes de garage. Les travaux de ravalement total des façades devront ainsi comprendre, hormis la réalisation des enduits, le traitement des huisseries (volets et fenêtres), l'encastrement des réseaux (électricité, télécom, gaz, eau potable, eaux usées, climatisation...) et le traitement des eaux pluviales, ainsi que la requalification si nécessaire des pieds d'immeubles.

Ainsi, la SPL Pays de Grasse Développement a déterminé les travaux qui seraient à prévoir par les copropriétaires le long de l'artère d'1,2 km en prenant également la partie haute de l'avenue Sainte-Lorette, ce qui représenterait sur les 119 immeubles identifiés, 69 immeubles concernés.









HARMONISATION DES VITRINES

RENOVATION & MISE EN VALEUR

La fin d'année 2020 a permis à la SPL de préparer un support de communication à l'attention des architectes et maîtres d'œuvres, des syndics, des entreprises, des services municipaux et des copropriétaires en perspective de l'année 2021.

1.2. AMÉNAGEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE :

A) L'opération de pépinière commerciale du centre historique de Grasse :

a. Les cellules commerciales du secteur : Marcel Journet/Oratoire :

Au programme initial de 28 cellules se sont ajoutés les pieds d'immeubles des îlots dégradés/opérationnels liés au circuit commercial de la pépinière (Four Oratoire, Mougins-Roquefort, Moulinets et Ste Marthe), représentant 25 cellules supplémentaires.

Il n'est pas prévu de nouvelle acquisition de locaux qui sera achevée avec la réalisation des cellules commerciales en RDC des îlots précités, sauf demande de la Ville.

⇨ L'opération telle que redéfinie permet ainsi au total, l'intervention sur 53 cellules[1] formant après restructuration et regroupement un total de **31 commerces**[1] créés représentant 2.383 m².

Après la cession de cinq commerces les années précédentes, il a été cédé en 2020 deux dépendances donnant sur le cœur d'îlot des Moulinets et le local de l'immeuble cédé en entier situé au 29, rue marcel journet.

Enfin plusieurs intentions d'achat de locaux avaient été confirmées, mais la crise sanitaire couplée aux difficultés économiques, ne permet pas de confirmer ces ventes pour l'année 2021 :

- 4, rue de l'oratoire aux propriétaires de l'entier immeuble (au 1er trimestre 2021),
- 22 et 25 rue Marcel Journet par la chocolaterie Maison Duplanteur en 2021,
- 08 rue des Moulinets (îlot Moulinets) à l'ARROSOIR pour 2022,
- 08-10 Oratoire et 9 Four Oratoire (îlot Four Oratoire) à PIERRES POEMES pour 2021.

Il est envisagé pour les deux commerces situées 25-27 et 29 rue Paul Goby qui devaient être cédés à Bouygues Immobilier, de procéder à des travaux d'aménagement afin de les louer par la SPL en raison du retard lié au recours sur le Permis de Construire obtenu par Bouygues Immobilier.

⇨ Fin 2020, 15 locaux sur 18 potentiels sont loués, soit un taux de location de 83 %.







[1] *Dont deux cellules conservées en l'état sans travaux d'aménagement commercial complémentaire*

b. L'extension de la boucle commerciale : Droite/Vieille Boucherie/Herbes :

L'extension du parcours commercial en rez-de-chaussée d'immeubles est une des cinq opérations confiées par la Ville de Grasse à la SPL par voie de concession.

L'opération consiste à prolonger la pépinière commerciale créée dans le cadre du PNRU (Rues Marcel Journet et Oratoire ainsi que les RdC des îlots réhabilités) en jalonnant les rues Droite, Vieille Boucherie, Pouost et en terminant sur la Place aux Herbes pour former une nouvelle boucle commerciale sur les secteurs à enjeux.

Ce projet s'inscrit dans la continuité des opérations précédentes menées par la SPL. Il permet d'investir le secteur de la Médiathèque, les îlots déjà requalifiés (Sainte Marthe et Pontet Boucherie) et ceux à recycler au titre du NPNRU (Sainte Marthe 2). Le parcours rejoint l'entrée Porte Est et le parking de la Roque dont l'aménagement est également programmé pour faciliter l'accès au centre historique et drainer les consommateurs.

L'opération consiste à acquérir des commerces le long d'un parcours identifié, d'étudier des regroupements de cellules à l'intérieur du même immeuble ou entre 2 immeubles contigus, d'y réaliser des travaux de gros œuvre, réseaux, devantures, de rechercher un locataire dont l'activité s'harmonise avec la thématique annoncée, d'accompagner la réalisation des travaux de corps d'état secondaires et de gérer le bien une fois en activité.

Trois acquisitions ont été réalisés dans ce cadre-là en fin d'année 2021 (le 22/12/2020) :

- 5 place aux Herbes (BH 153 Lot 7) de 17.40 m² pour 27 000 €
- 2 rue Font Neuve (BE 107 Lots 3 et 4) de 42.71 m² (dont une annexe en étage) pour 24 000 €
- 32 Rue Droite (BE 106 Lot 11) de 25.03 m² pour 23 000 €

Il est prévu d'autres acquisitions au cours de l'exercice 2021 notamment quatre appartenant à la Ville de Grasse.

B) L'Opération d'aménagement du secteur Martelly à Grasse :

L'année 2020 a principalement été marquée par :

- L'instruction des deux recours pourtant sur le Permis de Construire de Bouygues Immobilier et sur l'autorisation d'exploitation du cinéma auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille qui les a rejeté en date du 23/12/2020
- La campagne de sondages et forages carottages réalisé par Sol Essais pour Bouygues Immobilier
- La validation de l'Avant-Projet Définitif des Aménagements des espaces publics

a) La Phase administrative et règlementaire :

(1) La procédure de ZAC :

La Ville de Grasse a confié à Pays de Grasse Développement les études pré-opérationnelles et l'aménagement du secteur Martelly en octobre 2010 dans le cadre d'une procédure de ZAC incluant :

b. la **concertation publique** et son bilan (DCM du 29/09/2011)
c. le **dossier de création** et son étude d'impact (DCM du 29/03/2012)
d. puis le **dossier de réalisation**, l'actualisation de l'étude d'impact et la détermination des équipements et espaces publics (DCM du 04/07/2013)

(2) La consultation et le choix du promoteur-concepteur :

La consultation promoteur-concepteur de la ZAC a été lancée le 05 novembre 2013.
Après la sélection de plusieurs candidats, 3 équipes ont été auditionnées en 2014 et 2015 afin de proposer leur projet et échanger sur les attentes de la Ville de Grasse.

S'en est suivi une phase importante d'analyses et de propositions entre la Ville de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement sur la programmation, les constructions, les équipements et les espaces publics, le planning prévisionnel et le bilan financier prévisionnel aboutissant à la **sélection du « promoteur-concepteur »** Bouygues Immobilier en **Janvier 2016**.

(3) Le processus de concertation :

La **concertation** a été poursuivie pendant l'année 2016 avec l'organisation de :

- **27 comités techniques** sur 5 thématiques (circulation-stationnement-déplacements, Culture-Loisirs-Animations, Economie-Commerce-Tourisme, Réseaux-Environnement, Urbanisme et autorisations administratives) ;
- **9 ateliers publics** selon 3 thématiques (Architecture-Paysage-Environnement, Chantier-Technique-Circulation-Déplacement, Commerce-parcours client-Cinéma- Logement), regroupant entre 30 et 40 personnes à chaque atelier.

(4) La modification du PLU au regard de la zone UApm1 Martelly

La modification N° 12 du PLU a été approuvée par le Conseil Municipal le 17 janvier 2017.
La suppression de la servitude N°7 a été incluse à la révision du PLU approuvée par DCM du 06/12/2018 (actuellement Recours opposables).

(5) Déclassement des voiries concernées par la Zone d'Aménagement Concerté

L'**enquête publique** en vue du déclassement de l'Allée du 8 Mai 1945, d'une partie de la Traverse de Riou Blanquet et du parking Martelly qui s'est déroulée au mois d'octobre 2016 a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur.
Par délibération en date du 20/02/2018, le conseil municipal a approuvé le **déclassement par anticipation**.

Pour les besoins de l'évolution du projet, une enquête publique complémentaire a été organisée par arrêté municipal du 26/03/2018 afin d'adjoindre deux parcelles complémentaires de 47 m² et 75 m². L'enquête, qui s'est déroulée au mois d'avril 2018, a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur et le conseil municipal a approuvé le déclassement complémentaire par DCM du 26/06/2018.

⇨ Une nouvelle délibération municipale devra être prise en 2021 pour prolonger la durée de validité de ce déclassement.

(6) Constitution d'un état descriptif de division en volume et cession du volume1 créé à cet effet (Lots Ex Montlaur)

Par délibération du 25 septembre 2018, le conseil municipal a entériné la suppression de l'EDD existant sur la parcelle BE 285 et la création d'un EDD en volume permettant la cession des lots Ex Montlaur et du parking à la SPL Pays de Grasse Développement afin que cette dernière puisse procéder à la démolition du parking Martelly et céder le terrain à Bouygues Immobilier pour l'opération.

b) La maîtrise foncière :

- La SPL Pays de Grasse Développement est propriétaire :
  - des RdC à vocation commerciale de l'îlot Goby,
  - de la totalité des anciens locaux Montlaur représentant 1.230 m² commerciaux au RdC du Parking Notre Dame des Fleurs,
  - du bâtiment de l'ancien « Garage Gambetta »

- La Ville de Grasse cèdera à la SPL Pays de Grasse Développement :
  - la voirie nécessaire à l'opération
  - le parking Martelly

- De son côté, l'EPF PACA, qui cèdera ses biens à la SPL Pays de Grasse Développement, est propriétaire :
  - de l'ancien Bar Martelly
  - de l'ensemble des biens de l'îlot Kalin
  - du lot du 12, rue Paul Goby pour permettre le passage sous immeuble

c) Les cessions foncières au promoteur concepteur :

Les **promesses de ventes** ont été signées le 8 mars 2019.

Les terrains seront cédés au promoteur après l'obtention des autorisations administratives purgés de tous recours, mais il en aura la jouissance après la réalisation des travaux de démolition et dépollution (Parking Martelly et ancien garage Gambetta) par la SPL dans un délai de 17 mois.

⇨ En raison du recours persistant sur le Permis de Construire obtenu par Bouygues Immobilier, la durée des promesses de vente s'est terminée le 31 décembre 2020, sans avoir pu réaliser un avenant de prolongation dans l'attente de la position du Conseil d'Etat sur le pourvoi en cassation.

d) La phase opérationnelle :

La SPL Pays de Grasse Développement a notifié le marché de **maîtrise d'œuvre** pour les équipements et les espaces publics de la ZAC Martelly le 15 Février 2016, puis ceux aux **bureaux de contrôle et du CSPS** le 28/10/2016.

L'étude Air et Santé et acoustique demandée par la DREAL a été réalisée en 2016 et transmis à la DREAL en janvier 2017.

Des études de sol ont été réalisées à la demande de la SPL et du promoteur au cours du second semestre 2016.

Le **Permis de démolir** a été déposé le 19 Octobre 2016 et obtenu le 15 Décembre 2016, puis purgé de tout recours en juillet 2017.

La SPL a réalisé l**e désamiantage** des bâtiments Garage Gambetta et Parking Martelly, ainsi que la dépollution de l'ancien garage Gambetta dans le courant du 1er trimestre 2017.

La SPL a réalisé une auto-saisine de la DRAC au cours du 1er trimestre 2018. Le Service Régional d'Archéologie a confirmé l'absence de prescription archéologique en juillet 2018.

L'exploitant cinématographique, CGR Cinémas a obtenu le 20/09/2018 un Avis favorable d'exploitation par la Commission Départementale d'Aménagement Cinématographique (CDACi). Un recours a été exercé par le cinéma de la Strada (Mouans-Sartoux), rejeté par la CNAC le 19 février 2019. La Strada a de nouveau déposé un dernier recours auprès de la Cour Administrative d'appel d'Aix-en-Provence en mai et un mémoire en réponse a été déposé par CGR Cinémas en juillet 2019. La Cour Administrative d'Appel de Marseille a rejeté le recours en date du 23 décembre 2020.

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial a rendu un avis favorable au projet en mai 2019.

Le promoteur a déposé son Permis de Construire en mars 2019, obtenu en août 2019. Un recours gracieux a été formé en octobre, rejeté par la ville en décembre 2019, mais il a été déposé un recours contentieux auprès du tribunal Administratif de Nice qui s'est jugé incompétent le 17 juin 2020 a renvoyé le recours auprès de la Cour Administrative de Marseille. Cette dernière a rejeté le recours lors de son jugement en date du 23 décembre 2020.

⇨ Le requérant, le 23/02/2021, a fait appel en pourvoi en cassation.

Parallèlement, la SPL et le Promoteur organisent les études nécessaires au démarrage des travaux de dévoiement des réseaux, de création des parois de confortement et de démolition.

La SPL avait lancé la **consultation d'entreprises au deuxième semestre 2020 pour le dévoiement des réseaux**, mais celui-ci n'a pas été attribué en raison d'un changement de planning convenu avec Bouygues Immobilier.

e) Financier : Obtention des financements du FEDER et du CRET :

Les évolutions du projet ayant conduit à l'augmentation du budget d'aménagement, la SPL a déposé deux dossiers de demandes de subvention auprès de la Région (CRET) et du FEDER. Les deux subventions ont été accordées en mai 2019 pour un peu plus de 1,1 M€.

Parallèlement, la SPL a demandé et obtenu un report des crédits ANRU (convention d'avril 2008) sur le NPNRU (convention d'avril 2020), soit 402.805€.

C) L'opération d'aménagement des terrains Feragnon-centre village nord à La Roquette sur Siagne :

a) La phase administrative :

Une concession d'aménagement entre la SPL Pays de Grasse Développement et la commune de la Roquette-sur Siagne, a été signée le 23 juin 2017 afin de confier à la SPL la mission d'aménager le terrain Feragnon et de le commercialiser, suivant les études de requalification et de restructuration du cœur de village et de ses abords, engagées par la commune.

Cette concession d'aménagement a fait l'objet de quatre avenants :

- Un avenant n°1 en date du 15 décembre 2017, ayant pour objet :
  - D'étendre le périmètre au centre village Nord d'une superficie de 17.200 m²
  - D'augmenter le poste acquisitions foncières d'un montant de deux millions d'euros Hors Taxes
  - De prolonger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2022
  - De modifier le nom de la concession d'aménagement dit des terrains Feragnon – centre village nord

- Un avenant n°2 en date du 30 octobre 2018, ayant pour objet :
  - D'étendre le périmètre en intégrant notamment une partie de la RD 409 et du chemin des cassiers
  - D'arrêter le bilan prévisionnel de l'opération
  - De modifier le montant de la rémunération de la société

- Un avenant n°3 en date du 03 décembre 2019, ayant pour objet l'approbation du CRAC comprenant les évolutions suivantes :
  - Modification du bilan financier afin de prendre en compte les acquisitions, les cessions et les travaux réalisés
  - Actualisation des travaux réalisés
  - Mise à jour des honoraires de la SPL
  - Modification des cessions foncières
  - Actualisation des subventions publiques
  - Mise à jour du montant de l'apport de la commune

- Un avenant n°4 en date du 18 juin 2020, ayant pour objet :
  - Modification du bilan financier afin de prendre en compte le résultat de la consultation « opérateur »
  - De prolonger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2025

b) Le programme :

Sur le terrain Feragnon, le projet en cours de construction offrira le programme suivant :

- 8.000 m² de surface de plancher de logements, soit environ 80 logements, se répartissant comme suit : 60 logements en petit collectif : 40% sociaux environ, 10% en accession environ et 25% en libres environ, puis 20 lots permettant la réalisation de 20 villas,
- 950 m² environ de surface de plancher de commerces et de services,
- et la création de 300 places de stationnement, dont 70 à vocation publique environ.

La SPL Pays de Grasse Développement réalise les travaux de viabilisation des terrains ainsi que l'aménagement des futurs espaces publics et l'élargissement de la RD 409.

Sur les terrains centre village nord, le projet devrait permettre la réalisation :

- d'une centaine de logements dont 50 logements en résidence intergénérationnelle et une maison médicale.

La SPL Pays de Grasse Développement réalisera les travaux de viabilisation et de requalification du chemin du Lac permettant la desserte du nouveau programme.

c) La maîtrise foncière :

Le 19 décembre 2018, la SPL Pays de Grasse Développement a réitéré l'acte d'achat du terrain dit Féragnon avec l'EPF PACA sur les parcelles AH 559, 560 et 561 pour un montant de 3.135.295,71€.

L'EPF PACA est propriétaire de plusieurs parcelles des terrains de l'extension centre-village nord, et est en cours de finalisation avec un dernier tènement foncier que la SPL devra acquérir en 2021 et 2022.

La commune de La Roquette est propriétaire d'un tènement foncier à céder à la SPL en 2022.

d) La commercialisation :

(1) Sur le terrain Feragnon, et après consultation des opérateurs (groupement promoteur, architecte, bailleur) pour réaliser l'opération immobilière, il a été sélectionné le promoteur SAGEC avec lequel, la SPL a signé la vente en date du 14 juin 2019 pour un montant de cession de 5.670.000€ HT, TVA en sus, se répartissant en paiement en numéraire (4.020.000€ HT) et en dation (1.650.000€ HT).



(2) Sur les terrains centre village nord, et après consultation des opérateurs pour le choix d'une équipe « promoteur-concepteur », pour réaliser le programme immobilier, le groupement SAGEC (mandataire), Cabinet d'architecture Carta Associés, Office Public de l'Habitat Cannes de Lérins, BET VRD, ICA, CS Ingénierie et Marshall Day Acoustics, a été retenu pour un montant de vente en offre de base de 5.050.002€ H.T, TVA en sus, se répartissant en numéraire (4.300.000€ HT) et en dation (750.002€ HT).
Le marché correspondant a été signé le 20 décembre 2019 et la promesse de vente sera signée au cours du deuxième trimestre 2021.

PASCAL - VUE SUD



e) <u>Les travaux d'aménagement :</u>

(1) Sur le terrain Féragnon, et pour réaliser une première phase opérationnelle, et après consultation, la SPL a notifié le 08 janvier 2018, le marché de maîtrise d'œuvre au groupement TPF Ingénierie et l'architecte-paysagiste Fleuridas pour une mission complète, pour les travaux de viabilisation et de traitement des espaces publics. Le montant actualisé du marché de maîtrise d'œuvre est de 56.208,44€ HT.

Le bureau de contrôle APAVE et le coordonnateur SPS SOCOTEC ont également été missionné sur cette opération après mise en concurrence pour respectivement 5.120€ HT et 2.190€ HT.

Après consultation des entreprises un marché travaux a été notifié le 27 novembre 2018 au groupement d'entreprises Damiani/Brosio/SEETP pour réaliser cette opération. Une tranche ferme et 4 tranches optionnelles sont aujourd'hui prévues afin d'organiser les interventions de la SPL, avec la réalisation du programme Immobilier par SAGEC, pour un montant global de 1.157.593,06€ HT.

La tranche ferme concernant l'élargissement de la RD a été entièrement réalisée et réceptionnée à la fin du mois de juin 2019.





Depuis le démarrage des travaux de SAGEC fin 2019, des réunions régulières sont menées entre le promoteur et la SPL, accompagnés de leurs maîtres d'œuvre respectifs, afin d'organiser les travaux du programme immobilier et des espaces publics, dans le respect du cahier des limites de prestations.

(2) Sur les terrains centre village nord, et après consultation de maîtres d'œuvre, la SPL a notifié à TPF Ingénierie le 01 octobre 2019 une mission de maîtrise d'œuvre pour la viabilisation des terrains et la requalification du chemin du Lac pour un montant de 16.200€ HT.

Un Avant-Projet Définitif a été remis fin 2019 et la phase PRO a été initié le 22 octobre 2020 afin de prendre en compte le projet de construire élaboré par le promoteur SAGEC, dont les permis de construire ont été déposés le 15 juin 2020.

Les deux permis de construire pour les terrains dit Pascal et Taulane/Estable ont été obtenus par SAGEC le 02 octobre 2020 et des recours par des tiers ont été exercés.

Sur les espaces publics à traiter, un diagnostic amiante plomb avant travaux a été réalisé sur les parties construites en vue de la consultation des entreprises pour un montant de 4.340€ HT.

L'année 2021 permettra de lancer et retenir les entreprises pour réaliser les travaux de démolition des maisons existantes ainsi que de la viabilisation du foncier avec la voie principale d'accès.

1.3. ANIMATIONS ET MONTAGES D'OPÉRATIONS :

A) L'animation de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) intercommunale :

La convention d'OPAH Intercommunale 2017-2020 sur les 23 communes de la CAPG a été signée le 4 octobre 2017 et prolongé d'une année par un avenant du 5 octobre 2020. La CAPG a missionné la SPL pour le suivi animation de cette opération jusqu'en avril 2020, et l'a prolongé par avenant d'une année cette animation.
L'étude pré-opérationnelle lancée par la CAPG est en cours afin de calibrer au mieux le futur dispositif pour les prochaines années.

a) Les principales missions de cette animation :

(1) L'accompagnement des propriétaires, le suivi administratif et financier de leurs dossiers de demande de subventions, ainsi que leur mise en paiement et la recherche de financement complémentaire. A ce titre, la SPL a signé une convention avec la CARSAT/RSI lui permettant de mobiliser des financements supplémentaires en 2019 ;

(2) L'assistance technique des propriétaires occupants et bailleurs dans leur projet de réalisation de travaux ;

(3) L'accompagnement et le soutien administratif des copropriétés non constituées dans leur constitution ;

(4) La veille et le suivi des problématiques liées au volet habitat indigne ; visite et rédaction de rapport de visite sur la demande des communes non dotées d'un SCHS ;

(5) Le conseil et l'accompagnement des communes concernant la gestion de leur patrimoine immobilier ;

(6) Le suivi et l'évaluation de l'opération par la production de bilans trimestriels et annuels ;

(7) Le suivi des enveloppes financières des partenaires financiers (ANAH, Région PACA, CAPG et Caisse d'épargne).

b) Les résultats sur l'année 2020 de la mission d'animation

(1) Nombre de contacts renseignés : **244 contacts sur 17 communes**

ANDON	6	MOUANS SARTOUX	24
AURIBEAU	6	PEGOMAS	23
CABRIS	5	PEYMEINADE	23
CAILLE	2	SAINT-AUBAN	4
ESCRAGNOLLES	5	SAINT CEZAIRE-SUR-SIAGNE	6
GRASSE	90	SAINT VALLIER-DE-THIEY	16
LA ROQUETTE	11	SERANON	9
LE MAS	1	SPERACEDES	7
LE TIGNET	6		

(2) Nombre de dossiers à l'étude : **87 dossiers sur 15 communes**

ANDON	1	PEGOMAS	9
AURIBEAU	2	PEYMEINADE	8
ESCRAGNOLLES	3	SAINT-AUBAN	1
GRASSE	29	SAINT CEZAIRE-SUR-SIAGNE	3
LA ROQUETTE	4	SAINT VALLIER-DE-THIEY	9
LE MAS	1	SERANON	3
LE TIGNET	3	SPERACEDES	2
MOUANS SARTOUX	9		

(3) Nombre de dossiers agréés par l'ANAH : **65 dossiers**

2020	Type de dossiers	Nombre de dossiers	Montant de travaux subventionnables	Montant de la subvention
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	PO Autonomie	1	8 314,00 €	2 910,00 €
	PO Energie	1	34 160,00 €	12 000,00 €
	PO Tvx lourds	1	16 613,88 €	24 995,00 €
CABRIS	PO Autonomie	1	5 380,00 €	2 690,00 €
GRASSE	PO Energie	13	204 755,79 €	99 722,54 €
	PO Autonomie	13	66 728,24 €	28 667,00 €
	PB Tvx lourds	1	32 531,30 €	18 265,65 €
LA ROQUETTE	PO Autonomie	1	2 498,00 €	1 249,00 €
	PO Energie	2	41 338,93 €	21 560,21 €
LE TIGNET	PO Energie	1	14 182,00 €	8 509,20 €
MOUANS SARTOUX	PO Energie	3	81 135,20 €	31 070,72 €
	PO Autonomie	9	63 753,04 €	25 576,00 €
PEGOMAS	PO Energie	2	30 623,55 €	12 687,50 €
PEYMEINADE	PO Energie	4	80 430,45 €	43 363,02 €
	PO Autonomie	4	27 885,88 €	13 944,00 €
ST AUBAN	PO Energie	1	20 686,34 €	12 000,00 €
ST CEZAIRE	PO Autonomie	1	6 585,00 €	3 292,50 €
	PO Energie	1	25 840,16 €	12 000,00 €
ST VALLIER	PO Energie	2	40 437,82 €	25 904,62 €
SERANON	PO Energie	2	8 044,00 €	4 691,40 €
SPERACEDES	PO Autonomie	1	11 329,60 €	5 665,00 €
TOTAL		**65**	**823 253,18 €**	**410 763,36 €**

⇨ En 2020, le montant de travaux éligibles total : **823 253.18 € HT**, pour un montant de subventions agréées par l'ANAH : **410 763.36 €**

(4) Nombre de dossiers agréés par la CAPG : **56 dossiers**

2020	Type de dossiers	Nombre de dossiers	Montant de travaux subventionnables	Montant de la subvention CAPG	Montant de la subvention REGION
ANDON	PO Autonomie	1	7 298,50 €	2 000,00 €	
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	PO Energie	2	35 150,00 €	5 000,00 €	4 666,00 €
	PO Tvx lourds	1	49 992,24 €	4 442,00 €	2 221,00 €
CABRIS	PO Autonomie	1	4 252,00 €	1 276,00 €	
ESCRAGNOLLES	PO Energie	1	12 154,81 €	2 431,00 €	
GRASSE	PO Energie	12	162 210,07 €	23 836,00 €	1 815,00 €
	PO Autonomie	13	90 890,35 €	20 670,00 €	4 272,00 €
	PB Tvx lourds	1	32 531,30 €	8 000,00 €	
LA ROQUETTE	PO Energie	2	41 338,93 €	3 812,00 €	1 906,00 €
LE TIGNET	PO Energie	1	14 182,00 €	2 420,00 €	1 210,00 €
MOUANS SARTOUX	PO Energie	3	50 117,86 €	6 229,00 €	5 899,00 €
	PO Autonomie	5	34 495,32 €	8 892,00 €	829,00 €
PEGOMAS	PO Energie	1	20 000,00 €	2 500,00 €	
PEYMEINADE	PO Energie	1	10 649,64 €	1 830,00 €	765,00 €
	PO Autonomie	4	27 885,88 €	5 594,58 €	1 884,29 €
ST AUBAN	PO Energie	1	20 000,00 €	2 500,00 €	1 250,00 €
ST CEZAIRE	PO Autonomie	2	13 898,57 €	3 975,50 €	
	PO Energie	1	20 000,00 €	2 500,00 €	3 834,00 €
ST VALLIER	PO Energie	3	60 437,76 €	6 518,00 €	9 267,00 €
TOTAL		**56**	**707 485,23 €**	**114 426,08 €**	**39 809,29 €**

⇨ En 2020, le montant de travaux éligibles est de **707 485.23 € HT**, pour un montant total de subventions agréées par la CAPG et la Région de **154 235.37 €**

(5) Nombre de visites réalisées dans le cadre de la lutte contre l'insalubrité :

Dans le cadre des missions confiées pour la lutte contre l'insalubrité, l'équipe de la SPL intervient dans le traitement des plaintes de locataires en accompagnement des communes non dotées d'un SCHS.

Durant l'année 2020, la SPL a réalisé 14 visites pour 14 logements, sur 8 communes, suite à des plaintes de locataires :

AURIBEAU : 1	PEYMEINADE : 1
LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE : 3	ST AUBAN : 1
LE TIGNET : 1	ST CEZAIRE : 1
PEGOMAS : 2	ST VALLIER : 4

B) L'animation de l'Espace Info Energie du Pays de Grasse :

L'espace Info Energie du Pays de Grasse a ouvert ses portes le 1er août 2017, au sein de la SPL Pays de Grasse Développement dans le cadre d'une convention d'animation entre l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), la SPL Pays de Grasse Développement et la CAPG pour une durée d'un an.

Depuis, la convention a donné lieu à deux avenants avec la CAPG en dates des 7 juillet 2018 et 27 juillet 2019 pour proroger notre mission de septembre 2018 à août 2020. L'ADEME a reconduit ses aides à travers des annexes techniques notifiées le 20 novembre 2018 et 22 octobre 2019. **La mission de la SPL s'est achevée le 31 août 2020.**

Ce réseau d'information de proximité gratuit, intégré au réseau des Points Rénovation Info Service (PRIS) présent sur l'ensemble du territoire national est destiné aux particuliers quel que soit leur statut (propriétaire, copropriétaire, bailleur, locataire) et leur projet (informations sur les économies d'énergie, la rénovation énergétique du logement, la production d'énergie renouvelable).
Le conseiller sensibilise le grand public en promulguant des conseils de qualité, objectifs, indépendants et personnalisés.

Du 1er janvier 2020 au 31 août 2020 (correspondant à la fin de la mission de la SPL), l'EIE a traité 227 contacts répartis sur l'ensemble des 23 communes de la Communauté d'agglomération, correspondant à 283 dossiers de rénovation énergétique. Pour mémoire, 350 contacts représentant 439 dossiers ont été traités du 2 septembre 2019 au 31 août 2020, durée du dernier avenant contracté.

Les contacts ont pu être spontanés, via l'ADEME ou la plateforme téléphonique nationale ou provenir du PRIS ANAH, pour des dossiers qui sont gérés par l'équipe d'OPAH.

- ⇨ Il y a eu là une réelle complémentarité des missions confiées à la SPL Pays de Grasse Développement.

Tous les entretiens ont été suivis de l'envoi de documents par mail.

Enfin, l'enquête de satisfaction menée par l'Ademe à l'issue de la dernière année de l'animation de l'EIE par la SPL Pays de Grasse Développement a démontré la qualité du service rendu par un taux de satisfaction de l'ordre de 94,7%.

Compte tenu des circonstances sanitaires, toutes les manifestations auxquelles l'EIE avait prévu de participer ont été annulées : fête du PNR des pré-Alpes ; journée des services publics à Saint Auban ; réunions locales (présentation des équipes et des dispositifs dans les mairies de quartier ; soirée des nouveaux arrivants).

C) L'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation d'une salle polyvalente « BATIPOLY » pour la commune de Saint-Cézaire-Sur-Siagne :

La commune de Saint-Cézaire-Sur-Siagne souhaite construire un espace polyvalent dit « BATIPOLY » qui permettra de répondre à toutes les attentes identifiées sur sa commune. Ce nouvel équipement public sera un lieu d'accueil de la vie associative, de la promotion du sport et de la culture.

Pour accompagner et assister la commune afin de réaliser ce projet, une convention de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été signée en date du 19 juillet 2018.

Le 03 août 2018, un concours restreint d'architecture a été lancé afin de sélectionner une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire pour concevoir et réaliser ce projet.

Après remise des candidatures suivant le règlement de la consultation, le jury de concours a sélectionné 3 équipes qui ont travaillé sur un projet d'esquisse.

Les 3 projets ont été étudiés par le jury de concours en date du 18 décembre 2018 et deux équipes ont été auditionnées en date du 21 décembre 2018.

Sur proposition du jury, La Commission d'Appel d'Offres de la commune de Saint Cézaire a retenu le groupement Pasqualini Frédéric, Architecte et EGIS Bâtiments Méditerranée, BET pluridisciplinaire en date du 12 février 2019.

Le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié le 15 mars 2019 et des comités de pilotages ont été instaurés afin de suivre toutes les étapes de conception du projet.

- ⇨ Les phases Esquisse, APS et APD ont ainsi été validées et le dossier PRO a été remis en date du 17 décembre 2019.

Le projet a été présenté le 14 novembre 2019 en commission BDM et a reçu un avis favorable pour la phase de conception en vue de l'obtention du label niveau argent.



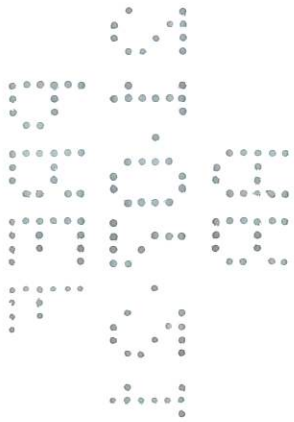
Le permis de construire a été délivré le 29 mai 2020.

Après une remise complète du DCE, la consultation des entreprises a été lancée le 19 février 2020. La période de confinement liée au COVID a nécessité le report de la remise des offres initialement prévu le 02 avril 2020 au 03 juin 2020.

L'équipe de maîtrise d'œuvre a ensuite procédé à l'analyse des 57 offres pour les 17 lots.

La nouvelle équipe municipale élue a souhaité interrompre le déroulement de l'opération pour une durée de 6 mois afin d'analyser la programmation de l'équipement et apporter d'éventuelles modifications.

Il est envisagé de mettre un terme à cette mission entre la commune de Saint-Cézaire-sur-Siagne et la SPL en 2021 compte-tenu du renforcement des ressources en mairie.



II. Le bilan financier :

2.1. REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX :

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte qu'aucune rémunération, aucun avantage en nature et jetons de présence n'ont été versés sur cet exercice.

2.2. RESULTAT ET AFFECTATION :

Au préalable, nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes méthodes que ceux des exercices antérieurs. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Nous vous présentons ci-après l'évolution des comptes de la structure :

* Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les produits d'exploitation se sont élevés à 395.728,37 euros contre 432.154,92 euros sur l'exercice précédent ;

* Les charges externes ont été de 87.373,77 euros, contre 80.822,86 euros sur l'exercice précédent ;

* Les salaires et charges sociales représentent un total de 343.633,75 euros, contre 371.197,84 euros sur l'exercice précédent ;

* Le compte de résultat fait apparaître un résultat d'exploitation déficitaire de 52.666,77 euros contre un résultat déficitaire de 32.703,26 euros sur l'exercice précédent, ainsi qu'un résultat financier excédentaire de 325,30 euros contre un résultat financier excédentaire de 309,66 euros sur l'exercice précédent ;

* Le résultat courant avant impôt s'élève à – 52.341,47 euros contre – 32.393,60 euros sur l'exercice précédent ;

* Après prise en compte de l'impôt sur les sociétés et du résultat exceptionnel, les comptes annuels font apparaître un déficit s'élevant à 50.858,47 euros contre un déficit s'élevant à 32.393,60 euros sur l'exercice précédent.

Nous vous présentons les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) ainsi que les affectations suivantes :

Signe	Eléments	Montant
	Les produits d'exploitation	1.240.447,05 €
-	Les charges d'exploitation	1.293.113,82 €
=	**Résultat d'exploitation**	**- 52.666,77 €**
	Les produits financiers	325,30 €
-	Les charges financières	0 €
=	**Résultat financier**	**+ 325,30 €**
=	**Résultat courant avant impôt**	**- 52.341,47 €**
	Les produits exceptionnels	0 €
-	Les charges exceptionnelles	0 €
=	**Résultat exceptionnel**	**0 €**
	Crédit d'impôt	1.483 €
	Total des produits	1.240.772,35 €
-	Total des charges	1.291.630,82 €
=	**Résultat de l'exercice**	**-50.858,47 €**
	Solde	**- 50.858,47 €**
-	Dotation à la réserve légale	0 €
-	Dotation aux autres réserves	0 €
=	**Affectation au Report à nouveau**	**- 50.858,47 €**
=	**Solde**	**0 €**

Nous vous proposons d'affecter le déficit de l'exercice au compte « report à nouveau » pour – 50.858,47€.
Nous vous informons que cette affectation porterait les capitaux propres de la société à **209.394,74** euros.

La décomposition des capitaux propres de la société serait :

- **Capital social = 291.177,59 €**
- **Prime d'émission d'action = 1.606,07 €**
- **Réserve légale = 29.117,76 €**
- **Autres réserves = 235.725,03 €**
- **Report à nouveau = - 348.231,71 €**

2.3. EXERCICE – DIVIDENDE NET – AVOIR FISCAL :

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été versé au cours des trois exercices précédents.

2.4. TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES :

Conformément à l'article R. 225-102 du Code de Commerce, veuillez trouver ci-dessous le tableau faisant apparaître les résultats des cinq derniers exercices :

NATURE DES INDICATIONS	2016	2017	2018	2019	2020
I. Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	**291.177,59**	**291.177,59**	**291.177,59**	**291.177,59**	**291.177,59**
b) Nombre d'actions émises	19.100	19.100	19.100	19.100	19.100
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
II. Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffres d'affaires Hors Taxes	815.991	1.625.164	9.219	6.206.406	973.082
b) Bénéfice/Déficit avant impôts, amortissements et provisions	49.262	-51.214	-93.813	371.594	41.501
c) Impôts sur les bénéfices (Crédit)	0	0	0	0	- 1.483
d) Bénéfice/Déficit après impôts, amortissements et provisions	23.306	-77.219	-99.259	-32.394	-50.858
e) Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice/Déficit avant impôts, amortissements et provisions	2,58	-2,68	-4,91	19,45	2,17
b) Bénéfice/Déficit après impôts, amortissements et provisions	1,22	- 4,04	- 5,20	- 1,70	- 2,66
c) Dividende versé à chaque action	0	0	0	0	0
IV. Personnel					
a) Nombre de salariés	10	10	7	6	7
b) Montant de la masse salariale	362.950	342.705	272.734	263.105	240.292
c) Montant des charges sociales	159.054	145.597	117.884	108.093	103.341

2.5. MONTANT GLOBAL DES DÉPENSES DE CARACTERE SOMPTUAIRE ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE (CGI 223 quater et 39-4) :

Néant

2.6. ACTIONNARIAT SALARIÉ :

Néant

III. Le bilan social :

3.1. CONVENTIONS REGLEMENTÉES :

Il n'y a pas eu de contractualisation de convention règlementée au cours de l'exercice 2020 selon les articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

3.2. MODE DE DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ :

Conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration du 25/09/2020, la direction de la société a été confiée à la Ville de Grasse, qui a pris de ce fait la qualité de Président Directeur Général.

La Ville de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Elle exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Enfin, elle représente la société dans ses rapports avec les tiers.

3.3. ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ :

- ***Séances du Conseil d'Administration***

Le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises :

* **Le 24 Janvier 2020** portant principalement sur l'opération d'aménagement avec La Roquette sur Siagne.

* **Le 12 Juin 2020** portant principalement sur les résultats financiers et le bilan d'activités de l'année 2019, ainsi que sur les différentes opérations d'aménagement et missions.

* **Le 25 Septembre 2020** portant principalement sur le renouvellement des représentants au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale, suite aux élections municipales ainsi qu'à l'Assemblée Générale, la nomination du Président du Conseil d'Administration

* **Le 17 Décembre 2020** portant principalement sur les différentes opérations d'aménagement et missions de la SPL.

3.4. RESSOURCES HUMAINES :

A la fin de l'exercice 2020, l'effectif de la SPL était de 6 personnes en contrat à durée indéterminée et 1 personne en contrat à durée déterminée.

Il est composé de quatre Ingénieurs-Cadres et trois ETAM.

IV. Le Rapport du Conseil sur le Gouvernement d'Entreprise :

4.1. LISTE DES MANDATS :

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, alinéa 1 du Code de commerce, outre d'être mandataire social de la SPL Pays de Grasse Développement, aucun administrateur ne détient de mandats ou fonctions exercées dans toute société, durant l'exercice écoulé.

4.2. CONVENTIONS CONCLUES PAR UNE FILIALE DE LA SOCIETE DETENUE A PLUS DE 50%, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, AVEC L'UN DES MANDATAIRES SOCIAUX OU L'UN DES ACTIONNAIRES DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPERIEURE A 10% ET QUI SONT INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant

4.3. TABLEAU DES DELEGATIONS :

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100, alinéa 7, doit être joint au présent rapport un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2. Le tableau fait apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

- ⇨ Nous vous informons qu'il n'a été consenti aucune délégation de compétence et de pouvoirs par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital par application des dispositions des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 dudit Code, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et qu'aucune délégation n'est en cours de validité.

4.4. MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE (C.COM. ART. L 225-51-1) :

- ⇨ Ces informations sont reprises dans les rapports de gestion et des mandataires à l'emplacement §III-Bilan social – Articles 3.2 et 3.3

V. Perspectives :

1. Dans le cadre des interventions de la SPL sur le secteur du Centre Ancien de Grasse :

a. Sur la concession d'aménagement du centre historique, procéder à la cession de certains biens :
   - Suivant le montage opérationnel pour les 3 logements en accession de l'immeuble n°29 rue P. Goby,
   - Les lots acquis dans le cadre de la restructuration des îlots non valorisés ou en diffus : studio du 3-5 rue Paul Goby ; logement du 27 rue marcel Journet ; deux studios du 6 Rue de l'Oratoire, ...

b. Sur la concession d'aménagement NPNRU :
   - Déposer les demandes d'autorisation d'urbanisme sur les îlots médiathèque sud et Sainte Marthe 2
   - Lancer les consultations de travaux pour les îlots médiathèque sud et Sainte Marthe 2
   - Lancer avec l'EPF PACA la procédure de DUP pour les îlots Placette et Roustan

2. Concernant l'opération de pépinière commerciale et la boucle commerciale du centre historique de Grasse :

a. Réaliser la cession de certains commerces prévus (1 oratoire, 4 oratoire, ...)
b. Poursuivre la gestion locative des commerces
c. Acquérir certains locaux de la rue droite de la nouvelle boucle commerciale
d. Lancer la consultation des travaux des premiers commerces de la nouvelle boucle commerciale
e. Obtenir le solde de la subvention prévue de l'ANRU

3. Concernant l'opération Martelly à Grasse :

a. Lancer la consultation et démarrer les travaux de dévoiements des réseaux sur Martelly
b. Acquérir les derniers biens nécessaires à la maîtrise totale de l'opération auprès de la Ville de Grasse et de l'EPF PACA en fonction du résultat en cassation du dernier recours sur le PC
c. Signer l'acte de vente des terrains avec le promoteur en fonction du résultat en cassation du dernier recours sur le PC
d. Solder la subvention ANRU et obtenir le 1er acompte NPNRU
e. Engager l'opération d'accessibilité de la résidence des Cordeliers

4. Les autres missions :

a. Assister la Ville de Grasse sur les différentes actions au sein du Centre Historique :
   - Poursuivre l'animation de l'opération façades avec notification de l'obligation de réaliser les travaux par secteurs géographiques
   - Poursuivre l'animation de l'opération devantures commerciales et portes en centre historique
   - Mise en place de l'opération de ravalement des façades sur le boulevard Victor Hugo avec contact des syndics et copropriétaires

b. Poursuivre l'aménagement des différents terrains Feragnon-centre village nord sur La Roquette sur Siagne :
   - Finaliser les travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics sur le terrain Feragnon
   - Acquérir le foncier auprès de la commune et de l'EPF sur l'extension centre-village Nord
   - Signer une promesse de vente avec la SAGEC, opérateur retenu pour la réalisation du deuxième programme de construction
   - Démarrer les travaux de démolition et voierie sur Feragnon/chemin du lac

c. Animer les dispositifs de l'OPAH et sur l'ensemble des 23 communes de la CAPG :
   - Poursuivre l'animation de la convention en cours
   - Participer à l'élaboration de la nouvelle OPAH intercommunale et OPAH RU sur Grasse-centre pour les cinq prochaines années

d. Assister la commune de Saint-Cézaire :
   - Finaliser la mission d'AMO sur la salle polyvalente BATIPOLY
   - Proposer de nouvelles missions d'accompagnement

e. Accompagner les communes actionnaires dans leur projet d'aménagement, de construction d'équipements publics et de conseils

5. <u>Création d'un outil foncier :</u>

a. Assister la Ville de Grasse sur la création d'un outil foncier dédié à la maitrise de commerces et autres activités économique : SEM

A. RAPPORT DES MANDATAIRES SOCIAUX :

I. Répartition du capital social

Conformément à l'article L.233-13 du Code de Commerce, nous vous informons que le capital de notre société est détenu par les personnes morales ou physiques suivantes au 31/12/2020 :

ACTIONNAIRES	Montants	Pourcentage	Actions
GRASSE	224 328,70 €	77,042%	14 715
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE	54 652,97 €	18,770%	3 585
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	1 524,49 €	0,5236%	100
LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE	1 524,49 €	0,5236%	100
LE TIGNET	1 524,49 €	0,5236%	100
MOUANS-SARTOUX	1 524,49 €	0,5236%	100
PEGOMAS	1 524,49 €	0,5236%	100
PEYMEINADE	1 524,49 €	0,5236%	100
SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE	1 524,49 €	0,5236%	100
SAINT-VALLIER-DE-THIEY	1 524,49 €	0,5236%	100
	291 177,59 €	**100,00%**	**19 100**

II. Les garanties d'emprunt

2.1. Concession du Centre Historique avec la Ville de Grasse :

- Il a été contracté le 18/09/2014, un emprunt d'un montant de 2.000.000 euros auprès du Crédit Coopératif, pour **une durée de quatre années** selon les modalités indiquées ci-après :

  - **Montant** : 2.000.000€
  - **Mode d'amortissement du capital** : constant
  - **Périodicité des échéances** : trimestrielle
  - **Conditions financières** :
    - Frais de dossier : 4.000 €
    - Taux : fixe de 1,95%
  - **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

Au 26 mars 2017, la SPL avait déjà remboursé le capital à hauteur de 1.231.706,25€ et il restait un capital dû de 768.293,75€, qui a fait l'objet d'une renégociation par un avenant n°1, signé le 17 novembre 2017, en portant le terme au 26/09/2021, en maintenant les modalités initiales :

- **Montant** : 768.293,75€
- **Maintien du Taux Fixe** : 1,95%
- **Nouveau terme du contrat** : 26/09/2021

Au 15 mai 2020, le prêt a fait l'objet d'un report de deux échéances trimestrielles, entraînant la dernière échéance au 26/03/2022 et en maintenant le taux à 1,95%.

Les sommes d'un montant de 87.016,39 € en capital, et 2.793,25 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2020.

↳ Il reste donc au 31/12/2020 un montant de capital de 222.350,90 € et des intérêts pour 3.262,40 € à rembourser d'ici le 26/03/2022.

- Il a été contracté le 23/09/2014 un emprunt d'un montant de 1.500.000 euros auprès d'Arkéa Banque, pour **une durée de quatre années** selon les modalités indiquées ci-après :

  - **Montant** : 1.500.000€
  - **Mode d'amortissement du capital** : révisable
  - **Périodicité des échéances** : trimestrielle
  - **Conditions financières** :
    - Frais de dossier : 2.000 €
    - Taux : Euribor 3 mois + 1,55%
  - **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

Au 30 avril 2017, la SPL avait déjà remboursé le capital à hauteur de 937.500€ et il restait un capital dû de 562.500€ qui a fait l'objet d'une renégociation par contrat « CGII – CITE GESTION IN FINE », signé le 28 Juin 2017, en portant le terme au 30/07/2021, en maintenant les modalités initiales :

- **Montant** : 562.500€
- **Maintien du Taux** : Euribor 3 mois + 1,55 de marge
- **Nouveau terme du contrat** : 30/07/2021

La somme de 6.685,07 € en intérêts a été réglée au cours de l'exercice 2020.

↳ Il reste donc au 31/12/2020 un montant de capital de 562.500 € et des intérêts à rembourser d'ici le 30/07/2021.

- Il a été contracté le 08/08/2016 un emprunt d'un montant de 1.000.000 euros auprès de la Caisse d'Epargne, pour **une durée de trois années** selon les modalités indiquées ci-après :

  - **Montant** : 1.000.000€
  - **Mode d'amortissement du capital** : IN FINE
  - **Périodicité des échéances** : annuelle
  - **Conditions financières** :
    - Frais de dossier : 2.000 €
    - Taux : fixe de 1,58%
    - Différé d'amortissement du capital : 24 mois

Au 31 décembre 2017, La SPL n'avait pas encore commencé à rembourser les échéances, et le prêt a fait l'objet d'une renégociation en portant le terme au 25/12/2021, en maintenant les modalités initiales :

- **Montant** : 1.000.000€
- **Maintien du Taux Fixe** : 1,58%
- **Nouveau terme du contrat** : 25/12/2021

La somme de 15.800€ en intérêt a été réglée le 25 Janvier 2020.

↳ Il reste donc au 31/12/2020 un montant de capital de 1.000.000 € et des intérêts pour 30.283,33 € à rembourser d'ici le 25/12/2021.

- Il a été contracté le 19/12/2016 un emprunt d'un montant de 5.000.000 euros auprès du Crédit Agricole, pour **une durée de cinq années** selon les modalités indiquées ci-après :



- **Montant** : 5.000.000€
- **Mode d'amortissement du capital** : Constant
- **Périodicité des échéances** : semestrielle
- **Conditions financières** :
  - Frais de dossier : 2.000 €
  - Taux : fixe de 0,70%
  - Différé d'amortissement du capital : 24 mois
- **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

Au 19 décembre 2019, la SPL a remboursé l'échéance en capital de 1.000.000 € et 17.791,67 € en intérêts financiers. Parallèlement, elle a contracté un nouveau prêt de 5.000.000 € lui permettant de rembourser la totalité du capital restant dû de 4.000.000 € du prêt initial et a réglé l'indemnité de réemploi dus au remboursement par anticipation d'un montant de 39.500 €.

Le prêt bancaire fut remboursé dans sa totalité le 19/12/2019 en capital et la somme de 74.986,11 € en intérêts a été réglée, dont 39.500 € d'indemnité de réemploi

- Il a été contracté le 17/12/2019 un emprunt d'un montant de 5.000.000 euros auprès du Crédit Agricole, pour **une durée de six années** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Montant** : 5.000.000€
- **Mode d'amortissement du capital** : Constant
- **Périodicité des échéances** : semestrielle
- **Conditions financières** :
  - Frais de dossier : 1.000 €
  - Taux : fixe de 0,46%
  - Différé d'amortissement du capital : 36 mois
- **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

La somme de 23.000€ en intérêt a été réglée au cours de l'exercice 2020.

↳ Il reste donc au 31/12/2020 un montant de capital de 5.000.000 € et des intérêts pour 86.327,05 € à rembourser d'ici le 19/12/2025.

2.2. Sur la Mission de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée des terrains de padels du Tennis-Club de Mouans-Sartoux :

- Il a été contracté le 28/09/2016 un emprunt d'un montant de 150.000 euros auprès du Crédit Agricole, pour **une durée de sept années** selon les modalités indiquées ci-après :

  - **Montant** : 150.000€
  - **Mode d'amortissement du capital** : Constant
  - **Périodicité des échéances** : Trimestrielle
  - **Conditions financières** :
    - Frais de dossier : 150 €
    - Taux : fixe de 0,95%
  - **Garantie d'emprunt** : 50% par la Ville de Mouans-Sartoux

Suite au sinistre intervenu le 3 janvier 2018, ne permettant plus au Tennis-Club de Mouans-Sartoux d'obtenir de recettes d'exploitation, le prêt bancaire a fait l'objet d'une renégociation par le report d'échéance d'une année supplémentaire qui a permis, en maintenant le même taux fixe de 0,95 %, de reporter la dernière échéance au 15/01/2025 et d'augmenter les intérêts d'emprunt de 1.132,64 €.

Au 16 avril 2020, le prêt a fait l'objet d'un report de deux échéances trimestrielles, à la demande du Tennis-club de Mouans-Sartoux qui a pris en charge le coût supplémentaire de 489,02€ d'intérêts financiers, entraînant la dernière échéance au 15/07/2025 et en maintenant le taux à 0,95%

Les sommes d'un montant de 10.580,89 € en capital, et 506,31 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2020.

↳ Il reste donc au 31/12/2020 un montant de capital de 99.119,86 et des intérêts pour 2.755,14 € à rembourser d'ici le 15/07/2025.

2.3. Sur la Concession d'aménagement des terrains Feragnon-Centre village Nord de la Roquette-sur-Siagne :

- Il a été contracté le 06/12/2018 un emprunt d'un montant de 400.000 euros auprès du Crédit Agricole, pour **une durée de quatre années** selon les modalités indiquées ci-après :

  - **Montant** : 400.000€
  - **Mode d'amortissement du capital :** Constant
  - **Périodicités des échéances** : Trimestrielle
  - **Conditions financières** :
    - Frais de dossier : 400 €
    - Taux fixe : 0,80%
  - **Garantie d'emprunt :** 80% de la Ville de la Roquette sur Siagne

Le 16 Avril 2020, il a été débloqué le solde du prêt, à savoir la somme de 169.873,97 €.

Les sommes d'un montant de 51.081,18 € en capital, et 2.268,76 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2020.

↳ Il reste donc au 31/12/2020 un montant de capital appelé de 301.016,51 € et des intérêts pour 2.715,46 € à rembourser d'ici le 15/12/2022.

III. Les conventions et missions

3.1. La concession d'aménagement du centre historique de Grasse signée le 7 Novembre 1996 et ses avenants se terminant le 31 Décembre 2027 :

*** Des produits (hors subventions et participations) ont été constatés pour 285.696 Euros :**

- Des cessions foncières ont été réalisées, pour un montant de 227.033 euros,
- Des produits ont été constatés pour 58.663 euros, correspondant à des loyers et produits financiers.

*** Des subventions émanant des partenaires signataires de la convention financière ANRU ont été encaissées au cours de l'exercice 2020 pour 261.683 euros.**

*** Aucune participation communale n'a été versée au cours de l'exercice 2020.**

*** Des charges ont été constatées pour 552.179 euros :**

• Aucune Acquisition foncière	
• Frais liés aux actes	786 euros,
• Travaux	229.977 euros,
• Honoraires techniques	89.883 euros,
• Etudes	6.500 euros,
• Frais financiers	53.293 euros,
• Frais divers	52.130 euros,
• Rémunération de la structure	103.391 euros,
• Pertes sur créances irrecouvrables	19.240 euros,
• Prorata de TVA	- 3.021 euros

↳ Les encours à fin 2020 s'élèvent à 14.241.846 euros, compte tenu d'une production stockée d'une valeur de - 86.628 € en 2020.

Afin de neutraliser le résultat intermédiaire provisoire de l'exercice 2020 de la concession, une participation communale estimative a été constatée pour un montant de 40.836 €

Selon le Compte Rendu d'Activité à la Collectivité approuvé le 8 Décembre 2020 par la commune, portant sur un cumul réalisé au 31/12/2019 :

↳ Aucune participation communale au titre de l'exercice 2020 n'a été versée

↳ Les montants totaux cumulés au 31 Décembre 2019 s'élèvent :

- En recettes : 42,853 M€ T.T.C.
- En dépenses : 49,232 M€ T.T.C.

↳ Le montant total prévisionnel en fin de concession s'élèverait à 77,009 M€ T.T.C.

3.2. La concession d'aménagement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain pour le centre historique de Grasse signée le 27 Janvier 2020 :

*** Des produits (hors subventions et participations) ont été constatés pour 5 Euros correspondant à des produits financiers**

*** Aucune subvention émanant des partenaires signataires de la convention financière ANRU n'a été encaissée au cours de l'exercice 2020.**

*** La participation communale versée en 2020 s'élève à 200.000 €.**

*** Des charges ont été constatées pour 180.629 euros :**

- Acquisitions foncières et frais 83.314 euros,
- Honoraires 7.281 euros,
- Analyse Site + Etudes 48.769 euros
- Rémunération de la structure 35.369 euros,
- Frais financiers 149 euros
- Frais divers 5.747 euros,

↳ Les encours à fin 2020 s'élèvent à 180.622 euros, compte tenu d'une production stockée de 180.622 € en 2019.

Afin de neutraliser le résultat intermédiaire provisoire de l'exercice 2020 de la concession, une participation communale estimative a été constatée pour un montant négatif de 199.998 €

Selon le Compte Rendu d'Activité à la Collectivité approuvé le 24 Septembre 2019 par la commune, car n'ayant pas eu de mouvements financiers en 2019, il n'y a pas eu de CRAC délibéré en 2020 :

↳ La participation communale au titre de l'exercice 2020 s'est élevé à 200.000 € permettant à la concession de couvrir en partie les besoins de financements.

↳ Le montant total prévisionnel en fin de concession s'élèverait à 15.151.775 € H.T.

3.3. La concession d'aménagement des terrains Feragnon-centre village nord pour la Roquette sur Siagne signée le 23 Juin 2017 et ses avenants :

*** Des produits (hors subventions et participations) ont été constatés pour 1.588,72 Euros correspondant à des produits financiers**

*** Un premier acompte de subvention du Département des Alpes-Maritimes a été encaissé pour 54.546,43€.**

*** Des charges ont été constatées pour 11.857 euros :**

- Honoraires techniques 8.388 euros,
- Frais financiers 2.503 euros,
- Frais divers 966 euros,

Afin de neutraliser le résultat intermédiaire provisoire de l'exercice 2020 de la concession, une participation communale estimative a été constatée pour un montant de 42.822 €

Selon le Compte Rendu d'Activité à la Collectivité approuvé le 11 Juin 2020, portant sur un cumul réalisé au 31/12/2019 :

- La participation communale au titre de l'exercice 2020 s'est élevé à 0 €.

- Les montants totaux cumulés au 31 Décembre 2019 s'élèvent :
  - En recettes : 4.130.438 € H.T.
  - En dépenses : 3.789.405 € H.T.

- Le montant total prévisionnel en fin de concession s'élèverait à 11.200.410 € H.T.

IV. Acquisitions et cessions immobilières

1.1. Utilisation des prérogatives de puissance publique :

La SPL Pays de Grasse Développement n'a pas eu recours au Droit de Préemption Urbain durant l'année 2020.

1.2. Listes des acquisitions foncières en 2020 :

* 3 actes d'acquisition ont été signés durant l'année 2020 au sein de la concession d'aménagement du NPNRU :

- Le 22/12/2020
  Acquisition de Monsieur ROTONDO, d'un commerce situé 5 Place aux Herbes – parcelle section BH 153 (Lot 7) pour 27 000 €

- LE 22/12/2020
  Acquisition de Madame PRETOLANI, de deux commerces situés 32 Rue Droite – parcelle section BE 106 (Lot 11) pour 23 000 € et 2 Rue Font Neuve – parcelle section BE 107 (Lot 3 et 4) pour 21 000 €

1.3. Listes des cessions foncières en 2020 :

* 6 actes de cession ont été signés durant l'année 2020 au sein de la concession d'aménagement du centre historique de Grasse :

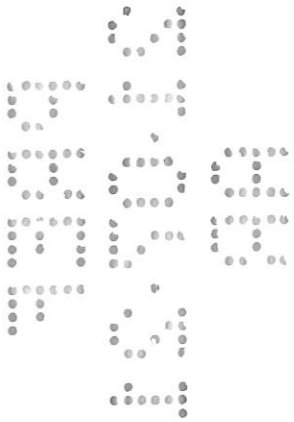
- Les 03/03/2020 et 02/07/2020 :
  Cession à Monsieur et Madame LEGOADEC, de deux locaux situés 5 rue des Fabreries, cadastré BH 96, lots 22 et 23 pour 6 000 € TTC chacun.

- Le 31/08/2020 :
  Cession à Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL, d'un entier immeuble situé 29 Rue Marcel Journet, cadastré BE 310, pour 122.033 € H.T., soit 130 000 € TTC.

- Le 03/12/2020 :
  Cession à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, d'un local situé 12 place Maurel, cadastré BE 32 à 35 (Lot 5) pour 15 000 € TTC ; ce local est destiné à devenir un point d'apport volontaire.

- Le 29/12/2020 :
  Cession à Monsieur OUABA, d'un logement situé 3 rue des Fabreries cadastré BH 468 – volumes 1/2/3 (Lots 1 et 2) pour un montant de 58 000 € TTC

- Le 31/12/2020
  Cession à la SCI SABAYARA (Monsieur ROUSSELIN), d'un logement situé 5 rue de l'Oratoire, cadastré BH 492 (Lot 30) pour un montant de 20 000 € TTC



Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 199 SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT APPROBATION DES RAPPORTS DE GESTION ET DES MANDATAIRES SOCIAUX 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 199

DU 7 DECEMBRE 2021

SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
APPROBATION DES RAPPORTS DE GESTION ET DES MANDATAIRES SOCIAUX 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur les rapports de gestion et des mandataires sociaux de la ville de Grasse, administrateur de la SPL Pays de Grasse Développement pour l'année 2020.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu la Loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales,

Vu l'article L. 1524-5 al. 14 du CGCT qui rappelle que "les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration".

Considérant qu'il y a lieu d'exposer ci-dessous les principaux évènements intervenus au cours de l'exercice 2020 au sein de la SPL Pays de Grasse Développement, dont le détail est repris dans les documents annexés ;

(1) Le fonctionnement de Pays de Grasse Développement durant l'année 2020 a été le suivant :

- **Le Conseil d'Administration** s'est réuni à quatre reprises les 24 janvier, 12 juin, 25 septembre et 17 décembre 2020 et **l'Assemblée Générale** s'est réunie le 3 juillet 2020.

- **Le Capital social est inchangé à hauteur de 291.177,59 euros :**
  - Commune de Grasse : 77,042%
  - Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : 18,770%
  - Les Communes d'Auribeau-Sur-Siagne, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, La Roquette-Sur-Siagne, Saint-Cézaire-Sur-Siagne, Saint-Vallier- De-Thiey et le Tignet : 0,5236% chacune

- **Le Conseil d'Administration a été renouvelé lors du conseil d'administration du 25 septembre 2020, et il est toujours composé de 18 administrateurs :**
  - Commune de Grasse : 9 représentants
  - Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : 1 représentant
  - Les Communes d'Auribeau-Sur-Siagne, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, La Roquette-Sur-Siagne, Saint-Cézaire-Sur-Siagne, Saint-Vallier- De-Thiey et le Tignet : 1 représentant chacune.

La SPL Pays de Grasse Développement doit présenter comme chaque année sous la forme d'un rapport annuel des mandataires, reprenant le rapport de gestion, d'activités et des engagements des actionnaires publics au cours de

l'exercice, et joint en annexe de la présente délibération. Ce rapport a été auparavant approuvé en séance du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Par la communication, la discussion et le vote sur ce rapport, la collectivité publique, en l'occurrence la ville de Grasse exerce son contrôle au sein de la SPL Pays de Grasse Développement, conformément à l'article L. 1524-5 al. 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, émanant de la Loi du 7 juillet 1983.

(2) Au cours de l'année 2020, sur le plan opérationnel, la SPL Pays de Grasse Développement a mené les missions et actions suivantes :

- **Pour la partie « Restructuration Urbaine du centre ancien de Grasse »** :

  - **elle s'est vu confier par la ville de Grasse** l'étude et la requalification de quatre îlots à vocation de logements ainsi que l'aménagement et la commercialisation d'une vingtaine de locaux à vocation commerciale.

  - **l'accompagnement d'actions complémentaires** en Centre Historique de Grasse :
    - le conventionnement de logements privés (58 conventionnés depuis 2015, dont 41 sans travaux),
    - l'opération façades (25 réalisées depuis 2016)
    - les devantures commerciales (10 réalisées depuis 2016)
    - la restauration des portes d'entrées d'immeubles du centre historique (43 restaurées depuis 2016)

  - **le lancement d'une opération d'incitation aux travaux de ravalement des façades** sur le boulevard Victor Hugo à Grasse (119 immeubles recensés).

- **Pour la partie « Aménagement urbain et économique » :**

  - **le suivi des travaux et la gestion des locaux de la pépinière commerciale** à Grasse (53 cellules achetées pour créer 31 commerces à terme), ainsi que la mise en place d'un programme de cession des commerces prioritairement à leurs occupants.

  - sur le **secteur Martelly** à Grasse en tant que Maître d'ouvrage, il a été effectué :
    - l'accompagnement dans les procédures de recours engagées concernant l'autorisation d'exploitation du cinéma de six salles de CGR Cinémas et contre le Permis de Construire de Bouygues Immobilier
    - la préparation du Dossier de Consultation des Entreprises pour les travaux de dévoiement des réseaux

  - **L'opération d'aménagement du terrain Feragnon à la Roquette sur Siagne** en tant qu'aménageur public pour la réalisation d'un programme de construction en deux phases de 80 puis 100 logements en vue de redynamiser le centre du village :
    - Sur la première phase :
      - Travaux de construction en cours par le promoteur la SAGEC
      - Poursuite des travaux VRD et espaces publics par la SPL Pays de Grasse Développement

    - Sur la deuxième phase :
      - Instruction et obtention des Permis de Construire du promoteur la SAGEC
      - Préparation du Dossier de Consultation des Entreprises pour les travaux de VRD par la SPL Pays de Grasse Développement

- **Pour la partie « Animation et assistance d'opérations »** :

  - **L'animation de la mission pour l'amélioration du parc bâti ancien sur le territoire de la CAPG :** L'OPAH Intercommunale sur les 23 communes du territoire intercommunal qui a été prolongée :
    - 87 dossiers à l'étude sur 15 communes en 2020
    - 67 dossiers agréés par l'ANAH en 2020 représentant 823 253 € de travaux et 410 763 € de subventions
    - 56 dossiers agréés par la CAPG en 2020, représentant 707 485 € de travaux et 154 237 € de subventions

  - **L'animation de l'Espace Info Energie** au sein de la SPL en lien avec l'ADEME et la CAPG sur l'ensemble du territoire intercommunal pour une période d'un an renouvelable s'est terminée le 31 août 2020. l'EIE a traité 227 contacts répartis sur l'ensemble des 23 communes de la Communauté d'agglomération, correspondant à 283 dossiers de rénovation énergétique en 2020, avec un taux de satisfaction de 94,7%.

  - **L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation d'une salle polyvalente** « BATIPOLY » pour la commune de Saint-Cézaire-sur-Siagne, dans une démarche BDM pour une superficie de 950 m² dont le programme a été modifié dans le courant du second semestre 2020.

Ensuite, il est précisé que Pays de Grasse Développement est toujours propriétaire des parts sociales, au nombre de 10, qu'elle détient auprès de la **société locale d'Epargne GRASSE** depuis l'année 2000.

(3) Sur le plan financier :

Elle a donc contracté plusieurs emprunts auprès d'établissements bancaires en fonction des différentes opérations, à savoir :

- **Sur la concession d'aménagement du centre historique de Grasse, avec la garantie de la commune de Grasse à hauteur de 80% :**
  - Sur le premier emprunt de 2.000.000 € auprès du Crédit Coopératif, en date 18/09/2014, avec un taux fixe (1,95%) pour une durée d'amortissement de 48 mois (18/09/2018), porté par avenant à la date du 26/09/2021.
    - ⇨ Il a été réglé en 2020, 87 016,39 € en capital et 2 793,25 € en intérêts financiers.
    - ⇨ Il reste un capital au 31/12/2020 de 222 350,90 €.

  - Sur le second emprunt de 1 500 000 € auprès d'Arkéa Banque, en date du 03/09/2014, avec un taux variable (Euribor 3 mois + 1,55 de marge) pour une durée d'amortissement de 48 mois (03/09/2018), porté par avenant à la date du 30/07/2021 et l'amortissement du capital in fine.
    - ⇨ Il a été réglé en 2020, 6 685,07€ en intérêts financiers.
    - ⇨ Il reste un capital au 31/12/2020 de 562 500 €.

  - Sur le troisième emprunt d'1 000 000 € auprès de la Caisse d'Epargne, en date du 23/08/2016, avec un taux fixe (1,58%) pour une durée d'amortissement de 36 mois (23/08/2020), porté par avenant à la date du 25/12/2021 et l'amortissement du capital IN FINE.
    - ⇨ Il a été réglé en 2020, 15.800 € d'intérêts financiers.
    - ⇨ Il reste un capital au 31/12/2020 de 1 000 000 €.

  - Sur le quatrième emprunt de 5 000 000 € auprès du Crédit Agricole, en date du 17/12/2019, avec un taux fixe (0,46 %) pour une durée d'amortissement de 6 ans (17/12/2025) avec un différé d'amortissement de 36 mois.
    - ⇨ Il a été réglé en 2020, 23 000 € d'intérêts financiers.
    - ⇨ Il reste un capital au 31/12/2020 de 5 000 000 €.

- **Sur la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée pour la création des terrains de padel et l'accessibilité PMR au TCMS, avec la garantie de la commune de Mouans-Sartoux à hauteur de 50% :**
  - Un emprunt de 150.000 € auprès du Crédit Agricole, en date 28/09/2016, avec un taux fixe (0,95%) pour une durée d'amortissement de 84 mois (15/10/2023), porté par avenant à la date du 15/07/2025.

⇨ Il a été réglé en 2020, 10 580,89 € en capital et 506,31 € en intérêts financiers.
⇨ Il restait un capital au 31/12/2020 de 99 119,86 €.

- **Sur la concession d'aménagement des terrains Ferragnon – centre village nord sur La Roquette-sur-Siagne, avec la garantie de la commune de La Roquette-sur-Siagne à hauteur de 80% :**
  - Un emprunt de 400.000 € auprès du Crédit Agricole, en date 06/12/2018, avec un taux fixe (0,80%) pour une durée d'amortissement de 48 mois (15/12/2022), débloqué entièrement le 16 avril 2020.
    ⇨ Il a été réglé en 2020, 51 081,18 € en capital et 2 268,76 € en intérêts financiers.
    ⇨ Il restait un capital appelé au 31/12/2020 de 301 016,51 €.

(4) Sur le foncier :

- **La SPL n'a pas eu recours au droit de préemption**

- *** 3 actes d'acquisition ont été signés durant l'année 2020 au sein de la concession d'aménagement du NPNRU à Grasse :**

  - Le 22/12/2020 : acquisition de Monsieur ROTONDO, d'un commerce situé 5 Place aux Herbes pour 27 000 €
  - Le 22/12/2020 : acquisition de Madame PRETOLANI, de deux commerces situés 32 Rue Droite pour 23 000 € et 2 Rue Font Neuve pour 24 000 €

- *** 6 actes de cession ont été signés durant l'année 2020 au sein de la concession d'aménagement du centre historique de Grasse :**

  - Les 03/03/2020 et 02/07/2020 : cession à Monsieur et Madame LEGOADEC, de deux locaux situés 5 rue des Fabreries, pour 6 000 € TTC chacun.
  - Le 31/08/2020 : cession à Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL, d'un entier immeuble situé 29 Rue Marcel Journet, pour 122.033 € H.T, soit 130 000 € TTC.
  - Le 03/12/2020 : cession à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, d'un local situé 12 place Maurel, pour 15 000 € TTC ; ce local est destiné à devenir un point d'apport volontaire.
  - Le 29/12/2020 : cession à Monsieur OUABA, d'un logement situé 3 rue des Fabreries pour 58 000 € TTC.
  - Le 31/12/2020 cession à la SCI SABAYARA d'un logement situé 5 rue de l'Oratoire, pour 20 000 € TTC.

En conclusion, pour l'année 2020, les comptes annuels de l'exercice social au 31 Décembre 2020 se traduisent par un résultat déficitaire après impôt sur les sociétés de **50 858,47 €**, contre un résultat déficitaire **32 393,60 €** en 2019. De plus, le total du bilan est de **16 532 229 €** en 2020 contre **16 204 882 €** en 2019.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les rapports de gestion et des mandataires sociaux de l'exercice 2020 de la SPL Pays de Grasse Développement, en annexe de la présente délibération.

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour, 3 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, et 4 abstentions : Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO (2 voix).

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN

COMPTE-RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE AU 31/12/2020

NOTE DE CONJONCTURE

Par convention en date du 27 janvier 2020, la commune de Grasse a concédé à la SPL Pays de Grasse Développement, une opération d'aménagement portant sur la requalification de quatre îlots dégradés (Médiathèque-sud, Sainte-Marthe 2, Placette et Roustan), ainsi que la poursuite d'une boucle commerciale par l'acquisition de 20 cellules complémentaires le long du parcours marchand (rues Droite et Vieille Boucherie puis Place aux Herbes).

En application des dispositions de cette convention ainsi que de l'article L-1523-3 du C.G.C.T. et de l'article L-300-5 du code de l'urbanisme, la SPL doit fournir un rapport annuel qu'elle transmet à la collectivité cocontractante, afin que celle-ci le soumette à son assemblée délibérante.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31/12/2020 comprend :

- Une note de conjoncture sur l'opération
- Un bilan prévisionnel actualisé faisant apparaître l'état des réalisations de dépenses et recettes ainsi que les dépenses et recettes restant à réaliser.

OBJECTIFS ET CADRE DE REALISATION DE L'OPERATION

- **L'habitat et son attractivité en centre-ville**

Le renouvellement urbain du territoire passe par la production d'un habitat adapté qui renoue avec l'attractivité résidentielle et prend en compte les conditions de vie contemporaine. Le projet s'adresse en premier lieu aux habitants et aux familles. Il parie également sur le renouvellement de la population du centre historique à travers l'arrivée d'étudiants. L'ouverture récente de nouvelles formations en centre-ville et l'installation attendue d'élèves-ingénieurs conduisent à réfléchir au concept d'un campus multi-sites incluant équipements, logements et services. Proposer aux nouveaux arrivants un habitat collectif sous forme de résidences de petites unités, des équipements de qualité - espaces culturels, lieux de formation, tiers lieu - de même que des services qui leur seront dédiés, donnent toutes garanties pour une intégration réussie de cette nouvelle population et une réelle contribution de sa part à la dynamique d'ensemble. C'est par l'introduction d'une mixité sociale et d'une diversité générationnelle que l'attractivité du centre historique se verra renforcée.

- **Un développement économique et commercial équilibré, ancré sur le territoire**

Fort de l'expérience acquise dans le PNRU, un nouveau parcours commercial est proposé en pied d'immeubles dans les secteurs investis par les nouveaux équipements : Martelly, locomotive commerciale, la médiathèque dont la mise en fonctionnement va attirer une nouvelle clientèle, l'ensemble des rez-de-chaussée des îlots restructurés qui sont destinés à accueillir des commerces moteurs dans des locaux d'une superficie plus importante. Ce parcours vient prolonger la boucle commerciale d'origine (renforcée par la pépinière) et diversifier les activités dans un circuit cohérent qui prend en compte les nouveaux lieux de vie. L'apport des étudiants est là aussi attendu pour animer la nouvelle médiathèque et faire vivre les commerces de détail qui adapteront leur activité à cette nouvelle clientèle.

LE PROGRAMME D'INTERVENTION

En matière d'habitat :

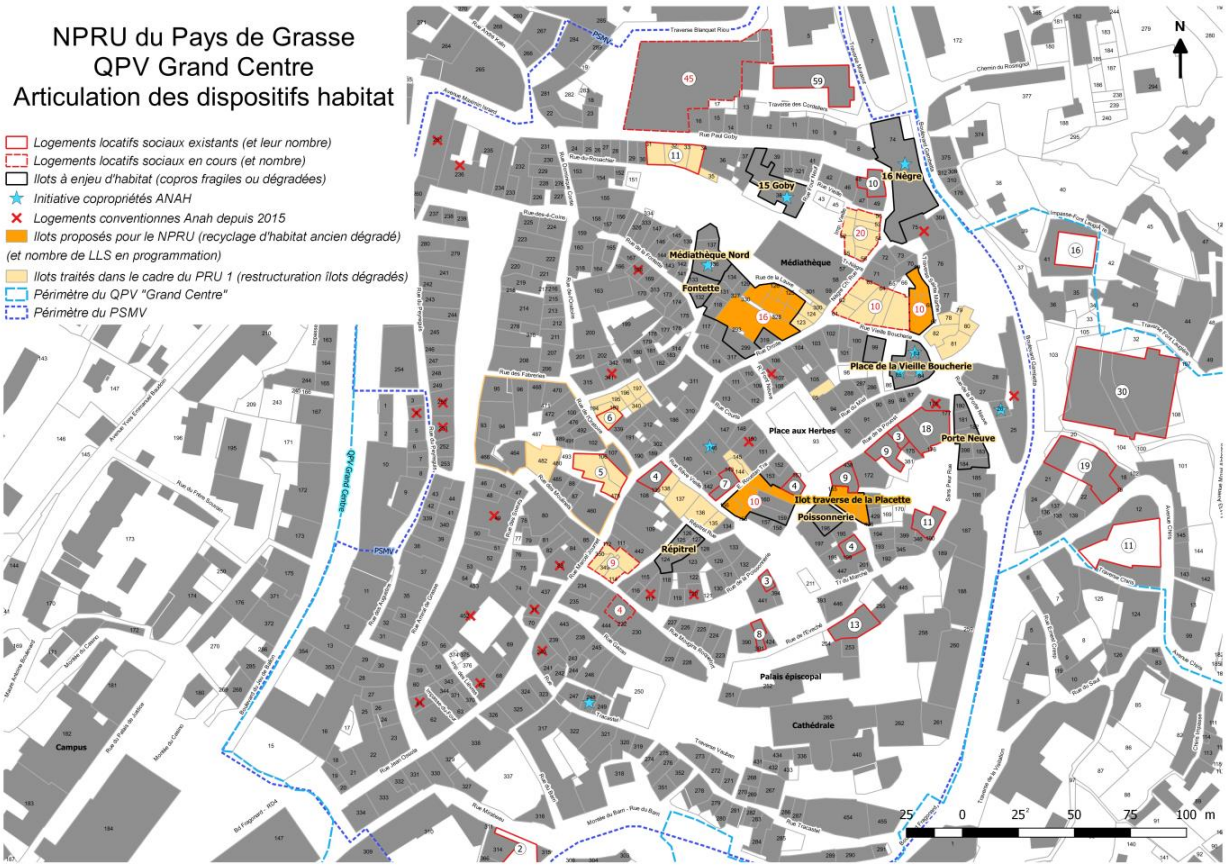
Restructuration de quatre îlots dégradés et production d'un habitat adapté aux conditions de vie contemporaine selon la répartition suivante :

	PLUS	PLS étudiants	Accession	Total
Médiathèque Sud	5	12		**17**
Sainte Marthe 2			6	**6**
Traverse de la Placette		10		**10**
Ilot Roustan	10	4		**14**
TOTAL	**15**	**26**	**6**	**47**

En matière de développement économique :

Acquisition-remembrement-gestion de 20 cellules marchandes situées le long du parcours commercial délimité par :

- La rue Marcel Journet (à partir du n°28),
- La Rue Droite (à partir du n° 35)
- La Rue Font Neuve
- La Rue et la Place Vieille Boucherie
- La Rue de la Pouost,
- La Place aux Herbes



LES REALISATIONS DURANT LES PRECEDENTS EXERCICES :

I - Les dépenses :

1. **Les études préalables** : Voici l'ensemble des équipes retenues pour mener à bien les études préalables sur les 4 îlots et la boucle commerciale

Choix des équipes	Equipes retenues	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Maître d'œuvre	Agence MAES	X	X	X	X
Géomètre	Cabinet Pierrot	X	X	X	partiel
Bureau de contrôle	APAVE	X	X	X	
CSPS	APAVE	X	X	X	
Accompagnateur BDM	SOWATT	X	X	X	X
Archéologie	INRAP	X	X	X	
Amiante	AEDEX	X	X	X	
Radon	APAVE	En cours	En cours	En cours	

Choix des équipes	Equipes retenues	Boucle commerciale
Maître d'œuvre	Stéphane Legoadec	X
Géomètre	Marie-Ange Flaugnatti	X
Amiante	AEDEX	X

Et voici leur état d'avancement :

Etat d'avancement	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Ordre de service MOE	5/01/2021	7/9/2020		
Diagnostics	X	X	X	X
Avant-projet sommaire	X	X	X	X
Avant-projet définitif	X	X		
Permis de construire	Déposé le 16/11/2021	Obtenu 20/11/2021		
Déclaration d'Utilité Publique (DUP)	Maîtrise foncière EPF	Maîtrise foncière Ville	Approbation par DCM 29/06/2021	Dossier en cours de préparation
Etape à venir à fin 2021	Obtention PC	Acte EPF/SPL	Lancement procédure de DUP	
	Préparation des DCE Et lancement des consultations entreprises			

Au 31/12/2020, le montant des dépenses constatées sur ce poste est de 31 259 € HT

2. Les acquisitions foncières

La maîtrise foncière de **l'îlot Médiathèque Sud** est assurée par la Ville de Grasse, à l'exception d'une terrasse et d'une partie de logement dépendant de l'immeuble situé 8 et 10 rue de la Fontette. L'îlot s'étend sur 11 parcelles cadastrales respectivement situées 45-47-49 rue Droite, et 1-3-5 rue de la Lauve. Une délibération prise par le conseil municipal en date du 9/11/2021 adopte les termes de la rétrocession à intervenir entre la Commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement.
Les négociations sont en cours pour acquérir le logement situé 8 et 10 rue de la Fontette dont une partie est vouée à démolition au plan de sauvegarde et de mise en valeur.

La maîtrise foncière de **l'îlot Sainte Marthe 2** est effectuée par EPF. L'îlot se compose de 3 immeubles respectivement situés 9 Rue de la vieille Boucherie, 1 et 3 Traverse de la Placette.

A l'exception d'une terrasse empiétant sur l'emprise du projet, la maîtrise foncière de l'îlot est réalisée et la rétrocession interviendra une fois le permis purgé de tout recours.

La partie d'immeuble surplombée par la terrasse doit également être acquise pas la SPL afin de procéder à sa démolition à terme, conformément au plan de sauvegarde et de mise en valeur.

Enfin, EPF PACA est en charge de la maîtrise foncière des îlots Placette et Roustan et aura recours à des procédures de DUP pour se titrer sur l'ensemble des tènements fonciers nécessaires à la réalisation des opérations.

3. Les travaux

Aucune dépense n'a été engagée sur ce poste au stade d'avancement des projets

4. Honoraires de maîtrise d'œuvre

Dans la phase d'études, les honoraires de la maîtrise d'œuvre sont imputées dans le poste Analyse du site/ étude

5. Rémunération de conduite d'opération

La SPL se rémunère de la façon suivante : Un forfait de 6 000 €/an/sous-opération (au nombre de 5, soit 4 îlots et 1 boucle commerciale) sur la durée de la concession ; un forfait de 3 000 € / sous-opération est allouée à la structure pour les opérations de clôture de la convention.
La SPL est également rémunérée proportionnellement aux dépenses et recettes engagées, à raison de :

- 5% sur les travaux et honoraires techniques
- 4% sur les autres postes en dépenses et recettes (à l'exception des subventions et participations)

II – Les recettes

6. **La revente des charges foncières.** Elle se fait selon les montants retenus par l'ANRU, soit :
    - 500 €/m² habitables pour les logements financés en PLUS ou PLS
    - 300 €/m² habitables pour les logements financés en accession

7. Les subventions

Elles sont contractualisées dans la convention du NPNRU signée le 28 avril 2020 entre les différents partenaires de la Ville, et doivent faire l'objet de demandes spécifiques pour être allouées :
Pour l'ANRU, deux demandes ont été réalisées en 2021 et sont en cours d'analyse par les services de la Ddtm. Elles concernent Sainte Marthe 2 et Médiathèque Sud.

Le Conseil Régional s'est prononcé favorablement sur ces mêmes dossiers lors de sa séance en date du 28 octobre 2021.

Enfin, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a engagé les trois subventions portant sur les îlots Médiathèque Sud, Placette et Roustan par convention signée le 4 octobre 2021.

Les participations communales sont versées annuellement après approbation du compte-rendu d'activités en conseil municipal et sur facturation de la SPL concessionnaire.

8. Recours à l'emprunt

La SPL a obtenu un prêt d'un montant de 800 000 € auprès de la Banque Postale, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Durée : sept années
Mode d'amortissement du capital : constant
Taux d'intérêt annuel : fixe de 0,98%
Périodicité des échéances : annuelle
Commission d'engagement : 0.2% du montant du prêt soit 1 600 €

Ce prêt a été garanti à hauteur de 80% par décision du Conseil municipal en date du 28 septembre 2021 et présenté au Conseil d'Administration de la SPL réuni dans sa séance du 7 octobre 2021. Il est principalement destiné à financer l'acquisition à venir des immeubles d'emprise de l'îlot Sainte Marthe 2 auprès d'EPF PACA.

III – Les risques encourus par la collectivité

En l'état actuel d'avancement des études, les montants prévisionnels des acquisitions sont confortés par les estimations rendues par France Domaines, de même que les coûts des travaux estimés par la maîtrise d'œuvre restent conformes aux enveloppes des bilans prévisionnels.

La consultation des entreprises sera déterminante dans la gestion des budgets et l'attention sera portée sur la conduite de chantier pour éviter, si ce n'est limiter, les travaux supplémentaires.

Le fait qu'aucun bailleur social ne se soit réellement engagé sur la poursuite de nos opérations ne fragilise pas encore l'obtention des recettes au titre de la revente des charges foncières ; pour autant, l'absence de partenariat ne permet pas la co-construction et l'adaptation des projets aux souhaits du bailleur et des futurs usagers.

Ces différents paramètres ne constituent pas des aléas en tant que tels, pour l'équilibre financier présenté, l'opération restant toutefois aux risques de la commune, conformément aux règles régissant la concession d'aménagement.

BILAN PREVISIONNEL CONCESSION D'AMENAGEMENT CENTRE HISTORIQUE GRASSE - NPNRU - DEPENSES - RECETTES

NPNRU

Dépenses HT		2020	Début 2021	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	en HT TOTAL	en TTC Dépenses
études		31 259	16 910	344 473	442 775	30 790	0	0	0	0	0	0	**866 208**	**1 039 449**
Acquisitions foncières et frais		84 300	-386	945 000	361 279	1 490 985	155 474	0	0	0	0	0	**3 036 653**	**3 036 653**
Travaux		0	0	0	1 257 209	1 257 209	2 119 334	2 119 334	1 046 865	862 125	0	0	**8 662 075**	**10 394 490**
Honoraires techniques		0	0	0	125 721	125 721	211 933	211 933	104 687	86 213	0	0	**866 208**	**1 039 449**
Frais financiers et portage		5 827	7 345	0	94 291	94 291	153 266	158 887	78 515	64 659	-7 425	425	**650 081**	**650 081**
Frais divers et relogement		0	0	0	6 687	0	0	0	0	0	0	0	**6 687**	**8 024**
Honoraires Maître d'Ouvrage		15 000	20 369	81 579	135 699	165 548	160 672	155 733	115 457	83 169	41 928	88 712	**1 063 866**	**1 063 866**
TOTAL DEPENSES HT		**136 386**	**44 238**	**1 371 052**	**2 423 660**	**3 164 543**	**2 800 679**	**2 645 886**	**1 345 524**	**1 096 166**	**34 504**	**89 137**	**15 151 775**	**17 232 011**

Recettes HT		2020		2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	en HT TOTAL	en TTC Recettes
Cessions foncières		0	0	0	0	0	0	0	541 100	0	226 500	1 013 250	**1 780 850**	**2 137 020**
Loyers		0	0	0	7 034	35 172	35 172	56 275	61 903	63 310	63 310	63 310	**385 485**	**462 582**
ANRU		0	0	0	717 054	358 527	922 915	640 721	640 721	1 716 301	282 194	1 128 776	**6 407 207**	**6 407 207**
Région		0	0	0	168 956	112 637	264 211	213 686	157 368	101 049	50 525	0	**1 068 431**	**1 068 431**
CAPG		0	0	200 000	160 000	160 000	160 000	173 208	116 953	0	0	0	**970 161**	**970 161**
Ville de Grasse		200 000	0	200 000	640 000	500 000	500 000	500 000	498 420	501 457	500 000	499 764	**4 539 641**	**4 539 641**
TOTAL RECETTES HT		**200 000**	**0**	**400 000**	**1 693 044**	**1 166 336**	**1 882 297**	**1 583 890**	**2 016 464**	**2 382 117**	**1 122 528**	**2 705 099**	**15 151 775**	**15 585 042**

Plan de trésorerie prévisionnel - concession Aménagement Grasse centre historique - NPNRU

POSTES HT	Cumul au 31/12/2020	Début 2021	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
D = Dépenses	136 386	44 238	1 371 052	2 423 660	3 164 543	2 800 679	2 645 886	1 345 524	1 096 166	34 504	89 137	**15 151 775**
R = Recettes	200 000	0	400 000	1 693 044	1 166 336	1 882 297	1 583 890	2 016 464	2 382 117	1 122 528	2 705 099	**15 151 775**
RE = R-D = Résultat d'exploitation	**63 614**	**-44 238**	**-971 052**	**-730 616**	**-1 998 207**	**-918 382**	**-1 061 996**	**670 940**	**1 285 951**	**1 088 024**	**2 615 962**	**0**
A = Total des amortissements	**0**		**0**	**114 286**	**114 286**	**114 286**	**114 286**	**114 286**	**114 286**	**114 286**	**0**	**800 000**
Emprunts				114 286	114 286	114 286	114 286	114 286	114 286	114 286		**800 000**
Avances												**0**
M = Total des Mobilisations	**0**	**0**	**800 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**800 000**
Emprunts			800 000									**800 000**
Avances												**0**
F = M-A = Résultat financier	**0**		**800 000**	**-114 286**	**-114 286**	**-114 286**	**-114 286**	**-114 286**	**-114 286**	**-114 286**	**0**	**0**
T1 = TVA sur dépenses	6 252	3 382	68 895	366 478	282 744	466 253	466 253	230 310	189 668	0	0	**2 080 235**
T2 = TVA sur recettes	0	0	0	1 407	7 034	7 034	11 255	120 601	12 662	57 962	215 312	**433 267**
T3 = Flux de TVA vers le Trésor Public	-6 252	-3 382	-68 895	-365 071	-275 710	-459 219	-454 998	-109 710	-177 006	57 962	215 312	**-1 646 968**
T4 = TOTAL TVA	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRESORERIE PERIODE	**63 614**	**-44 238**	**-171 052**	**-844 902**	**-2 112 493**	**-1 032 668**	**-1 176 282**	**556 655**	**1 171 665**	**973 738**	**2 615 962**	**0**
TRESORERIE CUMULEE	**63 614**	**19 376**	**-151 677**	**-996 578**	**-3 109 071**	**-4 141 739**	**-5 318 021**	**-4 761 366**	**-3 589 701**	**-2 615 962**	**0**	

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 200 **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
RENOUVELLEMENT URBAIN CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN
APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE 2020
VERSEMENT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY

Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 200

DU 7 DECEMBRE 2021

SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN
APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE 2020
VERSEMENT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Compte rendu d'activités à la collectivité au 31/12/2020, de l'opération en concession d'aménagement du NPNRU comportant le bilan, le compte d'exploitation et une note de conjoncture.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
Services Aménagement et Financier	Participation communale au titre des opérations ANRU en investissement	640 000 €

Monsieur le Maire expose :

Considérant la délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2019 approuvant la concession d'aménagement du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) entre la commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement.

Considérant la concession d'aménagement dite du NPNRU entre la commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement en date du 27 janvier 2020, portant sur la requalification de quatre îlots dégradés (Médiathèque-sud, Sainte-Marthe 2, Placette et Roustan), ainsi que la poursuite d'une boucle commerciale par l'acquisition de 20 cellules complémentaires le long du parcours marchand (rues Droite et Vieille Boucherie puis Place aux Herbes).

Considérant la délibération du Conseil Municipal de la commune de Grasse, en date du 27 juin 2017 approuvant la signature de la convention d'intervention foncière en centre ancien, sur le secteur sauvegardé de Grasse, en phase impulsion-réalisation, entre la Commune et l'Etablissement Public Foncier PACA.

Considérant la convention d'intervention foncière au titre du NPNRU entre la Commune de Grasse, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'Etablissement Public Foncier PACA en date du 1 septembre 2017.

Vu l'obligation du concessionnaire de présenter annuellement un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en recettes et dépenses, ainsi qu'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé.

Considérant que ces documents ont été remis à la Commune de Grasse conformément au cahier des charges de concession susvisé.

Considérant que :

- La SPL a engagé l'ensemble des études et diagnostics permettant de mener à bien la réalisation du programme prévisionnel de restructuration de quatre îlots opérationnels à vocation d'habitat et l'acquisition-gestion de 20 cellules à vocation commerciale.

- Le bilan financier au 31/12/2020, prend en compte l'ensemble des études, acquisitions, travaux, honoraires, rémunération et cessions dans le cadre des opérations ANRU dont la SPL Pays de Grasse Développement assure la maîtrise d'ouvrage.

- Les crédits mobilisables auprès des partenaires de la Ville, dans le cadre de la convention avec l'ANRU, le Conseil Régional PACA et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'élèvent à 8.445.799 €.

- En l'état d'avancement des études, le bilan financier prévisionnel de l'opération est maintenu à hauteur d'un montant de 15 151 775 € HT et s'équilibre notamment avec une participation communale totale de 4 539 641 € HT, dont 400.000 euros ont été versés en 2020 et 2021.

- La participation communale pour l'année 2022, d'un montant de 640 000 euros en investissement, sera versée sur facturation de la Société, au cours de l'année.

Il est ainsi proposé de délibérer sur le compte-rendu d'activité à la collectivité (CRAC) comportant bilan, compte d'exploitation prévisionnel et note de conjoncture et portant sur la concession d'aménagement du nouveau programme national de renouvellement urbain entre la Commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement. Les documents précités sont annexés à la présente délibération.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le compte rendu financier au 31/12/2020 présenté à la Ville, comportant le bilan d'un montant de 15 151 775 € HT, le plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en recettes et dépenses, ainsi qu'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé

- **APPROUVER** la participation communale d'équilibre totale de 4 539 641 € HT et procéder au versement de la participation communale 2022 de 640 000 € au titre des opérations ANRU en investissement, conformément au bilan, compte d'exploitation et note de conjoncture fournis par la SPL Pays de Grasse Développement et procéder à son versement sur présentation des factures correspondantes

- **DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2022

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document afférent à la présente délibération.

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour, 3 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, et 4 abstentions : Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO (2 voix).

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Concession d'aménagement du centre Historique
Compte rendu d'activités à la collectivité au 31/12/2020
Note de conjoncture

Le cahier des charges relatif à la concession d'aménagement du Centre Historique en date du 7 novembre 1996 et de ses avenants prévoit l'établissement d'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé et pendant toute la durée de la convention. Ce bilan d'opération a été actualisé en ajustant les montants de l'opération de la ZAC Martelly, des chantiers de restructuration des îlots dégradés (clôturés), les derniers travaux sur les commerces des rez-de-chaussée des immeubles desdits îlots, et prend en compte les conséquences de la crise sanitaire liée à la COVID-19. La concession devrait se terminer en 2027.

Suit la description des postes figurant au bilan, dont le montant actualisé est maintenu à hauteur de 77,009 millions d'euros

I) Les dépenses au cours de l'exercice 2020 :

1. Acquisitions foncières :

Il n'y a pas eu d'acquisitions foncières en 2020.

2. Etudes Aménagement :

La totalité de ce poste avait été utilisée puisqu'il concernait les études de programmation et celles liées à la ZAC de l'opération Martelly telles que : étude urbaine, dossier de ZAC, étude de faisabilité d'un cinéma, étude commerciale, étude viaire, étude Natura 2000, étude d'impact, étude air/acoustique, …

3. Les travaux

Concernant les îlots dégradés :
Il n'y a pas eu de travaux en 2020.

Concernant les Commerces :
La SPL a réalisé des travaux d'aménagement intérieur des locaux de l'îlot Sainte Marthe et du commerce situé 11 Rue de l'Oratoire (partie arrière) pour un montant de 124 K€.

Concernant la ZAC Martelly :
Il s'agit de travaux de démolition des sanitaires pour un montant de 28 K€.

4. Les honoraires techniques

Ils correspondent au coût de la maîtrise d'œuvre (architectes, bureau d'études et ingénieur structure), tant pour les îlots dégradés, que pour les locaux de la pépinière commerciale ou l'opération Martelly.

5. Autres honoraires et études :

Ils représentent les coûts des honoraires des coordonnateurs sécurité, bureau de contrôle, huissiers ou avocats. Ainsi que certaines dépenses liées à Martelly.

6. Frais divers et d'entretien

Ils correspondent à des dépenses de petit entretien, aux primes d'assurance, aux charges et travaux de copropriétés, au débarrassage des immeubles, mais également à l'ensemble des frais liés à la réalisation des travaux (annonces légales, référés préventifs,) ainsi que le paiement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties. Ce poste, d'un montant de 57K€, est en baisse par rapport aux années antérieures, du fait de la cession de quelques éléments de patrimoine de la SPL en 2019

7. Les rémunérations

Les rémunérations proportionnelles liées aux opérations de production de logements, commerces et aménagement Martelly résultent de l'évolution des postes « dépenses-recettes » totaux et de l'application des taux de rémunération sur les postes précités. En 2020, la rémunération proportionnelle s'est élevée à 33 255 €.

Les rémunérations forfaitaires correspondent aux missions d'accompagnement effectuées par la SPL Pays de Grasse Développement intégrées à la concession d'aménagement pour un montant annuel de 50.000 € hors indexation, jusqu'en 2020, telles que décrites ci-dessous :

- Accueil du public
- Aide aux copropriétés ; partenariat avec les syndics, l'ABF et l'équipe de la GUP
- Conduite des opérations de ravalement des façades, devantures commerciales et rénovation des portes ainsi que le suivi des écrêtements
- Aide technique aux commerces

8. Frais bancaires :

Des provisions ont été constituées pour prendre en compte les frais mensuels prélevés automatiquement par les banques détentrices des comptes bancaires et frais de dossier liés à la contractualisation des emprunts.

9. Prêts bancaires :

La SPL peut contracter des emprunts bancaires afin de couvrir ses besoins en trésorerie pour des acquisitions foncières, des portages plus longs de son patrimoine, des versements plus échelonnés des subventions des partenaires, ou des imprévus. Ce poste reprend les intérêts d'emprunts.

La SPL a contracté quatre emprunts auprès de plusieurs établissements bancaires, avec garantie de la commune de Grasse à hauteur de 80% :

- Sur le premier emprunt de 2.000.000 €uros auprès du Crédit Coopératif, en date 18/09/2014, avec un taux fixe (1,95%) pour une durée d'amortissement de 48 mois (18/09/2018), porté par avenant à la date du 26/09/2021.
  - ⇨ En 2020, 87 016.39 € ont été réglés en capital et 2 793.25 € en intérêts financiers.
  - ⇨ Il reste un capital de 222 350 €uros au 31/12/2020.

- Sur le second emprunt de 1.500.000 €uros auprès d'Arkéa Banque, en date du 03/09/2014, avec un taux variable (Euribor 3 mois + 1,55 de marge) pour une durée d'amortissement de 48 mois (03/09/2018), porté par avenant à la date du 30/07/2021 et l'amortissement du capital IN FINE.
  - ⇨ En 2020, 6 685 € ont été réglés en intérêts financiers.
  - ⇨ Il reste un capital de 562.500 €uros au 31/12/2020.

- Sur le troisième emprunt d'1.000.000 €uros auprès de la Caisse d'Epargne, en date du 23/08/2016, avec un taux fixe (1,58%) pour une durée d'amortissement de 36 mois (23/08/2020), porté par avenant à la date du 25/12/2021 et l'amortissement du capital IN FINE.
  - ⇨ En 2020, 15.800€ ont été réglés au titre d'intérêts financiers.
  - ⇨ Il reste un capital de 1.000.000 €uros au 31/12/2020.

- Sur le quatrième emprunt de 5.000.000 €uros auprès du Crédit Agricole, en date du 19/12/2016, avec un taux fixe (0,70 %) pour une durée d'amortissement de 5 ans (19/12/2021) avec un différé d'amortissement de 24 mois.

- ⇨ Il a été remboursé entièrement en capital et les intérêts financiers ont été réglés à hauteur de 74.986,11€ dont 39.500€ d'intérêts de réemploi pour remboursement par anticipation.
- ⇨ **Cet emprunt a donc été entièrement remboursé le 19/12/2019 et couvert par un nouvel emprunt au Crédit Agricole.**

- Sur le cinquième emprunt de 5.000.000 €uros auprès du Crédit Agricole, en date du 17/12/2019, avec un taux fixe (0,46 %) pour une durée d'amortissement de 6 ans (17/12/2025) avec un différé d'amortissement de 36 mois.
  - ⇨ En 2020, 23 000 € ont été réglés au titre des intérêts financiers.
  - ⇨ Il reste un capital de 5.000.000€ au 31/12/2020.

10. Le poste TVA :

Il n'y a pas eu de TVA à reverser en 2020.

II) Les recettes au cours de l'exercice 2020 :

11. Cessions et participations de ZAC :

Il n'y a pas eu de cession foncière pour l'opération Martelly.

Pour les cessions de logements et d'annexes :

- Cession de deux locaux situés 5 Rue des Fabreries pour 12 000 € (6 000 € TTC chacun)
- Cession d'un logement situé 3 Rue des Fabreries pour 58 000 € TTC
- Cession d'un logement situé 5 Rue de l'Oratoire pour 20 000 € TTC
- Cession d'un entier immeuble situé 29 Rue Droite, pour un montant de 130 000 € TTC
- Cession d'un local de Point d'Apport Volontaire situé au sein de l'îlot Goby pour un montant de 15.000 € TTC

Pour les cessions des locaux de la pépinière commerciale :

- Il n'y a pas eu de cession au titre des locaux commerciaux

Les participations financières de ZAC pour l'opération Martelly seront perçues après obtention des Permis de construire purgés de tout recours selon les modalités applicables.

12. Assurances et CD 06 :

Ce poste a été créé pour prendre en compte les remboursements opérés par les assureurs suite au sinistre de l'îlot Mougins Roquefort pour un montant de 1,079 millions d'euros HT, soit 1,295 millions d'euros TTC afin de couvrir les travaux de mises en sécurité, déblaiement et reconstruction des parties démolies ainsi qu'une subvention exceptionnelle du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

13. Produits divers et locations :

Il s'agit des loyers réglés par les commerçants pour les locaux commerciaux dont la SPL Pays de Grasse Développement est propriétaire, en tenant compte de la durée du portage des biens, l'ensemble des recettes locatives s'élevant pour 2020 à 57 079.58 €.

14. Participations des partenaires de l'ANRU / Conseil Régional / Conseil Départemental / CAPG / CDC, puis du FEDER et CRET

La convention ANRU a été signée le 9 avril 2008, arrêtant les opérations, leur maître d'ouvrage et leurs modalités de financement, notamment pour les opérations dont la SPL assure la maîtrise d'ouvrage.

Un avenant n°1 a été signé le 2 mai 2014 et un avenant de sortie a été signée par les différents partenaires au cours du premier trimestre 2014, dans le cadre duquel le Conseil Régional a revu à la hausse sa participation initiale sur les îlots restructurés destinés à produire des logements sociaux pour une participation augmentée de 143.875 €.
Un avenant technique émanant de l'ANRU en date du 22/09/2016 a approuvé le report des dates de clôtures des opérations afin de tenir compte de certains retards de planning.

Ci-dessous, le tableau financier des participations des différents partenaires de la convention ANRU :

Opérations au 31.12.2020	ANRU		Conseil régional		Conseil départemental		CA Pays de Grasse		CDC		TOTAL	
	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé
Rêve Vieille	185 261	185 261			264 659	264 659					**449 920**	**449 920**
Moulinets	636 997	636 997			1 133 998	1 133 998					**1 770 995**	**1 770 995**
Mougins Roquefort	290 025	290 025	235 439	235 439	561 173	561 173	703 301	703 301			**1 789 938**	**1 789 938**
Goby	376 023	376 023	208 673	208 673	667 420	667 420	877 731	877 731			**2 129 847**	**2 129 847**
Sainte Marthe	620 565	620 565			1 085 776	1 085 776					**1 706 341**	**1 706 341**
Four Oratoire	641 860	641 860	173 589	173 589	1 041 532	1 041 532	1 290 380	1 290 380			**3 147 361**	**3 147 361**
Pépinière commerciale	94 875	58 750			160 935	160 935	330 544	330 544			**586 354**	**550 229**
Martelly	402 805	60 421			1 064 217	649 806	1 611 219	1 611219	120 000	120 000	**3 198 241**	**2 441 446**
TOTAL	**3 248 412**	**2 869 902**	**617 701**	**617 701**	**5 979 710**	**5 565 299**	**4 813 175**	**4 813 175**	**120 000**	**120 000**	**14 778 998**	**13 986 077**

La SPL, avec le soutien du service « cellule financements et projets européens » de la CAPG a déposé deux demandes de subventions complémentaires et obtenu 540.248€ du FEDER et 560.000€ du CRET 1.
Un second dossier de demande de subvention a également été déposé auprès du CRET 2 pour un montant de 248.120€.

15. Participations communales de la Ville de Grasse :

Ces participations communales se décomposent en trois postes :

- Participations de la Ville liées aux équipements publics dans le cadre des opérations ANRU (arrêtées en 2007) pour un montant total versé de 2,088 M€ ;
- Participations de la Ville liées aux opérations ANRU, en complément des subventions octroyées par les autres partenaires (ANRU, Conseils Départemental et Régional, CAPG et CDC) pour un montant total versé de 5,993 M€ (arrêtées en 2016)
- Participations de la Ville liées à l'équilibre général de l'opération concédée ;

La participation communale d'équilibre est maintenue à hauteur de 8,717 M€, dont 8,029 M€ ont fait l'objet d'un versement au 31/12/2020.

16. TVA sur dépenses :

Ce poste correspond à la TVA perçue lorsque l'opération est en crédit de TVA.
Ainsi en 2020, un montant de 50 000 € a été encaissé au titre d'un crédit de TVA.

17. Ligne de trésorerie :

Le montant total des avances de trésorerie de la Ville s'élève à 2,595M€ au 31/12/2020 qui a été entièrement remboursé.

18. Emprunts bancaires :

Lors de l'exercice 2020, la SPL a remboursé un montant en capital de 87 016.39€ aux différents établissements bancaires conformément aux renégociations précédentes. Les différents emprunts bancaires ont été préalablement détaillés par établissement financier au sein de la présente note.

III) Justification des « écarts » entre le CRAC arrêté au 31/12/2019 (délibéré lors du Conseil Municipal du 8 décembre 2020) et le CRAC arrêté au 31/12/2020, présenté au Conseil Municipal du 7 décembre 2021 :

1. **Sur le poste acquisitions foncières :**
   Pas d'écart

2. **Sur le poste études d'aménagement :**
   Une augmentation de 8 K€ se justifie par l'étude lancée sur l'aménagement du Vallon du Rossignol

3. **Sur le montant des travaux et honoraires techniques :**
   Le coût des travaux sur les commerces a été diminué de 28K€ suite aux marchés contractualisés (Sainte Marthe et 11 Rue de l'Oratoire).
   Le poste « honoraires sur les logements" » a été augmenté pour étudier l'achèvement des logements de l'îlot Goby (3 logements restructurés situés au 29 de la rue Paul Goby)
   Le poste des honoraires sur Martelly a été augmenté de 25K€ pour tenir compte de l'avenant n° 3 contracté avec TPFI

4. **Sur les autres honoraires :**
   Pas d'écarts notables

5. **Sur les frais divers et d'entretien :**
   Ce poste a été augmenté de 64K€ correspondant à des charges de copropriété supplémentaires (péril ; opération façades).

6. **Sur la rémunération :**
   Pas d'écart sur les rémunérations forfaitaires
   Pour les rémunérations proportionnelles, elles sont directement impactées par les évolutions de chaque poste de dépenses et recettes selon les taux en vigueur, et en diminution de 39 K€.

7. **Sur les frais financiers :**
   Les frais financiers sur le fonctionnement des comptes bancaires ainsi que ceux liés aux emprunts ont été diminués de 6K€.

8. **Sur la TVA :**
   Il est appliqué selon les cas la TVA immobilière et la TVA sur marge. La TVA sur les dépenses qui se récupère, selon un prorata entre les recettes soumises à la TVA rapportées à la totalité des recettes prévisionnelles, varie donc d'une année sur l'autre, en fonction de la nature des recettes perçues (soumises ou non à la TVA), avec des variations pouvant être importantes d'une année sur l'autre, et difficiles à anticiper.

9. **Sur les cessions :**
   Pas d'écarts

10. **Sur le poste « produits divers et locations » :**
    En augmentation de 7 K€

11. **Sur les participations et subventions liées à l'ANRU et aux différents partenaires :**
    Ces recettes ont été diminuées de 17K€ sur la pépinière commerciale correspondant à la baisse de la subvention ANRU, à la clôture de l'opération (dossier toujours à l'étude par l'ANRU)

12. **Sur la participation communale à l'équilibre de l'opération**
    La participation communale est inchangée.

IV) Les principaux risques et aléas de la concession d'aménagement :

Les opérations, dont la SPL est maître d'ouvrage dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain, ne sont réalisables qu'avec les financements publics octroyés par le FEDER (Europe), l'ANRU, les Conseils Régional PACA et Départemental des Alpes Maritimes, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Ville de Grasse.

Les opérations de restructuration des îlots sont achevées et les coûts sont désormais maîtrisés.
Seule la pépinière commerciale reste à l'étude de l'ANRU pour le versement du solde (montant attendu de 17 187.37 €, non encore confirmé)

A ce stade, la SPL détient encore un certain nombre de patrimoine diffus qu'elle s'attachera à céder dans les meilleurs délais. L'ensemble du patrimoine lié aux logements est valorisé à hauteur d'1,022M€.

Quant aux différents locaux commerciaux qui sont proposés à la vente, prioritairement aux occupants afin de pérenniser leur activité, plusieurs réponses positives (22 et 25 Rue Marcel Journet par exemple) ont été intégrées en tenant également compte du prix du marché et des estimations des domaines, mais surtout de la crise sanitaire en reportant les cessions de plusieurs années. La valorisation des locaux commerciaux diffus et en Rez-de-chaussée des îlots opérationnels s'élève à 1,576M€.

Pour l'opération Martelly, la maîtrise foncière actuelle par la SPL est valorisée à hauteur de 4,638M€ ; les biens actuellement portés par l'EPF PACA sont quant à eux estimés à 1,100M€.
En l'état actuel et à titre d'information, le permis est désormais purgé de tout recours, de même que la CDAC du cinéma. Les négociations ont pu reprendre avec Bouygues Immobilier, pour rechercher des accords et signer une nouvelle promesse de vente.

Dans l'attente, et pour sécuriser l'opération, la Ville et la SPL ont déposé une demande de Fonds Friche permettant de couvrir d'éventuels aléas. En l'absence d'éléments tangibles, les bases des accords précédents ont été maintenues, de même que l'ensemble des montants précédemment établis spécifiquement sur cette opération.

Ces différents paramètres peuvent constituer des aléas pour l'équilibre financier présenté, l'opération restant aux risques de la commune, conformément aux règles régissant la concession d'aménagement.

BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNELS DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE DE GRASSE

PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

MONTANT TTC	Taux TVA	Taux de rem SPL PGD	Cumulé au 31/12/2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Cumul au 31/12/2020	Début 2021	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Acquisitions logements + frais		4%	1 160	279	309	973	914	1 476	988	764	779	723	124	1 503	1 448	32	634	10	10	44	0	12 172	0								12 172
Acquisition commerces + frais		4%					230	46	113	-1	-1		5	458					0	1	1	851									851
Acquisition aménagement (EPFR) + frais		4%				275			156	173			0				4 420		3	25	0	5 051	0		1 705	190	765	4 947		4 530	17 189
Etudes aménagement	0,2	4%							63	67	34	55	86	81	2			23	24	24	8	467									467
Travaux logements	0,2	5%			405	192	426	349	445	772	132	1 440	1 169	1 679	958	1 650	1 618	1 762	520	0	14	13 532		8							13 541
Travaux commerces	0,2	5%					238	313	64	182	27	32	220	16	78	3		73	146	94	124	1 610	90	6	3						1 708
Travaux d'aménagement	0,2	5%																199	4	25	28	257			2 155	1 484	1 842	3 035	743		9 516
Honoraires techniques logements	0,2	4%	121	49	119	209	58	82	176	199	395	510	215	256	284	251	306	84	94	10	28	3 446		42							3 488
Honoraires techniques commerces	0,2	4%					33	27	25	22	0	16	15	29	9			3	3	5	22	208		1	1						210
Honoraires techniques aménagement	0,2	4%															15	81	63		10	170	38		129	99	123	65	48		672
Autres honoraires	0,2	4%	345	89	114	14		6	6	92	54	68	54	32	75	50	60	27	32	60	56	1 233	8	12	19	18	16	13	9	9	1 335
Frais divers et d'entretien	0,2	4%	32	18	42	44	110	94	110	296	153	254	199	173	213	137	96	164	137	119	57	2 445	4	60	51	20	16	32	5	11	2 645
Rémunération proportionnelle logement			114	25	61	73	102	111	152	233	135	268	99	241	128	292	211	250	269	36	33	2 834		28	53	36	11	6	1	1	2 970
Rémunération proportionnelle commerces																							34	3	34	19	5	12	1	5	112
Rémunération proportionnelle aménagement																									238	188	238	249	68	186	1 167
Rémunérations forfaitaires			162	29	168	300	268	316	256	305	338	343	272	434	272	42	31	32	65	55	56	3 742	28								3 770
Frais financiers sur court terme		4%		1	0	2	1	3	9	3	0	3	-2	2	7	2	4	7	0	1	1	45	1	3	3	3	3	3	3	2	66
Frais financiers sur emprunts		4%		0	1	10	61	90	175	154	78	30	70	55	55	73	47	50	72	106	48	1 176		65	25	25	15	13	8		1 327
Tva sur marge			125	10	42	163	112							1								453		11	79	39	8	7	0	10	607
Tva sur recettes prorata																								39	529	292	435	1 162	6	732	3 196
Total des Dépenses			2 059	498	1 260	2 254	2 553	2 912	2 737	3 259	2 126	3 742	2 526	4 960	3 529	2 532	7 443	2 765	1 443	606	487	49 692	202	279	5 023	2 413	3 479	9 544	894	5 484	77 009
Cessions logements		4%	1 392	124	795		45	253		3	327	8	0	1 351		1 031	264	242	893	97	200	7 024	35	492	295						7 847
Cessions commerces		4%							360				90	26				80	158	28		741		15	705	410	75	260	6	101	2 313
Cessions aménagement		4%									322											322			2 990	2 119	2 789	12 006	650	4 530	25 407
Participations financières de ZAC		4%																							435	435			113	113	1 095
MOU jusqu'à 2002 / Puis assurances + CD 06 MR			257														873	135		15		1 279									1 279
Divers et locations commerciales	0,2	5%	27	11	9	33	46	62	128	110	90	75	58	59	76	74	63	42	72	89	57	1 181	1	40	117	45	34	30	10	20	1 478
Participations (ANRU-CD-CR-CAPG-CDC) + FEDER	0,2	4%							673	2 675	1 536	1 094	778	1 315	680	1 637	1 693	542	1 142		262	14 026		18	922	837	229	100			16 131
Participations Ville liée à l'ANRU									362	1 042	556	556	556	927	997	600	397					5 993									5 993
Participations Ville (Equilibre opération en fonctionnement)			302	60	335	587	671	600	938	1 158	800	850	850	278			150	150	150	150		8 029		25		25	50		540	48	8 717
Participations Ville liée à l'ANRU (sur équipement public)	0,2				788	300	500	500														2 088									2 088
Tva sur dépenses								281	80	180	235	215	105	444	141	256	300	300	150		50	2 737		21	417	262	293	839	89	3	4 661
Total des Recettes			1 978	195	1 927	920	1 262	1 696	2 541	5 167	3 867	2 798	2 437	4 400	1 894	3 598	3 740	1 491	2 565	379	569	43 422	36	610	5 881	4 134	3 470	13 235	1 407	4 815	77 009
Mouvements de Trésorerie avant financement			-81	-303	667	-1 334	-1 291	-1 216	-196	1 908	1 741	-944	-89	-561	-1 636	1 066	-3 703	-1 275	1 121	-227	82	-6 270	-166	331	858	1 721	-9	3 691	513	-669	-1	
Trésorerie cumulée				-384	284	-1 050	-2 341	-3 557	-3 754	-1 846	-105	-1 049	-1 138	-1 699	-3 335	-2 269	-5 972	-7 246	-6 125	-6 352	-6 270	-6 270	-6 436	-6 105	-5 247	-3 527	-3 536	155	669	-1	
Ligne de trésorerie			274	177		300							170	324	450		400	500				2 595				500	1 000				4 095
Emprunts caisse d'épargne						1 150	850	1 500				1 000					1 000					5 500									5 500
Emprunts Crédit Coopératif														1 500	2 000							3 500									3 500
Emprunt Arkéa banque															1 500							1 500									1 500
Emprunt crédit agricole																	5 000					5 000									5 000
Total des Financements			274	177		1 450	850	1 500				1 000	170	1 824	3 950		6 400	500				18 095				500	1 000				19 595
Ligne de trésorerie à rembourser				274	177	300							160	334	450		400	500				2 595						1 000	500		4 095
Emprunts caisse d'épargne à rembourser										985	1 750		565	588	611							4 500		1 000							5 500
Emprunts Crédit Coopératif à rembourser														94	495	863	872	531	167	171	87	3 280		175	45						3 500
Emprunt Arkéa banque à rembourser																375	375	188				938		563							1 500
Emprunt crédit agricole à rembourser																										1 659	1 667	1 674			5 000
Total des Amortissements				274	177	300				985	1 750		725	1 016	1 557	1 238	1 647	1 218	167	171	87	11 313		1 737	45	1 659	1 667	2 674	500		19 595
Mouvements de Trésorerie			193	-400	490	-184	-441	284	-196	923	-10	56	-645	248	758	-172	1 050	-1 993	954	-398	-5	512	-166	-1 406	813	562	-676	1 017	13	-669	-1	
Solde de Trésorerie			193	-207	284	100	-341	-57	-254	669	659	715	71	318	1 076	904	1 954	-39	915	518	512	512	346	-1 060	-247	314	-361	655	669	-1	

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2021 - 201 **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE EXERCICE 2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY

Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 201

DU 7 DECEMBRE 2021

SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE EXERCICE 2020

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Compte rendu d'activités à la collectivité au 31/12/2020, de l'opération en concession d'aménagement du centre historique comportant le bilan, le compte d'exploitation et une note de conjoncture

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
Services financiers	Participation communale au titre de l'équilibre de l'opération en fonctionnement	/

Monsieur le Maire expose :

Vu la concession d'aménagement du Centre Historique, confiée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement lors du Conseil Municipal du 30 Septembre 1996 délibération N°881-96 et ses différents avenants.

Vu l'obligation du concessionnaire de présenter annuellement un plan de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'état des réalisations en recettes et dépenses, ainsi qu'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé.

Considérant que ces documents ont été remis à la ville de Grasse conformément aux dispositions prévues au cahier des charges de la concession.

Considérant que :

- Le bilan financier au 31/12/2020 prend en compte l'ensemble des acquisitions, travaux réalisés et cessions dans le cadre des opérations ANRU dont la SPL Pays de Grasse Développement assure la maîtrise d'ouvrage pour la requalification des différents îlots dégradés, ainsi que l'aménagement de la ZAC Martelly et les locaux de la pépinière commerciale. Différentes études complémentaires et des frais de prestataires financiers ont également été introduits sur la durée de la concession.

- Des crédits ont été mobilisés auprès des partenaires dans le cadre de la convention avec l'ANRU, les Conseils Départementaux des AM et Régional PACA, la CAPG et la Caisse des Dépôts, ainsi que ceux obtenus auprès du FEDER et de la Région au travers du CRET. Enfin, l'ANRU a confirmé le montant de sa participation à hauteur de 402 805 € en réintégrant l'opération Martelly dans la convention du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain. Le montant global des subventions s'élève donc à 16,131 M€, dont 14 026 millions d'euros ont été versés au titre des années précédentes.

- Le bilan financier prévisionnel de l'opération est maintenu à hauteur de 77 009 millions d'euros TTC, et s'équilibre notamment avec une participation communale totale de 16,798 millions d'euros, dont 16,110 millions d'euros ont été versés au titre des années précédentes.
  Le montant de cette participation communale se décompose comme suit :
  - 5,993 millions d'euros liés aux opérations ANRU et entièrement versés.
  - 8,717 millions d'euros affectés à l'équilibre de l'opération, dont 8,029 millions d'euros ont été versés au cours des années précédentes.
  - 2,088 millions d'euros en financement des espaces publics et entièrement versés.

- Aucune participation communale ne sera versée en 2022.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le compte rendu financier au 31/12/2020 présenté à la Ville, ainsi que le bilan actualisé pour un montant de 77,009 millions d'euros TTC ;

- **APPROUVER** la participation communale d'équilibre totale de 8,717 millions d'euros, conformément au bilan, compte d'exploitation et note de conjoncture fournis par la SPL Pays de Grasse Développement ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document afférent à la présente délibération.

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour, 7 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO (2 voix).

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	CABINET DU MAIRE					
		Conseiller technique	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Assistant Technique	Cadrre d'emplois techniciens	oui	1	35,00
		Assistant Administratif	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Chauffeur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	3	35,00
	Protocole					
		Chargé de projets	Cadre d'emplois adjoints administratifs et techniques	oui	2	35,00
		Agent de service du protocole	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois adjoints techniques	oui	1	35,00
	Communication					
		Directrice de la communication	Cadre d'emploi des Adjoint sadministratifs	oui	1	35,00
		Responsable communication	administrative			
		Chargé de distribution Kiosque	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
		Chargé de communication	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Infographiste	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	2	35,00
		Chargé communication Relations Presse	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
	DGS					
		Directeur Général des Services	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
		Directeur	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	
		Responsable Mission Agenda 21	Cadres d'emplois de Catégorie A	oui	1	35,00
	Contrôle de gestion					
		Manager contrôleur de gestion	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00

Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
Direction des Affaires juridiques					
	Directeur Juridique	Cadres d'emplois A filières administrative et technique	oui	1	35,00
Juridique et Foncier	Responsable secteur foncier	Cadre d'emplois A et B de la filière administrative	oui	1	35,00
	Gestionnaire foncier	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
	Assistante administrative foncier	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Contentieux- Consultations juridiques-Conventions	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	Juriste Polyvalent	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	31,50
	Chargé d'inventaire du patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
	Gestionnaire des Périls	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestion du Patrimoine-Comptabilité	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Gestion des Assurances - Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Assemblées					
	Gestionnaire des Assemblées	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
Contrôle Publicité					
	Contrôle affichage publicitaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
Conformité urbanisme					
	Agent Instructeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	31,50
	Agent administratif accueil	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Agent contrôleur	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Agent Contrôleur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
Direction des Affaires Financières et des systèmes d'information					
	Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
Affaires financières					
	Exécution budgétaire- Gestion de la Dette	Cadre d'emplois des attachés	oui	2	35,00
	Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent gestionnaire secteur	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	5	35,00
		Agent de gestion comptable DGST	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Informatique / Téléphonie					
		Responsable Service Informatique	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Agent du Pôle technique Informatique Ecoles	Cadre d'emplois de catégorie C	oui	4	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable réseau et téléphonie	Cadre d'emplois des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent assistant fonctionnel	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Contrôle Fiscalité					
		Agent gestionnaire taxes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Contrôleur de terrain	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	DGA ATTRACTIVITE EVENEMENTIEL COMMERCE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	Direction Evénementiel					
		Directeur évènementiel	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	
	Evénementiel					
		Chargé de projet au pool évènementiel	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	2	35,00
	Coordination de Manifestations					
		Chef de service	Cadre d'emploi des agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Palais des Congrés et Réceptif					
		Responsable Palais des Congrés	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable technique	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Technicien SSIAP 1	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Technicien Polyvalent	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Régisseur Technique Palais des Congrès	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Relations Internationales					
		Agent de gestion des relations internationales	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Fêtes et Illuminations					
		Responsable de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Sonoriste	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Chauffeur PL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chauffeur Nacelle	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Polyvalent Electricien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Polyvalent Fêtes	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Manutentionnaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
		Gestionnaire Atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Direction Commerce Projet Cœur de ville					
		Chef de projet Cœur de Ville	Cadre d'emplois attachés et ingénieurs	oui	1	35,00
	Manager de commerce	Chef de service	Cadre d'emplois des Rédacteurs	oui	1	35,00
	Maison du Commerce					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Agent de developpement commercial	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Foires & Marchés					
		Receveur-Placier	Cadres d'emplois techniques de catégorie C	oui	2	35,00
	Domaine Public Commercial					
		Secrétariat Commerce	Adjoint administratif tous grades	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	DGA RESSOURCES RESEAUX SECURITE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00
	RGPD	Délégué Protection des Données	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
	POLE ADMINISTRATIF					
	Direction Citoyenneté					
		Directeur Citoyenneté	Cadre d'emploi des Attachés	oui	1	35,00
	Etat-Civil Affaires Générales					
		Agent de gestion Etat Civil	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	5	35,00
		Agent de gestion formalités administratives	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	5	35,00
	Elections					
		Responsable Sce Electoral	Cadres d'emploi des adjoints administratrifs et des rédacteurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
	Service des Cimetières					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Agent d'accueil	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Responsable technique des Cimetières	Cadre d'emplois des adjoints techniques et Agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent technique cimetière	Cadre d'emplois des adjoints techniques et Agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Mairies annexes					
		responsable mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion des Mairies annexes	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	11	35,00
		Agent de Gestion Postale Aspres	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
		Animation relais information quartier	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00
	Courrier					
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	2	35,00
		Responsable Service Courrier	Cadre d'emploi des adjoints administratrifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Appariteurs					
		Agent Appariteur	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	4	35,00
		Vaguemestre	Cadre d'emplois adjoints techniques et agents maîtrise	oui	1	35,00
	Accueil					
		Agent d'accueil	Cadre d'emplois adjoints administratifs	oui	3	35,00
	Standard Téléphonique					
		Agent standardiste	Cadres d'emplois catégorie C	oui	2	35,00
	Direction Ressources Humaines					
		Directeur des Ressources Humaines	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Secretariat de Direction et Elue	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Pôle administratif RH					
		Responsable administratif	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistant Contrats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire de Paye	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Responsable des carrières	Cadre d'emplois B et A de la filière administrative	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative carrières	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire des congés - absences	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
	Pôle Formation Conditions de vie au travail					
		Responsable Formation Conditions de vie au travail	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistant Formation Conditions de vie au travail	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Couverture Numérique					
		Webmestre	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
	POLE SECURITE					
	ERP					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable cellule ERP	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Gestionnaire administratif Commission de Sécurité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Assistante cellule ERP	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	CLSPD					
		Coordinatrice CLSPD	Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs	oui	1	35,00
	Direction de la Police Municipale					
	Police municipale					
		Directeur de la Police Municipale	Cadres d'emplois A de la filière administrative ou A et B de la filière Sécurité	oui	1	35,00
		Directeur Adjoint PM	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
		Chef de service Responsable B.O.E	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative de direction	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administeative PM/Bureau d'ordre	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Agent Polyvalence Réservation GDP/CCAS	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Responsable Brigades PM 1 et 2	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Adjoint Chef Brigade	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	2	35,00
		Gardiens PM	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	23	35,00
		Responsable Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Adjoint Responsable Brigade de	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Agent Brigade de Nuit	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	10	35,00
		Responsable Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des chefs de service de PM	oui	1	35,00
		Adjoint responsable Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Brigade Hameaux	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	3	35,00
		Responsable Brigade Moto	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Adjoint responsable Brigade Moto	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Agent Brigade Moto	Cadres d'emplois des agents de PM	oui	3	35,00
		Responsable Brigade Environnement	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Adjoint Brigade Environnement	Cadre d'emplois des agents de PM	oui	1	35,00
		Brigade Environnement	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Standard PM	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	3	35,00
		Secrétariat référent voisins vigilants-élus sécurité et environnement	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Secteur Auto Fourrière	Cadre d'emplois Chef de service	oui	1	35,00
		Assistant administrative	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestion administrative secteur Etrangers- Objets Trouvés	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
			DE PASQUALE Sandrine			
		Responsable brigade régie des parkings	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent verbalisateur stationnement	Cadres d'emplois des agents de PM et adjoints administratifs	oui	6	35,00
		Agent administratif de suivi	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
			Vacant			
	Centre de protection urbain					
		Chargé de mission Vidéo Protection	Cadre d'emplois des techniciens	oui	1	35,00
		Adjoint au responsable CSU	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Opérateur vidéoprotection	Cadres d'emplois des adjoints administratifs	oui	15	35,00
	POLE SANTE PREVENTION					
	Sce Communal d'Hygiène & Santé					
		Responsable Secteur Hygiène	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de salubrité	Cades d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'accueil et de salubrité	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Inspecteur de salubrité	Cadre d'emplois des techniciens	oui	2	35,00
		Instructeur permis de louer	Cadres d'emplois C filière technique	oui	2	35,00
	Service Prévention					
		Conseiller de Prévention	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Assistant de Prévention	Cades d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Assistant administratf	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Médecine professionnelle					
		Médecin	Cadre d'emplois des médecins	oui	1	35,00
		Secrétariat médical	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Assistance sociale	Cadres d'emplois de catégorie A filière médico-sociale	oui	1	35,00
	DGA CULTURE SPORT JEUNESSE ET VIE SCOLAIRE					
		Directeur Général Adjoint	Emploi fonctionnel	non	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Jeunesse					
		Chef de Service	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Responsable secteur Ados	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
		Responsable secteur périscolaire	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
		Responsable Projets	Cadre d'emplois des animateurs	oui	2	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	4	35,00
		Animateur Espace Internet Citoyen	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	3	35,00
		Animateur CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	8	35,00
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	7	35,00
	Vie Scolaire					
		Responsable de service	Cadres d'emplois de catégorie A	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire personnel des Ecoles	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire Inscriptions	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	5	35,00
	Ecole de St François	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole de St Mathieu	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Ecole Maternelle Antoine Maure	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle du Cinsault	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle Gambetta	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	maîtrise	oui	7	35,00
	Ecole Maternelle Henri Wallon	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	8	35,00
	Ecole Maternelle Jean Crabalona	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Maternelle L'eau Vive	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Maternelle Les Cigales	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	10	35,00
	Ecole Maternelle Les Jasmins	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	6	35,00
	Ecole Maternelle Rose de Mai	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	7	35,00
	Ecole Maternelle St Antoine	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Primaire Antoine Maure	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Ecole Primaire Dracéa	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Gambetta	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
	Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	31,50
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Henri Wallon	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	5	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Jean Crabalon	Agent d' entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Macarry	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable d'office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire St Exupéry	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Agent spécialisé AVS	Cadres d'emplois des ATSEM et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Ecole Primaire St Jacques	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	6	35,00
		Agent responsable office	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Brigade Remplaçantes	Agent d'entretien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise et ATSEM	oui	7	35,00
	Restauration Municipale	Agent de restauration	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
	Cohésion sociale et urbaine					
		Coordinateur GUP	Cadre d'emplois des animateurs	oui	1	35,00
		Agent de médiation et technique	Cadres d'emplois des adjoints administratifs, d'animation et techniques	oui	1	35,00
	Direction Culture					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Ville d'Art et d'Histoire					
		Responsable de service	Cadre d'emplois des attachés de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de mission	Charge de mission	oui	1	35,00
		Chargé des questions d'urbanisme patrimonial	Cadre d'emplois des technicien	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Médiateur du patrimoine / Guide conférencier	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	2	35,00
		Guide conférencier	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Agent d'accueil Cathédrale	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
		Chargé événementiel et touristique	Cadres d'emplois C	oui	1	35,00
	Conservatoire					
		Directeur du conservatoire	Cadres d'emplois A filière administrative, culturelle ou artistique	oui	1	16,00
		Responsable de l'enseignement	Cadres d'emplois A filière artistique	oui	1	16,00
		Agent de Gestion Administrative	Cadres d'emplois C	oui	3	35,00
		Responsable département Piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Responsable département Formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Musicien Accompagnement	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de chant choral	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de flute	Cadre d'emplois A artistique	oui	1	16,00
		Professeur de formation musicale	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de guitare	Cadre d'emploist A filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de harpe	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de percussions	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	16,00
		Professeur de piano	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	3	20,00
		Professeur de saxophone	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de trompette	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
		Professeur de violon	Cadre d'emplois A et B filière artistique	oui	2	20,00
		Professeur de contrebasse et foramtion musicale	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	20,00
	Espace Altitude 500 Cinéma					
		Responsable	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'accueil et administratif	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Technicien	Cadres d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Projectionniste	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	35,00
	Archives					
		Responsable des Archives Communales	Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois C toutes filières	oui	1	35,00
		Magasinier	Cadres d'emplois des adjoints techniques et du patrimoine	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent du patrimoine photographe	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
	Bibliothèques & Médiathèque					
		Chef de Service des bibliothèques	Cadres d'emplois A filières administrative ou culturelle	oui	1	35,00
		Responsable scientifique	Cadre d'emploi des conservateurs des bibliothèques	oui	1	35,00
		Responsable plateau Loisirs et Savoirs	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Chargé de bibliothèque Langue s & littérature, Maison de la poésie	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	2	35,00
		Chargé de bibliothèque Loisirs et Savoirs	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	3	35,00
		Gestionnaire des navettes	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Chargé bibliothèque patrimoniale	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Responsable site Villa Saint Hilaire	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	4	35,00
		Magasinier	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	
		Responsable de sites	Cadre d'emplois des bibliothécaires	oui	1	35,00
		Responsable Traitement des collections	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Responsable commandes	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé action culturelle	Cadre d'emplois des assistants de conservation	oui	1	35,00
		Responsable Accueil et inscription	Cadre d'emplois des assistants de conservation	ASCONS	1	35,00
		Chargé Action culturelle adolescents	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé action culturelle enfants	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine et des Assistants de conservation	oui	1	35,00
		Chargé bibliothèque Aromathèque et Beaux Arts	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	35,00
		Assistante de direction	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Technicien réseau son et lumière	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
		Factotum	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	35,00
		Acquéreur de documents	Cadres d'emplois C et B filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque salon de la poésie	Cadres d'emplois C et B filière culturelle	oui	1	35,00
		Technicien réseau son et lumière	Cadre d'emplois B filière technique	oui	1	35,00
		Agent factotum-Gardien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
		patrimoine	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	35,00
		Responsable de l'Action culturelle	Cadres d'emplois A et B filières administrative ou culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de communication	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé des publics empêchés	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Responsable de plateau Langues & Littérature, Maison de la poésie	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Responsable de plateau Petite Enfance	Cadre d'emplois B filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00
		Chargé de gestion des expositions	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé d'accueil et inscriptions	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	3	35,00
		Chargé de bibliothèque (Art)	Cadres d'emplois C filière culturelle ou administrative	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Chargé de bibliothèque spécialisé Cinéma/DVD	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
		Chargé de bibliothèque Patrimoine	Cadre d'emplois C filière culturelle	oui	1	35,00
	Direction des Sports et de la Vie Associative					
		Directeur	Cadre d'emplois des attachés	oui	1	35,00
		Assistante administrative	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	2	35,00
	Sports	Agent de gestion administrative finances Rh	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Musculation	Cadres d'emplois catgorie C	oui	3	35,00
		Educateur sportif scolaire	Cadres d'emplois A et B filière sportive	oui	7	35,00
		Responsable Technique	Cadre d'emplois des adjoints techniques et	oui	1	35,00
		Agent technique atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et	oui	3	35,00
		Gardien Salle Amiral de Grasse	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien Salle Canteperdrix	agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien Salle De Croisset	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle des Jasmins	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Omnisports	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien salle Saint Exupery	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Saint Hilaire	agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien salle Tocqueville	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Gardien stade Jean Girard	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Gardien stade La Paoute	Cadre d'emplois des adjoints techniques et	oui	3	35,00
		Gardien stade Le Plan	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Gardien stade Perdigon	Cadre d'emplois des adjoints techniques et	oui	3	35,00
		Gardien stade Plascassier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
	Vie Associative	Responsable Pôle associations	Cadres d'emplois A filière culturelle	oui	1	35,00
		Secrétariat	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil	Cadres d'emplois C toutes filières	oui	3	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Agent d'Accueil Musée Marine	Cadres d'emplois catégorie C	oui	1	35,00
		Gestion administrative Maison des Associations	Rédacteur	oui	1	28,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
	DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES					
		D.G.S.T	emploi fonctionnel par détachement	non	1	35,00
		Directeur des services techniques	Cadres d'emplois des ingénieur en chef	oui	1	35,00
		Assistante Direction DGST	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00
		Chargé de mission Subventions/Recettes	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Cellule Energies et Développement durable					
		Responsable cellule énergie	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois de catégorie C	oui	1	35,00
	Commande Publique et Achats					
		Chef de Service	Cadre d'emplois des rédacteurs	oui	1	35,00
		Achats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Assistante Achats	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Assistant Commande Publique	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	2	35,00
		Accueil - Secrétariat	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
	Direction Etudes et Grands Projets					
		Responsable	Cadres d'emplois A et B techniques	oui	1	35,00
		Géomètre	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Modernisation NPNRU	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Dessinateur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Chargé d'opération	Cadres d'emplois A et B techniques	oui	1	35,00
		Chargé d'opération aménagements paysager	Cadres d'emplois A et B techniques	oui	1	35,00
	Parc Automobile					
		Responsable Parc Auto	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	35,00
		Chef d'atelier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	4	35,00
	Direction Bâtiments Communaux					

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Directeur	Cadre d'emplois B et A technique	oui	1	35,00
		Assistante Administrative	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00
		Pôle Enfance Social	Cadres d'emplois B et C techniques	oui	2	35,00
		Pôle Sport, Culture, Administration	Cadres d'emplois B et C techniques	oui	2	35,00
		Pôle Sécurité Conformité	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	2	35,00
		Pôle logements, Logistique	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Service Ateliers Bâtiments					
		Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint au Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Techniciens de maintenance des bâtiments	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	25	35,00
	Entretien des locaux					
		Responsable Service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien des locaux	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	29	35,00
	Direction Proximité et Cadre de Vie					
		Directeur	Cadres d'emplois B et A technique	oui	1	35,00
		Directeur adjoint	Cadres d'emplois C et B technique	oui	1	35,00
		Agent de gestion administrative	Cadres d'emplois C	oui	2	35,00
	Service Proximité et Interventions lourdes					
		Controleur de chantier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Chauffeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique PIL	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	16	35,00
	Service Proximité secteur ouest					
		Chef de Secteur Ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Référent Saint Claude	agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique secteur ouest	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	13	35,00
	Service Proximité Centre ville et périphérie					
		Chef de Service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint Chef de secteur Centre ville Périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00

	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Crées	Nb heures hebdomadaires
		Agent d'entretien de la voie publique Centre ville périphérie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	21	35,00
	Service Proximité secteur Est					
		Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Référent Le Plan Plascassier	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent d'entretien de la voie publique secteur Est	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	10	35,00
	Service Espaces Verts					
		Chef de service	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Adjoint chef de service et responsable technique des cimetières	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent des espaces verts	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	27	35,00
		Mécanicien	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Direction Voiries Réseaux et Domaine Public					
		Directeur	Cadre d'emplois des ingénieurs	oui	1	35,00
		Assistante Administrative	Cadres d'emplois B et C administratifs	oui	1	35,00
	Service travaux neufs					
		Adjoint directeur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
		Agent Controleur	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
	Service Domaine Public					
		Chef de service	Cadre d'emplois des techniciens territoriaux	oui	1	35,00
		Secrétaire/Assistante	Cadre d'emplois des adjoints adminsitratifs	oui	1	35,00
		Gestionnaire	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	3	35,00
		Cellule Défense incendie	Cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise	oui	1	35,00
			Lionel GIRARD			
Total					862	

TABLEAU DES EMPLOIS VILLE DE GRASSE

EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

Direction	Service	Emploi	Cadres d'emploi -Grades	possibilité de pourvoir par un agent contractuel	Postes Créés	Nb heures hebdomadaires
	DGA RESSOURCES RESEAUX SECURITE					
	POLE ADMINISTRATIF					
	Direction Citoyenneté					
3	**Appariteurs**					
		Vaguemestre	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	oui	1	17,5
	DGA SPORTS CULTURE JEUNESSE					
3	**Jeunesse**					
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	2	17,68
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	2	16,55
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	11,36
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	7,86
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	5,44
3		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	48	15,00
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	12	17,5
		Agent CLSH	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	13,2
	Direction Culture					
	Ville d'Art et d'Histoire					
		Animateur du patri	Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine	oui	1	17,50
	Conservatoire					
		Professeur de violo	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	8,00
		Professeur de violo	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	5,00
		Ensemble jazz	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	12,00

		Professeur de pian	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	13,00
		Professeur de clarir	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	11,00
		Professeur Musique	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	10,00
3		Professeur de flûte	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	6,00
3		Professeur d'alto	Cadre d'emploi A filière artistique	oui	1	10,00
		Professeur de musi	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	8,00
3		Professeur de musi	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	3,00
		Professeur de violo	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	11,00
3		Professeur de perc	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	14,00
		Professeur de perc	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	4,00
		Professeur de chan	Cadres d'emplois A et B filière artistique	oui	1	3,00
	Vie Scolaire	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
	Ecole Maternelle Les Cigales	Assistante de vie sc	Cadre d'emplois des adjoints d'animation	oui	1	29,55
	Ecole Maternelle Gambetta	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	25,86
	Ecole Primaire Gérard Philipe	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	30,00
		AVS	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	14,73
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	2	27,45
	Ecole Primaire Jean Crabalon	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,86
	Ecole Primaire Pra d'Estang	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	21,50
	Ecole de St François	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	31,00
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	28,00
	Ecole St Mathieu	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,67
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	25,00
	Ecole Primaire St Antoine	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
	Ecole Primaire St Exupéry			oui	2	25,67
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	27,25
	Ecole Primaire St Jacques					
		Agent d'accompagr	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	3	19,00
	Brigade Bus					
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	4	30,50
	Brigade adjoint technique					

	DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES					
	Direction Bâtiments					
	Entretien des locaux	Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	18,86
		Agent d'entretien	Cadre d'emplois des adjoints techniques	oui	1	17,50
Total					111	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrateur	0	0					0	
Directeur Général des Services	1	0					1	
Directeur Général Adjoint	4	4		4		3	0	
Attaché hors classe	2	2		2		2	0	
Directeur Territorial	2	1		1		0	1	
Attaché Principal	9	9		8	1	2	0	
Attaché	6	5	1	3	1	1	1	
Rédacteur principal de 1ere classe	6	1		1			5	
Rédacteur principal de 2ème classe	8	3		3		1	5	
Rédacteur	8	6		5	1	1	2	
Adjoint administratif principal 1è cl	60	57		57		2	3	
Adjoint administratif principal 2eme cl	72	52		52		3	20	
Adjoint administratif	75	58	10	33	15	2	17	
Adjoint administratif à temps non complet	5	1		1			4	
Chargé de mission	7	7			7		0	
total général	**265**	**206**	**11**	**170**	**25**	**17**	**59**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	obervations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur Général des Services Techniques	1	1		1		1	0	
Ingénieur en chef hors classe	1	1		1		1	0	
Ingénieur en chef	3	1		1			2	
Ingénieur principal	2	1		0	1		1	
Ingénieur	8	6		4	2		2	
Technicien territorial principal de 1ère classe	5	4		3	1		1	
Technicien territorial principal de 2ème classe	5	4		3	1		1	
Technicien territorial	7	5	1	4		1	2	
Agent de maitrise principal	60	50		50		1	10	
Agent de maitrise	36	32		32			4	
Adjoint technique principal de 1ère classe	43	27		27			16	
Adjoint technique principal de 2ème classe	106	97		97			9	
Adjoint technique	172	132	11	104	17	2	40	
Adjoint technique à temps non complet	33	10	0	2	8		23	
Total général	**482**	**371**	**12**	**329**	**30**	**6**	**111**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conservateur en chef du patrimoine	1	0					1	
Conservateur en chef bibliothèques	2	1		1		1	1	
Conservateur des bibliothèques	1	0					1	
Attaché de conservation du patrimoine Pal	3	1		1			2	
Attaché de conservation du patrimoine	6	2		1	1		4	
Bibliothècaire principal	3	0		0			3	
Bibliothècaire	4	1		1			3	
Assistant de conservation principal 1ere cl	11	2		2			9	
Assistant de conservation principal de 1ere cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation principal 2ème cl	12	6	0	5	1		6	
Assistant de conservation principal de 2è cl temps non complet	1	0					1	
Assistant de conservation	10	4	2	2		2	6	
Adjoint du patrimoine principal de 1ère cl	12	3		3		1	9	
Adjoint du patrimoine principal de 2ème cl	16	10	0	10		1	6	
Adjoint du patrimoine	21	13	5	5	3		8	
Adjoint du patrimoine à temps non complet	1	0					1	
Professeur d'enseignement artistique hors cl	4	2		2			2	
Professeur d'enseignement artistique cl normale	5	5	0	5			0	
Professeur d'enseignement artistique cl normale à temps non complet	4	4	0	1	3		0	
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	11	7		5	2		4	

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet	6	4		1	3		2	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	4	3		0	3		1	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet	5	1			1		4	
Assistant d'enseignement artistique à temps non complet	1	1			1		0	
Total général	**145**	**70**	**7**	**45**	**18**	**5**	**75**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conseiller des APS principal	1	0		0			1	
Conseiller des APS	2	0		0			2	
Educateur des A.P.S principal de 1ère cl	5	5		5			0	
Educateur des A.P.S principal de 2ème cl	1	0					1	
Educateur des A.P.S	2	2	1	1		1	0	
Opérateur des A.P.S principal	0	0					0	
Opérateur des A.P.S Qualifié	1	1		1			0	
Opérateur des A.P.S	2	0		0			2	
Total général	**14**	**8**	**1**	**7**	**0**	**1**	**6**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Directeur de police municipale	1	0					1	
Chef de service de police municipale principal de 1ère classe	3	2		2		1	1	
Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	3	2		2			1	
Chef de service de police municipale	2	1		1			1	
Brigadier chef principal	36	33		33			3	
Gardien-brigadier	29	19	3	16		2	10	
Total général	**74**	**57**	**3**	**54**	**0**	**3**	**17**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Agent spécialisé principal des E.M de 1è cl	38	38		38			0	
Agent spécialisé principal des E.M de 2è cl	38	22	3	19		1	16	
Médecin Hors classe	1	0					1	
Total général	**77**	**60**	**3**	**57**	**0**	**1**	**17**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Animateur principal de 1ère classe	3	1		1			2	
Animateur principal de 2ème classe	2	0					2	
Animateur	4	2			2		2	
Adjoint d'animation principal 1ècl	1	1		1			0	
Adjoint d'animation principal 2è cl	6	5		5			1	
Adjoint d'animation principal 2ème cl à temps non complet	3	0					3	
Adjoint d'animation	15	9	2	6	1	1	6	
Adjoint d'animation à temps non complet	119	63	2	9	52		56	
Total général	**153**	**81**	**4**	**22**	**55**	**1**	**72**	

Grades ou Emplois	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Conseiller Socio-éducatif	1	0					1	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	1	0					1	
Assistant socio-éducatif	2	0		0			2	
Total général	**4**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	4	

Filières	Postes		pourvus				Postes vacants	observations
	ouverts	pourvus	stagiaire	titulaire	contractuel	dont détaché		
Administrative	265	206	11	170	25	17	59	
Technique	482	371	12	329	30	6	111	
Culturelle	145	70	7	45	18	5	75	
Sportive	14	8	1	7	0	1	6	
Sociale	77	60	3	57	0	1	17	
Sécurité	74	57	3	54	0	3	17	
Animation	153	81	4	22	55	1	72	
Médico-sociale	4	0	0	0	0	0	4	
Total général	**1214**	**853**	**41**	**684**	**128**	**34**	**361**	

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 202 MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 202

DU 7 DECEMBRE 2021

MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet les modifications et créations de postes ainsi que l'actualisation du tableau des emplois et du tableau des effectifs.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2021 relative à la présentation des tableaux des emplois et effectifs de la ville de Grasse,

La Direction Générale des Services Techniques a procédé à un redéploiement de ses effectifs et à des ajustements au niveau de ses services.

Aussi, il convient au sein de la Direction Etudes et Grands Projets de procéder à la suppression d'un poste de dessinateur, et de créer en lieu et place un poste de Chargé d'opération relevant des cadres d'emplois de la filière A et B Technique. Une création de poste supplémentaire de chargé d'aménagements paysagers relevant des cadres d'emplois de la filière A et B Technique est rendue nécessaire par l'évolution des missions du service, cette compétence n'existant pas au sein des effectifs actuels de la collectivité.

De même la Direction des Bâtiments Communaux est repensée avec la nomination en interne, pour pourvoir le poste de direction laissé vacant par le départ de l'agent titulaire qui l'occupait, d'un agent relevant du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux.
Ainsi, le poste d'Adjoint au Directeur des Bâtiments communaux peut être supprimé permettant la création d'un nouveau poste de chargé d'opération du Pôle Enfance Social relevant des cadres d'emplois C et B de la filière technique.
L'évolution aussi en interne d'un agent sur le poste de Chef de service des Ateliers municipaux laissé vacant depuis un moment, permet de procéder à la suppression d'un poste d'Adjoint sur les deux existants.

Par ailleurs, le service Ville d'Art et d'Histoire dont les missions se développent souhaite créer pour répondre à ses besoins un poste de Médiateur du Patrimoine / Guide conférencier relevant du cadre d'emplois de catégorie B des Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

En complément de ces mouvements, il apparaît nécessaire de procéder au sein du service Jeunesse à la création d'un poste à temps non complet d'agent d'animation à raison de 13 heures 20 hebdomadaires.

Ainsi, les postes créés ont donné lieu ou donneront lieu à appel à candidatures par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes, entre autre.
S'il s'avère que les procédures de recrutement ne permettent pas de retenir de candidatures d'agents titulaires, alors les postes pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires en application des articles 3-2 ou 3-3,2 de la loi du 26 janvier 1984.

Enfin, des actualisations consécutives aux mouvements internes relatifs à l'organisation des services sont à prendre en compte.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les créations, suppressions et évolutions de postes ;
- **DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2021 et suivants ;
- **APPROUVER** les tableaux des emplois et des effectifs communaux annexés.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

VILLE DE GRASSE

REGLEMENT DE FORMATION DE LA VILLE DE GRASSE

Décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale
Décret n° 2017-925 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie
Circulaire du 10 mai 2017 du ministère de la fonction publique relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique

Introduction

Préambule

La formation des agents territoriaux

I/ Les formations obligatoires liées au déroulement de carrière

II/ Les formations obligatoires liées au métier, au poste, à une fonction spécifique

III/ Les formations non obligatoires
- Les préparations concours et examens
- L'acquisition des savoirs fondamentaux et l'apprentissage de la langue français
- Les formations diplômantes et qualifiantes
- La formation de perfectionnement à la demande de l'agent
- La formation syndicale

IV/ Les différents congés au service de la formation
- Le congé de formation professionnelle
- Le congé pour bilan de compétences
- Le congé pour validation des acquis de l'expérience

V/ La mise en disponibilité pour effectuer des études ou recherches présentant un caractère d'intérêt général

VI/ Le compte personnel d'activités
- Le compte personnel de formation (CPF)
- Le compte d'engagement citoyen (CEC)

VII/ Les modalités d'apprentissage

Finalités et organisation du processus de formation

Les objectifs

En adoptant ce règlement de formation, La Ville de Grasse affirme sa volonté d'améliorer les conditions de travail des agents, de favoriser le développement de leurs compétences et de contribuer à leur promotion sociale.

En effet, la formation joue un rôle essentiel dans la politique de gestion des ressources humaines mise en œuvre par la collectivité en maintenant une adéquation entre les compétences des agents et leur emploi, en leur permettant d'exercer leurs fonctions avec efficacité.

En interaction avec le processus de recrutement et le processus de mobilité interne, la Ville de Grasse souhaite que le processus formation soit un outil stratégique du pilotage des ressources humaines de notre collectivité.

La formation permet également :

- D'influer sur la motivation de l'agent et de promouvoir la qualité de vie au travail,
- D'acquérir et de mettre en pratique ses connaissances,
- De développer son autonomie,
- D'améliorer la qualité du service rendu,
- D'avoir un impact sur le fonctionnement et l'organisation de la collectivité en étant un moyen de rester adapté à son environnement et aussi de prévoir et anticiper l'émergence de compétences nouvelles au sein de la collectivité.

L'objectif du règlement de formation est de permettre à chaque agent de connaître ses droits et ses obligations en matière de formation afin de rendre chaque agent acteur de sa carrière.

L'organisation

Le document présente la manière dont le processus formation est mis en œuvre pour répondre :

- aux exigences du service public
- aux orientations de notre collectivité
- aux besoins des services
- aux souhaits des agents

Le sens des actions de formation est de renforcer et de développer la capacité de notre collectivité à s'adapter et à anticiper les changements juridiques, économiques, sociaux, techniques, culturels, administratifs et d'ajuster les compétences nécessaires aux agents pour accomplir les missions qui leur sont dévolues. Aussi, l'identification des besoins est une phase fondamentale pour la construction d'un plan de formation réellement efficace.
Dans le cadre d'une fonction partagée des Ressources Humaines dans notre collectivité, le personnel d'encadrement est responsabilisé pour contribuer à la réussite du processus formation.
En effet la construction du Plan De Formation est une co-production entre le service formation de la DRH et les Directions, fondée sur l'identification et l'analyse des besoins du service et des besoins de compétences, la programmation des actions et l'évaluation à court et moyen terme des actions de formation.

PRÉAMBULE

Modalités de mise en œuvre des différents dispositifs de formation

La formation tout au long de la vie des agents territoriaux a pour objet de leur permettre d'exercer avec la meilleure efficacité les fonctions qui leur sont confiées dans un objectif de satisfaction des besoins des usagers et du plein accomplissement des missions du service.
Elle doit permettre leur adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial, elle doit contribuer à leur intégration et à leur promotion sociale.
Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois.

Les acteurs de la formation

Les acteurs internes à la collectivité

● **Le Conseil Municipal,** sur proposition de l'Autorité Territoriale, vote les crédits alloués à la formation.

● **L'Autorité Territoriale** autorise les départs en formation, soumis aux nécessités de service.

● **La Direction Générale** (relayée par la Direction des Ressources Humaines et le service formation) mène à bien les actions de formation. Elle recueille et traite les demandes des services et des agents dans le respect du budget alloué, organise les formations obligatoires prévues par le statut.
Le service formation assure le conseil auprès des responsables de service (élaboration des cahiers des charges) et des agents, la mise en œuvre, le suivi administratif et financier du plan de formation.

● **Les Responsables de service** participent à la définition des besoins de formation individuels et collectifs des agents de leur service.

● **Les Agents** définissent leurs besoins de formation et projets professionnels au cours de l'entretien professionnel annuel.

● **Le Service Formation** met en œuvre les actions de formation, effectue les évaluations, assure une mission d'aide et de conseil auprès des Responsables et des Agents, est l'interlocuteur des organismes de formation, du CNFPT et CDG en matière de formation et de concours, gère le budget, suit et applique les textes de lois relatifs à la formation, élabore les indicateurs et effectue les bilans annuels par service et par nature de formation.
Il met en œuvre les formations avec les prestataires extérieurs, réalise les MAPAs en étroite collaboration avec le service de la Commande Publique ;
Il transmet les informations par courriels aux Responsables de service et des Directeurs.
Il assure une mission d'aide et de conseil dans le cadre des projets professionnels des agents.
Il met en œuvre les formations dans le cadre de la transmission du savoir.

Les instances paritaires

● **Le Comité Technique** est consulté pour avis sur les dispositions générales relatives à la formation, notamment sur le règlement et le plan de formation.

● **La Commission Administrative Paritaire** (pour les agents titulaires) et la **Commission Consultative Paritaire** (pour les contractuels) sont consultées sur des questions d'ordre individuel relatives à la formation.

Les acteurs externes

● **Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale** (CNFPT) est l'établissement public chargé de dispenser les formations. Les Collectivités ont l'obligation de verser une cotisation correspondant à 0,9 % de la masse salariale.
Il est compétent sur la définition du contenu des programmes des formations d'intégration et de professionnalisation, et en assure l'exécution pour les agents de la fonction publique territoriale.
Il définit et organise la formation initiale et continue des agents de la filière police Municipale.
Il définit et assure les programmes de formation relatifs à la préparation concours et examens professionnels de la FPT, la formation continue dispensée en cours de carrière, la formation personnelle des agents suivie à leur initiative.

● **Les Organismes privés** chargés de la formation peuvent dispenser des formations aux agents.
Ils sont choisis en fonction des formations spécifiques non réalisées par le CNFPT en application du Code des Marchés publics.

La procédure

Le Plan de Formation

La formation professionnelle tout au long de la vie bénéficie à chacun des agents stagiaires, titulaires et contractuels de la Collectivité.
Le plan se construit de façon annuelle sous forme participative et recense les actions de formations prévues pour les agents de la collectivité. Les besoins en formation sont transmis au plus tard le 28 février de chaque année.
Il détaille les objectifs et projets de la collectivité.
Il précise le type d'actions pouvant relever du Compte Personnel de Formation et celles acceptées à ce titre.
Il définit la programmation des formations et fixe leur coût.
Il établit à partir du recensement des besoins de formation exprimés par les agents lors de l'entretien individuel professionnel et fixe les priorités de la Collectivité.
Le plan de formation est soumis pour avis au Comité Technique.
Il est validé par l'Autorité Territoriale qui doit y trouver la concrétisation des orientations.
Il est communiqué au Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

Les modalités d'inscription aux formations

L'organisation des départs en formation relève de la responsabilité de la hiérarchie, garante de la bonne marche du service.
La formation est conditionnée par les nécessités de service, les orientations du plan de formation ainsi que les disponibilités budgétaires.

Le Recueil des besoins

C'est au cours de l'entretien professionnel que le responsable hiérarchique et l'agent définissent les besoins en formation. Lors de cet entretien ces besoins sont hiérarchisés et éventuellement programmés.

Dans le compte rendu d'entretien professionnel, l'agent complète l'encadré « Les besoins de formation de l'agent », le responsable émet un avis sur les demandes de l'agent et/ou propose des formations.
Au retour du document au service des ressources humaines, un tableau est adressé au service formation pour traitement des demandes et éventuellement intégration dans le plan de formation après arbitrage et fixation des objectifs de formation.

● Pour les demandes de préparations concours et examens, les bulletins d'inscription seront transmis au service Formation dans les délais fixés par les campagnes d'inscription du CNFPT.
● Pour les autres formations : les bulletins d'inscription dûment complétés et signés par le supérieur hiérarchique, seront communiqués au service Formation.

La Procédure d'inscription

Pour les stages, préparation concours et examens l'agent remplit un bulletin d'inscription avec l'avis de son responsable.
Ces documents sont transmis au service formation qui saisira la demande sur la plateforme CNFPT qui à travers un mail adressé à l'agent (si ce dernier a indiqué son mail professionnel ou personnel) et au service formation, enregistre l'inscription.
Pour les stages organisés par un organisme privé, une demande spécifique permettra de saisir les demandes :
● Les formations en hygiène et sécurité demandées sont automatiquement mises en œuvre par le service Prévention et/ou organisées en interne par ce même service.
● Les formations "approche métiers" font l'objet d'un argumentaire voire d'un cahier des charges et sont mises en œuvre au vue du budget alloué.
Le service formation, inscrira la formation demandée, prioritairement sur la Formation de Professionnalisation au Premier Emploi et en Formation de Professionnalisation tout au long de la carrière afin que l'agent soit à jour de ses formations obligatoires.

Les règles de priorité par type de formation

Priorité 1

Les formations statutaires obligatoires qui conditionnent le déroulement de carrière de l'agent,
Les formations obligatoires liées à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail,
Les formations de perfectionnement à la demande de la hiérarchie et qui conditionnent la réussite des objectifs du service,
Les formations liées à l'acquisition des savoirs fondamentaux et à la maîtrise de la langue française.

Priorité 2

Les formations perfectionnement à la demande de l'agent,
Les préparations aux concours et examens professionnels qui conditionnent l'évolution de carrière de l'agent.

Priorité 3

Les formations personnelles dans le cadre d'un projet professionnel.

Les actions prioritaires dans le cadre du CPF

L'autorité administrative examine les demandes d'utilisation du Compte Personnel de Formation, validée par la hiérarchie, en donnant une priorité aux actions suivantes :

- Suivre une formation organisée par le CNFPT ou dans le cadre de la transmission du savoir (TDS).
- Suivre une formation permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions.
- Suivre une préparation aux concours ou examens professionnels.
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la Validation des Acquis de l'expérience par un diplôme avec une priorité sur les diplômes de la petite enfance et de l'animation. Les préparations organisées par le CNFPT seront prioritaires.

Les agents de catégorie C ne détenant par un diplôme de niveau V pourront bénéficier dans les 2 ans qui suivent leur demande d'une formation relevant du socle de connaissances et de compétences à travers la certification professionnelle Cléa.

La prise en charge des frais de déplacement

● Les formations "stage" organisées par le CNFPT

- Pour les formations continues, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont pris en charge par le CNFPT selon les conditions définies par son Conseil d'Administration

- Lorsque le CNFPT ne prend pas en charge les frais de déplacement :

L'agent devra solliciter l'utilisation d'un véhicule du Pool Auto. Si aucun prêt n'est possible, l'agent qui utilisera son véhicule personnel se verra indemnisé sur la base du kilomètre SNCF. Attention : si un véhicule du Pool Auto est disponible et que l'agent refuse son utilisation, aucune indemnisation ne lui sera versée.

Sont concernées les formations suivantes : Formation Continue Obligatoire (FCO) de la Police Municipale ; Journées d'actualité ou actions évènementielles du CNFPT, actions payantes du CNFPT (formations relatives à l'Hygiène et la Sécurité, formations bureautiques…). La Ville de Grasse ne prend pas en charge les frais de stationnement générés par l'utilisation de parkings payants sauf dans le cadre des sessions de formation obligatoire (FCO PM, Formation d'intégration).

Lorsque plusieurs agents de la collectivité participent à une même action de formation, le co-voiturage sera systématiquement envisagé.

● Pour les journées d'actualités

La Collectivité prend en charge les frais de déplacements et de restauration si le CNFPT ne les prend pas en charge.

Les préparations concours et examens

La Ville de Grasse prend en charge, sur demande de l'agent, 15 déplacements dans l'année (sauf indemnisation prévue par le CNFPT). Les agents peuvent solliciter le prêt d'un véhicule du Pool Auto. En cas d'utilisation du véhicule personnel, l'indemnisation s'effectuera sur la base du tarif kilomètre SNCF.

Les frais de parking et d'autoroute ne peuvent être pris en charge

Les frais de transport pour se présenter aux épreuves d'admissibilité et d'admission à un concours ou examen sont pris en charge par la Collectivité au vu de l'attestation de présence dans la limite d'une participation par année civile (écrit + oral). Le remboursement s'effectue par rapport au Centre de Gestion le plus proche de la collectivité et sur la base du tarif du kilomètre SNCF. Toutefois, pour les concours ou examens professionnels se déroulant dans la Région PACA, une possibilité de prêt de véhicule du Pool Auto pourra être étudiée, au cas par cas, en fonction de chaque situation.

Les frais de repas et d'hébergement ne seront pas indemnisés.

Les formations organisées par un organisme autre que le CNFPT

Les frais de déplacements, de restauration et d'hébergement sont pris en charge par la Collectivité lorsque l'organisme ne les prend pas en charge.

Les formations réalisées dans le cadre du Compte Personnel d'Activité

Lorsque l'autorité territoriale valide la demande de formation, les frais pédagogiques sont pris en charge à hauteur de 15 euros HT par heure dans la limite des droits CPF détenus par l'agent.
Lorsque la durée de la formation est supérieure aux heures détenues par l'agent, ce dernier est placé en congé annuel et prend en charge le coût différentiel de la formation.
Les frais de déplacement liés à la formation ne sont pas pris en charge.

La formation et le temps de travail

Les formations sur le temps de travail

Il convient de préciser l'équivalence d'une journée de formation par rapport à une journée de travail.
Une journée de formation équivaut à une journée de travail.
Pour les agents en formation ou préparation concours un jour normalement non travaillé, il récupère cette journée en concertation avec sa hiérarchie.
Un agent en arrêt maladie, accident de travail ou congé maternité ne peut pas suivre une action de formation.

Les formations à distance

Pour pouvoir s'inscrire à une formation à distance ou mixte, l'agent devra disposer d'une adresse courriel individuelle (pas d'adresse mail générique) qui lui servira d'identifiant pour se connecter aux services en ligne du CNFPT.
L'adresse doit être communiquée au service Formation.
A défaut d'adresse professionnelle individuelle, l'agent devra détenir une adresse personnelle.
Le service Formation gérera les postes informatiques mis à disposition, accompagnera les agents en cas de besoin.
Les formations à distance validées par la hiérarchie se dérouleront sur le temps de travail.
La durée des formations à distance est précisée par le CNFPT ou un organisme extérieur, c'est cette durée qui sera prise en compte pour libérer l'agent de son temps de travail.
Les demandes pourront être formulées par l'agent au fil de l'année, l'agent devra au préalable compléter un bulletin d'inscription validé par sa hiérarchie et transmis pour information au service Formation.
La collectivité dispose d'une salle équipée de postes informatiques.
Les agents détenant un bureau personnel pourront bénéficier de leur formation à distance dans leur bureau en apposant une affiche sur leur porte.
Les formations MOOC, e-communautés, web-binaires, réseaux professionnels… se dérouleront sur le temps de travail de l'agent et seront enregistrées dans leur Compte Personnel de Formation.
Seules les formations faisant l'objet d'une attestation transmise au service formation seront enregistrées dans le cadre des formations obligatoires (FPPE, FPTLC) ou formation perfectionnement.

La Transmission du savoir

Les formations proposées en intra sur la Ville ont différents objectifs

● Formation directement liée au métier de l'agent, l'action est menée par un cadre dont c'est la spécialité. Exemple formation : bureautique

● Formation généraliste permettant à l'agent de détenir des connaissances sur un domaine dont il n'a pas la pratique dans son quotidien. Exemple : anglais

● Formation préparation aux concours et examens professionnels venant en complément de celles dispensées par le CNFPT (Epreuve écrite : rappel méthodologique - Epreuve orale : mise en situation devant un jury).

La demande de formation est présentée par l'agent à la hiérarchie dans le cadre :

● d'une formation perfectionnement si l'action répond à un besoin de service.

● du Compte Personnel de Formation lorsque l'action permet d'élargir ses connaissances qui ne sont pas directement liées à sa fiche de poste.

Les intervenants

Les intervenants internes sur la Ville de Grasse

Ces formations sont animées par des agents de la collectivité, dans le cadre du partage des connaissances et compétences.

Il rencontre un référent à la Direction des Ressources Humaines afin de présenter son plan de cours, l'approche pédagogique.

L'intervenant s'engage à respecter :

● les valeurs fondamentales propres à la fonction publique : la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, la justice, la dignité humaine, l'intérêt général ;

● les valeurs de service public telles que : la continuité, l'adaptabilité, l'égalité d'accès, la légalité, l'efficacité, l'efficience, la réactivité, etc. ;

● les valeurs humaines en jeu dans l'activité professionnelle : le respect, l'écoute, le courage, l'engagement…

Leur intervention se déroule pendant leur temps de travail.

Le service Formation de la Direction des Ressources Humaines est chargé d'animer le réseau des formateurs internes, de mettre à disposition la salle et le matériel nécessaires à l'intervention du formateur.

Le service formation est chargé :

● d'élaborer annuellement un répertoire des formations internes proposées,

● de constituer les groupes d'apprenants,

● d'effectuer la convocation, l'ouverture et le bilan de formation.

Agent intervenant en qualité de formateur sur l'extérieur

Chaque année, des cadres assurent la fonction d'intervenant auprès d'établissements externes à la collectivité. Il est obligatoire que ces agents formateurs détiennent une autorisation de l'autorité territoriale et fassent une demande préalable à Monsieur le Maire par l'intermédiaire de la Direction des Ressources Humaines, en donnant toutes les informations concernant l'intervention pour laquelle ils sont sollicités. Un document relatif au cumul d'emplois doit être complété et dûment signé.

L'agent intervenant perçoit des indemnités. Il dépose des congés annuels pour assurer sa prestation.

Agents membres de jury pour concours et examens

Un agent sollicité pour participer à un jury de concours ou examens doit transmettre à la Direction Ressources Humaines un exemplaire de sa convocation. Lorsqu'il perçoit des indemnités pour la prestation, il dépose des congés annuels.

I/ Les formations obligatoires liées au déroulement de la carrière

La formation est l'enseignement dispensé tout au long d'une vie professionnelle. La loi du 2 février 2007 reconnait ce droit à la formation professionnelle tout au long de la vie.
Dans la Fonction publique territoriale, on distingue :

- La formation d'intégration (FI)
- La formation de professionnalisation au premier emploi (FPPE)
- La formation de professionnalisation tout au long de la carrière (FPTLC)
- La Formation de professionnalisation à l'occasion de l'affectation dans un poste à responsabilité.

La formation d'intégration

Cette formation est obligatoire après la nomination en qualité de stagiaire dans un grade de catégorie A, B ou C de la Fonction Publique Territoriale, lorsqu'elle est prévue dans le statut particulier du cadre d'emplois.
Elle est d'une durée de 5 jours pour la catégorie C et de 10 jours pour les catégories A et B et elle est organisée par le CNFPT. Elle doit se dérouler au cours de l'année de stage.
Elle conditionne la titularisation de l'agent et s'impose au Responsable de Service de l'agent concerné par cette formation.
Cette formation vise à faciliter l'intégration des fonctionnaires territoriaux par l'acquisition de connaissances relatives à l'environnement territorial dans lequel s'exercent les missions.
La formation porte notamment sur l'organisation, le fonctionnement des collectivités territoriales et leurs établissements publics, les services publics locaux et le déroulement de carrières des fonctionnaires territoriaux.
Conditions d'accès : nomination en qualité de stagiaire.
Ne sont pas concernés :

- Les agents de la filière Police municipale,
- Les candidats aux concours de catégorie A déclarés aptes par le jury et nommés en qualité d'élèves par le CNFPT,
- Les agents nommés après examen professionnel,
- Les agents nommés dans le cadre de la promotion interne.

La formation de professionnalisation au premier emploi

La formation de professionnalisation au premier emploi est en règle générale d'une durée minimale de 5 jours suivant la nomination pour les agents de catégorie A et B et de 3 jours pour les agents de catégorie C. Elle doit se dérouler dans les 2 ans suivant la nomination. La durée maximale est de 10 jours si accord de la collectivité et de l'agent.
La formation a pour objectif de permettre d'occuper son poste dans les meilleures conditions et de bénéficier d'actions de formation sur les domaines moins bien maîtrisés.
Sont concernés par cette formation tous les agents nouvellement nommés stagiaires, y compris ceux en détachement et ceux nommés au titre de la promotion interne, sauf les médecins territoriaux et la Police Municipale soumise à des dispositions spécifiques en matière de formation professionnelle.

La formation de professionnalisation tout au long de la carrière

La formation de professionnalisation tout au long de la carrière permet à l'agent de maintenir et de réactualiser ses connaissances et compétences.
Elle est d'une durée de 2 à 10 jours tous les 5 ans.
Sont concernés par cette formation tous les agents, sauf les médecins territoriaux et la Police Municipale soumise à des dispositions spécifiques en matière de formation professionnelle.

Le suivi de cette formation conditionne la possibilité d'être inscrit sur une liste d'aptitude à la promotion interne.

La formation de professionnalisation à l'occasion de l'affectation dans un poste à responsabilité

Sont considérés comme des postes à responsabilités les fonctions de direction, d'encadrement assorties de responsabilités particulières et ceux déclarés comme tels par l'autorité territoriale après avis du CT.

Cette formation permet à l'agent nouvellement affecté sur un poste à responsabilité d'acquérir les compétences nécessaires pour manager dans de bonnes conditions.

Elle est d'une durée entre 3 et 10 jours et doit se dérouler dans les 6 mois qui suit l'affectation.
Sont concernés par cette formation tous les agents sauf la Police Municipale soumise à des dispositions spécifiques en matière de formation professionnelle.

La demande

Le prestataire prioritaire pour la mise en œuvre de ces formations est le Centre National de la Fonction Publique Territoriale – CNFPT.
La demande s'effectue au cours d'un entretien avec le supérieur hiérarchique afin de déterminer, par nature de formation, les besoins de l'agent.
Le bulletin d'inscription CNFPT est complété par l'agent et son supérieur puis transmis au service formation pour mise en œuvre.
L'agent reçoit la convocation 3 semaines avant le début du stage. L'agent complète sa fiche de participation et la renvoie au CNFPT.

La convocation à la formation vaut autorisation d'absence.

L'attestation de formation

Le CNFPT est seul habilité, à l'issue de la formation, à délivrer une attestation de formation à l'agent et au service formation (intitulé, durée, type de formation). Un exemplaire de l'attestation de formation d'intégration est transmis au service Carrières en vue de la titularisation de l'agent.

Financement et frais

Le CNFPT finance la formation via la cotisation obligatoire de 0.9 % de la masse salariale versée par les Collectivités.
Les indemnités de frais de déplacement et de restauration sont prises en charge par le CNFPT selon leur barème règlementaire.

II/ Les formations obligatoires liées au métier, au poste, à une fonction spécifique

Ce sont les formations demandées par :
● l'Autorité Territoriale dans le cadre de ses orientations annuelles inscrites au Plan de formation
● la hiérarchie concernant les actions de formation de prévention en hygiène et sécurité
● la hiérarchie suite à une modification de fiche poste nécessitant pour l'agent d'acquérir de nouvelles compétences.
Ces formations sont organisées par le CNFPT ou un prestataire extérieur.
Elles peuvent se dérouler en intra sur la Ville ou en inter-collectivités.

La demande

C'est lors de l'entretien d'évaluation que le supérieur hiérarchique au vu de la fiche de poste va demander à l'agent de bénéficier de formations liées à ses fonctions, il inscrira la demande dans le compte rendu d'entretien professionnel dans l'encadré « Les besoins de formation de l'agent ».

Lorsque les orientations de l'Autorité Territoriale précisent qu'une fonction ou un métier doivent parfaire leurs connaissances sur un domaine, l'ensemble des agents doit participer à la formation proposée. C'est le service formation qui recense et contacte les agents pour planifier les formations.

La convocation du CNFPT à la formation vaut autorisation d'absence.
Une demande d'ordre de mission doit être effectuée pour toute formation hors CNFPT et hors territoire grassois.

L'attestation de formation

A l'issue de la formation l'agent reçoit une attestation de formation voire un titre, une autorisation de conduite qu'il doit conserver et présenter en cas de demande.
Cette formation sera enregistrée soit en FPPE, en FPTLC ou en perfectionnement si l'agent a rempli ses obligations statutaires.

Financement et frais

C'est la Collectivité qui prend en charge les frais de formation.
Lorsque la formation se déroule hors territoire grassois et est organisée par un prestataire extérieur, l'agent transmet sa convocation et se verra rembourser les frais de déplacement sur la base des indemnités kilométriques SNCF, ou du billet SNCF 2ème classe, voire du billet d'avion si cela revient moins cher. Selon l'heure de début de la formation et les délais de route, la nuitée ainsi que le repas du soir seront pris en charge. En revanche ne sera pas indemnisée la nuitée correspondant au dernier jour de la formation.

III/ Les formations non obligatoires

Les préparations aux concours et examens

Cette formation consiste en des actions de préparation aux concours et examens professionnels de la Fonction Publique Territoriale. Elle vise à permettre aux agents de se préparer à un avancement de grade ou à un changement de cadre d'emplois par la voie des concours ou examens professionnels. Elle est assurée par le CNFPT.

L'enseignement peut être dispensé :
● En présentiel, par cours oraux pris sur les horaires de travail,
● En distanciel, avec quelques cours de soutien en présentiel pris sur le temps de travail.
L'admission à un cycle de préparation implique pour les agents un important travail personnel à fournir en dehors des heures de travail.
Chaque année le service formation rédige une note de service afin d'informer les agents des préparations concours et examens organisées par le CNFPT. Les fiches d'inscription accompagnées des conditions pour se présenter au concours ou examens sont transmises par mail aux services.

La demande peut être formulée :

● ***Sur proposition de l'employeur***
Définition : Le supérieur hiérarchique souhaite que son collaborateur prépare un concours afin de répondre à un futur besoin correspondant à un grade ou cadre d'emploi différent de celui détenu par l'agent.
Conditions d'obtention : Un poste se libère et le supérieur souhaite que son collaborateur remplisse les conditions pour postuler.

● ***A la demande de l'agent***
Définition : L'agent souhaite bénéficier d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emploi à travers une préparation concours qui n'est pas prioritaire par le supérieur hiérarchique.
Conditions d'obtention : Formation octroyée dans le cadre du Compte Personnel de Formation.

Le déroulement de la formation et l'engagement de l'agent

L'accès aux préparations est subordonné à un test de positionnement préalable et obligatoire (sauf pour certains concours sur titres). Les dérogations aux règles d'inscription et d'accès aux tests restent exceptionnelles ; les demandes, émises par l'autorité territoriale, doivent être motivées et dûment justifiées. Les décisions finales de dérogation sont prises par le Directeur de délégation du CNFPT.
L'évaluation du niveau des connaissances et des aptitudes est suivie d'une orientation validée par le responsable pédagogique. La décision finale d'orientation, prise par le Directeur de délégation sur proposition du responsable pédagogique, est notifiée à l'employeur qui confirme ou non la candidature.
Les agents ont l'obligation de suivre avec assiduité les différentes séquences de formation auxquelles ils sont admis. Ils doivent justifier leurs éventuelles absences auprès du service Formation de la Direction des Ressources Humaines et de leur Chef de Service.
Toute absence non justifiée pourra donner lieu d'une part à une retenue sur salaire pour service non-fait, et d'autre part à une exclusion de formation continue pendant 1 an. Un courrier détaillant les absences non justifiées sera adressé à l'agent par le service Formation pour l'en informer et une copie transmise au Responsable de Service.

En application du nouveau règlement du CNFPT :

L'accès aux préparations aux concours ou aux examens de la Fonction Publique Territoriale est réservé aux agents territoriaux en fonction qui rempliront à l'issue de leur préparation, les conditions statutaires pour pouvoir se présenter auxdits concours ou examens.

- les agents en disponibilité, congé maternité, congé pour adoption, congé de présence parentale, arrêt maladie ou accident du travail ne peuvent pas accéder à une préparation aux concours ou examens. En effet, ils sont en position d'activité mais pas de service, même s'il leur est possible de participer aux épreuves du concours ou de l'examen.
- les agents placés en congé de longue maladie et en congé de longue durée (CLM/CLD) peuvent être accueillis en formation dans les mêmes conditions que les agents publics territoriaux, sous réserve d'obtenir, pour chaque cas, l'autorisation préalable du médecin agréé chargé du contrôle des agents concernés, voire du comité médical saisi par la collectivité de l'agent, approuvant explicitement le suivi de cette formation (art. 28, 29 et 34 du décret n˚ 87-602 du 30 juillet 1987).
- un agent à temps partiel thérapeutique peut accéder à la formation, à condition de suivre des journées de formation à temps plein sur son temps de travail.
- les agents en congé parental peuvent également suivre les dispositifs de formation en présentiel sous réserve de l'autorisation de l'employeur (Art 6-bis loi de 1984-594 du 12 juillet 1984).
- les agents en détachement ou mis à disposition peuvent s'inscrire à une préparation sous réserve de l'accord de leur établissement d'accueil.

Pour des raisons de méthode et d'efficacité :

- un agent ne peut s'inscrire qu'à un seul dispositif modulaire (préparation) par année civile.
- un délai de carence entre deux préparations doit être observé (un agent venant de bénéficier d'une préparation à un concours ou examen ne peut s'inscrire à une autre préparation l'année suivante).

Sauf dérogation exceptionnelle accordée par le C.N.F.P.T., notamment en cas de congé maternité, de congé de longue maladie ou d'accident du travail, de congé de présence parentale ou de mutation, venant empêcher ou interrompre le suivi de la formation de préparation aux concours ou aux examens, un agent ne peut se réinscrire à une préparation déjà suivie. La demande de réinscription doit être motivée par courriel ou courrier établi par la collectivité employeur. Cette réinscription est valable une fois et uniquement pour la session de préparation suivante. L'agent devra renouveler son inscription pour la préparation concernée accompagnée de la décision d'orientation issue du test.

L'agent sera radié de la formation en cours s'Il :

- ne respecte pas les règles inhérentes à la formation : principes de laïcité, règles de civilité (comportement inadapté à l'égard des autres stagiaires et des intervenants, injures, violences, …)
- manque d'assiduité
- ne peut justifier de ses absences.

La décision sera prise, après instruction par le service chargé de la préparation aux concours et examens professionnels, par le directeur adjoint chargé de la formation ou par le directeur de la structure locale du CNFPT. Le CNFPT en informera préalablement la collectivité et l'agent. II exposera les griefs reprochés et ouvrira à l'agent la possibilité de présenter ses observations.

Le passage d'une formation tremplin à la préparation au concours est subordonné à l'avis du collectif des enseignants et du CNFPT.

L'accès à l'entraînement intensif aux épreuves d'admission est réservé aux agents ayant suivi la préparation du concours ou de l'examen concerné et admissibles à ce concours ou examen dans un Centre de Gestion de la région PACA.
Pour un agent admissible, ayant passé un concours ou un examen dans un Centre de Gestion hors PACA, si les dates des épreuves orales sont différentes de celles des centres de gestion PACA, aucune session supplémentaire ne sera organisée.
Les agents des collectivités territoriales admissibles à un concours ou à un examen, mais n'ayant pas suivi la préparation, peuvent accéder à cet entrainement intensif **sous réserve de places disponibles**.
Pour cela, la collectivité employeur doit en faire la demande par courriel ou courrier auprès des antennes départementales ou du service régional des préparations concours.

L'attestation de formation

A l'issue de la formation l'agent reçoit une attestation de formation.

Financement et frais

Le coût de la formation est pris en charge par l'employeur.
Les frais de déplacement (lorsque la distance entre le lieu de formation et la résidence administrative est supérieure à 20 km) et de restauration pour les agents en formation tremplin sont pris en charges par le CNFPT.
Lorsque le CNFPT ne prend pas en charge les frais de déplacement, la Ville de Grasse prend en charge : sur demande de l'agent, 15 déplacements dans l'année (sauf indemnisation prévue par le CNFPT). Les agents peuvent solliciter le prêt d'un véhicule du Pool Auto. En cas d'utilisation du véhicule personnel, l'indemnisation s'effectuera sur la base du tarif kilomètre SNCF.

Les frais de parking et d'autoroute ne peuvent être pris en charge.

Les frais de transport pour se présenter aux épreuves d'admissibilité et d'admission à un concours ou examen sont pris en charge par la Collectivité au vu de l'attestation de présence dans la limite d'une participation par année civile (écrit + oral). Le remboursement s'effectue par rapport au Centre de Gestion le plus proche de la collectivité et sur la base du tarif du kilomètre SNCF. Toutefois, pour les concours ou examens professionnels se déroulant dans la Région PACA, une possibilité de prêt de véhicule du Pool Auto pourra être étudiée, au cas par cas, en fonction de chaque situation.

Les frais de repas et d'hébergement ne seront pas indemnisés.

L'agent inscrit à un concours ou examen professionnel peut formuler une demande d'utilisation, dans la limite d'un total de cinq jours par année civile, de son Compte Epargne Temps, ou à défaut, son Compte Personnel de Formation pour disposer d'un temps de préparation personnelle selon un calendrier validé par son employeur. Les heures demandées correspondant aux heures du temps de travail de l'agent.

L’acquisition des savoirs fondamentaux et l’apprentissage de la langue française

Ces actions font partie de la formation professionnelle tout au long de la vie des agents.
La formation permet de :
● Réacquérir les savoirs de bases dans les domaines de l’écrit, de l’oral, des repères spatiotemporels.
● Renforcer la qualité des conditions de travail
● Permettre à l’agent d’entrer dans le système de la formation professionnelle et d’exercer sa citoyenneté.
Chaque année le service formation informe les directions sur la campagne d’inscription.

Ces actions font partie des axes prioritaires de formation de la Ville de Grasse.

● A la demande de l’employeur
Définition : Lors de l’entretien individuel le supérieur hiérarchique peut proposer cette action aux agents ayant des difficultés à maîtriser les savoirs de base : lecture, calcul, écriture, comprendre et émettre un message oral, se repérer dans l’espace.

● A la demande de l’agent
Définition : L’agent souhaite améliorer ses savoirs de base et formule la demande de formation qui est prioritaire.

Le déroulement de la formation et l’engagement de l’agent

L’accès à la formation est subordonné à un test d’orientation préalable et obligatoire.
L’agent bénéficie d’un entretien oral avec l’intervenant du CNFPT ainsi des tests permettant à l’organisme de définir la durée de la formation qui peut varier entre 90 heures et 240 heures.
Si le CNFPT ne peut pas répondre à la demande, la Collectivité mettra en œuvre la formation avec un prestataire extérieur.
L’agent ayant validé son orientation avec son supérieur hiérarchique, s’engage à bénéficier de l’ensemble du cursus.

L’attestation de formation

A l’issue de la formation l’agent reçoit une attestation de formation.

Financement et frais

Le coût de la formation est pris en charge par l’employeur.
Les frais de déplacement (lorsque la distance entre le lieu de formation et la résidence administrative est supérieure à 20 km) et de restauration pour les agents en formation sont pris en charges par le CNFPT.
Si la formation est organisée par un prestataire extérieur les frais de déplacement et de restauration sont pris en charge par l’employeur.

Les formations diplômantes ou qualifiantes

Ce type de formation vise à obtenir un diplôme ou une qualification reconnue :

● Sur proposition de l'employeur
Définition : Le supérieur hiérarchique souhaite que son collaborateur détienne un diplôme ou une qualification nécessaire à ses fonctions.
Conditions d'obtention : la Direction concernée par la demande devra au préalable définir les priorités de la direction en matière budgétaire.

● A la demande de l'agent
Définition : L'agent sollicite une formation diplômante ou qualifiante lors de son entretien d'évaluation, elle doit être inscrite dans le cadre de son Compte Personnel de Formation
Conditions d'obtention : Seul le diplôme ou qualification correspondant à un besoin de la Collectivité pourra être étudié. En cas de refus, l'agent recevra un courrier argumenté.
Dans un autre cas, l'agent aura la possibilité d'utiliser son CPF s'il finance sa formation - une convention entre la Collectivité et l'agent sera signée.

Le déroulement de la formation et l'engagement de l'agent

L'agent s'engage à effectuer l'ensemble du cursus de formation.
Une fiche de présence mensuelle sera transmise au service formation.

Financement et frais

Si la formation est réalisée à la demande de la collectivité, la formation sera intégralement prise en charge par la Collectivité.

Les formations de perfectionnement à la demande de l'agent

L'agent pourra solliciter une formation perfectionnement à condition qu'il ait satisfait à ses obligations de formation de professionnalisation préalablement.

La demande

La demande sera formulée par l'agent au cours de son entretien professionnel, le responsable hiérarchique proposera prioritairement les formations organisées par le CNFPT ;
Les formations en lien avec son métier et l'évolution de ce dernier seront enregistrées en formation perfectionnement.
Les formations non en lien avec le métier mais sollicitées dans le cadre d'un projet professionnel seront enregistrées dans le cadre du Compte Personnel de Formation de l'agent.
L'autorité territoriale ne peut opposer deux refus successifs à un agent demandant à bénéficier d'une même action de formation qu'après avis de la commission administrative paritaire.

Le déroulement de la formation et l'engagement de l'agent

Lorsque la formation est organisée par le CNFPT, la convocation tient lieu d'ordre de mission.
Pour une formation hors CNFPT l'agent doit faire une demande d'ordre de mission auprès de la Direction des Ressources Humaines (Service Carrières).
L'agent s'engage à suivre le cursus de formation pour lequel il est inscrit.

L'attestation de formation

A l'issue de la Formation l'agent reçoit une attestation de formation.

Financement et frais

Lorsque la formation est organisée par la CNFPT, l'organisme prend en charge les frais de déplacements, de restauration et d'hébergement.

La formation syndicale

Le congé pour formation syndicale ne peut être accordé que pour effectuer un stage ou suivre une session de formation en rapport avec le droit syndical (art.1 du décret n°85-552).
L'objectif est d'acquérir des connaissances en matière syndicale, pour information ou pour exercer des responsabilités syndicales ;
Tous les agents fonctionnaires ou contractuels peuvent demander un congé pour formation syndicale.

La demande

La demande doit être formulée par écrit. Cette demande doit être adressée au moins un mois avant le début du stage ou de la session à l'autorité territoriale (art. 2 décret n°85-552 du 22 mai 1985, -). La période de congé pour formation syndicale est prise en compte pour l'alimentation du Compte Personnel de Formation (article 3 alinéas 4 et 5 du décret n°2017-928). A défaut de réponse expresse au plus tard le quinzième jour qui précède le début du stage ou de la session, le congé est réputé accordé. Le congé n'est accordé que si les nécessités du service le permettent.
Tout refus doit être motivé (circ. min. du 2 juin 1992, -). A chaque demande, l'autorité territoriale doit, en cas de refus, préciser en quoi les nécessités de service empêchent, pour la période concernée, d'accorder le congé : un motif présentant, compte tenu des fonctions de l'agent, un caractère systématique, porte atteinte à l'exercice des droits syndicaux.
Les décisions de rejet sont communiquées à la CAP/CCP lors de sa réunion la plus proche (art. 2 décret n°85-552 du 22 mai 1985, -). Dans les collectivités employant au moins 100 agents, les autorisations sont accordées dans la limite de 5% de l'effectif réel.

La durée

12 jours ouvrables par an au maximum (art 57 7° de la loi n°84.53).

L'organisation de la formation

Le congé ne peut être accordé que pour suivre un stage ou une session dans l'un des centres ou instituts figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé des collectivités territoriales, sur proposition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;

L'attestation

A l'issue de la formation, l'organisme qui a dispensé la formation délivre à l'agent une attestation d'assiduité.
L'agent doit remettre cette attestation à son employeur au moment de la reprise des fonctions.

Financement et frais

Pour le financement de la formation et les frais afférents, l'intéressé doit se rapprocher de l'organisation syndicale organisatrice de la formation souhaitée.

Incidence sur la situation administrative

Le bénéficiaire d'un congé pour formation syndicale demeure en position d'activité. Il conserve tous les droits attachés à cette position notamment en matière d'avancement et de retraite.

IV/ Les différents congés au service de la formation

Le congé de formation professionnelle

Ce congé vise à permettre à l'agent au cours de sa vie professionnelle de suivre à titre individuel une action de formation de longue durée participant à un projet d'ordre professionnel ou personnel.

Conditions d'obtention

Etre fonctionnaire et avoir accompli au moins 3 années de services effectifs dans la fonction publique (Art 57 6° de la loi n°84-53 et article 11 du décret n°2007-1845).
Les agents non titulaires peuvent prétendre à ce congé s'ils justifient de 36 mois de services effectifs consécutifs ou non, dont 12 mois consécutifs ou non, dans la collectivité où est demandé le congé (Article 43 du décret n°2007-1845).

La durée

Ce congé de formation ne peut excéder 3 ans pour l'ensemble de la carrière, que l'agent soit titulaire, stagiaire ou contractuel de droit public. Il peut être utilisé en une seule fois ou en plusieurs fois sur l'ensemble de la carrière.

La demande

La demande de congé doit être présentée 90 jours à l'avance. Elle indique la date à laquelle commence la formation, sa nature et sa durée ainsi que l'organisme dispensateur de la formation. L'employeur fait connaître, dans les 30 jours, à l'intéressé son accord ou les raisons qui motivent le rejet ou le report de la demande.
Les nécessités de service peuvent justifier un refus. Sur la base de ces motifs, l'autorité territoriale peut opposer au fonctionnaire un refus de formation sans consultation de la CAP compétente. Au-delà du 1er refus, l'avis de la CAP compétente est obligatoire, par contre l'autorité territoriale peut ne pas le suivre.
Elle doit alors dans un délai d'un mois informer la CAP des motifs qui l'ont poussée à ne pas suivre cet avis- Art.30 décret 89-229.

Financement de la formation et frais

Les frais de formation sont à la charge de l'agent sauf accord de prise en charge par la collectivité.
La collectivité prend en charge un diplôme nécessaire en cas de besoin pour le bon fonctionnement de la Collectivité.
Dans l'hypothèse où la formation est nécessaire pour la collectivité les frais annexes (déplacement, hébergement, restauration) seront pris en charge par l'employeur.

Indemnités versées pendant la formation

Pendant les 12 premiers mois durant lesquels l'agent est place en congé de formation, l'employeur verse une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence que l'agent percevait au moment de la mise en congé.
Le montant de l'indemnité ne peut excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 d'un agent en fonction à Paris – Art.12-43-44 du décret 2007-1845.
Au-delà des 12 premiers mois, l'agent ne perçoit plus d'indemnités.

Statut de l'agent pendant le congé

Pendant le temps de la formation, l'agent est en position d'activité ; Le temps passé en congé formation professionnelle est considéré comme du temps passé dans le service
Le fonctionnaire a droit à tous les congés liés à sa position d'activités. Le congé annuel ne s'impute pas sur le congé formation.

Obligations de l'agent

L'agent qui a bénéficié d'un tel congé s'engage à rester au service d'une administration pendant une période égale au triple du temps pendant lequel il a perçu les indemnités.
En cas de rupture de l'engagement, il doit rembourser le montant des indemnités perçues.

Réintégration

A l'issue du congé, le fonctionnaire est réintégré de plein droit dans sa collectivité d'origine. La collectivité peut ne pas réintégrer le fonctionnaire dans le même poste que celui qu'il occupait au moment du départ en congé.

Le congé pour bilan de compétences

Les fonctionnaires peuvent bénéficier d'un bilan de compétences pour les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet d'évolution professionnelle.
Le bilan de compétences a pour objet d'analyser les compétences, aptitudes et motivations d'un agent en vue de définir un projet professionnel voire un projet de formation.

Conditions d'obtention

Être fonctionnaire ou contractuel, occuper un emploi permanent.
L'agent doit justifier d'une activité salariée d'au moins 5 ans, consécutifs ou non, quelle qu'ait été la nature des contrats de travail successifs dont 12 mois dans la collectivité auprès de laquelle l'agent demande le congé.
Le fonctionnaire ne peut prétendre à un autre bilan de compétences qu'à l'expiration d'un délai de 5 ans après l'achèvement du précédent.

La durée

Ce congé ne peut excéder vingt-quatre heures du temps de service, fractionnables.

La demande

Le fonctionnaire doit présenter sa demande au plus tard 60 jours avant le début du bilan de compétences.
Cette demande doit préciser les dates et la durée prévues du bilan, la dénomination de l'organisme choisi par le fonctionnaire, elle peut être accompagnée d'une demande de prise en charge financière du bilan.
La collectivité, dans un délai de 30 jours qui suivent la réception de la demande, doit faire connaître son accord ou les raisons qui motivent le refus ou le report de la demande de congé, et sa décision concernant la prise en charge du bilan.

Financement de la formation et frais

Si la collectivité prend en charge le bilan de compétences, il y a obligation de signer une convention tripartite entre la fonctionnaire, l'agent et l'organisme prestataire.

Statut de l'agent pendant le congé

Pendant la durée du congé pour bilan de compétences, l'agent est en position d'activité et conserve le bénéfice de sa rémunération.

Obligations de l'agent

Le fonctionnaire a l'obligation de fournir à son employeur l'attestation de fréquentation effective délivrée par l'organisme chargé de réaliser le bilan.
Si l'agent qui sans motif ne suit pas l'ensemble de l'action pour laquelle le congé a été accordé perd le bénéficie du congé.
Si la collectivité prend en charge financièrement le bilan, le fonctionnaire est tenu de lui rembourser le montant.

Rôle du CNFPT

Le CNFPT propose pour accompagner les agents souhaitant s'engager dans une mobilité professionnelle, depuis 2017 un itinéraire de formation permettant aux stagiaires de définir un nouveau projet professionnel et se préparer à la recherche d'un nouvel emploi.
L'itinéraire comporte quatre modules :

- "Atelier de construction de son projet d'évolution professionnelle choisie" (6,5 jours)
- "Atelier CV, lettre de motivation et entretien de recrutement" (4 jours)
- "La connaissance de l'environnement territorial et des métiers au service de son projet de mobilité " (1 jour)
- "La connaissance des dispositions statutaires, outils et dispositifs de formation pour conduire son projet de mobilité" (1 jour)

L'agent peut demander dans le cadre de son entretien annuel, ces stages, dans le cadre de son Compte Personnel de Formation.
Une priorité sera donnée à cette formation pour les agents qui souhaitent un bilan de compétences.

Le congé pour validation des acquis de l'expérience

L'agent peut demander à bénéficier d'un congé en vue de participer aux épreuves de validation organisées par l'autorité ou l'organisme habilité à délivrer une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ou, le cas échéant, de s'y préparer. Le congé ne peut excéder 24 heures du temps de service, éventuellement fractionnables.

Conditions d'obtention

Etre fonctionnaire ou contractuel, occuper un emploi permanent.
L'agent doit justifier d'une activité salariée, non salariée, de bénévolat ou volontariat, sportive, de responsabilité syndicale, exercée en continu ou non, pendant une durée totale ou cumulée d'au moins 1 an et en rapport direct avec le diplôme visé.
L'agent doit attendre 5 ans pour pouvoir bénéficier d'un autre congé pour validation des acquis de l'expérience dans la même collectivité.

La demande

L'agent établit une demande de recevabilité (livret 1) qui est transmis à l'organisme qui propose le titre sollicité. Si la demande est recevable l'agent complètera le livret de VAE (livret 2).
C'est lorsque l'agent détient la recevabilité qu'il fait la demande qui doit être présentée au plus tard 60 jours avant le début des actions de validation des acquis de l'expérience. Celle-ci doit préciser le diplôme, titre ou certificat de qualification visé, les dates, la nature et durée des actions de formation permettant la validation, nom des organismes intervenant.
La collectivité donne une réponse dans les 30 jours qui suivent la réception de la demande.

Financement et frais

La collectivité prendra en charge les frais de déplacement pour se présenter devant le jury.
Lorsque le diplôme sollicité dans le cadre d'une VAE correspond à un diplôme nécessaire pour la Collectivité, la formation "accompagnement" sera prise en charge par la Collectivité- une priorité sera donnée aux métiers de la petite enfance et de l'animation. Une convention tripartite entre l'agent, la collectivité et l'organisme de formation sera signée.
L'accompagnement à la VAE est éligible au Compte Personnel de Formation.

Statut de l'agent pendant le congé

Pendant la durée du congé pour Validation des Acquis de l'Expérience, l'agent est en position d'activité et conserve le bénéfice de sa rémunération.

Obligations de l'agent

Le fonctionnaire a l'obligation de fournir à son employeur l'attestation de fréquentation effective délivrée par l'organisme chargé de l'accompagnement à la VAE.
Si l'agent, qui sans motif, ne suit pas l'ensemble de l'action pour laquelle le congé a été accordé perd le bénéficie du congé.
Si la collectivité prend en charge financièrement l'accompagnement, le fonctionnaire est tenu de lui rembourser le montant.
L'agent s'engage finaliser et à présenter son livret 2 devant le jury.

Rôle du CNFPT

Le CNFPT propose chaque année une liste de diplômes pouvant être présentés dans le cadre d'une VAE, il assure la formation "accompagnement" à l'élaboration du livret 2.
Une priorité sera donnée aux actions mises en œuvre par la CNFPT.

V/ La mise en disponibilité pour effectuer des études ou des recherches présentant un caractère d'intérêt général

La disponibilité est la position du fonctionnaire qui cesse d'exercer son activité professionnelle pendant une certaine période.
La notion d'intérêt général pour suivre des études et recherches peut se définir comme suit :
Qui sont susceptibles de faire avancer les connaissances dans un domaine précis et présenter un intérêt pour l'administration ou la collectivité en matière scientifique, historique ou culturelle.

Conditions d'obtention

Seuls les fonctionnaires peuvent bénéficier de cette disponibilité.

La demande

Le fonctionnaire doit demander par écrit sa mise en disponibilité en recommandé avec accusé de réception 3 mois avant la date souhaitée.

La durée

La durée ne peut excéder trois ans avec possibilité de la renouveler une fois pour une durée de trois ans. Il n'y a pas de durée minimale.

Statut de l'agent pendant le congé

Le fonctionnaire cesse de bénéficier de sa rémunération et de ses droits à l'avancement à la retraite.
Le fonctionnaire demande sa réintégration trois mois au moins avant l'expiration de la disponibilité.
Le fonctionnaire qui a demandé sa réintégration avant l'expiration de la période de disponibilité est maintenu en disponibilité jusqu'à ce qu'un poste lui soit proposé.

VI/ Le compte personnel d'activités

Le compte personnel de formation

Définition

Le compte personnel de formation est un nouveau dispositif de la formation professionnelle accompagnant les agents dans la construction de leur parcours professionnel. Il permet d'acquérir un crédit d'heures qui peut être mobilisé afin de suivre des actions de formation et faciliter la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle. Ce projet peut s'inscrire dans le cadre d'une mobilité, d'une promotion ou d'une reconversion professionnelle, y compris vers le secteur privé. Le financement de la formation sollicitée est assuré par l'employeur.

Les bénéficiaires

Le CPF concerne l'ensemble des agents publics, titulaires ou contractuels, à contrat indéterminé ou déterminé et quelle que soit la durée de leur contrat, sans que soit exigée une durée minimale d'exercice des fonctions.
Les agents recrutés dans le cadre d'un contrat de droit privé (apprentissage, emplois d'avenir…) bénéficient du CPF au même titre que les salariés du secteur privé et ce depuis le 1er janvier 2015.

L'alimentation du compte personnel de formation

Le CPF est alimenté au 31 décembre de chaque année à hauteur de 25 heures par an, dans la limite de 150 heures.
Des droits supplémentaires sont accordés aux agents de catégorie C ou qui occupent un emploi équivalent à la catégorie C et qui n'ont pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou titre professionnel de niveau V du RNCP : ces agents cumulent 50 heures par an, dans la limite de 400 heures.
Ces dispositions ont pour objectif de leur faciliter l'accès à des formations diplômantes ou certifiantes.
Un abondement pour prévention de l'inaptitude est prévu pour un agent dont l'état de santé est tel qu'il risque d'être déclaré inapte à l'exercice de ses fonctions. Si les droits qu'il a acquis au titre du CPF ne lui permettent pas d'accéder à la formation visée pour mettre en œuvre son projet d'évolution professionnelle, l'agent peut bénéficier d'un crédit d'heure supplémentaire dans la limite de 150 heures.
Le CPF est alimenté chaque année par l'employeur et il en informe l'agent.
La Caisse des Dépôts et Consignation alimente le compte en ligne au 31 mars de l'année suivante.
Chaque agent est responsable de la création de son compte d'activité depuis le site www.moncompteactivité.gouv.fr, à l'aide duquel il peut consulter ses droits.
L'alimentation annuelle du compte est effectuée par la Caisse des Dépôts et Consignations.
L'employeur décrémente les heures utilisées.

Le calcul du CPF

Les périodes de prise en compte dans le calcul du CPF sont les périodes d'activité, les congés rémunérés (article 57 loi 84-53) et les congés parentaux.
Les périodes de travail à temps partiel sont assimilées à des périodes à temps complet.
Pour les agents nommés sur des emplois à temps non complet, la durée du CPF est calculée au prorata du temps travaillé.
Le DIF ayant été abrogé, les employeurs doivent recenser le nombre d'heures acquises par leurs agents au 31 décembre 2016. Ces heures sont transférées sur le CPF.

Le périmètre des formations autorisées

L'utilisation du CPF peut porter sur toute action de formation sauf celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées.

Les actions éligibles au CPF sont :

- Les actions de droit : formations issues du socle de connaissances et compétences de base (CléA)
- Les actions reconnues prioritaires :
  - Formations qualifiantes (RNCP)
  - Bilans de compétences ou actions VAE
  - Préparations concours
  - Actions de prévention de l'inaptitude
- Les actions en accord avec l'employeur : autres actions de développement des compétences en lien avec un projet d'évolution professionnelle

Les règles de l'anticipation

Lorsque la durée de la formation est supérieure aux droits acquis au titre du CPF, l'agent peut, avec l'accord de son employeur, consommer par anticipation des droits encore non acquis dans la limite des droits que, l'agent est susceptible d'acquérir au titre des 2 prochaines années et sans pouvoir dépasser le plafond de 150 heures ou 400 heures applicable à sa situation.

Pour les agents en contrat à durée déterminée, cette possibilité est ouverte dans la limite des droits pouvant être acquis à la date de fin du contrat.

La procédure de demande d'utilisation du CPF

La mobilisation du CPF fait l'objet d'un accord entre le fonctionnaire et son employeur. Tout agent souhaitant mobiliser son CPF doit établir une demande écrite à la DRH sous couvert de sa hiérarchie. Il recevra un accusé de réception de sa demande.

La demande comportera : le projet de l'agent, la nature du projet, la motivation, les objectifs, le programme, l'organisme pressenti, le calendrier et le coût de la formation.

Elle devra être exprimée lors de l'entretien professionnel sur la fiche « recensement des besoins », le responsable devra obligatoirement émettre un avis et transmettre le document au service formation.

Si la demande est acceptée, une convention tripartite entre la DRH, l'agent et la direction sera signée par les parties.

La mise en place d'un calendrier de réception et d'enregistrement des demandes sera réalisée par le service formation.

La prise en charge des frais de formation et des frais annexes

Si la demande de CPF est acceptée par la collectivité, celle-ci prendra à sa charge les frais pédagogiques de la formation à hauteur de 15 euros HT par heure dans les limites des droits du CPF de l'agent (Ex : 100 heures dans le CPF multiplié par 15 euros, soit 1500 euros TTC).

Les frais de déplacement seront pris en charge seulement dans le cadre des préparations concours et examens et ne seront pas pris en compte dans le cas des autres dispositifs.

Dans le cas des agents en Accompagnement de Retour à l'Emploi, la collectivité assure la prise en charge des frais de formation dans la limite des droits acquis par l'agent pendant la durée de ses fonctions dans la collectivité. La demande d'utilisation du CPF doit être présentée pendant la période d'indemnisation, l'agent doit être sans emploi au moment de la demande.

La situation de l'agent en formation

Les actions de formation suivies au titre du CPF ont lieu, en priorité, pendant le temps de travail. Les heures consacrées à la formation pendant le temps de service constituent un temps de travail effectif et donnent lieu au maintien de la rémunération.

L'agent qui utilise son CPF est couvert par son régime AT/MP (accident du travail et maladie professionnelle) comme tout agent qui suit une formation, y compris lorsque la formation intervient hors de son temps de service. Ce temps hors service n'est en revanche pas pris en compte dans la constitution du droit à pension.

Sur la transformation des heures CPF en jours :

- une journée correspond à un forfait d'utilisation de 6 heures de droits acquis ;
- et une ½ journée correspond à un forfait d'utilisation de 3 heures.

L'instruction des demandes

Les demandes doivent être exprimées lors de l'entretien professionnel et transmises à la Direction des Ressources Humaines au plus tard le 30 mars de chaque année.

Le refus : motifs et recours

Toute décision de refus d'une formation CPF doit être motivée en recourant notamment aux fondements suivants :

- Le financement de la formation (défaut de crédit disponible)
- Les nécessités de service
- Les projets d'évolution professionnelle de l'agent (l'agent ne dispose pas du prérequis pour suivre la formation souhaitée, la demande ne peut être retenue au regard des priorités définies par l'employeur…)

La décision de refus doit faire l'objet d'une réponse motivée communiquée dans un délai de 2 mois suivant le dépôt de la demande.

L'agent peut contester la décision, en cas de refus de mobilisation du CPF une 3ème année consécutive, devant la Commission Administrative Paritaire. Il a également la possibilité d'effectuer un recours gracieux, hiérarchique et contentieux contre une décision de refus dans les conditions de droit commun.

L'employeur doit recueillir l'avis de la CAP préalablement à un troisième refus portant sur une demande d'utilisation par un agent du CPF pour une action de formation de même nature.

Pour les contractuels, l'employeur doit solliciter la Commission Consultative Paritaire (à partir de décembre 2018).

Les formations socle ne peuvent faire l'objet d'un refus mais d'un report à l'année suivante.

La portabilité du CPF

Les droits acquis auprès d'une administration peuvent être utilisés auprès de toute autre administration, toute fonction publique confondue.

Les droits acquis par une personne en tant qu'agent public sont conservés s'il rejoint le secteur privé et perd, provisoirement ou définitivement, la qualité d'agent public. Il peut faire valoir ses droits auprès de son nouvel employeur et les utiliser dans les conditions définies par le code du travail (articles L.6323-1 et suivants).

- Les droits acquis au titre du CPF par une personne ayant exercé une activité professionnelle privée sont conservés lorsqu'elle acquiert la qualité d'agent public. Ces droits sont utilisés selon les conditions définies à l'article 22 quater de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, c'est-à-dire dans les mêmes conditions que si ces droits avaient été acquis dans la fonction publique.

Dans le secteur privé, les droits acquis au titre du droit individuel de formation (DIF) par une personne au titre d'une activité du secteur privé au 31 décembre 2014 sont conservés jusqu'au 1er janvier 2021.

Ces droits ne sont pas portables entre le secteur privé et le secteur public. Il pourra en revanche les mobiliser à nouveau s'il est réemployé par la suite et d'ici 2021 par un employeur privé.

● Les agents qui sont privés involontairement d'emploi peuvent utiliser leurs droits acquis au titre du CPF (perte d'emploi des agents non titulaires, radiation, etc.). Lorsque l'employeur public assure la charge de l'allocation d'assurance, il lui appartient de prendre en charge les frais de formation au titre de l'utilisation du CPF pendant la période ouvrant droit à l'assurance chômage pour l'ancien agent public. Dès lors que la période ouvrant droit à l'assurance chômage est terminée, la prise en charge du CPF a vocation à relever de Pôle emploi si la personne est toujours demandeuse d'emploi.
Pour bénéficier de cette prise en charge, l'ancien agent public doit être sans emploi au moment où il présente sa demande.

● Les salariés de droit privé (apprentis, contrats aidés...) qui étaient employés par une personne publique et qui deviennent involontairement privés d'emploi utilisent leurs droits acquis au titre du CPF dans les conditions définies par le régime d'assurance chômage (Pôle emploi).

● Les salariés de droit privé recrutés par les employeurs publics bénéficient d'un CPF depuis le 1er janvier 2015. Il leur appartient d'ouvrir leur compte en ligne et d'y porter les droits DIF acquis au 31 décembre 2014 sur la base de l'attestation produite par l'employeur public. Il revient à l'employeur public de prendre en charge les demandes d'utilisation des droits acquis au titre du CPF pour les salariés soumis aux dispositions du code du travail qu'il emploie, dès lors que cet employeur public ne cotise pas auprès d'un organisme collecteur agréé. Sont notamment concernées les personnes en contrat d'apprentissage ou contrat de travail aidé. Ces personnes peuvent mobiliser leurs droits acquis au titre du DIF ou du CPF pour bénéficier d'actions de formation proposées par leur employeur, sans préjudice des actions de formation découlant de leur contrat de travail. A titre d'exemple, ces personnes peuvent utiliser leur CPF pour suivre des actions de préparation aux concours.

Positions administratives

L'instruction et le financement des demandes présentées par les agents incombent à l'administration qui les emploie.
Une demande présentée par un agent en position de détachement relève de l'organisme auprès duquel il est affecté. Lorsque l'agent est mis à disposition ou affecté auprès d'une autre administration ou d'un autre établissement que le sien (position normale d'activité), l'alimentation, l'instruction et le financement de ces droits sont assurées par l'administration d'origine, sauf disposition contraire prévue par la convention de mise à disposition ou de gestion. L'employeur d'accueil peut dans cette configuration décider de prendre en charge ces demandes, en accord avec l'administration d'origine.
Un agent placé en disponibilité peut exercer une activité professionnelle. Il relève alors du régime applicable dans le cadre de cette activité :

- S'il est contractuel dans une autre collectivité, le CPF peut être mobilisé dans la collectivité d'accueil
- S'il est salarié d'une entreprise, il relève de l'OPCA.
- S'il n'exerce aucune activité, l'agent ne peut solliciter la prise en charge d'une action de formation au titre de ses droits CPF auprès de son employeur d'origine, sauf à ce qu'il soit réintégré.

L'agent placé en congé parental peut accéder aux formations relevant de la formation continue ou de la validation des acquis de l'expérience ainsi qu'aux bilans de compétence (cf. article 4 du décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007). Il doit en être de même dans le cadre d'une mobilisation des droits acquis au titre du CPF. L'agent concerné ne perçoit alors aucune rémunération, mais il est couvert dans le cas d'un éventuel accident de trajet. Pour les préparations aux concours et examens professionnels, l'accès à la formation est de droit dès lors que l'agent n'en a pas bénéficié pendant trois ans, sous réserve des disponibilités financières.

Lorsqu'un agent relève de plusieurs employeurs publics, la demande doit être présentée auprès de l'employeur principal, à savoir l'employeur auprès duquel il effectue le plus d'heures. Un cofinancement entre plusieurs employeurs peut également être envisagé.

L'articulation du CPF avec les autres dispositifs

Le CPF s'articule à la demande des agents avec l'ensemble des dispositifs de la formation professionnelle tout au long de la vie et permet ainsi de répondre de manière adaptée aux besoins des agents.

Le CPF peut être mobilisé pour bénéficier d'un temps supplémentaire de préparation ou d'accompagnement dans le cadre du :

- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour validation des acquis de l'expérience

L'agent peut également utiliser son CET et à défaut son CPF pour dégager du temps de préparation personnelle dans la limite de 5 jours au total par année civile.

Le bilan annuel du CPF

Un bilan annuel est présenté au CT.

Le compte d’engagement citoyen

Le CEC reconnaît l’engagement citoyen comme source de droits à la formation. Il permet une valorisation des activités citoyennes, bénévoles ou de volontariat par l’obtention de droits à la formation supplémentaires à ceux acquis au titre du CPF.

Les activités reconnues dans ce cadre sont le service civique, la réserve militaire opérationnelle, la réserve militaire citoyenne, la réserve communale de sécurité, réserve sanitaire, maître d’apprentissage et bénévole associatif.

Chacune des activités recensées permet d’acquérir 20 heures de droits à la formation par an, dans la limite d’un plafond de 60 heures.

Les heures acquises au titre de l'engagement citoyen sont mobilisées après utilisation des heures inscrites sur le CPF.

VII/ Les modalités d'apprentissage

Les formes d'apprentissage évoluent et montrent l'intérêt d'utiliser d'autres méthodes permettant plus d'interactions, de l'autoformation, une individualisation des parcours, un accès plus rapide à la formation et un apprentissage collaboratif.

Les formations en présentiel

Ces formations restent un dispositif majoritaire. Cependant elles intègrent d'avantages des outils numériques.

Les formations mixtes

Ces formations proposent des temps à distance et des temps en présentiel.
Une session à distance permettra de transmettre un ensemble d'information et de connaissances avant le regroupement en présentiel.
Lors des formations organisées en pédagogie inversée, l'agent réalise des apprentissages de manière autonome à l'aide de matériel numérique en dehors du temps de présentiel, puis fait des exercices ou des échanges de pratiques professionnels en salle avec l'intervenant
La période de mise à disposition des ressources est précisée par l'organisateur. Elle se déroule sur le temps de travail après accord du supérieur et planification de la formation.
La Direction et/ou le Service formation met à disposition le matériel nécessaire permettant l'impression des documents et la possibilité de les télécharger.

Les formations à distance ou e-formation

La e-formation définit tout dispositif de formation qui utilise un réseau local, étendu ou internet pour diffuser, interagir ou communiquer, ce qui inclut l'enseignement à distance, l'accès à des sources par téléchargement ou en consultation sur le net. Il peut faire intervenir du synchrone ou de l'asynchrone, des systèmes tutorés, des systèmes à base d'auto-formation (exemples de séminaires en ligne), ou une combinaison des éléments évoqués.
La e-formation (ou formation à distance) est une modalité de formation professionnelle. La formation à distance offre une plus grande flexibilité, l'agent fait ses choix, se forme à son rythme sans se déplacer de son lieu de travail.

Les moyens mis à disposition

Adresse mail (professionnelle ou personnelle) - connexion internet – PC + périphériques - appui technique – casques – ampli + vidéo projecteur

Rôle et responsabilités des acteurs (encadrant, agent, responsable de formation)

- L'agent doit demander l'autorisation, être assidu tout au long de sa formation et respecter la charte informatique.
- L'encadrant s'engage après accord sur la programmation à libérer l'agent et à respecter les temps de connexion. Il signe la convention de formation, en lien avec le service formation.
- Le service formation inscrit l'agent si nécessaire, mettra à disposition le matériel et vérifiera les conditions matérielles de suivi. Il met à disposition la convention de formation. Il valide la formation sous réserve de production d'une attestation précisant le nombre d'heures.
- Le service formation sensibilise les encadrants aux modalités de la e-formation.

L'inscription se fait sous forme d'un bulletin précisant les motivations et validé par la hiérarchie. Elle est suivie sur le temps de travail en priorité.
La formation sera suivie sur le poste de travail ou dans un espace aménagé en priorité dans la collectivité.

Séminaires en ligne

Les séminaires en ligne sont des cours diffusés sur internet. Il s'agit généralement de cours gratuits et libres d'accès pour lesquels aucun pré-requis n'est exigé de la part des participants. De plus, l'inscription sur les différentes platesformes de MOOCs est entièrement gratuite. Seule la délivrance de certificats (facultatifs) est payante.
Le suivi du séminaire en ligne doit être traité comme une modalité de formation professionnelle.

Conditions d'inscription

L'inscription au choix de l'agent :
● Hors temps de travail et hors accord de la hiérarchie, l'agent est libre de l'inscription et du suivi mais la formation n'est pas validée ni prise en charge ni compensée.
● Si l'agent souhaite le suivre pendant le temps de travail, accord nécessaire de la hiérarchie. Cela doit faire partie du plan de formation et en lien avec le parcours professionnel de l'agent.
● Si c'est dans le cadre du CPF préalablement validé pendant le temps de travail, l'employeur prend en charge conformément aux engagements CPF.

L'inscription à la demande de l'employeur :
● L'agent suivra sur le temps de travail la formation.

Le rôle de l'encadrant, du responsable de formation

L'encadrant s'engage à libérer l'agent le temps du séminaire en ligne.
Le service formation ou la direction de l'agent s'engagent à mettre le matériel à disposition et s'assurent des bonnes conditions de suivi. Une convention de formation est signée précisant les dates et les plages horaires de connexion.
L'agent doit émarger à chaque séance de connexion et transmettre l'attestation pour faire valider sa formation. Celle-ci peut être reconnue au titre de la formation statutaire obligatoire, avec accord préalable du service formation.
La prise en charge du financement est prévue au moment de l'inscription et est soumis à l'accord préalable de la collectivité.

Classe inversée
Lors des formations organisées en pédagogie inversée, l'agent réalise des apprentissages de manière autonome à l'aide de matériel numérique en dehors du temps de présentiel, puis fait des exercices ou des échanges de pratiques professionnels en salle avec l'intervenant.
La période de mise à disposition des ressources est précisée par l'organisateur. Elle se déroule sur le temps de travail après accord du supérieur et planification de la formation.

Réseaux sociaux d'apprentissage (e-communautés, webinaires, réseaux professionnels…)
Ouvertes à tous et toutes sur simple inscription, les e-communautés font partie des réseaux d'apprentissage autour des métiers et des grands domaines d'action publique locale.
Les e-communautés sont animées par des experts pour rendre compte de l'actualité de l'action publique locale et permettre des échanges de pratiques et de connaissances entre les professionnels des domaines et métiers représentés. Au sein de chacune d'entre elles, les membres peuvent suivre et enrichir le fil d'actualité, échanger sur les problématiques métiers avec les autres inscrits, poser des questions à des experts, consulter l'agenda des événements, consulter/proposer des documents, interroger l'annuaire des membres et les contacter directement.

Par ailleurs, les membres ont la possibilité de créer et d'animer un groupe au sein d'une e-communauté. Il peut s'agir d'un groupe thématique ou géographique qui rassemble des professionnels sur un sujet spécifique ou d'un territoire donné.
Chaque agent est libre de s'inscrire à un ou plusieurs réseaux sociaux d'apprentissage.
Le temps de connexion peut se faire sur le temps de travail, selon une durée raisonnable et en accord avec le responsable hiérarchique. Si la connexion se fait hors temps de travail, les heures ne sont pas récupérables.
La participation se fera dans le respect des droits et obligations du fonctionnaire et de la Charte informatique.
Le manager, au vu des actions proposées dans le cadre des webinaires peut proposer ces formations de courtes durées à ses agents afin de leur permettre de réactualiser leurs connaissances rapidement. Il peut également à travers la retransmission des actions faire participer une équipe à la même action et construire à l'issue de celle-ci un projet. Ces formations se déroulent sur le temps de travail de l'agent.

Préparation aux concours
L'agent pourra pour les préparations concours et examens se former à la culture territoriale et aux domaines souhaités, dans le cadre de son investissement personnel, à domicile.
Pour chaque préparation concours ou examen, le CNFPT définit en amont sa durée. C'est cette durée qui sera prise en compte par le service formation que ce soit une formation en présentiel ou en distanciel.

La formation ouverte à distance (FOAD)
Le service Formation accompagnera les managers dans la mise en œuvre des actions à distance, étudiera la possibilité de créer des lieux où les agents non dotés d'un poste informatique pourront se former. Les agents pourront le consulter dans le cadre d'une mission d'aide, d'accompagnement.

Les principaux textes sur le droit à la formation continue
La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires reconnait, en son article 22, le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents publics. Son article 22 ter ouvre le bénéfice du compte personnel d'activité aux agents publics, lequel comprend un compte personnel de formation (article 22 quater).
La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984, modifiée en profondeur par la loi du 19 février 2007, détermine les différents types de formation offerts aux agents territoriaux. Elle distingue d'une part les formations statutaires obligatoires qui interviennent en début de carrière ou dans le cadre de l'adaptation aux emplois occupés et, d'autre part, les formations facultatives organisées à l'initiative de l'agent ou de son employeur.
Le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale
Le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 203 MISE EN ŒUVRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION ET ACTUALISATION DU REGLEMENT DE FORMATION APPROBATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 203

DU 7 DECEMBRE 2021

MISE EN ŒUVRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION
ACTUALISATION DU REGLEMENT DE FORMATION
APPROBATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

En application de l'article 44 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 a introduit de nouvelles dispositions dans la loi n° 83-634 du 3 juillet 1983.
L'article 22 ter de la loi précitée crée, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics, qui se compose de deux comptes distincts : le compte personnel de formation (CPF) et le compte d'engagement citoyen (CEC).

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 22 mars 2021 relatif au vote du règlement de formation ;

Considérant que le nouvel article 22ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires crée un Compte Personnel d'Activité (CPA) au bénéfice des fonctionnaires et contractuels de la fonction publique ;

Considérant que le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017, relatif à la mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité (CPA) susvisé fixe les règles et les modalités de mise en œuvre de ce Compte Personnel d'Activité qui s'articule autour de deux volets :

- Le Compte Personnel de Formation (CPF), crédit d'heures de formation pris en charge par l'employeur afin de faciliter la mise en œuvre du projet d'évolution professionnelle présenté par l'agent,

- Le Compte d'Engagement Citoyen (CEC), qui vise à favoriser les activités bénévoles, volontaires ou celles de maître d'apprentissage, et à faciliter la reconnaissance des compétences ainsi acquises.

Le Compte Personnel de Formation (CPF) est un dispositif de la formation professionnelle permettant l'accompagnement des agents dans la construction de leur parcours professionnel. Il permet d'acquérir un crédit d'heures pouvant être mobilisé afin de suivre des actions de formation et ainsi faciliter la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle.

Ce Compte Personnel de Formation (CPF) est alimenté au 31 décembre de chaque année à hauteur de 25 heures par an, dans la limite de 150 heures. Des droits supplémentaires sont accordés aux agents de catégorie C ou qui occupent un emploi équivalent à la catégorie C et qui n'ont pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou titre professionnel de niveau V du RNCP : ces agents cumulent 50 heures par an, dans la limite de 400 heures. Cette alimentation s'effectue au 31 décembre de chaque année.

L'utilisation du CPF porte sur toute action de formation nécessaire à la mise en œuvre du projet d'évolution professionnelle, hormis celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées :

● Les actions de droit : formations issues du socle de connaissances et compétences de base (CléA)

● Les actions reconnues prioritaires : les formations qualifiantes, les bilans de compétences ou actions de validation des acquis de l'expérience (VAE), les préparations aux concours ou examens professionnels, les actions de prévention de l'inaptitude,

● Les actions en accord avec l'employeur : autres actions de développement des compétences en lien avec un projet d'évolution professionnelle et un besoin de la Collectivité.

La demande de CPF, formulée lors de l'entretien professionnel sur la fiche « recensement des besoins », et toujours assortie de l'avis du responsable hiérarchique est transmise au service formation. La demande comportera : le projet de l'agent, la nature du projet, la motivation, les objectifs, le programme, l'organisme pressenti, le calendrier et le coût de la formation.

La Direction des Ressources Humaines étudiera les demandes en fonction des priorités définies dans les orientations du plan de formation, des nécessités et besoins des services, du financement de la formation.

La priorité sera donnée aux actions suivantes :

- Suivre une formation organisée par le CNFPT ou dans le cadre de la transmission du savoir (TDS).
- Suivre une formation permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions.
- Suivre une préparation aux concours ou examens professionnels.
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la Validation des Acquis de l'expérience par un diplôme avec une priorité sur les diplômes de la petite enfance et de l'animation. Les préparations organisées par le CNFPT seront prioritaires.
- Les agents de catégorie C ne détenant par un diplôme de niveau V pourront bénéficier dans les 2 ans qui suivent leur demande d'une formation relevant du socle de connaissances et de compétences à travers la certification professionnelle Cléa.

Lorsque la demande de CPF est acceptée par la Collectivité, celle-ci prend en charge les frais pédagogiques de la formation à hauteur de 15 euros HT par heure dans les limites des droits acquis par l'agent au titre du CPF. Les frais de déplacement seront pris en charge seulement dans le cadre des préparations concours et examens et ne seront pas pris en compte dans le cas des autres dispositifs.

Le règlement de formation annexé à la présente délibération, fixe les modalités pratiques de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation au sein de la Collectivité. Il a été présenté au Comité Technique du 22 mars 2021.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité dans les conditions fixées par la présente délibération ;

- **APPROUVER** les dispositions du règlement intérieur annexé.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

VILLE DE GRASSE

CADRE GÉNÉRAL DU TEMPS DE TRAVAIL

TABLES DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 4

PARTIE 1 : LE TEMPS DE TRAVAIL 5

1-I/ DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES PENDANT LE TEMPS DE TRAVAIL 6

1-II/ TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS 6

A/ Le régime général 6

B/ Le régime spécifique 6

PARTIE 2 : MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE 7

2-I/ LES CYCLES DE TRAVAIL 8

A/ Le cycle de travail hebdomadaire 8

B/ Le cycle de travail annuel 9

C/ L'impact de l'absentéisme sur l'ARTT 9

D/ Le temps partiel et le temps non complet 10

2-II/ HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES ET HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS . 11

A/ Horaires de fonctionnement des services 11

B/ Horaires de travail des agents 12

C/ Les dispositions dérogatoires 12

2-III/ TEMPS ASSIMILE A DU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF 13

2-IV/ LES HEURES COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES 13

A/ Définition et principes relatifs aux heures supplémentaires 13

B/ Cas des agents à temps complet 13

C/ Cas des agents à temps non complet 14

D/ Cas des agents à temps partiel 15

2-V/ LES ASTREINTES ET PERMANENCES 15

A/ Astreintes 15

B/ Permanences 15

2-VI/ CONGES ET ABSENCES 15

2-VII/ LE TEMPS DE TRAVAIL DES CADRES DIRIGEANTS 17

PARTIE 3 : MODALITÉS DE GESTION 18

3-I/ LA GESTION DES PLANNINGS 19

3-II/ POSE DES CONGES ET RTT 19

3-III/ POSE DES RECUPERATIONS (HEURES COMPLEMENTAIRES - HEURES SUPPLEMENTAIRES) 19

3-IV/ COMPTE EPARGNE TEMPS 19

3-V/ JOURS FERIES 20

3-VI/ JOURNEES DE FORMATION 20

3-VII/ AUTRES ABSENCES 20

PARTIE 4 : MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ARTICLE 2 21
PARTIE 5 : ACCOMPAGNEMENTS MIS EN OEUVRE 23
5-I/ LA MISE EN OEUVRE 24
5-II/ LA COMMUNICATION 24
5-III/ LE SUIVI DE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL 24

PRÉAMBULE

En 2002, un protocole sur l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail a été signé par Monsieur Le Maire et les partenaires sociaux, prévoyant une durée annuelle de 1600 heures.

Cette concertation avait deux objectifs fondamentaux :

- L'amélioration des conditions de vie au travail et de vie,
- L'amélioration de la qualité du service rendu aux Grassois.

En application des décrets 2000-815 du 25 août 2000 et 2001-623 du 12 juillet 2001 et notamment ses articles 1 et 2, la durée légale du temps de travail dans la fonction publique territoriale et ses modalités d'application ont été fixées à 1600 heures par an auxquelles s'ajoute depuis 2004 la journée de solidarité, ce qui représente ainsi un total de 1607 heures.

La durée annuelle légale du temps de travail précisée dans la première partie du document entre en vigueur au **1er janvier 2022 et est applicable à l'ensemble de agents de la Collectivité** (titulaires et contractuels).

Les modalités de mise en œuvre présentées dans ce document constituent donc un cadre de référence. Elles ont été soumises à l'avis du Comité Technique du 9 novembre 2021.

A compter du 1er janvier 2022, toutes les structures communales devront répondre aux exigences du présent document.

PARTIE 1 : LE TEMPS DE TRAVAIL

1-I/ DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES PENDANT LE TEMPS DE TRAVAIL

La définition de la durée du temps de travail s'inscrit dans les principes de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 portant « *droits et obligations des fonctionnaires* » qui dispose que « *les fonctionnaires consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées* ».

Dans le prolongement de ce principe, la durée du travail effectif est définie comme « *le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles* ».

L'ensemble des dispositions réglementaires régissant les congés et le temps partiel et les temps non complets dans la Fonction Publique Territoriale demeurent applicables et sont détaillées dans ce document cadre.

Les 3 jours fériés locaux et les 2 jours de congés annuels supplémentaires appliqués à la collectivité ne sont pas conservés dans le nouveau dispositif.

Les jours dits « de fractionnement » : Le décret du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux prévoit qu'un jour de congé supplémentaire est attribué au fonctionnaire dont le nombre de jours de congés pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre est de cinq, six ou sept jours. Il est attribué un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à huit jours.
Ces deux jours dits de fractionnement constituent un droit individuel, par conséquent ils ne sont pas intégrés dans le cadre collectif de l'organisation du temps de travail.

Aussi, ces jours dès lors que les conditions réglementaires au regard du calendrier sont remplies, viennent diminuer de deux jours la durée annuelle individuelle du travail, propre à chaque agent.

1-II/ TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS

Il est institué un régime général et un régime spécifique.

A/ Le régime général

Le temps de travail du régime général des agents à temps complet de la Ville de Grasse est fixé à 1600 heures annuelles, auquel il convient d'ajouter la journée de solidarité prévue par la loi du 30 juin 2004, ce qui représente ainsi un total de 1607 heures~~,~~ à effectuer par an pour les agents à temps complet.

L'activité des services de la Collectivité se déroule sur les 7 jours de la semaine.

Le temps de travail des agents s'effectue sur 5 ou 6 jours ouvrés au cours de la semaine.

Si des dispositions plus favorables étaient adoptées au niveau national, elles s'appliqueraient à la collectivité.

B/ Le régime spécifique

Les dispositions du régime général ne s'appliquent pas aux professeurs, assistants et assistants spécialisés d'enseignement artistique, dont la durée du temps de travail est fixée par les décrets n°91-857, 91-859 et 91-861 du 2 septembre 1991.

PARTIE 2 : MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

2-I/ LES CYCLES DE TRAVAIL

Les principes applicables aux régimes ci-dessus énoncés devront trouver leur traduction parmi les types de cycles de travail ci-dessous présentés, qui serviront de cadre de référence dans le respect de l'obligation d'avoir un effectif minimum présent pendant les heures de fonctionnement des services et plus particulièrement ceux ouverts au Public.

Le temps de travail des agents peut être effectué selon plusieurs cycles de travail en fonction des domaines d'activité et des besoins des services.

Il est proposé de retenir les deux types de cycles de travail suivants :

- **Un cycle de travail hebdomadaire** pour les services municipaux avec une charge de travail régulière autorisant un rythme continu sur l'année.
  NB : ce cycle de travail peut faire l'objet d'une organisation du travail par quinzaine.

ET

- **Un cycle de travail annuel** pour les services municipaux comportant des variations de charge de travail sur l'année suffisamment significatives pour nécessiter des adaptations saisonnières dans l'organisation de ces domaines d'activités.

Les cycles de travail sont arrêtés par l'administration, sur proposition des Directeurs en cohérence avec les nécessités du service public en relation avec les responsables de chaque niveau hiérarchique et après avis du Comité Technique.

Le cycle de travail retenu sera précisé dans la fiche de poste de chaque agent.

Afin de maintenir l'équilibre vie professionnelle et vie privée et de bonnes conditions de travail, il est recommandé à toute la chaine hiérarchique de concilier le plus souvent possible les contraintes de service et la réponse aux attentes des agents.

A/ Le cycle de travail hebdomadaire

Dans ce cycle de travail hebdomadaire, il a été nécessaire d'établir un décompte général du nombre de jours travaillés par an qui sert de référence pour chaque année.

Le décompte est calculé de la manière suivante :

Jours dans l'année :	365 jours
- Repos hebdomadaire	- 104 jours
- Jours fériés	- 8 jours fériés (en moyenne)
- Jours de congés annuels	- 25 jours de congés annuels
= jours travaillés par an	**= 228 jours**
Nombre d'heures travaillées par an :	228 x 7 = 1596 heures arrondies à 1600 heures
Journée de solidarité	+ 7 heures
Total des heures travaillées par an	**1607 heures**

Le nombre d'heures effectuées par semaine dans le cycle hebdomadaire a été défini sur la base d'un total de 228 jours en moyenne travaillés dans l'année.

A partir de ce nombre de jours travaillés, quatre cycles hebdomadaires de référence sont proposés selon les besoins du service.

- Un **cycle hebdomadaire de 35 heures** représentant 7 heures par jour sans compensation de jour de RTT par an.

  OU

- Un **cycle hebdomadaire de 36 heures** (soit une heure de plus par semaine) avec une compensation arrondie à 6 jours de RTT par an.

  OU

- Un **cycle hebdomadaire de 37 heures** (soit deux heures de plus par semaine) avec une compensation arrondie à 12 jours de RTT par an.

  OU

- Un **cycle hebdomadaire de 38 heures** (soit trois heures de plus par semaine) avec une compensation arrondie à 18 jours de RTT par an.
  Remarque : ce cycle pourra être proposé par les Directeurs afin de répondre à des spécificités de service justifiées et sera soumis à la validation de la Direction Générale.

Ces jours de RTT sont acquis de la manière suivante :

- Pour le cycle de 36 heures : au rythme de 0.5 jour par mois échu.
- Pour le cycle de 37 heures : au rythme de 1 jour par mois échu.
- Pour le cycle de 38 heures : au rythme de 1.5 jours par mois échu.

B/ Le cycle de travail annuel

Afin d'adapter de manière efficiente l'organisation et le fonctionnement de certaines activités, et afin de répondre aux exigences de service public liées à des surcharges saisonnières et à des contraintes imposées dans l'organisation du travail tel que le calendrier scolaire, il est retenu la possibilité de proposer dans les domaines d'activités concernés clairement identifiés, **un cycle de travail annuel** respectant les dispositions prévues dans les régimes mentionnés précédemment.

L'administration procèdera à un inventaire précis des services concernés.

C/ L'impact de l'absentéisme sur l'ARTT

La circulaire n°NOR MFPF1202031C du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 est mise en application le 1er janvier 2022 dans le cadre de l'Aménagement du Nouveau Temps de Travail selon les principes décrits dans ce document. Cette circulaire ne s'applique pas aux cycles hebdomadaires de 35 heures, et aux cycles annualisés de 1607 heures ou en dessous (suite à l'application de l'article 2).

L'application de cette circulaire est prévue comme suit, pour un temps plein ou pour un temps partiel.

- Cycle à 36 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 38 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

- Cycle à 37 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 19 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

- Cycle à 38 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 13 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

D/ Le temps partiel et le temps non complet

L'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel constitue une facilité d'aménagement du temps de travail accordé aux agents. Il s'exprime par rapport à une quotité du temps de travail et s'organise en référence au cycle d'un agent à temps plein.
Les jours de temps partiel sont fixés en accord avec l'agent sous réserve des nécessités de service.

➢ Le temps partiel de droit

Pour le temps partiel de droit, qui ne peut être inférieur au mi-temps, les quotités applicables sont de 50%, 60%, 70% ou 80%* de la durée de travail hebdomadaire de l'agent ; **ces quotités s'appliquent de la même façon aux agents à temps complet et aux agents à temps non complet**. Il peut être accordé :

- A l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant,
- A l'occasion d'une adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté,
- Pour donner des soins à son conjoint ou à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.
- A l'agent handicapé relevant de l'obligation d'emploi
- Pour motif thérapeutique

➢ Le temps partiel sur autorisation

Le temps partiel sur autorisation ne peut pas être inférieur à 50%.
La demande est accordée pour convenance personnelle par l'Autorité territoriale après avis favorable du responsable de service. Les jours de temps partiel sont fixés en accord avec ce dernier sous réserve des nécessités de service. Toute nouvelle demande de temps partiel ou demande de modification implique un nouvel examen complet des dispositions préalablement accordées.

Cycles hebdomadaires	35h00	36h00	37h00	38h00
Agent à temps partiel à 90 %	31h30	32h24	33h14	34h01
Agent à temps partiel à 80 %	28h00	28h48	29h36	30h24
Agent à temps partiel à 70 %	24h30	25h12	25h54	26h36
Agent à temps partiel à 60 %	21h00	21h36	22h13	22h48
Agent à temps partiel à 50 %	17h30	18h00	18h30	19h00

Cycles annuels	1607
Agent à temps partiel à 90 %	1446 h
Agent à temps partiel à 80 %	1286 h
Agent à temps partiel à 70 %	1125 h
Agent à temps partiel à 60 %	964 h
Agent à temps partiel à 50 %	804 h

Nombre de jours R.T.T.	35h00	36h00	37h00	38h00
Agent à temps partiel à 90 %	0	5.5	11	16
Agent à temps partiel à 80 %	0	5	9.5	14.5
Agent à temps partiel à 70 %	0	4	8.5	12.5
Agent à temps partiel à 60 %	0	3.5	7	11
Agent à temps partiel à 50 %	0	3	6	9

- **Les postes à temps non complet**

Les postes à temps non complet sont créés quand les besoins de service sont inférieurs à une durée légale de travail à temps complet (1607 heures annuelles / 35 heures hebdomadaires comme référence pour la rémunération).
Pour les agents travaillant à temps partiel ou à temps non complet, les modalités d'organisation du travail sont les mêmes que celles appliquées aux temps complets, au prorata du temps travaillé.

Si le temps partiel ou le temps non complet s'applique à un cycle de travail annuel, il convient d'en appliquer la quotité à la durée en cohérence avec les décrets de 2000, 2001 et 2004.

Si le temps partiel ou le temps non complet s'applique à un cycle de travail hebdomadaire, la quotité s'applique sur la seule et unique base du cycle hebdomadaire retenu par la structure et sur l'éventuel nombre de jours de RTT.

2-II/ HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES ET HORAIRES DE TRAVAIL DES AGENTS

Les cycles de travail définis au point A doivent se traduire en horaires individuels définis par les nécessités de service.
Ces horaires devront être notifiés à chaque agent par le responsable hiérarchique.
Il convient donc de bien faire la distinction entre les horaires d'activité applicable au service et ceux des agents, et adapter les horaires de l'agent au regard des contraintes liées au début de l'activité ou de la fin de l'activité (rangement, caisse, mise en œuvre des systèmes de surveillance, etc…).

A/ Horaires de fonctionnement des services

De manière générale, les plages horaires de service, dites « plages horaires standard », s'entendent du Lundi au Vendredi, avec une amplitude d'activité dans la journée de 8 heures à 18 heures.

De manière spécifique lorsque les activités ou les prestations à rendre le nécessitent, les services peuvent adopter des plages horaires différentes dites « plages horaires spécifiques », adaptées, en dehors des plages horaires et/ou des jours habituels définis dans les « plages horaires standard ». A ce titre, l'élaboration des plannings de travail donnera lieu à une attention particulière afin que les agents affectés sur ces postes bénéficient d'une rotation.

Journée continue : la journée continue est autorisée en cas de nécessité de service dûment justifiée et validée par l'administration sur proposition du directeur.
Attention : un temps de pause minimale de 20 minutes doit être accordé durant chaque période de 6 heures de travail effectif lorsque la journée continue est autorisée.

B/ Horaires de travail des agents

La mise en œuvre du projet concernant l'Aménagement du nouveau Temps de Travail devra, pour chaque agent, respecter les principes généraux suivants :

- Durée maximale hebdomadaire de travail : 48 heures
- Durée maximale quotidienne de travail : 10 heures
- Amplitude maximale de la journée de travail : 12 heures
- Temps de repos minimum consécutif quotidien : 11 heures
- Temps de repos minimum consécutif hebdomadaire de 35 heures en fonction des obligations de service et des cycles de travail.
- La pause méridienne, d'une durée minimale de 45 minutes et maximale de deux heures, sera prise entre 12h00 et 14h00.
- La durée hebdomadaire moyenne de travail sur une période de 12 semaines consécutives ne peut dépasser 44 heures.

Les heures effectuées en dehors du cadre habituel des horaires de travail donnent lieu à compensation par récupération ou par versement d'une indemnité prévue par la règlementation.

Les horaires de nuit rémunérés : concernent les heures travaillées entre 22 heures et 7 heures et donnent lieu au versement de la majoration prévue par la réglementation.

C/ Les dispositions dérogatoires

Les dérogations aux garanties minimales du travail sont fixées par le décret du 25 août 2000 relatif à la durée du travail (article 3).
Ce décret indique que les garanties minimales (repos journalier, amplitude maximale, etc.) doivent être respectées mais que les employeurs peuvent y déroger dans deux cas :

- De manière permanente « lorsque l'objet même du service public l'exige » par décret en Conseil d'Etat.
- En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée sur décision de l'administration qui en informe immédiatement le Comité Technique.
  Un arrêté motivé doit formaliser cette dérogation.

2-III/ TEMPS ASSIMILE A DU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Sont considérés comme constituant du temps de travail effectif :

- Le temps de pause lorsque l'agent est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.
- Le temps de pause minimale de 20 minutes accordé durant chaque période de 6 heures de travail effectif lorsque la journée continue est autorisée.
- Le temps de trajet
    - entre plusieurs lieux de travail pendant les horaires de service
    - entre la résidence administrative et un lieu de travail occasionnel (ex : réunion extérieure, médecine de prévention)
- Le temps d'intervention pendant une période d'astreinte, y compris le temps de déplacement entre le domicile ou résidence administrative et le lieu d'intervention
- Le temps consacré à la formation professionnelle, aux visites médicales professionnelles,
- Les autorisations spéciales d'absences,
- Les périodes de congés pour raison de santé (congés pour maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, congés imputables au service) et les congés pour maternité, paternité, adoption…
- Les absences liées à la mise en œuvre du droit syndical, les autorisations et décharges d'activité syndicale, les heures de délégation des représentants du personnel,

Les périodes exclues du temps de travail effectif :

- Le temps de repas dès lors que les agents ne sont plus à la disposition de l'employeur
- Le temps d'astreinte sans intervention
- Le temps de trajet pour se rendre à une formation
- Le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail habituel
- Les temps d'habillage et de déshabillage ainsi que les temps de douche
- Le temps passé en congés annuels, en repos hebdomadaire, en récupération, en RTT, les jours fériés et les jours de grève.

2-IV/ LES HEURES COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES

A/ Définition et principes relatifs aux heures supplémentaires

Constitue une heure supplémentaire toute heure de travail effectif, demandée et attestée par la hiérarchie de l'agent au-delà du temps de travail prévu par les horaires définis par les cycles de travail fonction de l'organisation du service.
Le recours aux heures supplémentaires est limité aux seuls cas exceptionnels et indispensables à la bonne marche du service public et doit donner lieu préférentiellement à la récupération des heures effectuées plutôt qu'à leur paiement.

B/ Cas des agents à temps complet

Les heures supplémentaires sont les heures effectives de travail effectuées à la demande expresse et préalable du responsable de service en dépassement des horaires définis par le cycle de travail. Elles présentent par nature donc un caractère exceptionnel.

Tout temps de travail effectué au-delà du cycle de travail défini par la collectivité, effectué à la demande du responsable de service, constitue des heures supplémentaires.

Le contingent maximum d'heures supplémentaires par mois, dont les heures supplémentaires de dimanche et de nuit, ne peut dépasser 25 heures par mois. Ce quota est proratisé pour un agent à temps partiel en fonction de leur quotité de temps de travail.

Les heures supplémentaires font, par principe, l'objet d'une récupération sous forme de repos compensateurs. Le repos compensateur accordé est majoré dans les mêmes proportions que celles fixées pour l'indemnisation soit :

- Pour 1 heure supplémentaire accomplie entre 7 h et 22h : majoration de 25%
  Exemple : 1h effectuée = 1h15 min récupérées

- Pour 1 heure supplémentaire accomplie entre 22 h et 7h : majoration de 100%
  Exemple : 1h effectuée = 2h récupérées

- Pour 1 heure supplémentaire accomplie un dimanche ou un jour férié : majoration de deux tiers
  Exemple : 1h effectuée = 1h40 min récupérées

La récupération des heures supplémentaires s'effectuera sur accord préalable du responsable de service dans le respect des nécessités de service.

Seuls les agents titulaires de grades éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, pourront, en cas d'impossibilité de récupération, solliciter leur indemnisation.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à indemnisation et à récupération.

C/ Cas des agents à temps non complet

Les agents à temps non complet qui réalisent des heures au-delà de la durée de travail effectif afférente à leur emploi, effectuent des heures complémentaires jusqu'à hauteur d'un temps complet. Ces heures sont récupérées ou rémunérées.

Dès lors que la collectivité sollicite l'agent pour effectuer des heures complémentaires, une majoration de récupération est appliquée dans les mêmes proportions que celles fixées pour l'indemnisation soit :

- Pour 1 heure complémentaire accomplie entre 7 h et 22h : majoration de 25%
  Exemple : 1h effectuée = 1h15 récupérées

- Pour 1 heure complémentaire accomplie entre 22 h et 7h : majoration de 100%
  Exemple : 1h effectuée = 2h récupérées

- Pour 1 heure complémentaire accomplie un dimanche ou un jour férié : majoration de deux tiers
  Exemple : 1h effectuée = 1h40min récupérées

En cas de dépassement du cycle de travail prévu pour les agents à temps complet, les agents à temps non complet effectuent alors des heures supplémentaires, compensées dans les mêmes conditions qu'un agent à temps complet.

Le contingent maximum d'heures supplémentaires de 25 heures par mois, est proratisé pour les agents à temps non complet en fonction de leur quotité de temps de travail.

Pour mémoire, le 1er mai ne bénéficie pas dans la fonction publique d'un régime spécifiquement dérogatoire aux autres jours fériés.

D/ Cas des agents à temps partiel

Les agents travaillant à temps partiel n'ont pas vocation à effectuer des heures supplémentaires. Pour autant, s'ils sont amenés à en faire, de manière très exceptionnelle, les heures supplémentaires effectuées par l'agent, sur demande de l'employeur, sont rémunérées au taux normal.

Afin de compenser la contrainte d'activité supplémentaire faite à la demande de la collectivité, une majoration de récupération, pour les heures supplémentaires de nuit, de dimanche et de jours fériés, est appliquée dans les mêmes proportions que pour les agents à temps non complet.

2-V/ LES ASTREINTES ET PERMANENCES

A/ Astreintes

L'astreinte est définie comme la période pendant laquelle l'Agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'Administration, est dans l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'intervenir pour effectuer un travail au service de la collectivité.

Le temps d'astreinte sans intervention n'est pas considéré comme du travail effectif.

La durée de l'intervention et le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention sont considérés comme du temps de travail effectif.

Les conditions précises d'organisation et de compensation des astreintes (rémunération, récupération) trouvent également pour référence le décret n°69-773 du 13 juillet 1969.

Toute modification des dispositions législatives ou réglementaires régissant les astreintes pourra entraîner une adaptation du présent article.

B/ Permanences

La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son responsable de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié sans qu'il y ait de travail effectif ou astreinte.

La permanence est considérée comme du temps de travail effectif.

2-VI/ CONGES ET ABSENCES

Les congés annuels sont attribués pour l'année civile (N), et doivent être pris avant le 31 décembre de la même année (N).
Par exception à ces dispositions, le report des congés pourra être autorisé sur l'année N+1 sur autorisation exceptionnelle donnée par l'Autorité territoriale jusqu'au 31 janvier. Les jours de congés annuels ainsi reportés doivent donc être posés ou épargnés sur un compte épargne temps avant cette date. Un minimum de 4 semaines de congés annuels ou 20 jours doit être pris dans l'année civile.

La durée des congés est de cinq fois les obligations hebdomadaires de travail de l'agent. Le calcul s'effectue en jours. Il est donc accordé 25 jours de congés annuels au personnel travaillant sur une semaine de 5 jours. Les jours de congés annuels des agents travaillant à temps partiel ou temps non complet sont déterminés proportionnellement à leur cycle de travail.

Exemples :

- L'agent travaille 28h hebdomadaires réparties sur 4 jours, il bénéficie de 4*5=20 jours de congés annuels.
- L'agent travaille 28h hebdomadaires réparties sur 5 jours, il bénéficie de 5*5=25 jours de congés annuels.

- L'agent travaille une semaine à 3 jours et une semaine à 4 jours, il bénéficie de 3.5*5=17.5 jours de congés annuels.

L'absence pour congés annuels ne peut pas être supérieure à 31 jours consécutifs.
Les jours de congés sont accordés par le responsable de service selon les modalités détaillées au chapitre suivant.

➢ Journée de solidarité

La journée de solidarité, sera effectuée :
- par la réduction du nombre de jours ARTT, pour les agents qui bénéficient de cycles de travail avec une compensation de jours de RTT ;
- par toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel. Cette journée devra être effectuée selon les besoins et les modalités définis par le chef de service.

➢ Dons de jours

Les agents ont la faculté de renoncer à tout ou partie des jours de repos non pris (congés annuels et jours RTT), y compris ceux épargnés sur un compte-épargne temps, au bénéfice d'un autre agent du même employeur qui rentre dans les conditions ci-dessous :

- Avoir un enfant de moins de 20 ans à charge dont l'état de santé nécessite une présence soutenue et des soins contraignants en raison, d'une maladie, d'un handicap, ou d'un accident.
- Venir en aide à un proche atteint d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap. Il doit s'agir :
    - de son époux(se), partenaire de Pacs ou concubin(e),
    - d'un ascendant ou d'un descendant,
    - d'un enfant dont il assume la charge,
    - d'un collatéral jusqu'au 4e degré,
    - d'un ascendant, descendant ou collatéral jusqu'au 4e degré de son époux(se), partenaire de Pacs ou concubin(e),
    - d'une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne.

Peut être considéré comme agent public donateur :
- un fonctionnaire territorial (titulaire et stagiaire) ;
- un agent contractuel de droit public.

Ne peut être considéré comme agent public donateur :
- un agent contractuel de droit privé ;
- un agent vacataire.

Les jours pouvant faire l'objet d'un don sont :
- les jours de RTT, en partie ou en totalité ;
- les jours de fractionnement ;
- les jours de congés annuels, pour tout ou partie de sa durée excédant 20 jours ouvrés ;

Ne peuvent pas faire l'objet d'un don :
- les heures de récupération ;
- les jours de congés bonifiés ;

2-VII/LE TEMPS DE TRAVAIL DES CADRES DIRIGEANTS

Le Directeur Général des Services, les Directeurs Généraux Adjoints des Services, le Directeur Général des Services Techniques dont la nature particulière des fonctions, le degré de responsabilité hiérarchique impliquent une large autonomie dans l'organisation de leur temps de travail, excluant ou rendant difficile l'application de tout horaire précis ou déterminé, bénéficieront de la réduction de leur temps de travail sous forme d'un forfait de jours de repos compensateur.

Ce forfait annuel est arrêté à 18 jours ouvrés pour une durée de travail supérieure à celle définie dans les cycles de travail.

PARTIE 3 : MODALITÉS DE GESTION

3-I/ LA GESTION DES PLANNINGS

Les congés et absences sont définies par le responsable hiérarchique après consultation des vœux des agents. Chacun s'efforce d'anticiper la définition des plannings dans l'intérêt du service et des agents.

Le planning de travail est communiqué par le responsable de service dans un délai de 2 semaines avant toute modification substantielle dans l'organisation ou le cycle de travail de l'agent.

Des changements de plannings sans délais peuvent être décidés par exception :

- lorsque l'objet même du service public l'exige, notamment pour la protection des biens et des personnes
- lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient (troubles entravant le fonctionnement du service, catastrophe naturelle, organisation de consultations électorales…) et pour une période limitée.

3-II/ POSE DES CONGES ET RTT

Les dates de congés annuels doivent être posées selon les outils mis à disposition dans chaque service.
La pose doit être anticipée et planifiée de manière prévisionnelle :

- Toute période de congés annuels d'une durée inférieure ou égale à 1 semaine, doit faire l'objet d'une demande validée par le responsable hiérarchique et parvenir 7 jours avant l'absence auprès de la Direction des Ressources Humaines.
- Toute période de congés annuels d'une durée supérieure à 1 semaine, doit faire l'objet d'une demande validée par le responsable hiérarchique et parvenir 1 mois avant l'absence auprès de la Direction des Ressources Humaines.

La pose des RTT, en accord avec le responsable de service, est libre dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

Rappel : toute demande de congés est formalisée de manière dématérialisée via le logiciel métier d'usage.

3-III/ POSE DES RECUPERATIONS (HEURES COMPLEMENTAIRES - HEURES SUPPLEMENTAIRES)

Chaque année, un état des heures supplémentaires et de récupération de l'année N-1 devra être communiqué par chaque service à la Direction des Ressources Humaines avant le 31 janvier. Toute heure non déclarée à la Direction des Ressources Humaines ne pourra faire l'objet d'aucune forme de récupération.
La pose des récupérations, en accord avec le responsable de service, est libre, dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.
À partir d'une ½ journée de récupération, l'agent doit anticiper au maximum sa demande.
Les récupérations acquises au cours de l'année N doivent impérativement être posées ou épargnées sur un compte épargne temps, au plus tard le 31 décembre de l'année N+1. Passé ce délai, elles seront perdues.

3-IV/ COMPTE EPARGNE TEMPS

Le nombre de jours maximum épargnés sur le CET ne peut dépasser 60 jours.
Le CET est alimenté par le report des congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20.
Le CET est également alimenté par les jours de fractionnement accordés au titre des congés annuels non pris dans la période de référence du 1er mai au 31 octobre.
Le CET est alimenté par le report des jours de RTT et heures de récupération sans restriction.

3-V/ JOURS FERIES

Les jours fériés inclus dans le temps de travail sont rémunérés comme tout autre jour.
Les jours fériés chômés ne peuvent pas être récupérés, ni par l'agent, ni par l'administration.
L'administration ne peut donc pas demander à un agent de rattraper les heures de travail non effectuées un jour férié. De même, un agent ne peut pas prétendre à un jour de congé supplémentaire ou à une indemnité compensatrice quand un jour férié tombe un jour non travaillé (un dimanche par exemple).
L'agent à temps partiel ne peut pas non plus modifier son emploi du temps, quand un jour férié tombe un jour où il ne travaille pas.

3-VI/ JOURNEES DE FORMATION

Une journée de formation est comptabilisée à hauteur du nombre d'heures prévues sur le planning de l'agent, à raison de 7 heures minimum.
Exemples : 5h théoriques prévues au planning de l'agent 7h comptabilisées
9h théoriques prévues au planning de l'agent 9h comptabilisées

3-VII/AUTRES ABSENCES

- **Arrêt de travail**

En cas d'arrêt de travail, l'agent doit prévenir son responsable de service par tout moyen dans les meilleurs délais.
L'avis d'arrêt de travail doit être adressé à la collectivité dans les 48 heures. Ce délai d'envoi peut être dépassé si vous justifiez :

- -Soit d'une hospitalisation,
- -Soit de l'impossibilité de transmettre l'avis dans ce délai. Le délai est alors étendu à 8 jours suivant l'établissement de l'avis.

En cas de non-respect du délai de 48 heures, l'agent risque une réduction de sa rémunération brute égale à 50 % en cas de nouvel envoi au-delà du délai dans les 24 mois suivant l'établissement du premier arrêt de travail. La réduction de la rémunération s'applique pour la période comprise entre la date d'établissement de l'avis d'interruption de travail et sa date d'envoi.

- **Autorisations spéciales d'absences**

Toute absence programmée doit être anticipée avec un délai de prévenance raisonnable et nécessite une information auprès du responsable de service.
En cas d'absence imprévue, l'agent doit prévenir son responsable de service par tout moyen dans les meilleurs délais.

- **Absences pour raisons syndicales**

Les autorisations d'absence et décharges d'activité de service sont prévues par le décret n° 85-397 relatif à l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique Territoriale, modifié par le décret n° 2014- 1624 du 24 décembre 2014.

- **Absence non justifiée**

L'agent qui ne justifie pas une de ses absences, s'exposera d'une part à une retenue sur traitement et d'autre part à des sanctions disciplinaires. Article 87 de la loi 84-53.

PARTIE 4 : MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ARTICLE 2

Dans le cadre du nouvel Aménagement du Temps de Travail, l'Autorité territoriale se réserve le droit d'étudier la possibilité d'introduire un dispositif de réduction de la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent dans le respect des règles légales applicables au temps de travail et notamment le décret 2001-623 du 12 juillet 2001.

Une période transitoire d'une durée de 12 mois est fixée afin de s'assurer de la cohérence d'ensemble des propositions des services, de procéder aux arbitrages nécessaires et de les soumettre pour avis au Comité Technique.

PARTIE 5 : ACCOMPAGNEMENTS MIS EN OEUVRE

5-I/ LA MISE EN OEUVRE

Après avis du Comité Technique dans sa séance du 9 novembre 2021, l'ensemble des modalités contenues dans ce document et les nouvelles organisations des directions seront effectives à compter du 1er janvier 2022.

Un bilan d'évaluation de la mise en œuvre du projet sera présenté à l'occasion du dernier Comité Technique et du dernier CHSCT de l'année 2022. Il sera l'occasion pour les Directions d'ajuster, si nécessaire, leurs schémas d'organisation du Temps de Travail.

5-II/ LA COMMUNICATION

Le présent document sera communiqué à l'ensemble du personnel au cours du premier trimestre 2022, par service.

Il appartiendra à la chaine hiérarchique de communiquer également auprès de chaque agent sur le schéma d'organisation de sa Direction.

Ce document sera mis en ligne, dès janvier 2022, dans l'intranet de la Ville, Rubrique « Mes services », « Mes Ressources Humaines », document « Votre Temps de Travail ».

Toutes questions ou demandes d'informations complémentaires seront envoyées à l'adresse mail : formation.qvt@ville-grasse.fr.

5-III/ LE SUIVI DE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Le présent document pourra être modifié à la demande de l'Administration ou de la majorité des organisations syndicales.
Le Comité Technique et le CHSCT de la Ville de Grasse seront systématiquement associés, pour avis et information, dans le cadre de leurs compétences, en cas d'évolution du document.

Le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 pris en application de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la fusion des CT et CHSCT à l'issue du prochain renouvellement général des instances de dialogue social dans la fonction publique, au sein d'une nouvelle instance dénommée CST (Comité Social Territorial).

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 204 EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL
MISE EN ŒUVRE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 204

DU 7 DECEMBRE 2021

EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL – MISE EN ŒUVRE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Afin d'harmoniser la durée légale du temps de travail, l'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (JORF n° 0182 du 7 août 2019) a modifié l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et abroge le fondement légal ayant permis le maintien de régimes dérogatoires à la durée légale du travail (1607 heures). La ville de Grasse a entrepris une démarche globale de révision des règles relatives au temps de travail applicables au sein de la collectivité.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (article 47) ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique qui organise la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 9 novembre 2021 ;

Considérant que la définition de la durée du temps de travail s'inscrit dans les principes de l'article 25 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant « droits et obligations des fonctionnaires » qui dispose « les fonctionnaires et agents non titulaires de droit public consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées ».

Considérant qu'en application des décrets n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, et n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 1 et 2, la durée légale du temps de travail dans la fonction publique territoriale et ses modalités d'application ont été fixées à 1600 heures par an auxquelles s'ajoute la journée de solidarité, représentant ainsi un total de 1607 heures.

Considérant que le protocole d'accord relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail existant à la ville de Grasse depuis le 1er janvier 2002, adopté par délibération du 14 janvier 2002, a continué de s'appliquer à notre collectivité jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Considérant que cette démarche globale de révision du protocole d'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail a pour objectifs :

De se conformer à la réglementation en vigueur ;

D'adapter le temps de travail dans les meilleures conditions en tenant compte des besoins réels des services et de leur évolution dans le temps ;

D'harmoniser les modalités de mise en œuvre avec celles en vigueur au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et du Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Grasse ;

D'augmenter la durée du service afin d'accroître l'efficacité et le rendement du service en améliorant la disponibilité des agents ;

De construire un dispositif favorisant la maîtrise des dépenses de fonctionnement ;

Considérant qu'après dix-neuf ans de référence à ce protocole d'accord applicable aux agents de la ville de Grasse, l'autorité territoriale souhaite en réviser le contenu afin de mettre en œuvre les 1607 heures et de moderniser l'organisation en alliant nécessités de service et qualité de vie au travail et qu'il convient, pour appliquer cette nouvelle disposition, de ne pas conserver les trois jours fériés locaux et les deux jours de congés annuels supplémentaires appliqués à la collectivité dans le nouveau dispositif ;

Considérant que les modalités de mise en œuvre ont été proposées par l'Administration aux directeurs afin que ceux-ci, au regard des besoins de leurs directions, proposent à la Direction Générale, au cours du dernier trimestre 2021, une organisation du temps de travail adaptée de telle sorte que l'ensemble des structures communales répondent aux exigences règlementaires à compter du 1er janvier 2022.

Considérant qu'il a été nécessaire d'établir un décompte général du nombre de jours travaillés par an qui sert de référence pour chaque année et que le nombre d'heures effectuées par semaine dans le cycle hebdomadaire a été défini sur la base d'un total de 228 jours en moyenne travaillés dans l'année.

Considérant qu'à partir de ce nombre de jours travaillés, il est proposé plusieurs cycles hebdomadaires dont les choix devront rester homogènes au sein de chaque service.

Quatre cycles hebdomadaires sont proposés selon les besoins du service :

- Un cycle hebdomadaire de 35 heures sans compensation de jour de RTT.

  OU

- Un cycle hebdomadaire de 36 heures avec une compensation arrondie à 6 jours de RTT par an.

  OU

- Un cycle hebdomadaire de 37 heures avec une compensation arrondie à 12 jours de RTT par an.

  OU

- Un cycle hebdomadaire de 38 heures avec une compensation arrondie à 18 jours de RTT par an.

Considérant que la circulaire n°NOR MFPF1202031C du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010, et concernant la règle de réduction du droit à l'acquisition de jours d'ARTT, est mise en application le 1er janvier 2022 dans le cadre de l'Aménagement du Nouveau Temps de Travail selon les principes décrits dans le Cadre Général du Temps de Travail. Cette circulaire ne s'applique pas aux cycles hebdomadaires de 35 heures, et aux cycles annualisés de 1607 heures ou en dessous.

Considérant que l'application de cette circulaire est prévue comme suit :

- Cycle à 36 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 38 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.
- Cycle à 37 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 19 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.
- Cycle à 38 heures : une réduction d'un jour de RTT sera appliquée pour 13 jours d'absence pour maladie cumulés sur l'année civile.

Considérant que la journée de solidarité, sera effectuée :
- par la réduction du nombre de jours ARTT, pour les agents qui bénéficient de cycles de travail avec une compensation de jours de RTT ;
- par toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

Considérant que dans le cadre du nouvel Aménagement du Temps de Travail, l'autorité territoriale se réserve le droit d'étudier la possibilité d'introduire un dispositif de réduction de la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent dans le respect des règles légales applicables au temps de travail et notamment le décret 2001-623 du 12 juillet 2001.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** la délibération du Conseil Municipal du 14 janvier 2002 relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail ;

- **INSTITUER** la durée annuelle de travail à 1607 heures à compter du 1er janvier 2022 ;

- **APPROUVER** les modalités du nouveau Cadre Général du Temps de Travail et autoriser son entrée en vigueur au 1er janvier 2022 ;

- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées par la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 40 voix pour et 4 abstentions : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD et Monsieur de FONTMICHEL.

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Grasse	Grasse CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICE PARC AUTOMOBILE DE LA VILLE DE GRASSE AU PROFIT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

Entre
La Commune de Grasse représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du désignée ci-après par « la Ville »,

D'une part,

Et
Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), 42 Bd Victor Hugo à Grasse, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du CCAS, ci-après dénommé « le CCAS »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment les articles 61, 61-1, 61-2 et 63 ;

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

CONSIDERANT QUE la mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir ;

CONSIDERANT QUE la mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord du fonctionnaire et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'organisme d'accueil ;

CONSIDERANT QUE l'organe délibérant de la collectivité territoriale doit en être préalablement informé et que les fonctionnaires peuvent être mis à disposition auprès d'un ou de plusieurs organismes pour y effectuer tout ou partie de son service ;

CONSIDERANT QUE le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) utilise quotidiennement une flotte de véhicules de type berline et de type transport frigorifique dont il est obligé d'assurer l'entretien et la maintenance et pour laquelle il se doit de passer des marchés pour de la fourniture de carburants et pour l'assurance de ces véhicules ;

Il EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la Ville met à disposition du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) le Service du Parc automobile.

Les objectifs pour le CCAS sont d'une part de bénéficier d'une expertise technique spécialisée pour l'entretien et la maintenance de sa flotte de véhicules et d'autre part de réduire ses dépenses de fonctionnement liées à la gestion de son parc automobile.

Le Service du Parc automobile assurera, pour le compte du CCAS, la gestion technique, administrative et financière de l'ensemble des véhicules du CCAS.

Cette flotte est constituée de véhicules de type berline et de type transport frigorifique.

Les missions qui feront de cette mise à disposition seront les suivantes :

- Suivi des contrats de location de véhicules,
- Entretien et maintenance de tous les véhicules,
- Suivi de la fourniture de carburant,
- Gestion technique des contrôles périodiques,
- Gestion technique des assurances,
- Gestion technique des sinistres,
- Gestion technique des abonnements de télépéage,
- Assistance et conseil dans le renouvellement ou l'acquisition de véhicules.

Le Service du Parc automobile mettra à disposition l'ensemble de ses moyens matériels pour mener à bien ses missions : 2 véhicules de dépannage, 4 ponts élévateurs, 1 fosse, 1 valise de diagnostic (ordinateur), un matériel spécialisé (pneumatique et hydraulique) et un logiciel de gestion d'un parc automobile.

ARTICLE 2 – PERSONNELS MIS À DISPOSITION

L'ensemble des personnels du Service du Parc automobile de la Ville sera potentiellement mis à disposition, à savoir :

Nom et prénom	Catégorie	Fonction au sein du syndicat
ESTELA Mathieu	C	Responsable du Service parc-auto
SERNISSI Véronique	C	Assistante administrative et financière
HOCQUAUX Cédric	C	Chef d'atelier
ORTAVA Christian	C	Mécanicien
CAMATTE Guillaume	C	Mécanicien
WEYLAND Fabien	C	Mécanicien
WAYMEL Laurent	C	Mécanicien

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Durant le temps de mise à disposition, les personnels du Service du Parc automobile de la Ville effectueront les temps de travail moyens suivants :

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
ESTELA Mathieu	C	10%
SERNISSI Véronique	C	10%
HOCQUAUX Cédric	C	10%
ORTAVA Christian	C	10%

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
CAMATTE Guillaume	C	10%
WEYLAND Fabien	C	10%
WAYMEL Laurent	C	10%

Dans le cadre de ces missions, les fonctionnaires territoriaux mis à disposition s'engagent à respecter l'ensemble du règlement intérieur en vigueur au sein du CCAS. La Ville continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Les montants des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2ème alinéa du III de l'article 6 du Décret du 18 juin 2008 versé par la Ville, seront remboursés par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) aux quantités réellement exécutées selon les modalités suivantes : le traitement des fonctionnaires territoriaux mis à disposition seront ramenés au taux horaire puis multipliés par le nombre d'heures réellement effectuées au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

La Ville supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L-27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

L'acquisition des pièces détachées nécessaires à l'entretien et à la maintenance seront remboursées sur présentation des justificatifs correspondants. A cet effet, et avant toute réparation, le Service du Parc automobile soumettra, pour validation, un devis de réparation auprès du CCAS.

L'ensemble des charges visées ci-dessus seront constatées tous les 6 mois et donneront lieu à un Etat semestriel récapitulant toutes les sommes engagées. Le CCAS effectuera versement semestriel à réception du titre de recette émis par la Ville établi selon l'Etat semestriel des dépenses.

Enfin, tous les autres frais : carburant, contrôles techniques, assurances, sinistres, abonnements télépéage, locations de véhicules et réparations effectuées par les entreprises privées, seront réglés directement par le CCAS. Un avis technique et financier sera néanmoins produit par le Service du Parc automobile au titre de l'aide à la décision.

ARTICLE 5 – DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024. Elle pourra être renouvelée deux fois par période de 3 ans sur demande concordante des deux signataires.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu des d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des personnels mis à disposition sont automatiquement transférés au CCAS pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Commune, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 6 – DROITS ET OBLIGATIONS

Les fonctionnaires mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la règlementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Ville.

ARTICLE 7 – FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à la demande :

- De la ville de Grasse,
- Du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS),
- Du fonctionnaire mis à disposition.

La demande de fin de mise à disposition prendra effet après respect d'un préavis de trois mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale et l'organisme d'accueil.

Si, au terme de la mise à disposition, le fonctionnaire territorial ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la Ville, il sera placé, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable dans le respect des règles du 2ème alinéa de l'article 54 de la Loi du 26 janvier 1984.

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à utiliser toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront, en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal administratif compétent à savoir, en règle générale, celui de Nice.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux personnels concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et du CCAS.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires.

Pour la Ville de Grasse,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
Du Pays de Grasse

Pour le Centre Communal d'Action
Sociale (CCAS),
Le Président,

Jérôme VIAUD

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE COMMANDE PUBLIQUE AU C.C.A.S DE GRASSE

ENTRE

La COMMUNE DE GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire**, Monsieur Jérôme VIAUD** agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n° en date du , transmise en sous-préfecture de Grasse le

Ci-après dénommée **la Commune**

D'UNE PART,

ET

Le CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S) de Grasse, identifié sous le numéro SIRET 260 600 374 00045, sise à Grasse 42, boulevard Victor Hugo et représentée par son Vice-Président, dûment habilité en vertu d'une délibération n° en date du

Ci-après dénommé **le C.C.A.S**

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Le CCAS est chargé conformément aux articles L.123-4 et suivants du Code de l'action sociale et des familles d'animer une action générale de prévention et de développement social sur le territoire communal en liaison étroite avec les autres collectivités et institutions publiques, et notamment avec la Commune de Grasse.

Dans ce cadre, le CCAS est chargé par la Ville de Grasse de diverses missions d'action sociales contribuant à la mise en œuvre des politiques publiques municipales. Pour la réalisation de ces missions, il est amené à passer un ensemble de contrats afin de répondre à ses besoins, en particulier relatifs à la passation de marchés en matière de fournitures et de services.

Ainsi, afin de permettre une montée en expertise, une professionnalisation et une meilleure organisation de ses services, le CCAS a sollicité la ville de Grasse dans le but de procéder à une mise à disposition de son service Commande publique.

Cette mise à disposition se fait dans le respect de l'autonomie du CCAS en tant qu'établissement public local.

Dans un souci de bonne organisation des services, la Commune de Grasse et le CCAS conviennent par la présente, de formaliser cette mise à disposition du service Commande Publique de la ville au profit du CCAS.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les dispositions générales régissant les modalités de mise à disposition du service de la Commande Publique de la Commune de Grasse au CCAS.

Elle n'établit en aucun cas une hiérarchie entre les services de la Commune de Grasse et ceux du CCAS.

ARTICLE 2 : SERVICE MIS A DISPOSITION

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne une partie du service de la Commande Publique de la Commune.

Au total 2 agents sont concernés au jour de la signature des présentes par la mise à disposition du service :

- **Madame Aline ZAHNO** – cheffe du service Commande publique-Achats – Poste juridique – Rédacteur principal de 2ème classe ;

- **Un agent d'exécution**– chargé des missions d'exécution – Poste administratif – Grade d'Adjoint administratif.

La structure du service mis à disposition pourra en tant que de besoin être modifiée d'un commun accord entre les parties et ce en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties. Au fil de l'exécution de la présente convention, la Commune pourra librement procéder à des recrutements ou créer des emplois dans le service ainsi mis à disposition mais en tiendra informé le CCAS.

La présente mise à disposition du service de la Commande Publique comprend, notamment et de manière non limitative, les missions suivantes, détaillée en annexe :

- Mise en place d'un audit auprès des différents acteurs afin de définir les besoins ;

- Dispenser des formations auprès des agents (en groupe et/ou individuelle) **;**

- Apporter une aide et un soutien lors de la définition du besoin ;

- Proposer les dispositifs juridiques envisageables compte tenu des besoins énoncés ;

- Apporter une aide et un soutien rédactionnel pour le montage des pièces techniques ;

- Rédiger les pièces techniques et administratives, le cas échéant en lien avec le CCAS ;

- Effectuer le lancement et le suivi de la consultation : envoyer la publicité, réceptionner les plis, rédiger le rapport d'analyse des offres, participer à la CAO et effectuer les ouvertures des plis, organiser les séances, rédiger les courriers relatifs à la procédure de passation (rejet, notification…) ;

- Intervenir pour le suivi des marchés sur le plan juridique : rédaction et suivi : des avenants, des reconductions ;

- Assurer un appui juridico-administratif aux décideurs en cas de recours ;

- Mettre en place et assurer le suivi d'une démarche de programmation annuelle des achats et de planification des consultations à lancer.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS MIS A DISPOSITION

Les agents territoriaux affectés au sein du service mis à disposition conformément aux présentes sont de plein droit mis à la disposition du CCAS pour la durée de la présente convention.

Ils demeurent statutairement employés par la Commune, collectivité d'origine, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. A ce titre, les agents mis à disposition continuent à percevoir leurs rémunérations et avantages de la Commune. Les agents concernés continuent de relever de la Commune pendant la durée de la mise à disposition.

Les agents concernés en seront informés. Ils seront placés pour l'exercice de leurs fonctions sous l'autorité fonctionnelle du Président du CCAS selon les missions qu'ils réalisent. Le président du CCAS ou son délégué, peut adresser directement aux cadres dirigeants du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service mis à disposition. Il contrôle la bonne exécution des tâches confiées.

Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par le CCAS au service mis à sa disposition relèvent de sa responsabilité, dans le cadre du contrat d'assurance souscrit par le CCAS à cet effet.

ARTICLE 4 : POUVOIR HIERARCHIQUE, EVALUATION PROFESSIONNELLE ; DELEGATIONS DE SIGNATURE

Le Maire de Grasse est l'autorité hiérarchique des personnels mis à disposition. Il continue de gérer leur situation administrative.

Le Maire en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire et continue à l'exercer dans le cadre de cette mise à disposition mais sur ces points, le Vice-Président du CCAS peut émettre des avis ou des propositions.

Le pouvoir d'évaluation professionnel de l'agent mis à disposition continue de relever de la Commune de Grasse. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition

assorti d'une proposition d'évaluation pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein du CCAS et transmis à la Commune qui établit l'évaluation.
La Commune continue à délivrer les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information du CCAS si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

ARTICLE 5 : MISE A DISPOSITION DE BIENS MATERIELS

Les biens affectés au service mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la Commune de Grasse, même s'ils sont mis à la disposition du CCAS.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

Conformément aux articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT, la mise à disposition du service Commande Publique de la Ville au profit du CCAS fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement par le CCAS à la Ville s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service (coût unitaire journaliser), multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en jours).

La détermination du coût unitaire journalier prend en compte la prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unité de fonctionnement.

Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens matériels et les contrats de services qui y sont rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.

Le coût unitaire journalier se décompose comme suit :

- Charges de personnels :
  Le coût journalier du personnel sera calculé sur les pourcentages de la masse salariale annuelle (salaires + charges) sur le nombre de jours annuels travaillés :

- Une cheffe du service Commande Publique en charge de missions juridiques, catégorie B (masse salariale / nombre de jours annuels travaillés) x (unités de fonctionnement) ;
- Un agent administratif en charge des missions d'exécution, catégorie C, (masse salariale / nombre de jours annuels travaillés) x (unités de fonctionnement).

S'agissant des frais de formation et des frais de mission, le coût desdits frais sera remboursé au réel sur présentation de justificatifs.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement. Une comptabilité analytique sera tenue pour justifier de ces remboursements tant en termes de charges de personnel, de fourniture ou du coût de renouvellement des biens et matériels et contrats de service y afférant.

Les charges visées ci-dessus sont constatées après établissement du compte administratif de la commune. Le remboursement effectué par le CCAS fait l'objet d'un versement annuel à réception du titre de recette émis par la commune.

Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition des services dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la présente convention.

ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DU SERVICE MIS A DISPOSITION

Un suivi régulier de l'application de la présente convention sera réalisé afin de :

- Réaliser un bilan annuel de mise en œuvre de la présente convention;
- Réaliser un bilan et suivi de l'engagement du service mutualisé ;
- Examiner les conditions financières de la convention ;
- Faire toute proposition visant à l'amélioration du présent dispositif de mise à disposition.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022 et pour une durée de 3 ans. Toutefois, la durée pourra être renouvelée par voie d'avenant, après acceptation expresse de la Commune de Grasse.

ARTICLE 10 : RESILIATION – DENONCIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une des deux parties avec un préavis de 6 mois.

Toute résiliation, quel qu'en soit le motif, ne pourra donner lieu au versement d'une indemnité par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 11 : MODIFICATION

Toutes les modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver un accord amiable.
A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux, le

Le Centre Communal d'Action Sociale, **Le Maire,**

Le Vice-Président

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

ANNEXE : PRINCIPALES MISSIONS DU SERVICE MIS A DISPOSITION

MISSION	SERVICE RESPONSABLE
1/ Préparation des consultations	
Définition et description des besoins	Service Gestionnaire avec l'appui du Service Commande publique
Evaluation financière et vérification de l'autorisation budgétaire	Service Gestionnaire en lien avec le Service Financier
Rédaction des pièces techniques	Service Commande Publique en lien avec le Service Gestionnaire
Rédaction des pièces administratives	Service de la Commande Publique
2/ Lancement des consultations	
Saisie de l'avis d'appel public à la concurrence	Service de la Commande Publique
Programmation et préparation de la commission d'appel d'offres (Procédures formalisées)	Service de la Commande Publique
Délivrer le dossier de consultation des candidats	Service de la Commande Publique
Réponses à apporter aux questions des candidats	Service de la Commande Publique en lien avec le Service Gestionnaire
Envoi des réponses aux candidats	Service de la Commande Publique
3/ Envoi des plis	
Réception des plis	Service de la Commande Publique
Ouverture des candidatures et/ou offres	Service de la Commande Publique
Rédaction des procès-verbaux	Service de la Commande Publique

MISSION	SERVICE RESPONSABLE
4/ Analyse / Négociation / Attribution	
Rédaction du rapport d'analyse	Service Commande Publique en lien avec le Service Gestionnaire
Traitement des demandes de négociation (selon la procédure) et précisions	Service de la Commande Publique
Vérification juridique du rapport d'analyse	Service de la Commande Publique
Rédaction du procès-verbal d'attribution	Service de la Commande Publique
5/ Finalisation du marché	
Gestion des correspondances	Service de la Commande Publique
Préparation du marché pour la signature	Service de la Commande Publique
Transmission et correspondance avec la préfecture	Service de la Commande Publique
Notification du marché	Service de la Commande Publique
Enregistrement des actes juridiques « logiciel finances » (marchés, avenants, sous-traitants, les ordres de service)	Service Financier
Rédaction du procès-verbal de réception / d'admission	Service Gestionnaire
Rédaction de l'ordre de service de démarrage / engagement financier (réservation des crédits, émission du BC, …) (copie à envoyer à la Commande Publique)	Service Gestionnaire / Service Financier

MISSION	SERVICE RESPONSABLE
6/ Suivi du marché	
Rédaction de l'ordre de service (démarrage, suspension, reprise)	Service Gestionnaire avec l'appui du Service Commande Publique
Suivi technique (exécution, réception…)	Service Gestionnaire
Suivi financier	Service Gestionnaire en lien avec le Service Financier
Rédaction d'avenants	Service de la Commande Publique en lien avec le Service Gestionnaire pour la partie technique
Reconduction	Service de la Commande Publique
Contentieux	Service de la Commande Publique en lien avec le Service Juridique

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 205 RESSOURCES HUMAINES
MISE A DISPOSITION DU SERVICE PARC AUTOMOBILE ET DU SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE AU PROFIT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA

Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 205

DU 7 DECEMBRE 2021

RESSOURCES HUMAINES
MISE A DISPOSITION DU SERVICE PARC AUTOMOBILE ET DU SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE AU PROFIT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de ses missions d'action sociale, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) utilise quotidiennement des véhicules de service pour lesquels il assure l'entretien et la maintenance. Afin de professionnaliser et d'optimiser cette mission technique, il est proposé de mettre à disposition le Service du Parc automobile de la Ville au profit du CCAS à compter du 1er janvier 2022.
De même, pour la passation des contrats publics qui nécessitent une expertise particulière, il est envisagé de mettre à disposition le Service de la Commande publique de la Ville au profit du CCAS à compter du 1er janvier 2022.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
Direction des Ressources Humaines		

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-21, L.5211-4-1, D.5211-16,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.123-4 à L.123-9,

Considérant que le CCAS est chargé d'animer une action générale de prévention et de développement social sur le territoire communal en liaison avec la ville de Grasse.

Considérant que le CCAS est chargé de diverses missions d'action sociale par la ville de Grasse pour la réalisation desquelles il est amené à utiliser des véhicules de service qu'il faut entretenir et à passer un ensemble de contrats, en particulier relatifs à la passation de marchés en matière de fournitures et de services.

Considérant que le CCAS a sollicité la ville de Grasse afin d'obtenir la mise à disposition temporaire de son Service du Parc automobile et de son Service de la Commande Publique afin de permettre une montée en expertise, une professionnalisation, une optimisation des dépenses et une meilleure organisation de ses propres services.

Considérant que cette mise à disposition se fait dans le strict respect de l'autonomie du CCAS en tant qu'établissement public local.

Considérant que la mise à disposition est consentie, pour chaque service, pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2022, renouvelable.

Considérant que la mise à disposition concerne plusieurs agents, à temps non complet, mis de plein à disposition du CCAS pour la durée de la présente convention. Ils demeurent statutairement employés par la ville de Grasse et sous son autorité hiérarchique.

Considérant que le CCAS s'engage à rembourser les frais de fonctionnement de ces deux services mis à disposition selon un mode de calcul détaillé au sein des deux conventions jointes à la présente.

Le comité technique a donné un avis favorable dans sa séance du 29 novembre 2021,

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la mise à disposition du Service Parc automobile et du Service de la Commande publique de la ville de Grasse au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- **APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition du Service Parc automobile de la ville de Grasse au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), annexée à la présente ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer pour le compte de la Ville la convention relative au Service Parc automobile, ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente convention ;
- **APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition du Service de la Commande Publique de la ville de Grasse au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), annexée à la présente ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer pour le compte de la Ville la Convention relative au Service de la Commande Publique, ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente convention.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Liste des marchés conclus de fin septembre à octobre 2021
Ville de Grasse
Conformément à l'article L. 2122-22.4 du C.G.C.T. et en application de l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
51.21	MARCHES A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE MARQUAGE AU SOL POUR LA SIGNALISATION ROUTIERE A GRASSE	TRAVAUX	27/08/2021	07/09/2021	AZUR LINEA SERVICES A2LS	06130	GRASSE	300 000,00
52.21	MARCHES A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION ET D'EQUIPEMENT DE VOIRIE - LOT 1 - PANNEAUX DE POLICE DE SIGNALISATION TEMPORAIRE ET DIVERS	FOURNITURE	30/08/2021	02/09/2021	SIGNATURE MOUANS SARTOUX	00370	MOUANS-SARTOUX	200 000,00
53.21	MARCHES A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION ET D'EQUIPEMENT DE VOIRIE - LOT 2 - SIGNALISATION PLASTIQUE	FOURNITURE	30/08/2021	02/09/2021	RN7	06250	MOUGINS	100 000,00
54.21	MARCHES A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION ET D'EQUIPEMENT DE VOIRIE - LOT 3 - EQUIPEMENT DE SECURITE	FOURNITURE	30/08/2021	02/09/2021	RN7	06250	MOUGINS	100 000,00
55.21	MARCHES A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION ET D'EQUIPEMENT DE VOIRIE - LOT 4 - GLISSIERE DE SECURITE	FOURNITURE	30/08/2021	02/09/2021	DISTRIROUTE	57209	SARREGUEMINES	100 000,00
56.21	MARCHES A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION ET D'EQUIPEMENT DE VOIRIE - LOT 5 - MATERIEL DE PROTECTION ET D'ACCES	FOURNITURE	30/08/2021	02/09/2021	SIGNATURE MOUANS SARTOUX	06370	MOUANS-SARTOUX	100 000,00
57.21	RECONSTRUCTION DU MUR DE SOUTENEMENT AVAL - 29 CHEMIN DE LA MADELEINE SUPERIEURE A GRASSE	TRAVAUX	03/09/2021	03/09/2021	EUROP ACRO MANDATAIRE DU GROUPEMENT AVEC SEETP	06670	COLOMARS	ACCORD-CADRE SANS MINIMUM ET AVEC UN MAXIMUM DE 100 000 € HT
58.21	MISE A JOUR DES DTA POUR LES BATIMENTS COMMUNAUX ET REALISATION DES DAPP POUR LES LOGEMENTS	FOURNITURE ET SERVICES	03/09/2021	03/09/2021	WEGROUP AGENCE DES ALPES MARITIMES	06800	CAGNES SUR MER	18 600,00
59.21	RESTAURATION DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - PHASE 1 - AMENAGEMENT DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA SALLE DE LA CHAPELLE - LOT 1 - INSTALLATIONS PARTICULIERES DE CHANTIER / ECHAFAUDAGES	TRAVAUX	06/09/2021	08/09/2021	EVEREST ECHAFAUDAGES	13690	GRAVESON	92 525,05
60.21	RESTAURATION DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - PHASE 1 - AMENAGEMENT DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA SALLE DE LA CHAPELLE - LOT 2- INSTALLATIONS GENERALES DE CHANTIER / MACONNERIE/GROS ŒUVRE / PLATRERIE	TRAVAUX	06/09/2021	08/09/2021	SMBR	06200	NICE	344 079,96
61.21	RESTAURATION DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - PHASE 1 - AMENAGEMENT DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA SALLE DE LA CHAPELLE - LOT 3 - MENUISERIE/SERRURERIE	TRAVAUX	06/09/2021	08/09/2021	MENUISERIE DU CANAL (SARL)	06130	GRASSE	36 829,80
62.21	RESTAURATION DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - PHASE 1 - AMENAGEMENT DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA SALLE DE LA CHAPELLE - LOT 4 - DECORS PEINTS	TRAVAUX	06/09/2021	08/09/2021	SMBR	06200	NICE	48 843,30
63.21	RESTAURATION DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - PHASE 1 - AMENAGEMENT DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA SALLE DE LA CHAPELLE - LOT 5 - LUSTRERIE	TRAVAUX	06/09/2021	13/09/2021	FONDERIE DE BRONZE LAURAGAISE MANDATAIRE DU GROUPEMENT AVEC RENE STINVILLE - CONSEILS EN ECLAIRAGE	81700	BLAN	11 200,00
64.21	RESTAURATION DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - PHASE 1 - AMENAGEMENT DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA SALLE DE LA CHAPELLE - LOT 6 - ELECTRICITE	TRAVAUX	06/09/2021	08/09/2021	ABORDS SAS	06130	GRASSE	91 709,00
65.21	SERVICE D'IMPRESSIONS DIVERSES LOT 1 - IMPRIMES ADMINISTRATIFS VILLE DE GRASSE	PRESTATIONS SERVICES	07/09/221	07/09/2021	ART & SENS	06130	GRASSE	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
66.21	SERVICES D'IMPRESSIONS DIVERSES - LOT 2 IMPRIMES ADMINISTRATIFS CCAS	PRESTATIONS SERVICES	07/09/2021	07/09/2021	ART & SENS	06130	GRASSE	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM

Liste des marchés conclus de fin septembre à octobre 2021
Ville de Grasse
Conformément à l'article L. 2122-22.4 du C.G.C.T. et en application de l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
67.21	SERVICES D'IMPRESSIONS DIVERSES - LOT 3 - DOCUMENT DE COMMUNICATION VILLE DE GRASSE	PRESTATIONS SERVICES	07/09/2021	07/09/2021	ART & SENS	06130	GRASSE	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
68.21	SERVICES D'IMPRESSIONS DIVERSES - LOT 4 DOCUMENTATIONS DE COMMUNICATION CCAS	PRESTATIONS SERVICES	07/09/2021	07/09/2021	ART & SENS	06130	GRASSE	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
69.21	SERVICES D'IMPRESSIONS DIVERSES - LOT 4 DOCUMENTATIONS DE COMMUNICATION CCAS	PRESTATIONS SERVICES	07/09/2021	08/09/2021	AFFICOLOR	06516	CARROS	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
70.21	SERVICES D'IMPRESSIONS DIVERSES LOT 7 - IMPRESSION SIGNALETIQUE - VILLE DE GRASSE	PRESTATIONS SERVICES	07/09/2021	07/07/2021	PERADOTTO	06200	NICE	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
71.21	SERVICES D'IMPRESSIONS DIVERSES - LOT 8 IMPRESSION SIGNALETIQUE CCAS	PRESTATIONS SERVICES	07/09/2021	07/09/2021	ART & SENS	06130	GRASSE	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
72.21	SERVICES D'IMPRESSIONS DIVERSES - LOT 9 - JOURNAL MUNICIPAL D'INFORMATION KIOSQUE	PRESTATIONS SERVICES	07/09/2021	07/09/2021	IAPCA	83490	LE MUY	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
73.21	FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRE POUR LES BESOIN DES SERVICES DE LA VILLE DE GRASSE - LOT 4 MOBILIER SCOLAIRE (VIE SCOLAIRE)	FOURNITURES	13/10/2021	15/10/2021	SAONOISE DE MOBILIERS DELAGRAVE SAS	77200	TORCY	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE SANS MINIMUM ET SANS MAXIMUM
74.21	PRESTATION DE PRELEVEMENT ET D'ANALYSE DU RADON DANS LES BATIMENTS RECEVANT DU PUBLIC - Lot 1 - Ville de Grasse	PRESTATIONS SERVICES	25/10/2021	26/10/2021	SAFE	31100	TOULOUSE	6 132,00
MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT AUX ARTICLES L.2122-1 ET R2122-8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE								
SMC 14.21	CREATION D'UNE SOLUTION NUMERIQUE ET VITRINE POUR LE COMMERCE ET ARTISANAT DU GRAND CENTRE DE GRASSE	PRESTATIONS SERVICES	20/09/2021	21/09/2021	SMARTFIDELIS	73370	LE BOUGET DU LAC	28 300,00
SMC 15.21	MISSION AMO POUR LE SUIVI FINANCIER D'UNE EVENTUELLE CESSATION ANTICIPEE DE TROIS DSP PORTANT SUR L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT	PRESTATIONS SERVICES	18/10/2021	18/10/2021	FINANCE CONSULT	75009	PARIS	FORFAIT JOURNALIER 1 100 € H.T HEURE BUREAU 157.14 € H.T DEPLACEMENT GRASSE 1 600 € H.T
SMC 16.21	MISSION AMO POUR L'ASSISTANCE JURIDIQUE METTANT EVENTUELLEMENT UNE CESSATION ANTICIPEE DE TROIS DSP PORTANT SUR L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT	PRESTATIONS SERVICES	21/10/2021	21/10/2021	MAITRE XAVIER BIGAS	75017	PARIS	FORFAIT JOURNALIER 1 300 € H.T TAUX HORAIRE 170 € H.T DEMI-JOURNEE 650 € H.T

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 206 MARCHE PUBLIC - PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DURANT LA PERIODE DE SEPTEMBRE A OCTOBRE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 206

DU 7 DECEMBRE 2021

MARCHES PUBLICS
PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DURANT LA PERIODE DE SEPTEMBRE A DECEMBRE 2021

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est porté à connaissance du Conseil municipal les décisions prises par Monsieur le Maire pour la période de septembre à décembre 2021, dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Service de la Commande publique et des Achats	/	/

Madame Valérie COPIN expose :

Considérant qu'en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), Monsieur le Maire a reçu délégation du conseil municipal, et ce pendant toute la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants,

Considérant qu'en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) Monsieur le Maire doit rendre compte au conseil municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics,

Il est porté à connaissance du conseil municipal la liste globale des marchés notifiés pendant la période de septembre à décembre 2021 (liste ci-jointe).

La commission Optimisation et performances des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE CONNAISSANCE** des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

Délibération affichée le ..... 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 207 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES SUR LA PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
MODIFICATION DU PERIMETRE DES PORTES D'ENTREE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY

Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 207

DU 7 DECEMBRE 2021

RENOUVELLEMENT URBAIN
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES SUR LA PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
MODIFICATION DU PERIMETRE DES PORTES D'ENTREE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisaient des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades et des portes anciennes sur le secteur sauvegardé ainsi que pour les devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola.
Il vous est proposé de délibérer sur la modification du périmètre de la restauration des portes d'entrée d'immeubles pour y inclure le boulevard du Jeu de Ballon.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SERVICES FINANCIERS	DEPENSES (maximum par porte)	350 €

Monsieur Christophe MOREL expose :

Dans le cadre de la politique de Rénovation Urbaine, la ville de Grasse a souhaité, dès 2015, soutenir différentes actions sur le centre historique, classé Secteur Sauvegardé :

- Pour les propriétaires qui réaliseraient des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades sur le périmètre du centre historique
- Pour les exploitants de commerce qui réaliseraient des travaux d'amélioration de leurs devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola
- Pour les copropriétés qui restaureraient leurs portes, mascarons et heurtoirs dans le centre historique de Grasse

Ces soutiens de la part de la commune ont pour objectifs :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de donner une continuité linéaire de vitrines et de façades réhabilitées
- de valoriser les entrées de ville mais aussi de créer le lien entre les parties attractives et celles en devenir,

La délibération 2020-202 du Conseil Municipal du 8 décembre 2020 a prolongé l'opération Façades, Devantures et Portes jusqu'en 2025. La ville de Grasse a ainsi souhaité continuer de s'appuyer sur les services de la SPL Pays de Grasse Développement dans le cadre d'une mission de prestation de service pour l'animation et le pilotage de ces opérations (constitution des dossiers techniques et financiers, demandes de subventions aux partenaires, ...) du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025.
Afin de valoriser le patrimoine immobilier situé dans la continuité immédiate du Centre Historique, classé site patrimonial remarquable, il est proposé d'étendre le dispositif d'aides à la restauration des portes d'entrée d'immeuble à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon, artère principale du centre-ville.

- Restauration des portes d'entrée d'immeubles (parties intérieure et extérieure) : la subvention municipale représentera 50% de la facture acquittée hors taxes plafonnée à 350 € H.T.

Le versement de la subvention est conditionné par :

- la conformité des travaux à la fiche Porte réalisée par Pays de Grasse Développement,
- la qualité de la réalisation des travaux soumis à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'extension du périmètre du dispositif d'aides à la restauration des portes d'entrée d'immeuble à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour et 1 voix contre : Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 208 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES SUR LA PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO

Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 208

DU 7 DECEMBRE 2021

RENOUVELLEMENT URBAIN
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES SUR LA PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisaient des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades et des portes anciennes sur le secteur sauvegardé, ainsi que pour les devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola.
Ainsi, en s'appuyant sur l'équipe d'animation de la SPL Pays de Grasse Développement pour accompagner les propriétaires dans leur démarche et obtenir des subventions, il vous est proposé de délibérer sur le versement des subventions municipales correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	DEPENSES	**12 132 €**

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2014 déterminant les règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2017 déterminant de nouvelles règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2017 élargissant le périmètre de l'opération façades aux principales rues du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2018 élargissant le périmètre de l'opération façades à l'ensemble du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 décembre 2020 prorogeant l'opération jusqu'en 2025 et regroupant les dispositifs relatifs aux travaux de ravalement des façades, de restauration des portes d'entrée sur le secteur sauvegardé ainsi que les travaux sur les devantures commerciales (rue Jean Ossola et Place aux Aires).

Considérant les montants de subventionnement délibérés suivants :
- Pour les devantures commerciales : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 3 000 euros.

- Pour les façades : la subvention municipale représentera 40 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à la surface maximale de 120 m², et selon l'état de dégradation de la façade à 135 €/m² pour un badigeon simple, 204 €/m² pour un décroûtage partiel et 265 €/m² pour un décroûtage total avec une mission de maîtrise d'œuvre complète obligatoire subventionnée à 40 %, plafonnée à 9 % du montant des travaux subventionnables HT.

- Pour la restauration des portes d'entrée d'immeubles sur l'ensemble du Secteur Sauvegardé : la subvention municipale représentera 50% de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 350 € H.T.

Considérant que le versement des subventions est conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.

Les montants de ces subventions, prévus au budget de la Ville, sont détaillés ci-après :

- **Façade 32 rue Droite (façade côté 4 place aux Herbes) - 06130 GRASSE**
  Bénéficiaire : Copropriété 32 rue Droite
  Syndic : Cabinet ROULLAND
  - Subvention travaux : 11 130,00 €
  - Subvention Maître d'œuvre : 1 002,00 €

  Subvention totale façade : 12 132,00 €

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** à procéder aux versements des subventions pour les dossiers cités ci-dessus, sur présentation des factures après contrôle par les services de la ville

  - **Façade 32 rue Droite (façade côté 4 place aux Herbes) - 06130 GRASSE**
    Bénéficiaire : Copropriété 32 rue Droite
    Syndic : Cabinet ROULLAND
    Subvention totale façade : 12 132,00 €

- **DIRE** que les montants précités seront imputés au budget communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour et 1 voix contre : Monsieur CAMERANO.

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 209 RETIREE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA

Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE
A.M.

MAIRIE
DE GRASSE

DECLARATION PREALABLE DELIVREE
PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 25/01/2021	**Complétée le 25/01/2021**
Par :	**VILLE DE GRASSE**
Demeurant à :	**Place du Petit Puy 06130 GRASSE**
Représenté par :	**M. Jérôme VIAUD, maire de Grasse**
Pour :	**Division foncière**
Sur un terrain sis à :	**Rue du Jeu de Boules DP 81**

N° DP00606921E0026

Nb de terrains nus issus de la division : 1

Surface du terrain issu de la division : 986 m²

Destination : Agricole

Date d'affichage en mairie du récépissé de dépôt : 25/01/2021

MONSIEUR LE MAIRE DE GRASSE

Vu la demande de déclaration préalable susvisée.
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article R. 421-23.

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de Mouvements de Terrain, de la commune de Grasse, approuvé le 1er juin 2004 par arrêté préfectoral.

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Grasse approuvé le 6 novembre 2018 et modifié le 25 juin 2019.

Vu l'arrêté municipal du 21 mai 2014 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur MOREL, adjoint municipal en charge de l'urbanisme.

Considérant que le terrain, objet de la division, est en zone Ap au Plan Local d'Urbanisme.
Considérant que le terrain A d'une superficie de 258 m² supporte une ruine et que le terrain B, d'une superficie de 986 m², supporte depuis de nombreuses années, un parking public.
Considérant que la division foncière ne peut être considérée comme une opération d'aménagement d'ensemble, telle que précisée à l'article DG 25 et DG 26 du Plan Local d'Urbanisme.

Attendu que le projet présenté respecte les dispositions du Plan Local d'Urbanisme susvisé.

DECIDE

Article Unique : de ne pas s'opposer à division de terrain

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE** : La validité des permis d'aménager, de construire et des décisions de non opposition est portée à 3 ans conformément aux dispositions des articles R. 424-17, R. 424-18 et R.424-20 du Code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue du décret 2016-6 du 5 janvier 2016. Toutefois, cette autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, d'une année, conformément à l'article R.424-21 du code de l'urbanisme. La demande doit être faite deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité auprès de l'autorité compétente. La durée de validité peut également être suspendue en cas de recours [article R424-19 et A.424-8 du code de l'urbanisme].
- **AFFICHAGE :** L'affichage de l'exemplaire de la déclaration de travaux mentionnant l'existence de prescriptions sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

Grasse, le 25 FEV. 2021

Par délégation du Maire,

Monsieur Christophe MOREL
L'Adjoint délégué à la planification et à l'aménagement
durable du territoire, à la prospective urbaine, à l'urbanisme,
à l'application du droit des sols, au foncier,
à la mobilité et aux déplacements en lien avec la
Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement* ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE** : La validité des permis d'aménager, de construire et des décisions de non opposition est portée à 3 ans conformément aux dispositions des articles R. 424-17, R. 424-18 et R.424-20 du Code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue du décret 2016-6 du 5 janvier 2016. Toutefois, cette autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, d'une année, conformément à l'article R.424-21 du code de l'urbanisme. La demande doit être faite deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité auprès de l'autorité compétente. La durée de validité peut également être suspendue en cas de recours [article R424-19 et A.424-8 du code de l'urbanisme].
- **AFFICHAGE :** L'affichage de l'exemplaire de la déclaration de travaux mentionnant l'existence de prescriptions sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
  Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

Département des ALPES MARITIMES

Commune de Grasse

rue du jeu de boules

Renseignements cadastraux

Section DP

n° 81p

Nouvelle numérotation suivant DMPC n°

Propriété de la commune de GRASSE

Plan de projet de division

Echelle 1/200

Contenance cadastrale = 12a42ca

Superficie apparente = 1245 m²

Application cadastrale

LIMITES SUIVANT LES MARQUES DE POSSESSION OU RESULTANT DE L'APPLICATION CADASTRALE.
La contenance cadastrale est une superficie fiscale enregistrée au cadastre.
Les limites ainsi que les superficies réelles ne peuvent être garanties qu'après bornage contradictoire et délimitation du domaine public délivrée par l'administration compétente.

Dossier :
Fichier informatique : 6910_DP10.dwg

Système planimétrique : RGF 93 CC 44 (par GPS)
précision +/- 5 cm

Système altimétrique : NGF (par GPS)
précision +/- 10 cm

Reproduction réservée - Loi du 11 Mars 1957

DATE	OBSERVATIONS
07/01/20	Levé

Vincent DELEFORGES
GEOMETRE EXPERT
119, Route de la Paoute
06130 GRASSE
☎ 04 93 36 25 99
arpenteurs-geometres@wanadoo.fr

ARPENTEURS GEOMETRES
S.E.L.A.R.L. au capital de 22867,35 €uros
RCS : ANTIBES B 389 748 211
SIRET : 389 748 211 00064
n° d'ordre : 2012C200008

LEGENDE

mur
mur bahut
mur de restanque
clôture légère
rocher / enrochement
bâtiment
crête de talus
pied de talus
coffret
regard
regard eaux pluviales
regard PTT
poteau télécom
poteau ERDF
signe de possession
Olivier
Chêne
Fruitier
Feuillus
Yucca
Pin
Cyprès
Conifère

Zone AP au Plan Local d'Urbanisme de Grasse
Secteur agricole paysagers sensibles à la constructibilité en raison de son exposition paysagère

OBSERVATION

Application cadastrale

LIMITES SUIVANT LES MARQUES DE POSSESSION OU RESULTANT DE L'APPLICATION CADASTRALE.
La contenance cadastrale est une superficie fiscale enregistrée au cadastre.
Les limites ainsi que les superficies réelles ne peuvent être garanties qu'après bornage contradictoire et délimitation du domaine public délivrée par l'administration compétente.

DP 71 cimetière
DP 218
DP 219
DP 72
DP 81p partie A 258 m²
(sous réserve de bornage)
DP 81p partie B 986 m²
(sous réserve de bornage)
DP 80
DP 108
DP 110
DP 545
DP 546
DP 79
Bâti existant
Eglise Notre Dame des Fleurs
Place des Ormeaux
Rue du Jeu de Boules
Terrain de pétanque
Chemin Rural
Chemin
Résidence Hélène
WC publics
Borne incendie
piquet clôture
poteau clôture
3167,360
3167,400
3167,440
3167,480
3167,520
2019,340
2019,400
2019,440

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 210 VENTE D'UNE MAISON A REHABILITER RUE DU JEU DE BOULES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 210

DU 7 DECEMBRE 2021

VENTE D'UNE MAISON A REHABILITER RUE DU JEU DE BOULES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La commune cède l'immeuble, sis Rue du jeu de boules, partie A de la parcelle cadastrée Section DP n°81, d'une surface de 258m² sur laquelle est présente une petite maison à réhabiliter moyennant le prix net vendeur de 161 700 euros.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	Recettes	161 700 €

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2021 – 86 du conseil municipal de la ville de Grasse du 29 juin 2021 autorisant le principe de la vente de l'immeuble, sis Rue du jeu de boules, partie A de la parcelle cadastrée Section DP n°81, d'une surface de 258m² sur laquelle est présente une petite maison à réhabiliter, conformément au plan projet de division établi par Monsieur Vincent DELEFORGES, Géomètre-Expert.

Considérant le mandat donné à Maître Jean-Philippe VOUILLON, notaire, afin d'engager et mener la procédure de mise en vente de ce bien via le Service « Immo-Interactif » conformément à la délibération susvisée.

Considérant que 60 visites ont été effectuées, que 35 agréments ont été délivrés pour participer à cette procédure, que les 15 candidats habilités ont effectivement participé, que la compétition a généré 46 offres successives, et que la procédure a été conduite régulièrement jusqu'à son terme.

Considérant que l'offre réceptionnée sur la plateforme précitée, formulée par Monsieur Luc TISSOT, d'un montant de 173 000 euros arrive en 2 ème position (1 000 euros moins élevé) mais semble la plus à même, M. TISSOT étant architecte du patrimoine, de garantir une réhabilitation de la maison dans les règles de l'art, ainsi qu'une mise en valeur conforme à ce qui peut être attendu dans le centre du village du Plan de Grasse à proximité immédiate de l'église Saint-Hélène. Elle permet une vente sans condition suspensive d'obtention d'un prêt.

Considérant que l'offre que Monsieur Luc TISSOT a formalisé auprès de l'étude notariale de Maître Jean-Philippe VOUILLON permet d'atteindre largement le prix de réserve et de prendre en charge les honoraires de la procédure du Service « Immo-Interactif », cette offre a été retenue et représente 161 700 € net vendeur et 11 300 € d'honoraires de négociation « Immo-interactif ».

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** la vente de la partie A de la parcelle cadastrée Section DP n°81 telle que définie par le plan projet réalisé par Maître Vincent DELEFORGES, Géomètre-expert, d'une surface de 258m², au bénéfice de Monsieur Luc TISSOT ou toute société constituée par lui à cet effet, au prix de 161 700 euros net vendeur, avec pour condition suspensive l'obtention d'un permis de construire purgé de tous recours.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe MOREL Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune tous documents à intervenir dans le cadre de cette cession.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 211 RETIREE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

SIGNATURES DES MEMBRES PRESENTS AU CONSEIL MUNICIPAL
7 DECEMBRE 2021
2021-212 BUDGET PRINCIPAL – DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2

LE MAIRE
Jérôme VIAUD

Valérie **COPIN**
Christophe **MOREL**
Aline **BOURDAIRE**
François **ROUSTAN**
Catherine **BUTTY**
Gilles **RONDONI**
Claude **MASCARELLI**
Nicolas **DOYEN**
Nicole **NUTINI**
Ali **AMRANE**
Muriel **CHABERT**
Pascal **PELLEGRINO**
Marie-Madeleine **GUALLINO**
Cyril **DAUPHOUD**
Anne-Marie **DUVAL**
Jean-Marc **GARNIER**
Dominique **BOURRET**
Marie **CHABAUD**
Roger **MISSENTI**
Mélanie **ZARRILLO**
Philippe **BONELLI**
Annie OGGERO-MAIRE
Karine **GIGODOT**
Serge **PERCHERON**
Alexandre **GAIFFE**
Laurence **COSTE**
Richard **KISS**
Franck **BARBEY**
Jeannette **GISQUET**
Jean-Pierre **BICAIL**
Jocelyne **BUSTAMENTE**
Jean-François **LAPORTE**
Stéphanie **MANDREA**
Charles **FERRERO**
Lévanna **CALATAYUD**
Paul **EUZIERE**
Magali **CONESA**
Philippe-Emmanuel **de FONTMICHEL**
Nora **ADDAD**
Patrick **ISNARD**
Alexane **ISNARD**
Stéphane **CASSARINI**
Myriam **LAZREUG**
Jean-Paul **CAMERANO**

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 212 BUDGET PRINCIPAL
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 212

DU 7 DECEMBRE 2021

BUDGET PRINCIPAL
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter la Décision Budgétaire Modificative n° 2 - 2021 du budget principal, dont les équilibres sont les suivants :

- fonctionnement : 1 301 619,34 €
- investissement : 2 166 441,56 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 14 ;

Vu la délibération 2021-34 du Conseil Municipal du 23 mars 2021 approuvant le Budget Primitif 2021 de la Commune ;

Vu la délibération 2021-74 du 29 juin 2021 approuvant le Compte Administratif 2020 de la Commune ;

Vu la délibération 2021-93 du 29 juin 2021 approuvant l'affectation du résultat 2020 ;

Vu la délibération 2021 -94 du 29 juin 2021 approuvant le Budget Supplémentaire de la Commune ;

Vu la délibération 2021-189 du 9 novembre 2021 approuvant la Décision Budgétaire Modificative n°1 de la Commune ;

L'exécution budgétaire nécessite l'adoption d'une deuxième Décision Budgétaire Modificative afin de réaliser les opérations suivantes :

- Inscriptions de nouveaux crédits en dépenses et en recettes d'investissement ;
- Réaffectations de crédits en dépenses d'investissement par virements à l'intérieur de la section.
- L'inscription de crédits en dépenses d'investissement liée au remboursement anticipé d'un emprunt non consolidé.

Inscriptions ou réductions de nouveaux crédits en recettes et dépenses d'investissement ;

Dépenses et recettes :

- Provisions pour risques financiers 351 619,34 €

  Ces écritures concernent la régularisation d'opérations de comptabilisation des provisions constituées pour les emprunts à risque de 2019 et ceux prévus pour 2021, une somme pour un montant strictement équivalent sera constatée en recettes.

  A la demande de la Trésorerie Municipale, ces écritures ayant été mal paramétrées lors de leur exécution en 2019 sont passées à nouveau.

Inscriptions ou réductions de nouveaux crédits en recettes et dépenses d'investissement ;

Dépenses :

- Matériel numériques écoles primaires 41 821,00 €
  La Ville de Grasse ayant été retenue dans le cadre de l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles, une subvention de 41 821,00 €, une somme pour un montant équivalent est inscrite en recettes.
  Sachant que le montant global du projet s'élève à 60 034 €, seuls 18 213 € sont financés sur le budget de la Ville équivalents à une participation de 30%.

- Travaux de réseaux places de la Médiathèque 56 289,56 €
  Cette dépense concerne un complément de financement lié aux travaux de réseaux d'eau potable et d'assainissement réalisés par la Ville pour la CAPG collectivité compétente (délibération 2020-124 du 29 septembre 2020).
  Nous retrouvons cette somme pour un montant strictement équivalent en recettes.

- Acquisition de défibrillateurs 23 331,00 €
  Nous respectons notre obligation règlementaire d'équiper nos établissements recevant du public en défibrillateurs, cette dépense étant financée par une désaffectation de crédits des charges de personnel.

- Vente terrain boulevard Charabot 45 000,00 €
  La cession de ce terrain est une vente à tempérament basée sur 2 versements.
  Il convient dans ce cadre d'encaisser la totalité du produit (90 000 €) et de constater en dépense le montant de l'échéance restant à titrer (45 000 €).

Recettes :

- Subvention matériel numérique écoles primaires 41 821,00 €
  Cette subvention est affectée au financement du matériel numérique des écoles élémentaires dans le cadre d'un 'appel à projets.

- Travaux de réseaux places de la Médiathèque 56 289,56 €
  Ces ouvrages concernent la délégation de maîtrise d'ouvrage de la CAPG à la Ville (délibération 2020-124 du 29 septembre 2020) pour les travaux de réseaux réalisés sur les places de la Médiathèque.

- Taxe d'aménagement 45 000,00 €
  Cette inscription est liée au surplus de produit dégagé par la taxe d'aménagement par rapport aux crédits inscrits au budget primitif.

Réaffectations de crédits en dépenses d'investissement par virements à l'intérieur de la section

- Déploiement fibre numérique 64 407,00 €
  Ce déploiement s'inscrit dans une stratégie de la Ville pour interconnecter les services décentralisés à l'hôtel de Ville afin d'une part, de doter les services concernés d'une augmentation notable de débit d'autre part de réaliser des économies significatives en termes de communications téléphoniques ;

- Vidéo-protection 18 690,79 €
  Ajouts de nouvelles caméras et déplacements de caméras existantes dans le secteur sauvegardé ;

- Restauration des collections 15 178,00 €
  Restauration d'une paire de soubassements à la Cathédrale et de 17 boiseries au Musée d'Art et d'Histoire de Provence.

- Charges de copropriété liés à des travaux 47 789,00 €
  Règlement de divers appels de fonds liés à des travaux réalisés sur des immeubles dont la Ville détient une quote-part de propriété.

L'inscription de crédits en dépenses d'investissement liée au remboursement anticipé d'un emprunt non consolidé.

Notre engagement prioritaire affiché étant le désendettement, la maîtrise de nos charges financières et la perception au-delà des montants prévus de recettes exceptionnelles nous permettent d'obtenir un meilleur résultat que celui prévu au budget prévisionnel.

Ainsi, les ajustements de crédits liés à ces opérations nous permettent de dégager une enveloppe de 2 000 000,00 € qui est donc affectée au désendettement.

Vous trouverez ci-dessous le détail de ces inscriptions nous permettant la réalisation de ce remboursement anticipé :

- Charges financières – 250 000,00 €
- Droits de mutation à titre onéreux + 500 000,00 €
- Taxe d'aménagement + 800 000,00 €
- Remboursement compensation tarifaire restauration scolaire + 236 000,00 €
- Annulations de charges rattachées fluides notamment + 150 000,00 €
- Remboursements de divers sinistres assurances + 64 000,00 €

Il est nécessaire de préciser que le remboursement anticipé concerne un emprunt qui est non consolidé à ce jour.

Dans ce sens, ce remboursement non prévu n'entrainera aucune indemnité ou charges financières supplémentaires.
La réalisation de cette opération nous permettra de réaliser un désendettement annuel plus important que celui prévu au budget prévisionnel d'un montant équivalent à celui du montant inscrit soit 2 000 000 €.
Le projet de décision budgétaire modificative n° 2 pour l'exercice 2021 de la commune de Grasse vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de cette décision budgétaire modificative a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
CHAPITRE	**LIBELLES CHAPITRES**	**TOTAL VOTE BP+BS+ RAR+ AS(1)**	**PROPOSITIONS NOUVELLES (2)**	**VOTE (3)**	**TOTAL (1+3)**
011	CHARGES CARACTERE GENERAL	10 795 761,00			10 795 761,00
012	CHARGES DE PERSONNEL	35 000 000,00	-23 331,00	**-23 331,00**	34 976 669,00
014	ATTENUATION DE PRODUITS	705 027,00			705 027,00
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	10 911 000,00			10 911 000,00
66	CHARGES FINANCIERES	2 822 973,00	-250 000,00	**-250 000,00**	2 572 973,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	850 185,92	301 418,11	**301 418,11**	1 151 604,03
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	190 000,00	50 201,23	**50 201,23**	240 201,23
023	VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	5 483 140,94	1 223 331,00	**1 223 331,00**	6 706 471,94
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	3 116 000,00			3 116 000,00
	TOTAL GENERAL	**69 874 087,86**	**1 301 619,34**	**1 301 619,34**	**71 175 707,20**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	TOTAL VOTE BP+BS+ RAR+ AS(1)	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE (3)	TOTAL (1+3)
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	350 000,00			350 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES	1 600 000,00			1 600 000,00
73	IMPOTS ET TAXES	54 306 527,00	500 000,00	**500 000,00**	54 806 527,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	8 522 589,00			8 522 589,00
75	AUT. PRODUITS GESTION COURANTE	1 100 000,00			1 100 000,00
76	PRODUITS FINANCIERS	920 570,00			920 570,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	579 101,06	779 302,29	**779 302,29**	1 358 403,35
78	REPRISES/ AMORT. ET PROVISIONS	173 084,86	22 317,05	**22 317,05**	195 401,91
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	1 075 000,00			1 075 000,00
	TOTAL	**68 626 871,92**	**1 301 619,34**	**1 301 619,34**	**69 928 491,26**
002	RESULTAT REPORTE	1 247 215,94			**1 247 215,94**
	TOTAL GENERAL	**69 874 087,86**	**1 301 619,34**	**1 301 619,34**	**71 175 707,20**

DEPENSES INVESTISSEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	TOTAL VOTE BP+BS+ RAR+ AS(1)	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE (3)	TOTAL (1+3)
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 648 677,98	2 000 000,00	**2 000 000,00**	15 648 677,98
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	440 374,73			440 374,73
204	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	752 000,00	-146 064,79	**-146 064,79**	605 935,21
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 644 908,28	65 152,00	**65 152,00**	1 710 060,28
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 394 584,98	146 064,79	**146 064,79**	5 540 649,77
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	466 610,20	45 000,00	**45 000,00**	511 610,20
454101	PERIL PLACE AUX AIRES	193 770,76			193 770,76
454145	PERIL 3 RUE FONTETTE	9 127,96			9 127,96
454195	PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE	960,00			960,00
4541103	PERIL 174 AVE PIERRE SEMARD	640,00			640,00
4541104	PERIL 37 BVD JEU DE BALLON	919,64			919,64
4541106	PERIL 9 IMPASSE CHAUDRONNIERS	68 709,83			68 709,83
4541113	PERIL 8 RUE DES SŒURS	163 510,55			163 510,55
4541114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	21 588,00			21 588,00
4541116	PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE	6 619,34			6 619,34
4541118	PERIL, 2 AVE JB GUIGUES	3 613,44			3 613,44
4541119	PERIL 5 BOULEVARD EMILE ZOLA	876,17			876,17
454201	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	100 000,00			100 000,00
458103	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00			2 300 000,00
458104	DMO PLACES MEDIATHEQUE	281 447,80	56 289,56	**56 289,56**	337 737,36
458105	DMO BOULEVARD CARNOT	91 155,00			91 155,00
929	EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS	5 450 302,41			5 450 302,41
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	1 075 000,00			1 075 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 403 078,48			1 403 078,48
	TOTAL	**33 518 475,55**	**2 166 441,56**	**2 166 441,56**	**35 684 917,11**
001	SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE	5 217 743,04			**5 217 743,04**
	TOTAL GENERAL	**38 736 218,59**	**2 166 441,56**	**2 166 441,56**	**40 902 660,15**

RECETTES INVESTISSEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	TOTAL VOTE BP+BS+ RAR+ AS(1)	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE (3)	TOTAL (1+3)
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	7 342 743,04	845 000,00	**845 000,00**	8 187 743,04
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 744 043,13	41 821,00	**41 821,00**	3 785 864,13
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	13 364 614,41			13 364 614,41
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 298,79			10 298,79
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	363 061,31			363 061,31
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	276 300,00			276 300,00
024	PRODUIT DES CESSIONS	390 000,00			390 000,00
454101	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	100 000,00			100 000,00
454201	TRAVAUX COMPTES DE TIERS	193 770,76			193 770,76
454245	PERIL 3 RUE FONTETTE	9 127,96			9 127,96
454295	PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE	960,00			960,00
4542103	PERIL 174, AVE PIERRE SEMARD	640,00			640,00
4542104	PERIL 37, BVD JEU DE BALLON	919,64			919,64
4542106	PERIL 9,IMPASSE CHAUDRONNIERS	68 709,83			68 709,83
4542113	PERIL 8, RUE DES SŒURS	163 510,55			163 510,55
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	21 588,00			21 588,00
4542116	PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE	6 619,34			6 619,34
4542118	PERIL, 2 AVE JB GUIGUES	3 613,44			3 613,44
4542119	PERIL 5 BOULEVARD EMILE ZOLA	876,17			876,17
458203	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	2 300 000,00			2 300 000,00
458204	DMO PLACES MEDIATHEQUE	281 447,80	56 289,56	**56 289,56**	337 737,36
458205	DMO BOULEVARD CARNOT	91 155,00			91 155,00
021	VIREMENT DU FONCTIONNEMENT	5 483 140,94	1 223 331,00	**1 223 331,00**	6 706 471,94
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	3 116 000,00			3 116 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 403 078,48			1 403 078,48
	TOTAL	**38 736 218,59**	**2 166 441,56**	**2 166 441,56**	**40 902 660,15**
001	SOLDE EXECUTION POSIF REPORTE				
	TOTAL GENERAL	**38 736 218,59**	**2 166 441,56**	**2 166 441,56**	**40 902 660,15**

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de Décision Budgétaire Modificative n° 2 de la commune au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 2021 et l'arrêter comme détaillé ci-dessus ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour, 8 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO (2 voix).

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 213 BUDGET PRINCIPAL
AUTORISATION DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT
AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 213

DU 7 DECEMBRE 2021

BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser le mandatement des dépenses d''investissement avant le vote du budget primitif 2022.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	DEPENSES	3 338 695 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu les dispositions de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales modifié par *la* Loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD).

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans les limites suivantes et selon la répartition indiquée ci-dessous :

  - **Chapitre 20 « immobilisations incorporelles »**
  - Crédits ouverts au budget primitif 2021 : 359 739.09 €
  - Limite des 25 % = 359 739.09 € * 25 % soit 89 934.77 €
  - Autorisation demandée : **89 934 € sur le compte 2031**
    L'enveloppe sera consacrée notamment à des études d'aménagement à intervenir au premier trimestre 2022.

  - **Chapitre 204 « subventions d'équipements versées »**
  - Crédits ouverts au budget primitif 2021 : 605 935.21 €
  - Limite des 25 % = 605 935.21€ * 25 % = 151 483.80 €
  - Autorisation demandée : **151 483 € sur le compte 20422**
    Ces crédits seront dédiés aux subventions aux particuliers dans le secteur sauvegardé pour les opérations achevées sur le premier trimestre 2022.

  - **Chapitre 21 « immobilisations corporelles »**
  - Crédits ouverts au budget primitif 2021 : 1 574 855.41 €
  - Limite des 25 % : 1 574 855.41 € * 25 % = 393 713.85 €
  - Autorisation demandée : **393 713 € sur le compte 2188**
    Enveloppe dédiée à l'acquisition de divers équipements sur le premier trimestre 2022

  - **Chapitre 23 « immobilisations en cours »**
  - Crédits ouverts au budget primitif 2021 : 5 363 960.10 €
  - Limite des 25 % : 5 363 960.10 € * 25 % = 1 340 990.03 €
  - Autorisation demandée : **1 340 990 € sur le compte 2313**
    Les travaux concernés seront ceux liés aux opérations de gros entretien des bâtiments, des voiries et réseaux réalisées sur le premier trimestre 2022.

  - **Chapitre 929 « équipements et locaux associatifs »**
  - Crédits ouverts au budget primitif 2021 : 5 213 000.00 €
  - Limite des 25 % : 5 213 000.00 € * 25 % = 1 362 575.60 €
  - Autorisation demandée **: 1 362 575 € sur le compte 2313**
    L'enveloppe sera consacrée à la construction et l'équipement de la Médiathèque du premier trimestre 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour, 8 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO (2 voix).

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 214 REPRISE ET CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUES AU TITRE DES EMPRUNTS COMPLEXES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 214

DU 7 DECEMBRE 2021

REPRISE ET CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUES AU TITRE DES EMPRUNTS COMPLEXES

RESUME SYNTHETIQUE du RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la reprise et la constitution d'une dotation aux provisions pour risques de taux et de change au titre des emprunts complexes au 31 décembre 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	7865 -678 6865-7788	22 317,05 € 50 201,23 €

M expose :

Vu l'article 94 de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPAM),

Vu les arrêtés des 16 et 18 décembre 2013 relatifs à l'instruction budgétaire et comptable M14, applicable aux communes,

Vu le « guide pratique du provisionnement des emprunts à risque » publié en juillet 2013 par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),

Vu l'avis du Conseil de normalisation des comptes publics (CNOCP) du 3 juillet 2012 relatif à la comptabilisation de « Provisions pour risques sur emprunts »,

Vu la circulaire interministérielle N° IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et aux établissements publics,

Vu « la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales » signée le 7 décembre 2009 et annexée à la circulaire interministérielle N° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010,

Vu la délibération numéro 2020-206 en date du 8 décembre 2020, constituant une reprise de la dotation initiale de provision pour risques de taux et de change, pour un montant global de 91 195,79 €, et une constitution d'une provision pour risques au titre des emprunts complexes de 38 947,45 €,

Compte tenu du montant de l'encours de dette structurée au 31 décembre 2021 et de l'évolution des marchés financiers, la provision pour risques de taux et de change doit être reconsidérée ; à fin 2021,2 emprunts sont concernés.

- **Provisions au 31 décembre 2021**

○ Emprunts à provisionner :

Chacune des lignes d'emprunt a été examinée au regard de son classement dans la grille « Gissler ». Tous les emprunts comportant **un indice « sous-jacent » supérieur à 3** ou **un indice « Structure » supérieur à C** ont été intégrés dans le portefeuille d'emprunts à provisionner.

Les méthodes de calcul de la provision à fin 2021 sont en tous points identiques à celles appliquées pour le calcul de la provision à fin 2020. Elles sont rappelées ci-dessous.

○ Méthode de calcul de la provision pour les emprunts présentant un risque de taux :

– Taux de référence :

- ✓ Si le produit structuré est un swap ou un contre-swap adossé à un emprunt (sous-jacent) souscrit à taux fixe sur toute sa durée, ce taux fixe sert de taux de référence.
- ✓ Pour les autres cas, a été défini un taux de référence égal au TEC de la durée résiduelle coté le jour de la date d'effet de l'emprunt, du swap ou du contre-swap déterminant le taux structuré résultant.
  Il a été considéré que ce taux était plus représentatif que le TEC 10 (cité dans le Guide pratique du provisionnement des emprunts à risques) dans la mesure où les durées résiduelles étaient sensiblement supérieures à 10 ans.
  La Banque de France débute ses cotations de TEC au 03.11.04 et cote les durées suivantes (en années) : 1, 2, 3, 5, 7, 10, 15, 20, 25, 30.
- ✓ En l'hypothèse où le TEC de la durée résiduelle ne serait pas coté :
  - ➢ Durée résiduelle différente des durées cotées : le taux de référence est calculé par interpolation linéaire entre les niveaux de taux pour les durées encadrant la durée résiduelle ;
  - ➢ Date d'effet antérieure au 03.11.04 : le TEC de la durée au 03.11.04 est corrigé de la différence entre le taux de l'OAT de la durée résiduelle au 03.11.04 et le taux de l'OAT de la durée résiduelle à la date d'effet.
    En l'hypothèse où le taux de la durée résiduelle de l'OAT ne serait pas coté, il est procédé par interpolation linéaire entre les niveaux de taux pour les durées encadrant la durée résiduelle.

– Taux contractuels anticipés :

Ont été retenus les taux anticipés délivrés par Finance Active, éditeur du logiciel de suivi de la dette, à la date du 2 novembre 2021.
Cet éditeur, abonné à des bases de données internationales, délivre les taux anticipés pour les indices inclus dans les formules de calcul des taux structurés des emprunts à risque de la ville.

– Mode de calcul de la provision pour risques de taux :

En application des dispositions des textes précités, chaque échéance d'intérêts à échoir après le 31.12.21 a été calculée au taux anticipé d'une part et au taux de référence d'autre part.
La somme des différences négatives entre ces deux valeurs représente le volume de provision devant exister au 31.12.21 qui, comparé au volume de provision existant au 31.12.20 permet de déterminer, ligne par ligne, la dotation et/ou la reprise de 2021.

- **Traduction chiffrée**

PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2020

Contrats	301 B	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant du au 1er septembre CHF						
Capital restant du au 1er septembre Euros						
Capital restant du au 31/12/2020 (€)	116 422,92	903 093,33	3 096 986,82	271 626,03	995 876,76	5 384 005,86
Durée résiduelle (années)	0,98	2,41	7,58	0,40	3,99	
Provision devises						
Provision €	2 021,68	-481,78	1 751,93	2 982,13	39 889,53	46 163,50
Provision globale	2 021,68	1 539,91	3 291,83	6 273,97	46 163,50	

PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2021

Contrats	301 B	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant du au 1er septembre CHF						
Capital restant du au 1er septembre Euros						
Capital restant du au 31/12/2021 (€)	0,00	616 624,45	2 761 118,40	0,00	764 821,54	4 142 564,39
Durée résiduelle (années)	0,00	1,41	6,58	0,00	2,99	
Provision devises						
Provision €	1 216,65	0,00	51 471,38	2 982,13	18 377,52	74 047,68
Provision globale	1 216,65	1 216,65	52 688,03	55 670,17	74 047,68	

DOTATION / REPRISE aux PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE 2021

Contrats	301 B	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	4B	HC	
Dotation Provision (+) €	**0,00**	**481,78**	**49 719,46**	**0,00**	**0,00**	**50 201,23**
Reprise Provision (-) €	**-805,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-21 512,01**	**-22 317,05**
Dotation (+) / Reprise (-) nette	**-805,04**	**-323,26**	**49 396,20**	**49 396,20**	**27 884,18**	**27 884,18**

A l'issue de ces calculs, apparaît :

- une reprise de la dotation initiale de provisions pour risques de taux et de change à hauteur de **22 317,05 euros** (emprunts 301B, 318) ;
- la constitution d'une provision pour risques de taux et de change à hauteur de **50 201,23 euros** (emprunts 308B,309).

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** la reprise d'une dotation initiale aux provisions pour risques sur emprunts à hauteur de **22 317,05 euros :**

  - crédit du compte 7865 « reprises sur provisions pour risques et charges financiers » par le débit du compte 1521.
  - débit du compte 678 « autres charges exceptionnelles » par le crédit du compte 194.

- **ADOPTER** la constitution d'une provision pour risques sur emprunts à hauteur de **50 201,23 euros :**

  - débit du compte 6865 « dotations aux provisions pour risques et charges financiers » par le crédit du compte 1521.
  - crédit du compte 7788 « produits exceptionnels divers » par le débit du compte 194.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 08 DEC. 2021
suivent les s[illegible]res
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

RAPPORT SYNTHETIQUE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)

Exercice 2021

TABLE DES MATIERES

1 Préambule 2
1.1 La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) 3
1.2 Le cadre de droit commun pour l'évaluation des charges transférées 3
2 Composition et fonctionnement de la CLECT CAPG 4
3 Historique 5
3.1 Rappel des rapports précédents 5
3.2 Transferts de compétences évalués par la clect – exercice 2021 7
4 Proposition d'évaluation 8
4.1 Evaluation des charges liées à la compétence TOURISME - revoyure. 8
4.2 Compétence « GEPU » - Gestion des Eaux Pluviales en Milieu Urbain 8
4.3 Synthèse : 10
4.4 Clause de Revoyure 10
5 Montant des attributions de compensations après révision. 10

1 PREAMBULE

Le présent rapport synthétise les travaux et avis rendus par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse le 10 novembre 2021. Cette commission, constituée d'un titulaire et d'un suppléant par commune, a été chargée d'évaluer la charge financière des compétences transférées en définissant les méthodes de calcul et les périodes de références, dans un souci de garantie du principe de neutralité budgétaire au moment du transfert.

Principe du calcul : Montant des attributions = somme des impositions professionnelles dévolues à l'EPCI - coût des transferts de charges.

Chaque réunion de la CLECT a fait l'objet d'un compte-rendu soumis à l'approbation des membres de cette instance. L'ensemble des dispositions du présent rapport synthétique a été soumis à l'approbation de la CLECT les 22 septembre 2021 et 10 novembre 2021 avec avis favorable.

La CLECT n'est pas chargée de réviser les attributions de compensation. Seuls les conseils municipaux des communes membres et le conseil de communauté de la CAPG sont compétents pour modifier ces attributions de compensation après avoir pris connaissance et tenu compte du présent rapport.

1.1 La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

La CLECT est :

- une commission codifiée au IV de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts
- créée par l'organe délibérant de l'EPCI afin de procéder à l'évaluation des charges transférées à l'EPCI ou aux communes. Cette évaluation sert à déterminer le montant des attributions de compensation.

La CLECT rend son rapport (ses conclusions) la première année d'existence d'un EPCI issu d'une fusion notamment et lors de chaque transfert de charge ultérieur.

- La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission. Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. (Article 1609 nonies C – IV-7)

- Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. (Article 1609 nonies C - V-1 bis). C'est dans le cadre de cette disposition que les charges ont été évaluées.

1.2 Le cadre de droit commun pour l'évaluation des charges transférées

Les principes de l'évaluation des charges transférées figurent également au IV de l'article 1609 nonies C du CGI :

- « Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.
- Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.
- Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges. »

Ces éléments constituent une base méthodologique. Pour autant, la CLECT dispose cependant de toute latitude pour définir des modalités d'évaluation différentes.

2 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA CLECT CAPG

Chaque commune membre est représentée au sein de la CLECT par un titulaire et un suppléant désigné par leur conseil municipal.

La CLECT de la CAPG compte donc 23 membres titulaires et 23 membres suppléants élus pour la mandature 2020 - 2026 :

COMMUNE	Titulaire/Suppléant	Titre	PRENOM	NOM
Amirat	Titulaire	Monsieur	Patrick	TOSELLO
	Suppléant	Monsieur	Jean Louis	CONIL
Andon	Titulaire	Madame	Marie	GALLEGO
	Suppléant	Madame	Caroline	SCHEMBRI-
Auribeau-sur-Siagne	Titulaire	Madame	Michèle	PAGANIN
	Suppléant	Madame	Gisèle	TRENTIN
Briançonnet	Titulaire	Monsieur	Ismael	OGEZ
	Suppléant	Monsieur	Raymond	CARLIN
Caille	Titulaire	Monsieur	Yves	FUNEL
	Suppléant	Madame	Marie-Christine	PEYROUTOU
Cabris	Titulaire	Monsieur	Pierre	BORNET
	Suppléant	Monsieur	Gérard	DEVAUX
Collongues	Titulaire	Madame	Marie Thé	DAROIT
	Suppléant	Monsieur	Raoul	CASTEL
Escragnolles	Titulaire	Monsieur	Serge	GARINO
	Suppléant	Madame	Evelyne	EBRILLE
Gars	Titulaire	Monsieur	Marino	CASSEZ
	Suppléant	Monsieur	Francis	SPAENS
Grasse	Titulaire	Monsieur	Jerome	VIAUD
	Suppléant	Madame	Catherine	BUTTY
La Roquette-sur-Siagne	Titulaire	Monsieur	Robert	NOVELLI
	Suppléant	Monsieur	Christian	ORTEGA
Le Mas	Titulaire	Monsieur	John	BASTARDI
	Suppléant	Madame	Michèle	ZEBAIR
Le Tignet	Titulaire	Monsieur	Jean Pierre	CE
	Suppléant	Monsieur	Jean Luc	LENI
Les Mujouls	Titulaire	Madame	Mireille	BOULLE
	Suppléant	Monsieur	Christian	CAIETTA
Mouans-Sartoux	Titulaire	Monsieur	Pierre	ASCHIERI
	Suppléant	Madame	Nathalie	AYMOZ
Pégomas	Titulaire	Monsieur	Marc	COMBE
	Suppléant	Madame	Julie	CREACH
Peymeinade	Titulaire	Monsieur	Pierre	FAURET
	Suppléant	Monsieur	Michel	DISSAUX
Saint-Auban	Titulaire	Monsieur	Claude	CEPPI
	Suppléant	Monsieur	Hervé	ROMANO
Saint-Cézaire-sur-Siagne	Titulaire	Monsieur	Jacques Edouard	DELOBETTE
	Suppléant	Monsieur	Christian	ZEDET
Saint-Vallier-de-Thiey	Titulaire	Monsieur	Jean Marc	DELIA
	Suppléant	Madame	Pauline	LAUNAY
Séranon	Titulaire	Monsieur	Gilles	DE OLIVEIRA
	Suppléant	Madame	Nadia	TENSIC
Spéracèdes	Titulaire	Monsieur	Jean Marc	MACARIO
	Suppléant	Madame	Viviane	BONNAFY
Valderoure	Titulaire	Monsieur	Maxime	PELTIER
	Suppléant	Monsieur	Bernard	ROUX

Monsieur Pierre Aschieri – Maire de la Commune de Mouans-Sartoux, Vice-Président de la CAPG a été désigné président de la CLECT par ses membres. Il a également reçu une délégation du Président de Pays de Grasse relative au suivi des travaux de cette CLECT.

3 HISTORIQUE

3.1 RAPPEL DES RAPPORTS PRECEDENTS

A/ Travaux de la CLECT de l'exercice 2016.

La CLECT s'est prononcée en 2016 sur l'évaluation des charges des compétences suivantes :

- Rectification des produits fiscaux de références des communes de l'EX CCMA,
- Transfert de l'équipement nautique « piscine découverte » à Peymeinade,
- Transfert de la compétence « périscolaire » des communes de l'EX CCMA,
- Reversement des subventions des communes de l'EX CCMA,
- Transfert d'un équipement NRAZO de la Ville de Grasse,
- Transfert de la compétence « animation des contrats de Ville » de la Ville de Grasse,
- Transfert de la compétence « Espace Activités Emploi » de la Commune de Mouans-Sartoux,
- Transfert de la compétence « action sociale – Jeunesse » de la commune d'Auribeau-sur – Siagne.

B/ Travaux de la CLECT de l'exercice 2017

La CLECT s'est prononcée sur l'évaluation des charges concernant le transfert de la compétence « promotion du tourisme » suite à la loi NOTRe. Le Montant des attributions de compensation a été voté le 15 décembre 2017

C/ Travaux de la CLECT de l'exercice 2018

La CLECT a procédé en 2018 à la révision des charges transférées notamment concernant la compétence « action sociale – jeunesse » et une réaffectation d'une subvention locale entre Séranon et Saint Auban.

Compétence « Action sociale » : La CAPG est compétente au titre de l'action sociale (d'intérêt communautaire) pour la Jeunesse depuis le 1er janvier 2014. La Commune d'Auribeau-sur-Siagne au 1er janvier 2016 a transféré sa compétence jeunesse au titre de l'action sociale à la CAPG. Des charges liées à ce transfert de compétence ont alors été évaluées en CLECT au cours de l'année 2016. Néanmoins, suite à la réforme des rythmes scolaires, et la fin des cycles TAP (Temps d'Activité Périscolaire) le 1er septembre 2017, pour être en adéquation avec les autres communes membres ayant transféré leur compétence « action sociale –jeunesse », il a été révisé l'évaluation des charges de la commune d'Auribeau-sur-Siagne en conséquence.

Subventions aux associations : Lors des travaux d'évaluation des charges en 2017, il a été calculé la restitution aux communes ex CCMA du versement de subventions aux associations d'animation locale qui ne répondaient plus aux critères d'intérêt communautaire (en positif). Une association ayant changé de résidence administrative et sur demande des communes concernées la Clect a ré-

évalué les montants des charges transférées de la Commune de Séranon au profit de la Commune de Saint -Auban.

D/ Travaux de la CLECT de l'exercice 2019

La CLECT s'est prononcée sur l'évaluation des révisions des charges transférées concernant la compétence « Tourisme » et le « Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau » et « Natura 2000 ».

Compétence « Tourisme » : Lors de l'évaluation des charges liées à la compétence Tourisme, il avait été inscrit dans le rapport la possibilité d'une revoyure des charges après une année d'exercice de la compétence sur le territoire.

Après une année d'expérimentation, 3 communes ont souhaité réviser les charges liées au transfert de compétence :

- Saint-Cézaire-sur-Siagne a choisi de maintenir un Bureau Information Touristique sur sa commune mais a proposé une amplitude horaire d'ouverture et de fermeture différente, plus adaptée à la saisonnalité de l'activité touristique.

- Pour Saint-Vallier-de-Thiey, après une année d'expérimentation, la commune a choisi de ne pas maintenir son BIT car il a été constaté que ce bureau accueillait principalement des habitants de la commune.

- Pour la Ville de Grasse, après une année de fonctionnement du siège de l'Office du Tourisme, il a été relevé des oublis (ménage et ajustements sur les fluides).

Compétence « SAGE » et « Natura 2000 » : Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (le SAGE) de la Siagne est porté par le SIIVU de la Haute-Siagne par une convention financière de 2018 après une première convention 2014-2017. Les enjeux du SAGE sont :

- Améliorer la qualité de l'eau
- Gérer la ressource en eau
- Restaurer la continuité écologique des cours d'eau
- Préserver et valoriser le patrimoine naturel
- Gérer les risques d'inondation.

Le SIIVU Haute Siagne assure également l'animation du dispositif NATURA 2000.

Au 1er Janvier 2019, le SAGE est désormais confié au SMIAGE par la CAPG.

Pour la période 2019 – 2022, le dispositif « Natura 2000 – Gorges de la Siagne » est confié au SMIAGE par la CAPG

La CLECT s'est prononcée pour une révision des charges concernant la prise de cette compétence.

3.2 TRANSFERTS DE COMPETENCES EVALUES PAR LA CLECT – EXERCICE 2021

Le présent rapport détaille l'évaluation des révisions des charges transférées concernant la compétence « Tourisme » et la compétence « Gestion des Eaux Pluviales en milieu Urbain » (GEPU).

- Compétence « **Tourisme** » :

La LOI NOTRE au 1er janvier 2017 transfère aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre la compétence « promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme ».

Afin de tenir compte d'un changement dans l'exercice de la compétence « tourisme » sur les communes de Saint-Cézaire-sur-Siagne et Cabris, et conformément à la clause de revoyure prise lors de la 1ère CLECT, la CLECT s'est prononcée sur une révision des charges pour ces deux communes.

- Compétence **« GEPU » :**

La compétence GEPU a été transférée des communes à la CAPG à la date du 1er janvier 2020 conformément aux dispositions de la loi Notre n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Les compétence eau potable, assainissement collectif et non collectif ont fait l'objet d'un transfert au 1er janvier 2020. La compétence Gestion des eaux pluviales urbaines, contrairement aux compétences eaux potables et assainissement, était suivie et gérée au sein des budgets principaux des communes et financée par la fiscalité communale. Comme tout transfert cette compétence doit faire l'objet d'une évaluation des charges à la date du transfert du 1er janvier 2020.

Cette compétence GEPU est une compétence complexe et difficile à appréhender tant dans sa définition que son périmètre. Aussi la CAPG a pris une délibération cadre, délibération n° DL2021_023 du 11 février 2021 qui précise les contours de cette compétence.

Cette délibération définit deux critères comme nécessaire à l'exercice de cette compétence : les communes dont la densité de population est supérieure à 33 habitants/km2 et dans les secteurs U et UA des PLU. En dehors de ces deux critères, la gestion des eaux pluviales relève de la compétence des communes.

Cette délibération définit les 11 communes concernées par l'exercice de ces compétences : les 5 communes de l'ex CA Pôle Azur Provence : Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, La Roquette-sur-Siagne, Auribeau-sur Siagne et les 6 communes de l'ex CC de Terres de Siagne : Saint-Vallier-de-Thiey, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Peymeinade, Spéracèdes, Cabris, le Tignet.

Ce périmètre permet de délimiter les compétences entre la CAPG et les communes concernées :

La CAPG a en charge l'entretien et petites réparations (nettoyages/curages/inspection.) des réseaux (enfuis) existants ou à venir, la création ou extension des nouveaux réseaux.

Les communes continuent à prendre en charge le nettoyage des grilles ou bas caniveaux (tout ce qui reste en surface), ce qui relève de la compétence de la « voirie » ou service « proximité », et les réparation et/ou entretien des grilles et tampons de regards lorsque dépend de la voirie.

La CLECT s'est réunie par deux fois en 2021, le 22 septembre 2021 et le 10 novembre 2021 pour examiner et arrêter une estimation des charges à déduire des attributions de compensation des communes

4 PROPOSITION D'EVALUATION

4.1 EVALUATION DES CHARGES LIEES A LA COMPETENCE TOURISME - REVOYURE.

Lors de l'évaluation des charges liées à la compétence Tourisme, il avait été inscrit dans le rapport la possibilité d'une revoyure des charges après une année d'exercice de la compétence sur le territoire.

Après 3 années d'expérimentation, deux nouvelles communes ont souhaité réviser les charges liées au transfert de compétence :

- Saint-Cézaire-sur-Siagne a choisi de ne pas maintenir son Bureau Information Touristique sur sa commune et a demandé de réviser les charges qui avaient été déduites lors des précédentes CLECT, la Commune ayant repris en régie communale les charges de personnel.

- Pour Cabris, après trois années d'expérimentation, la commune a choisi de ne pas maintenir son BIT et a demandé de réviser les charges qui avaient été déduites lors des précédentes CLECT.

Les autres communes Peymeinade et Mouans-Sartoux, qui ont été concernées par le transfert n'ont pas sollicité de révision des charges évaluées.

Pour Saint-Cézaire-sur-Siagne, le montant des charges de 15.754,52 € concernant la compétence tourisme est ramené à 0 €. Il convient d'augmenter le montant de l'attribution de compensation de + 15.754,52€. Cette révision prend effet pour les attributions de compensation de 2021, 2022 et suivantes.

Pour Cabris, le montant des charges de 2 861 € concernant la compétence tourisme est ramené à 0 €. Il convient d'augmenter le montant de l'attribution de compensation de + 2 861€. Cette révision prend effet pour les attributions de compensation de 2020, 2021, 2022 et suivantes.

4.2 COMPETENCE « GEPU » - GESTION DES EAUX PLUVIALES EN MILIEU URBAIN

La révision des charges concernant ces 11 communes a été définie comme suit :

- Pour Grasse sur la base des éléments comptables définis dans les comptes de la commune et comme annexé au présent rapport **– annexe 1.**
- Pour les 10 autres communes sur la base d'un ratio par habitant de 1 € par habitant (population DGF) pour provisionner un fonds de roulement de travaux et d'entretien des réseaux et de 2 € par habitant pour provisionner les charges liées à la mise en route d'un diagnostic des réseaux comme annexé au présente rapport – **annexe 2.**

Des 1ères réunions ont été organisées avec les communes concernées. En conclusion de ces échanges, les difficultés qui ont été rencontrées dans les travaux d'évaluation des charges ont mis en

lumière que la compétence était exercée de façon disparate d'une commune à une autre, que les charges directes propres à cette compétence étaient parfois difficiles à identifier, que le montant des charges était aléatoire d'une année sur l'autre, et surtout qu'il y a avait de difficultés à recenser les actifs (réseaux) dans les inventaires des communes.

La Ville de Grasse avait organisé l'exercice de cette compétence au sein d'un pôle eau et assainissement avec une quote-part du personnel affectée à l'exercice de cette compétence et des charges directes bien individualisées.

Pour Grasse, la CLECT a retenu le montant des charges de l'année 2019 soit un montant de charges de 433 636,36 € (arrondi à 433 636 €) comme suit :

Synthèse	Charge proposée (moyenne)	Charge proposée (année 2019)
Charges d'entretien/curage	61 797,99 €	43 046,30 €
Frais de personnel (y/c charges de structures 10%)	110 107,70 €	113 200,48 €
Dotation amortissement réseaux (charges d'investissements)	290 189,96 €	275 445,02 €
Charges d'interets	1 944,55 €	1 944,55 €
Total	**464 040,20 €**	**433 636,36 €**

Pour les 10 autres communes, il n'a pas été possible de définir une estimation de charge sur la base des comptes administratifs des communes précédant le transfert. Toutefois, afin d'assurer un financement minimal à la CA du Pays de Grasse notamment pour les petits travaux et entretien des réseaux et surtout pour l'étude d'un diagnostic des réseaux, la CLECT a approuvé le principe d'un ratio de 3 € par habitant (population DGF). **Cf – annexe 2.**

Cette révision prend effet à compter du 1er janvier 2022. Si la CAPG doit faire des travaux d'investissement sur des réseaux GEPU sur une des 10 communes (hors Grasse), ce montant sera révisé au réel sur les attributions de compensation 2022 et suivantes.

Régularisation des années 2020 et 2021 :

- Pour Grasse : l'année 2020 sera régularisée pour moitié sur l'attribution de compensation de 2021 et pour moitié sur l'attribution de compensation de l'année 2022, soit une diminution de 650.454 € [(433.636/2) + 433.636 €] de l'attribution de compensation pour 2021 et 2022.

- Pour les 10 autres communes : la révision des charges ne sera imputée qu'à compter de l'année 2022. Le années 2020 et 2021 seront ajustées au réel de ce que la CAPG aura dépensé pour chacune des communes une fois le diagnostic des réseaux arrêté.

4.3 SYNTHESE :

Communes	Nb d'habitant DGF - 2021	FdR Travaux et Charges d'entretien courant	Charge de renouvellement + diagnostic des réseaux	Proposition de charges hors personnel	Charges de personnel	Charges financières	Total Charges évaluées	Eur/Hab
Référentiel Ville de Grasse		0,8 €	5,3 €					
Grasse	51 886	43 046 €	275 445 €	318 491 €	113 200 €	1 945 €	433 636 €	8 €
Proposition de révision - provisions de charges		1 €	2 €					
Mouans-Sartoux	10 703	10 703 €	21 406 €	32 109 €			32 109 €	3 €
Peymeinade	8 766	8 766 €	17 532 €	26 298 €			26 298 €	3 €
Pégomas	8 246	8 246 €	16 492 €	24 738 €	Répartition		24 738 €	3 €
La Roquette-sur-Siagne	5 632	5 632 €	11 264 €	16 896 €	des		16 896 €	3 €
Saint-Cezaire-sur-Siagne	4 360	4 360 €	8 720 €	13 080 €	charges de		13 080 €	3 €
Saint-Vallier-de-Thiey	4 066	4 066 €	8 132 €	12 198 €	personnel		12 198 €	3 €
Auribeau-sur-Siagne	3 473	3 473 €	6 946 €	10 419 €	à étudier		10 419 €	3 €
Le Tignet	3 301	3 301 €	6 602 €	9 903 €			9 903 €	3 €
Cabris	1 651	1 651 €	3 302 €	4 953 €			4 953 €	3 €
Spéracèdes	1 420	1 420 €	2 840 €	4 260 €			4 260 €	3 €
Total hors Grasse	**51 618**	**51 618 €**	**103 236 €**	**154 854 €**	**- €**	**- €**	**154 854 €**	**3 €**
Total y/c Grasse	**103 504**	**94 664 €**	**378 681 €**	**473 345 €**	**113 200 €**	**1 945 €**	**588 490 €**	**6 €**

4.4 CLAUSE DE REVOYURE

Compte-tenu de la complexité de la définition de cette compétence et de la difficulté à définir un montant de charge juste, il est proposé une revoyure de ces charges une fois que la CAPG aura posé un diagnostic des réseaux. Fin 2022 ou au cours de 2023, une nouvelle CLECT devra estimer au plus près du réel le montant des charges à déduire des communes. La régularisation des attributions de compensation des années 2020 et 2021 pour les communes sera ajustée au réel de ce que la CAPG a effectivement engagé comme dépenses sur ces deux années (en 2020 et 2021).

5 MONTANT DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATIONS APRES REVISION.

Si les conseils municipaux et de communauté retiennent l'avis et les propositions de la CLECT, les attributions de compensation seraient ainsi modifiées conformément à **l'annexe 3** du présent rapport.

Annexes joints au présent rapport :

- Annexe 1 : Travaux d'évaluation des charges de la Ville de Grasse
- Annexe 2 : Travaux d'évaluation des charges des 10 communes hors Grasse
- Annexe 3 : Révision des attributions de compensations.

********** FIN DU RAPPORT **********

ANNEXE 1 - RAPPORT DE CLECT 2021 - FICHE DE CALCUL - TRANSFERT DE COMPETENCE GEPU

COMMUNE DE : GRASSE

CHARGES A CARACTERE GENERAL

Pour mémoire

Compte	Postes	montants 2017 en €	montants 2018 en €	montants 2019 en €	Moyenne	Dépenses en 2020 par CAPG
615231-615232	Réparations réseaux entretien,vérification hydrants	68 786,10 €	29 266,30 €	19 563,86 €	39 205,42 €	39 267,01 €
6182	Documentation	134,90 €	72,90 €	146,80 €	118,20 €	229,70 €
617	Assistance AMO exploitation réseau			8 400,00 €	2 800,00 €	
6227	Constats préventifs			594,40 €	198,13 €	
6226	Honoraires					816,36 €
615232	Curages et passages caméras	4 487,70 €	39 599,76 €	14 341,24 €	19 476,23 €	
Totaux		**73 408,70 €**	**68 938,96 €**	**43 046,30 €**	**61 797,99 €**	**40 313,07 €**

CHARGES DE PERSONNEL

2020 CAPG

Charges directes de personnel	Fonction	montants 2017 en €	montants 2018 en €	montants 2019 en €	Moyenne	Charges personnelles Eaux pluviales - CAPG 2020	% temps passé estimé
CHAPON Julie	**Hypothèse salaires ville de grasse au prorata 2020**	13 837,15 €	13 139,81 €	13 649,09 €	13 542,02 €	13 775,94 €	**40%**
COLLOMP Sylvie		6 580,33 €	6 958,65 €	7 280,81 €	6 939,93 €	7 287,53 €	**20%**
GENET Christel		20 276,03 €	20 737,43 €	21 505,52 €	20 839,66 €	22 253,90 €	**30%**
GUERIN Yann		12 702,75 €	12 862,29 €	13 124,83 €	12 896,62 €	13 352,01 €	**30%**
JOULIAN Adeline		10 634,17 €	10 843,83 €	12 105,55 €	11 194,52 €	11 720,01 €	**30%**
LAHOUCINE Séverine		18 881,66 €	17 374,24 €	18 267,17 €	18 174,36 €	18 778,55 €	**50%**
MORALES Maria		1 733,82 €	1 760,60 €	1 841,07 €	1 778,50 €	1 856,61 €	**5%**
MOUREY Julien					- €	15 336,53 €	**30%**
OULEHA Habib		- €	- €	- €	- €	- €	**0%**
TAHBANI Khalek		14 318,70 €	14 742,75 €	15 135,50 €	14 732,31 €	15 389,80 €	**40%**
TOTAL				**102 909,53 €**	**100 097,91 €**	**119 750,87 €**	**275%**
Frais de structure 10% (fluides/nettoyages/frais administratifs)				10 290,95 €	10 009,79 €	11 975,09 €	
Total				**113 200,48 €**	**110 107,70 €**	**131 725,95 €**	**2,5 ETP environ**

ACTIF AU 31/12/2019

Pour mémoire

Actif Réseaux	Travaux intégrés au 21 (net de FCTVA)	Travaux à intégrer (net de FCTVA)	Total Actif (net de FCTVA)	Durée amortissement	Dotation annuelle	investissements en 2020 par CAPG (net de FCTVA)
Eaux pluviales - Budget principal	4 851 225,09 €	2 749 714,28 €	7 600 939,38 €	60,00	126 682,32	274 191,77 €
Eaux pluviales - Budget annexe "ass."			2 632 504,89 €	60,00	43 875,08	
Total Actif	4 851 225,09 €	2 749 714,28 €	10 233 444,27 €	60,00	170 557,40	274 191,77

	2017 (hors recette FCTVA)	2018 (hors recette FCTVA)	2019 (hors recette FCTVA)	Moyenne 2017-2019	pour mémoire CAPG - 2020 (hors recette FCTVA)	Ecart/moyenne 2017-2019
Charges d'investissements	363 709,16 €	405 296,29 €	275 445,02 €	348 150,16 €	327 996,28 €	- 20 153,88 €

Année	Montants en €
2010	102 947,58
2011	221 884,68
2012	426 561,75
2013	463 808,34
2014	437 397,24
2015	143 357,84
2016	61 491,66
2017	363 709,16
2018	405 296,29
2019	275 445,02
Totaux 2010 - 2019	**2 901 899,56**

Moyenne annuelle	**290 189,96 €**

PASSIF AU 31/12/2019

Emprunts

Nom de la banque	n° de contrat	Date de souscription	Date fin de contrat	Encours intial	Encours au 31/12/2019	Capital	intérets
Banque des territoires	5161567	17/11/2016	01/12/2032	5 000 000,00	4 374 829,39	4 374 829,39	288 860,81
Crédit Agricole	601419032	15/10/2018	22/10/2038	1 500 000,00	1 427 466,46	1 427 466,46	86 454,01
Caisse d'épargne	A1018G49	21/11/2018	25/11/1939	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	347 791,24
Totaux				**9 500 000,00**	**8 802 295,85**	**8 802 295,85 €**	**723 106,06**

	(A)	(B)	(C)	D = A-B-C				
	DEPENSES	**RECETTES**	**FCTVA**	**BESOIN FINANCEMENT**	**EMPRUNT Transférés**	**Quote part interets**	**Interets Annualisés**	**Annuité en Capital**
REPARTITION BESOIN FINANCEMENT	363 709,16	120 444,12	59 662,85	183 602,19	157 828,38	9 118,09 €	701,39 €	10 110,37 €
	405 296,29	134 215,91	66 484,80	204 595,58	175 874,75	10 136,72 €	540,62 €	8 564,26 €
	275 445,02	91 215,00	45 184,00	139 046,01	119 526,94	14 050,71 €	702,54 €	5 976,35 €
TOTAL DEPENSES	**1 044 450,47 €**	**345 875,03 €**	**171 331,66 €**	**527 243,78 €**	**453 230,07 €**	**33 305,51 €**	**1 944,55 €**	**24 650,98 €**

TAUX SUBVENTION 0,331155033

Taux de financement par emprunt 0,859621462

Subventions reçues

Nom de Financeur	N° Dossier	Nom du Projet subventionné	Date de notification	Montant de la subvention	Date de versement
COGEDIM		PUP -Bois Fleuri	20/12/2017	13 658,00	29/08/2018
COGEDIM		PUP -Bois fleuri	20/12/2017	122 922,01	29/05/2019
COGEDIM		PUP -Bois fleuri	*20/12/2017*	136 580,02	*05/10/2020*
Agence de l'eau	2016-0262	Schéma Directeur eaux pluviales	22/01/2016	72 715,00	24/01/2020
Totaux				**345 875,03**	

V1 V2

CHARGES EVALUEES - BASE DE TRAVAIL

Synthèse	Charge proposée (moyenne)	Charge proposée (année 2019)
Charges d'entretien/curage	61 797,99 €	43 046,30 €
Frais de personnel (y/c charges de structures 10%)	110 107,70 €	113 200,48 €
Dotation amortissement réseaux (charges d'investissements)	290 189,96 €	275 445,02 €
Charges d'interets	1 944,55 €	1 944,55 €
Total	**464 040,20 €**	**433 636,36 €**

PV DE MISE A DISPOSITION

ACTIF Transféré (à vérifier avec l'Etat de l'actif au 31/12/2019)	10 233 444,27 €
PASSIF (emprunts + subventions)	799 105,10 €

ANNEXE 2 - PROPOSITION DE REVISION DE CHARGES GEPU

Synthèse	Charge arretée (année 2019)	Population DGF - 2021	Référentiel Cout/Hab
Charges d'entretien/curage	43 046 €	51 886	0,8 €
Frais de personnel (y/c charges de structures 10%)	113 200 €	51 886	2,2 €
Dotation amortissement réseaux (charges d'investissements)	275 445 €	51 886	5,3 €
Charges d'interets	1 945 €	51 886	0,0 €
Total	**433 636 €**	**51 886**	**8,4 €**

Proposition retenue du Bureau du 21/10/2021 : Il est proposé de réviser à compter de 2022 les AC sur la base de 3€ par habitant pour les communes hors Grasse avec une part Fonds de Roulement Travaux pour 1€/hab et 2€/hab pour le diagnostic. Ensuite à fin 2022, il sera fait une régularisation pour 2020 et 2021 en fonction du réel dépensé par l'agglo pour chacune des communes. Les travaux d'investissement réalisés pour le compte des communes seront déduits en 2022 au réel des AC (en une seule fois ou amorti sur la durée de vie des réseaux)

Communes	Nb d'habitant DGF - 2021	Nb d'habitant Insee	FdR Travaux et Charges d'entretien courant	Charge de renouvellement + diagnostic des réseaux	Proposition de charges hors personnel	Charges de personnel	Charges financières	Total Charges évaluées	Eur/Hab	"REVOYURE" chaque année Recalcul au réel des charges d'investissements par commune
Référentiel Ville de Grasse			0,8 €	5,3 €						
Grasse	51 886	49 804	43 046 €	275 445 €	318 491 €	113 200 €	1 945 €	433 636 €	8 €	
Proposition de révision - provisions de charges d'entretien et d'investissement (diagnostic)			1 €	2 €						
Mouans-Sartoux	10 703	10 207	10 703 €	21 406 €	32 109 €			32 109 €	3 €	
Peymeinade	8 766	8 359	8 766 €	17 532 €	26 298 €			26 298 €	3 €	
Pégomas	8 246	8 080	8 246 €	16 492 €	24 738 €			24 738 €	3 €	Ces charges de "travaux" seront re-calculées et déduites chaque année des attributions de compensations
La Roquette-sur-Siagne	5 632	5 480	5 632 €	11 264 €	16 896 €	Répartition des charges de personnel à étudier		16 896 €	3 €	
Saint-Cezaire-sur-Siagne	4 360	4 005	4 360 €	8 720 €	13 080 €			13 080 €	3 €	
Saint-Vallier-de-Thiey	4 066	3 699	4 066 €	8 132 €	12 198 €			12 198 €	3 €	
Auribeau-sur-Siagne	3 473	3 292	3 473 €	6 946 €	10 419 €			10 419 €	3 €	
Le Tignet	3 301	3 116	3 301 €	6 602 €	9 903 €			9 903 €	3 €	
Cabris	1 651	1 378	1 651 €	3 302 €	4 953 €			4 953 €	3 €	
Spéracèdes	1 420	1 238	1 420 €	2 840 €	4 260 €			4 260 €	3 €	
Total hors Grasse	**51 618**	**48 854**	**51 618 €**	**103 236 €**	**154 854 €**	**- €**	**- €**	**154 854 €**	**3 €**	
Total y/c Grasse	**103 504**	**98 658**	**94 664 €**	**378 681 €**	**473 345 €**	**113 200 €**	**1 945 €**	**588 490 €**	**6 €**	

Pour mémoire dépenses prise en charge par CAPG en 2020 et 2021 par commune	Nb d'habitant DGF - 2021	Nb d'habitant Insee	Dépenses d'entretien par CAPG	Dépenses d'investissementp ar CAPG	Total charges hors personnel	Charges de personnel par CAPG	Charges financières	Total dépensé par CAPG	Eur/Hab
Pour mémoire dépenses prises en charge par CAPG - en 2020	**103 504**	**98 658**	**96 262 €**	**444 707 €**	**540 969 €**	**119 751 €**		**660 720 €**	**6 €**
Grasse	51 886	49 804	45 890 €	327 996 €	373 886 €	119 751 €		493 637 €	10 €
Mouans-Sartoux	10 703	10 207							
Peymeinade	8 766	8 359	47 361 €	114 431 €	161 792 €			161 792 €	18 €
Pégomas	8 246	8 080	3 011 €		3 011 €			3 011 €	0 €
La Roquette-sur-Siagne	5 632	5 480			- €			- €	- €
Saint-Cezaire-sur-Siagne	4 360	4 005			- €			- €	- €
Saint-Vallier-de-Thiey	4 066	3 699		2 280 €	2 280 €			2 280 €	1 €
Auribeau-sur-Siagne	3 473	3 292			- €			- €	- €
Le Tignet	3 301	3 116			- €			- €	- €
Cabris	1 651	1 378							
Spéracèdes	1 420	1 238			- €			- €	- €
			96 262 €	444 707 €	540 969 €	119 751 €	- €	660 720 €	29 €
Pour mémoire dépenses prises en charge par CAPG - en 2021 (mandaté au 13 octobre)	**103 504**	**98 658**	**35 599 €**	**298 868 €**	**334 467 €**	**89 813 €**		**424 280 €**	**4 €**
Grasse	51 886	49 804	31 423 €	205 915 €	237 338 €	89 813 €		327 151 €	6 €
Mouans-Sartoux	10 703	10 207							
Peymeinade	8 766	8 359			- €			- €	- €
Pégomas	8 246	8 080	1 392 €	7 188 €	8 580 €			8 580 €	1 €
La Roquette-sur-Siagne	5 632	5 480		62 440 €	62 440 €			62 440 €	11 €
Saint-Cezaire-sur-Siagne	4 360	4 005	1 920 €		1 920 €			1 920 €	0 €
Saint-Vallier-de-Thiey	4 066	3 699			- €			- €	- €
Auribeau-sur-Siagne	3 473	3 292	864 €	5 040 €	5 904 €			5 904 €	2 €
Le Tignet	3 301	3 116		7 880 €	7 880 €			7 880 €	2 €
Cabris	1 651	1 378							
Spéracèdes	1 420	1 238		10 404 €	10 404 €			10 404 €	7 €
			35 599 €	298 868 €	334 467 €	89 813 €	- €	424 280 €	30 €

ANNEXE 3 - MONTANT DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

Communes	AC année 2021	Montant des charges à réviser Révison Tourisme	GEPU	Montant révisé des Attributions de Compensation	Régularisation des charges des années 2020 et 2021	Commentaires	Régularisation - Montant des AC année 2021	Montant des AC année 2022	Montant des AC année 2023 et suivantes
Amirat	4 066,00 €			4 066,00 €			4 066 €	4 066 €	4 066 €
Andon	95 239,00 €			95 239,00 €			95 239 €	95 239 €	95 239 €
Auribeau sur Siagne	- 21 512,00 €		- 10 419 €	- 31 931,00 €			- € - 21 512 €	- 31 931 €	- 31 931 €
Briançonnet	23 807,00 €			23 807,00 €			23 807 €	23 807 €	23 807 €
Cabris	69 459,00 €	2 861 €	- 4 953 €	67 367,00 €	5 722 €	année 2020 et 2021	75 181 €	67 367 €	67 367 €
Caille	61 830,00 €			61 830,00 €			61 830 €	61 830 €	61 830 €
Collongues	5 368,00 €			5 368,00 €			5 368 €	5 368 €	5 368 €
Escragnolles	39 927,00 €			39 927,00 €			39 927 €	39 927 €	39 927 €
Gars	6 358,00 €			6 358,00 €			6 358 €	6 358 €	6 358 €
Grasse	15 163 674,00 €		- 433 636 €	14 730 038,00 €	- 650 454 €	la charge de l'année 2020 est imputée pour moitié sur l'AC de 2021 et pour moitié sur l'AC de 2022	14 513 220 €	14 513 220 €	14 730 038 €
La Roquette	898 896,00 €		- 16 896 €	882 000,00 €			898 896 €	882 000 €	882 000 €
Le Mas	19 681,00 €			19 681,00 €			19 681 €	19 681 €	19 681 €
Le Tignet	60 630,00 €		- 9 903 €	50 727,00 €			60 630 €	50 727 €	50 727 €
Les Mujouls	3 606,00 €			3 606,00 €			3 606 €	3 606 €	3 606 €
Mouans Sartoux	2 689 465,00 €		- 32 109 €	2 657 356,00 €			2 689 465 €	2 657 356 €	2 657 356 €
Pégomas	773 950,00 €		- 24 738 €	749 212,00 €			773 950 €	749 212 €	749 212 €
Peymeinade	671 331,00 €		- 26 298 €	645 033,00 €			671 331 €	645 033 €	645 033 €
Saint Auban	40 858,00 €			40 858,00 €			40 858 €	40 858 €	40 858 €
Saint Cezaire	207 409,00 €	15 755 €	- 13 080 €	210 084,00 €	15 755 €	année 2021	223 164 €	210 084 €	210 084 €
Saint Vallier	119 481,96 €		- 12 198 €	107 283,96 €			119 482 €	107 284 €	107 284 €
Séranon	71 318,00 €			71 318,00 €			71 318 €	71 318 €	71 318 €
Spéracèdes	63 985,00 €		- 4 260 €	59 725,00 €			63 985 €	59 725 €	59 725 €
Valderoure	61 924,00 €			61 924,00 €			61 924 €	61 924 €	61 924 €
	21 152 263 € - 21 512 €	18 616 €	- 588 490 €	20 592 808 € - 31 931 €	- 628 977 €		20 523 286 € - 21 512 €	20 375 990 € - 31 931 €	20 592 808 € - 31 931 €

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 215 TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 215

DU 7 DECEMBRE 2021

TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre connaissance du rapport de synthèse des travaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées. Cette commission, composée de représentants des 23 communes membres, a procédé à la révision des charges relatives à la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	73211	- 650 454 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) adopté par cette instance le 10 novembre 2021 et notifié à la commune, joint en annexe ;

Considérant que conformément à l'article 1609 nonies-V-1bis, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges ;

Considérant que les travaux d'évaluation de la CLECT ont pour but de garantir la neutralité budgétaire pour les communes et la structure intercommunale au moment du transfert d'une compétence. L'attribution de compensation de chaque commune concernée est ensuite modifiée en tenant compte du rapport de la CLECT.

Considérant que la CLECT de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, composée des représentants des 23 communes membres de la CAPG, s'est réunie le 10 novembre 2021 pour définir les méthodes de calcul, évaluer et réviser les charges transférées concernant la compétence « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines »

Considérant que le transfert effectif de la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines était au 1er janvier 2020, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la Ville de Grasse ont convenu d'un échéancier afin de régulariser l'antériorité.
Ainsi les années 2021 et 2022 seront impactées d'une révision de l'attribution de compensation équivalente à 1,5 années des charges transférées soit 650 454 €.

Il est important de noter que pour 2021, le financement de cette perte de produit est compensé en totalité par les surplus de recettes générées sur les droits de mutation à titre onéreux.

L'attribution de compensation reversée à la Ville de grasse s'établira ainsi à 14 513 220 € pour les années 2021 et 2022.

Dès 2023, les régularisations ayant été effectuées, le montant de l'attribution de compensation sera impacté du montant annuel des charges transférées soit 433 636 €.

L'attribution de compensation reversée à la Ville de grasse s'établira ainsi à 14 730 088 € pour 2023 et les années suivantes.

Le tableau ci-dessous présente la synthèse de ces travaux :

Communes	AC année 2021	Régularisation - Montant des AC année 2021	Montant des AC année 2022	Montant des AC année 2023 et suivantes
Amirat	4 066 €	4 066 €	4 066 €	4 066 €
Andon	95 239 €	95 239 €	95 239 €	95 239 €
Auribeau sur Siagne	- 21 512,00 €	- € - 21 512 €	- 31 931 €	- 31 931 €
Briançonnet	23 807 €	23 807 €	23 807 €	23 807 €
Cabris	69 459 €	75 181 €	67 367 €	67 367 €
Caille	61 830 €	61 830 €	61 830 €	61 830 €
Collongues	5 368 €	5 368 €	5 368 €	5 368 €
Escragnolles	39 927 €	39 927 €	39 927 €	39 927 €
Gars	6 358 €	6 358 €	6 358 €	6 358 €
Grasse	15 163 674 €	14 513 220 €	14 513 220 €	14 730 038 €
La Roquette	898 896 €	898 896 €	882 000 €	882 000 €
Le Mas	19 681 €	19 681 €	19 681 €	19 681 €
Le Tignet	60 630 €	60 630 €	50 727 €	50 727 €
Les Mujouls	3 606 €	3 606 €	3 606 €	3 606 €
Mouans Sartoux	2 689 465 €	2 689 465 €	2 657 356 €	2 657 356 €
Pégomas	773 950 €	773 950 €	749 212 €	749 212 €
Peymeinade	671 331 €	671 331 €	645 033 €	645 033 €
Saint Auban	40 858 €	40 858 €	40 858 €	40 858 €
Saint Cezaire	207 409 €	223 164 €	210 084 €	210 084 €
Saint Vallier	119 482 €	119 482 €	107 284 €	107 284 €
Séranon	71 318 €	71 318 €	71 318 €	71 318 €
Spéracèdes	63 985 €	63 985 €	59 725 €	59 725 €
Valderoure	61 924 €	61 924 €	61 924 €	61 924 €
	21 152 263 € - 21 512 €	**20 523 286 € - 21 512 €**	**20 375 990 € - 31 931 €**	**20 592 808 € - 31 931 €**

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,
Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) joint en annexe ;
- **APPROUVER** la régularisation de l'attribution de compensation de l'exercice 2021 selon le tableau ci-dessus ;
- **APPROUVER** la modification de l'attribution de compensation de l'exercice 2022, 2023 et suivants selon le tableau ci-dessus ;
- **NOTIFIER** cette décision à Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes, Monsieur le Président de la CAPG, Monsieur le Président de la CLECT et Monsieur Le Comptable Public de Grasse Municipale et Banlieue.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 216 BOURSES ELITES
ADOPTION – ATTRIBUTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 216

DU 7 DECEMBRE 2021

BOURSES ELITES
ADOPTION - ATTRIBUTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de répartir les bourses aux élites sportives grassoises.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SPORTS	DEPENSES	3 700 €

Monsieur Gilles RONDONI expose :

Vu la délibération du 4 novembre 2014 fixant les critères d'attribution des bourses élites aux sportifs grassois.

Considérant les critères suivants :
- Etre crédité de performance ou de niveau national à minima
- Etre licencié dans un club grassois
- S'il n'y a pas de club grassois dans la discipline du sportif, être grassois ou résident grassois
- Participer aux manifestations sportives de la Ville
- Montant de la bourse communale entre 0 et 1000 €, proportionnel aux coûts de la participation nationale.

Considérant que le jury du 13 juillet 2021 constitué d'élus, de Présidents de club qui n'ont pas de candidat dans les dossiers et de personnes de la société civile sportive,

Considérant que 6 dossiers ont été présentés,

Considérant que le jury a admis comme « niveau national » les championnats de France « sport scolaire » sous les couleurs des établissements grassois,

Considérant que les 6 dossiers présentés sont conformes aux critères de la délibération du 4 novembre 2014.

Je vous propose de retenir les candidatures suivantes :

- NAKACHE Maryline : 37 ans, Course à pieds et Trail, 1ère femme de la Transgrancanaria Avanced 2021 et 1ère femme de l'Ubaye Snow Trail Salomon 2020 : 800 €

- VIANO Allison : 26 ans, Sport automobile, Championne de France féminine des rallyes : 800 €

- DEMIGHA Alexis, 20 ans, Gymnastique artistique masculine, Champion de France TOP 12 par équipe : 400 €

- CARMONA Hugo : 16 ans, Gymnastique artistique masculine, Membre équipe de France Junior, Champion de France TOP 12 par équipe, 4eme du concours général, vice-champion de France saut de cheval, listé HN : 800 €

- BOUSREZ Céline : 44 ans, Course à pieds et Triathlon, Championne de France paratriathlon et Championne de France paracyclisme course en ligne & CLM : 600 €

- BINET Tom : 16 ans, VTT Descente DH 5ème Championnat de France Cadet (U17) et Victoire Coupe de France les 2 Alpes Cadet (U17) : 300 €

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** une bourse de : 800 € à NAKACHE Maryline
- **ATTRIBUER** une bourse de : 800 € à VIANO Allison
- **ATTRIBUER** une bourse de : 400 € à DEMIGHA Alexis
- **ATTRIBUER** une bourse de : 800 € à CARMONA Hugo
- **ATTRIBUER** une bourse de : 600 € à BOUSREZ Céline
- **ATTRIBUER** une bourse de : 300 € à BINET Tom

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AUX FINS D'EXPLOITATION D'UN RESTAURANT SUR LA BASE SPORTIVE DE LA PAOUTE

ENTRE :

La Commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 représentée par son Maire en exercice **Monsieur Jerome VIAUD** agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°xxxxxx en date du 7 décembre 2021, reçue en sous-préfecture de Grasse le xxxxxxx.

Ci-après dénommée **la Commune**

D'UNE PART,

ET

La Société CHRISTOPHE CONCEPT, société à responsabilité limitée, immatriculée au RCS de Cannes sous le numéro 524 713 419**,** dont le siège social est situé au 21 boulevard de la République, 06400 CANNES, et représentée par **Monsieur Christophe CAUCINO**, gérant, agissant au nom et pour le compte de ladite société.

Ci-après dénommée **le Bénéficiaire**

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Par convention en date du 17 mai 2016, la Commune de Grasse a autorisé la SARL ASPEN COUNTRY CLUB à occuper des locaux sis 190, route de Cannes afin d'y installer et exploiter à ses risques exclusifs une activité de restauration.

La société ASPEN COUNTRY CLUB a fait part à la Commune de Grasse de son souhait de céder son fonds de commerce de restauration.

A la suite de cette demande, la Commune de Grasse a publié un appel à manifestation d'intérêt afin de solliciter les opérateurs économiques à manifester leur intérêt pour le transfert de la convention et la cession du fonds de commerce de l'ASPEN.

A l'issue de cette procédure, l'offre de la société CHRISTOPHE CONCEPT a été retenue. Cette dernière a trouvé un accord avec l'ASPEN COUNTRY CLUB sur les termes de la cession du fonds de commerce de restauration et s'engage à créer une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'activité de restauration sur la base sportive de la Paoute.

La société dédiée se substituera de plein droit à la société CHRISTOPHE CONCEPT à la date de son immatriculation.

Il convient donc d'acter le transfert de la convention d'occupation temporaire du domaine public au bénéfice de la société CHRISTOPHE CONCEPT.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'acter le transfert de la convention d'occupation temporaire du domaine public aux fins d'exploitation d'un restaurant au sein de la base sportive de la Paoute au bénéfice de la société CHRISTOPHE CONCEPT ou sa société dédiée.

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Afin d'adapter la convention d'occupation à l'installation du nouvel occupant, cette dernière fera l'objet d'un avenant modificatif après signature de l'acte de transfert du fonds de commerce.

Toutes les dispositions et clauses de la convention transférée demeurent applicables dans l'attente de la signature de ce second avenant.

ARTICLE 3 : PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature.

Fait à Grasse, en deux exemplaires, le

Le Bénéficiaire,

Le Maire,

Pour la SARL CHRISTOPHE CONCEPT

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 217 CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
CESSION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AUX FINS D'EXPLOITATION DU RESTAURANT DENOMME ASPEN COUNTRY CLUB

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 217

DU 7 DECEMBRE 2021

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
CESSION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
AUX FINS D'EXPLOITATION DU RESTAURANT DENOMME ASPEN COUNTRY CLUB

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le transfert de la convention d'occupation temporaire du domaine public communal aux fins d'exploitation d'un restaurant au sein de la base sportive de la Paoute à la société CHRISTOPHE CONCEPT.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Service Juridique	Néant	Néant

Monsieur Gilles RONDONI expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3 et L.2125-1,

Considérant que par convention en date du 17 mai 2016 la Commune de Grasse a autorisé la SARL ASPEN COUNTRY CLUB à occuper le domaine public en vue de l'édification et l'exploitation, à ses frais, d'un restaurant.

Considérant que la SARL a fait part à la Commune de Grasse de son souhait de céder son fonds de commerce de restauration.

Considérant que la Commune de Grasse doit donc transférer la convention d'occupation temporaire du domaine public à un tiers repreneur.

Considérant que conformément au Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, la Commune de Grasse a publié un appel à manifestation d'intérêt sur différents supports (site internet de la ville et Les Annonces CHR journal Les Petites Affiches, affichage sur le site de la Paoute et en Mairie) afin de solliciter les opérateurs économiques à manifester leur intérêt pour le transfert de la convention aux fins d'exploitation d'un restaurant au sein de la base sportive de la Paoute.

Considérant que seule une offre a été reçue, celle de la société CHRISTOPHE CONCEPT.

Considérant que cette dernière offre répond aux critères définis par la Commune, et que la société CHRISTOPHE CONCEPT est en accord avec le SARL ASPEN COUNTRY CLUB concernant la cession de son fonds de commerce.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le transfert de la convention d'occupation temporaire du domaine public aux fins d'exploitation d'un restaurant au sein de la base sportive de la Paoute à la société CHRISTOPHE CONCEPT.

Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits et permettre à la Commune de Grasse d'avoir, comme interlocuteur unique, une seule entité juridique, le candidat retenu s'est engagé à créer une société dédiée, dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'activité de restauration sur la base sportive de la Paoute.

La société dédiée se substituera de plein droit à la société candidate retenue à la date de son immatriculation.

Le transfert de la convention sera acté par la signature d'un avenant modificatif de la convention initiale par la Commune de Grasse et la société CHRISTOPHE CONCEPT ou la société dédiée.

L'occupation temporaire du domaine public sera consentie selon les mêmes charges, clauses et conditions énumérées par la convention d'occupation transférée.

La durée du conventionnement est celle déterminée par la convention d'occupation transférée en date du 17 mai 2016, à savoir de 15 ans à compter de sa signature soit jusqu'au 16 mai 2031.

La convention transférée pourra être modifiée par voie d'avenant notamment, et à titre non-exhaustif pour l'utilisation des parties partagées, pour la mise en place du nouveau projet de restauration, et pour le mode de calcul de la redevance.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le transfert de la convention d'occupation temporaire du domaine public aux fins d'exploitation d'un restaurant au sein de la base sportive de la Paoute à la société CHRISTOPHE CONCEPT et/ou à la société dédiée.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune l'avenant modificatif actant le transfert de la convention ainsi que les éventuels autres avenants modificatifs dans la mesure où ces derniers ne viennent pas dénaturer la convention initiale.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CONVENTION DE PARTENARIAT

RELATIVE À LA PARTICIPATION

DE LA VILLE DE GRASSE

AU PORTAIL NATIONAL DES ARCHIVES

francearchives.fr

Entre

le Ministère de la Culture, représenté par Madame Françoise BANAT-BERGER, cheffe du Service interministériel des Archives de France,

d'une part, ci-après dénommé LE MINISTÈRE

et

la Ville de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, maire de Grasse,

d'autre part, ci-après dénommé LA VILLE

Préambule :

L'État et les collectivités territoriales ont ouvert depuis quinze ans plusieurs centaines de sites Internet pour leurs services d'archives. Ils y publient des centaines de millions de documents numérisés, des instruments de recherche ou encore des expositions virtuelles. Le succès est au rendez-vous, la fréquentation élevée, mais elle pourrait l'être plus encore si les internautes disposaient d'un point d'entrée national à ces ressources, en complément du mode d'accès traditionnel direct sur les sites propres à chaque institution. Ce service bénéficierait en particulier, dans un paysage archivistique complexe, aux publics les moins avertis, qui ignorent l'existence de certaines ressources ou ne connaissent pas la localisation des informations et documents qu'ils recherchent.

C'est ainsi qu'est né le Portail *francearchives.fr*, créé à l'initiative du ministère de la Culture, du ministère des Armées et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il a vocation à présenter le réseau français des archives et à constituer un point d'accès national à ses contenus numériques. Il accroît la notoriété et la fréquentation, sur Internet, du réseau national et territorial des Archives. Pour assurer la plus vaste audience au patrimoine archivistique français, il donne accès aux inventaires et aux métadonnées associées aux documents numérisés des services d'archives. Cette fonction centrale du Portail *francearchives.fr* implique le transfert d'une copie de ces données au ministère de la Culture (service interministériel des Archives de France), les images d'archives numérisées restant en revanche uniquement hébergées par les services d'archives participants ou par leurs prestataires, auxquels le Portail *francearchives.fr* renvoie pour la consultation. Le Portail *francearchives.fr* est également l'agrégateur national fournissant les données au Portail Européen des Archives (*Archives Portal Europe*).

La Ville de Grasse, qui a entrepris la numérisation de son patrimoine archivistique et qui donne accès sur Internet aux ressources numérisées et aux instruments de recherche de ses Archives municipales, souhaite participer au projet afin de donner une plus grande visibilité à ces contenus numériques, et de les interconnecter avec ceux des autres services d'archives nationaux et territoriaux.

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat entre la Ville et le Ministère de la Culture dans le cadre du Portail *francearchives.fr*. Elle définit les modalités selon lesquelles la Ville fournit au Ministère un accès aux données définies à l'article II, et les conditions dans lesquelles le Ministère est autorisé à les utiliser et à les exposer sur le Web.

Article II – Données concernées par la convention

La présente convention porte sur les données produites par les services détenteurs des données, en particulier :

– les inventaires et autres descriptions archivistiques structurés techniquement sous forme de balises (XML-EAD, XML-EAC, RDF, etc.) ou de tables (CSV notamment),

– les inventaires non structurés sous forme de base de données, mais accessibles sous format informatique (PDF),

– les réalisations éditoriales et autres contenus, sous réserve de possibilités d'accès technique.

La sélection des données qui sont transmises au Ministère pour intégration dans le Portail *francearchives.fr* est effectuée par le service qui a produit les données. Les documents d'archives numérisés eux-mêmes ne sont pas concernés par la présente convention.

Article III – Modalités de transmission des données

La Ville remet au Ministère, gratuitement, pour la durée de la présente convention, les données décrites à l'article II.
Les modalités techniques de cette remise sont définies conjointement par les deux parties, sur la base du travail d'analyse effectué par les services instructeurs (Archives municipales d'une part et équipe projet du Portail *francearchives.fr* d'autre part). Ces modalités sont conformes aux exigences liées au développement du Portail *francearchives.fr*, dans le cadre des moyens et outils dont dispose la Ville.

Article IV – Utilisation des données par le Ministère de la Culture
Rappel : l'utilisation des données dans le cadre du Portail *francearchives.fr* lui-même ne constitue pas une réutilisation au sens du livre III du Code des relations entre le public et l'administration dans la mesure où ces opérations participent de l'exercice de la mission de service public de communication des documents d'archives.

L'accès fourni aux internautes sur le Portail est organisé de manière à permettre une interrogation gratuite et publique de ces données, avec restitution des résultats et lien vers la base d'origine. Les résultats des recherches effectuées dans le Portail donnent accès aux notices descriptives et aux images hébergées par la Ville ou son prestataire.

Le Portail *francearchives.fr* favorise le développement d'outils de recherche innovants appuyés sur les technologies du Web sémantique (identifiants pérennes, référentiels). À ce titre, le Ministère ou ses prestataires peuvent effectuer tous traitements (indexation, alignements, fusions) sur les données utilisées dans le contexte du projet, et disposent du résultat de ces traitements dans les limites définies à l'article V. Les résultats de ces traitements seront gracieusement mis à disposition de la Ville par le Ministère. Le Ministère prendra les mesures diligentes pour aider la Ville à récupérer les résultats des traitements du Portail *francearchives.fr*. Le Ministère fournira régulièrement aux contributeurs des éléments statistiques de consultation.

Le Ministère transmet les données fournies au Portail *francearchives.fr* vers le Portail Européen des Archives pour assurer une diffusion plus large de ces données.

Article V – Régime juridique de la réutilisation des données fournies au Portail *francearchives.fr* par la Ville
Le Portail *francearchives.fr* vise une diffusion maximale des données. Les données diffusées par le Portail *francearchives.fr*, qu'elles soient produites par la Ville ou par le Ministère, sont réutilisables sous le régime de la Licence Ouverte d'Etalab, à l'exception des données relevant du droit de la propriété intellectuelle.

Article VI – Durée de la convention
La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature par les deux parties. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée. Elle pourra être dénoncée avant son expiration par notification écrite de l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

Article VII – Règlement des litiges
Tout litige ou contestation pouvant s'élever quant à l'interprétation ou la mise en œuvre de la présente convention, qui ne trouverait pas de solution amiable dans un délai raisonnable, relèvera du tribunal administratif de Paris.

Fait en deux exemplaires,

Annexes

1- Glossaire

2- Licence Ouverte d'Etalab

Annexe 1.

Glossaire des termes employés dans la convention.

Ce glossaire reprend pour partie des définitions données dans l'annexe au guide des bonnes pratiques sur l'archivage électronique publié en 2012 par la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'État (DISIC), dans les normes professionnelles de gestion de l'information (ISO 30300 et ISO 14 641-1) et dans le Référentiel général de la gestion des Archives (Octobre 2013, https://references.modernisation.gouv.fr/sites/default/files/Referentiel%20General%20de%20Gestion%20des%20Archives%20R2GA%20-%20octobre%202013.pdf).

Agrégateur (Web)
Site Web chargé de sélectionner et signaler des pages concernant un sujet précis et de les présenter, mises en forme, pour les internautes ou pour d'autres services. Un "Agrégateur national" rassemble les contenus produits dans un pays sur un thème ou par un type de service.

Donnée
Représentation formalisée de l'information, adaptée à l'interprétation, au traitement et à la communication. La donnée est donc un conteneur porteur d'une information ou d'un fragment d'information.

Etalab
Service d'Etat chargé d'accompagner l'ouverture des données publiques.

Fournisseur de données
Service ou collectivité permettant un accès à des données. Met à disposition des données sans forcément en être le propriétaire.

Licence
Conditions juridiques dans lesquelles il est possible pour un tiers de réutiliser des données fournies par un organisme.

Licence d'attribution (Dite licence "by")
Licence imposant aux réutilisateurs de mentionner la source des données qu'ils utilisent.

Métadonnées
Ensemble structuré d'informations techniques, de gestion et de description attachées à un document servant à décrire les caractéristiques de ce document en vue de faciliter son repérage, sa gestion, son usage ou sa préservation. Il s'agit de données servant à en définir ou décrire d'autres, par exemples les données des catalogues de livres ou d'inventaires de documents d'archives.

OAI-PMH : protocole informatique pour l'échange des métadonnées. Il permet de constituer des entrepôts de données descriptives, pour qu'elles soient interrogées et reprises par d'autres services.

Open Data (ouverture des données)
Principe selon lequel des données publiques (celles recueillies, maintenues et utilisées par les organismes publics) sont rendues disponibles pour accès et réutilisation par les citoyens et les entreprises. Le terme d'Opendata désigne à la fois :
- un mouvement de la société civile prônant l'ouverture des données
- les données ouvertes en elles-mêmes, qui doivent être facilement accessibles et réutilisables par

tous grâce à des conditions juridiques (droit de réutilisation illimitée et gratuite) et techniques adéquates (usage de formats ouverts, libres et structurés, lisibles par les machines).

Portail européen de Archives
Le Portail européen des archives est un portail web dont le but est la mise en commun des instruments de recherches produits par les services d'archives des pays membres de l'Union européenne. Lancé en 2011 par les Archives nationales de 14 États membres, il s'est étendu progressivement aux services d'archives publics de tous les États membres de l'UE.

Téléchargement
Chargement ou rapatriement depuis un serveur ou un ordinateur distant de fichiers informatiques à l'aide d'une connexion via une ligne de télécommunication.(Source: http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais)



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE

Vous pouvez réutiliser « l'Information » rendue disponible par le « Producteur » dans les libertés et les conditions prévues par la présente licence.

LA RÉUTILISATION DE L'INFORMATION DIFFUSÉE SOUS CETTE LICENCE

Le « Producteur » garantit au « Réutilisateur » le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de « l'Information » soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous.

VOUS ÊTES LIBRE DE RÉUTILISER « L'INFORMATION » :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer « l'Information » ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de « l'Information », notamment pour créer des « Informations dérivées » ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres « Informations », ou en l'incluant dans votre propre produit ou application.

SOUS RÉSERVE DE :

- Mentionner la paternité de « l'Information » : sa source (*a minima* le nom du « Producteur ») et la date de sa dernière mise à jour.

  Le « Réutilisateur » peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers « l'Information » et assurant une mention effective de sa paternité.

  Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de « l'Information », ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le « Producteur », ou par toute autre entité publique, du « Réutilisateur » ou de sa réutilisation.

RESPONSABILITÉ

« L'Information » est mise à disposition telle que produite ou reçue par le « Producteur », sans autre garantie expresse ou tacite qui n'est pas prévue par la présente licence.

Le « Producteur » garantit qu'il met à disposition gratuitement « l'Information » dans les libertés et les conditions définies par la présente licence. Il ne peut garantir l'absence de défauts ou d'irrégularités éventuellement contenues dans « l'Information ». Il ne garantit pas la fourniture continue de « l'Information ». Il ne peut être tenu pour responsable de toute perte, préjudice ou dommage de quelque sorte causé à des tiers du fait de la réutilisation.

Le « Réutilisateur » est le seul responsable de la réutilisation de « l'Information ». La réutilisation ne doit pas induire en erreur des tiers quant au contenu de « l'Information », sa source et sa date de mise à jour.

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le « Producteur » garantit que « l'Information » ne contient pas de droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers.

Les éventuels « Droits de propriété intellectuelle » détenus par le « Producteur » sur des documents contenant « l'Information » ne font pas obstacle à la libre réutilisation de « l'Information ». Lorsque le « Producteur » détient des « Droits de propriété intellectuelle » sur des documents qui contiennent « l'Information », il les cède de façon non exclusive, à titre gracieux, pour le monde entier et pour toute la durée des « Droits de propriété intellectuelle », au « Réutilisateur » qui peut en faire tout usage conformément aux libertés et aux conditions définies par la présente licence.

COMPATIBILITÉ DE LA PRÉSENTE LICENCE

Pour faciliter la réutilisation des « Informations », cette licence a été conçue pour être compatible avec toute licence libre qui exige *a minima* la mention de paternité. Elle est notamment compatible avec les licences « Open Government Licence » (OGL) du Royaume-Uni, « Creative Commons Attribution 2.0 » (CC-BY 2.0) de Creative Commons et « Open Data Commons Attribution » (ODC-BY) de l'Open Knowledge Foundation.

DROIT APPLICABLE

La présente licence est régie par le droit français.

DÉFINITIONS

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE*
Il s'agit des droits identifiés comme tels par le Code de la propriété intellectuelle (droit d'auteur, droits voisins au droit d'auteur, droit sui generis des bases de données).

INFORMATION*
Il s'agit des données ou des informations proposées à la réutilisation dans les libertés et les conditions de cette licence.

INFORMATIONS DÉRIVÉES*
Il s'agit des nouvelles données ou informations qui ont été créés soit directement à partir « d'Informations », soit à partir d'une combinaison « d'Informations » et d'autres données ou informations qui ne seraient pas soumises à cette licence.

PRODUCTEUR*
Il s'agit de l'entité qui produit « l'Information » et l'ouvre à la réutilisation dans les libertés et les conditions prévues par cette licence.

RÉUTILISATEUR*
Il s'agit de toute personne physique ou morale qui réutilise « l'Information » conformément aux libertés et aux conditions de cette licence.

À PROPOS DE LA LICENCE OUVERTE

Etalab est la mission chargée sous l'autorité du Premier ministre d'ouvrir le plus grand nombre de données publiques des administrations de l'Etat et de ses établissements publics. Elle a réalisé la Licence Ouverte pour faciliter la réutilisation libre et gratuite de ces informations publiques, telles que définies par l'article 10 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.

Dans le cadre de leurs missions de service public, les administrations produisent ou reçoivent des informations publiques qui peuvent être réutilisées par toute personne physique ou morale à d'autres fins que celles de la mission de service public.

Ne sont pas des informations publiques au sens de la loi du 17 juillet 1978 les informations contenues dans des documents dont la communication ne constitue pas un droit (en application de la loi du 17 juillet 1978 ou d'autres dispositions législatives, sauf si ces informations font l'objet d'une diffusion publique), celles contenues dans des documents produits ou reçus par les administrations dans l'exercice d'une mission de service public à caractère industriel ou commercial, et celles contenues dans des documents sur lesquels des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

Ne sont également pas des informations publiques susceptibles d'être réutilisées celles qui contiennent des données à caractère personnel, sauf lorsque les personnes intéressées y ont consenti, ou lorsqu'elles ont fait l'objet d'une anonymisation par l'administration, ou lorsqu'une disposition légale ou réglementaire le permet (dans ces trois cas, la réutilisation est subordonnée au respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Cette licence est une version 1.0 de la Licence Ouverte. Etalab se réserve la faculté de proposer de nouvelles versions de la Licence Ouverte. Cependant, les réutilisateurs pourront continuer à réutiliser les informations disponibles sous cette licence s'ils le souhaitent.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 218 ARCHIVES COMMUNALES
CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A LA PARTICIPATION DE LA VILLE DE GRASSE AU PORTAIL NATIONAL DES ARCHIVES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 218

DU 7 DECEMBRE 2021

ARCHIVES COMMUNALES
CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A LA PARTICIPATION DE LA VILLE DE GRASSE AU PORTAIL NATIONAL DES ARCHIVES – FRANCEARCHIVES.FR

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention entre le Ministère de la Culture et la ville de Grasse relative à la participation de la ville de Grasse au Portail National des Archives de France francearchives.fr. Cette convention permettra de définir les conditions du partenariat entre la ville de Grasse et le Ministère de la culture et établira les modalités de transmission des données, l'utilisation des données et le régime juridique de la réutilisation des données fournies au Portail Francearchives.fr.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
ARCHIVES COMMUNALES	SANS INCIDENCE BUDGETAIRE	

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que le Ministère de la Culture a créé un Portail Francearchives.fr qui a vocation de présenter le réseau français des archives,

Considérant que ce portail permet de donner accès aux inventaires et aux métadonnées associées aux documents numérisés,

Considérant que la ville de Grasse a entrepris la numérisation de son patrimoine archivistique et donne accès sur Internet aux ressources numérisées et aux instruments de recherche des archives communales,

Considérant que la ville de Grasse souhaite participer au projet afin de donner une plus grande visibilité à ces contenus numériques,

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention de partenariat avec le Ministère de la Culture.
La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature par les deux parties. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée. Elle pourra être dénoncée avant son expiration par notification écrite de l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer une convention de partenariat avec le Ministère de la Culture.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

Une ligne électrique souterraine : 20 000 Volts

N° d'affaire Enedis : DE25/001139 AO LOT GRASSE PS GRASSE 116² de 71 Malbosc-Pré du Lac dép StExup

Chargé d'affaire Enedis : BAUCHET Marc

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional Enedis Côte d'Azur Mr Bernard MOURET 125 Avenue de Brancolar 06173 Nice Cedex 2, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **0497055000**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du….

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt …)
Grasse		AR	0128	ANTOINE ST EXUPERY ,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .....
- ☐ exploitée(s) par .....

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 mmètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 5 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Sans coffret

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la (les) parcelles concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit

préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord[1], conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er :

- ■ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros (20 €) .
- □ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

[1] Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L.323-4 du Code de l'Energie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités éventuelles nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

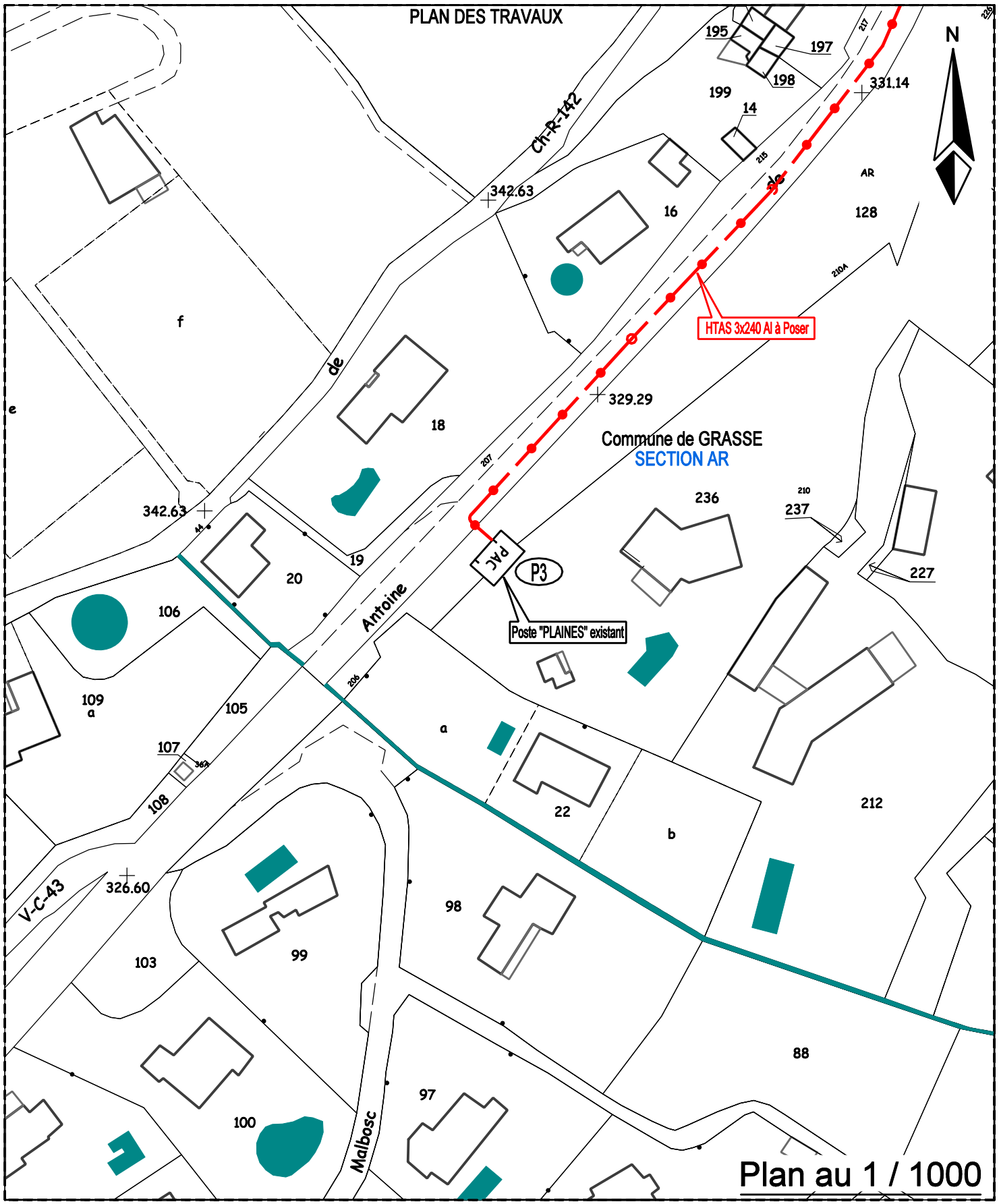
Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AR, Parcelle 128	N°CONVENTION 1



Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

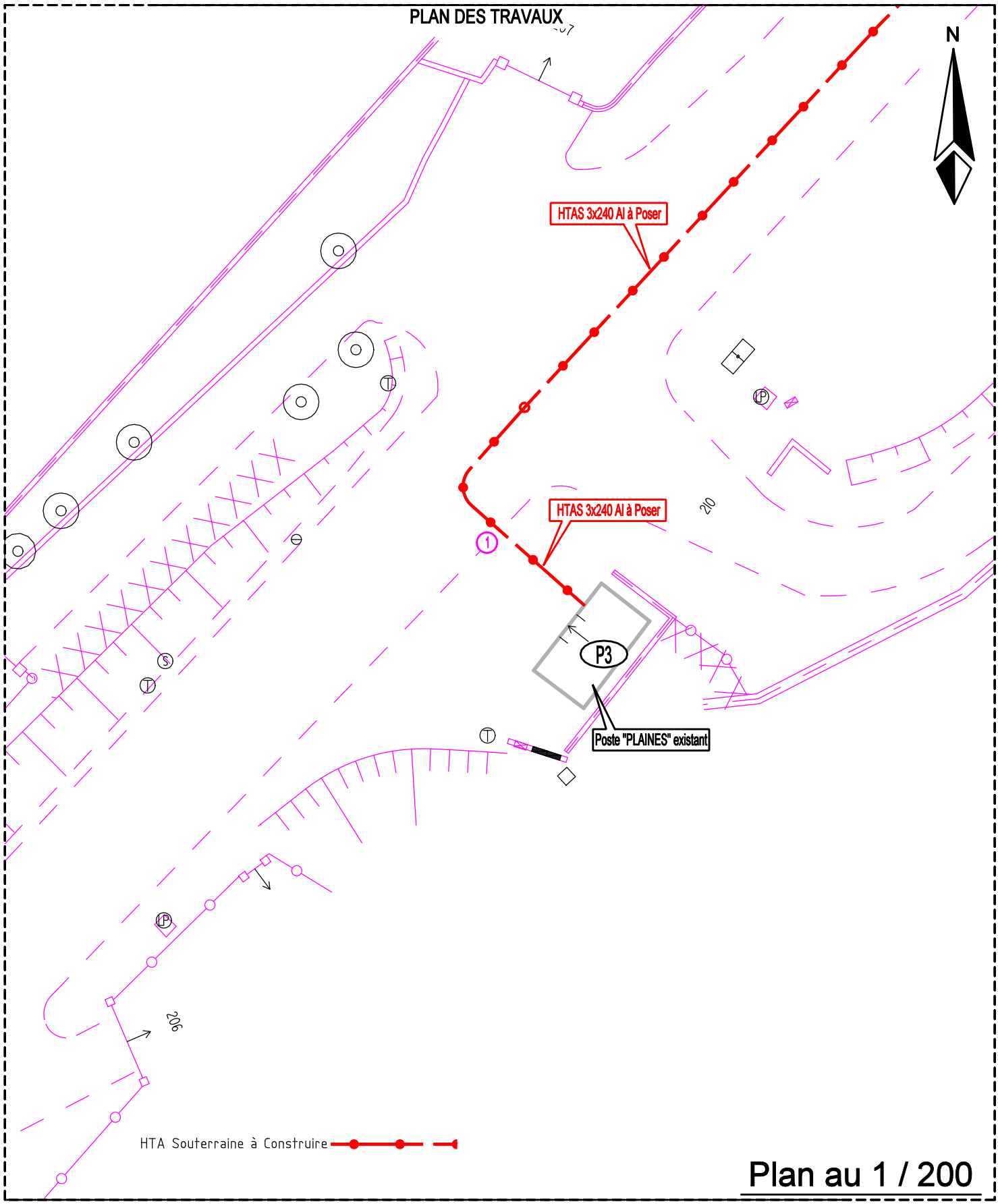
Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AR, Parcelle 128	N°CONVENTION 1

PLAN DES TRAVAUX



Plan au 1 / 200

Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

N° d'affaire Enedis : DE25/001139 AO LOT GRASSE PS GRASSE 116² de 71 Malbosc-Pré du Lac dép StExup

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional Enedis Côte d'Azur Mr Bernard MOURET 125 Avenue de Brancolar 06173 Nice Cedex 2, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **0497055000**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du….

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

ARTICLE 1 - OCCUPATION

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m², situé ST LAURENT faisant partie de l'unité foncière cadastrée AO 0027 d'une superficie totale de 1157 m².

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique LUCAS et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis.l'(le) Poste de transformation de courant électrique LUCAS et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis.

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant

électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain , le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/ses intervention(s) au titre des présentes.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des droits réels ainsi constitués.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 – INDEMNITE

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de deux cent sept euros (207 €).

ARTICLE 10 – LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 11 – FORMALITES

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

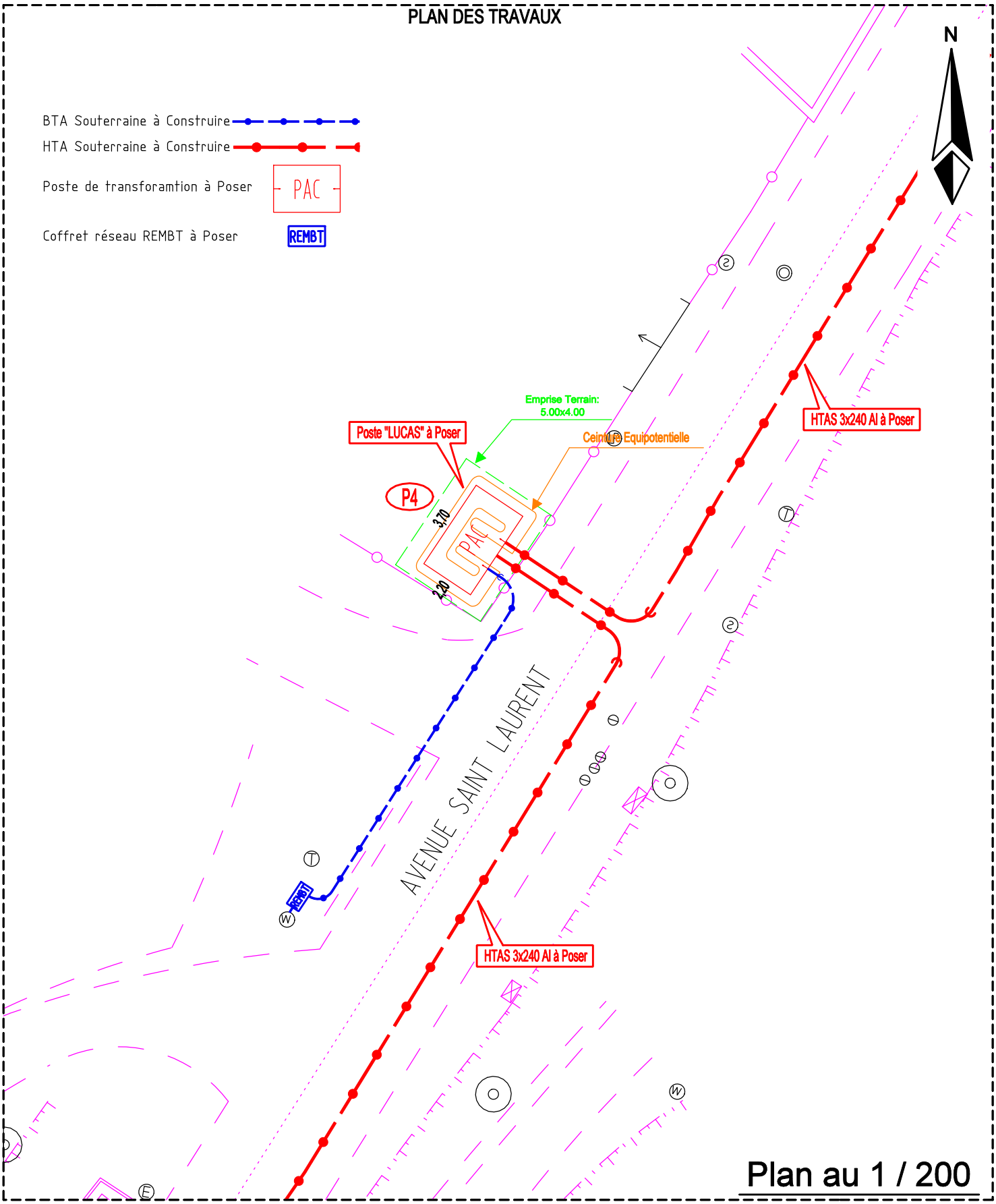
(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AO, Parcelle 27	N°CONVENTION 2

PLAN DES TRAVAUX



Plan au 1 / 200

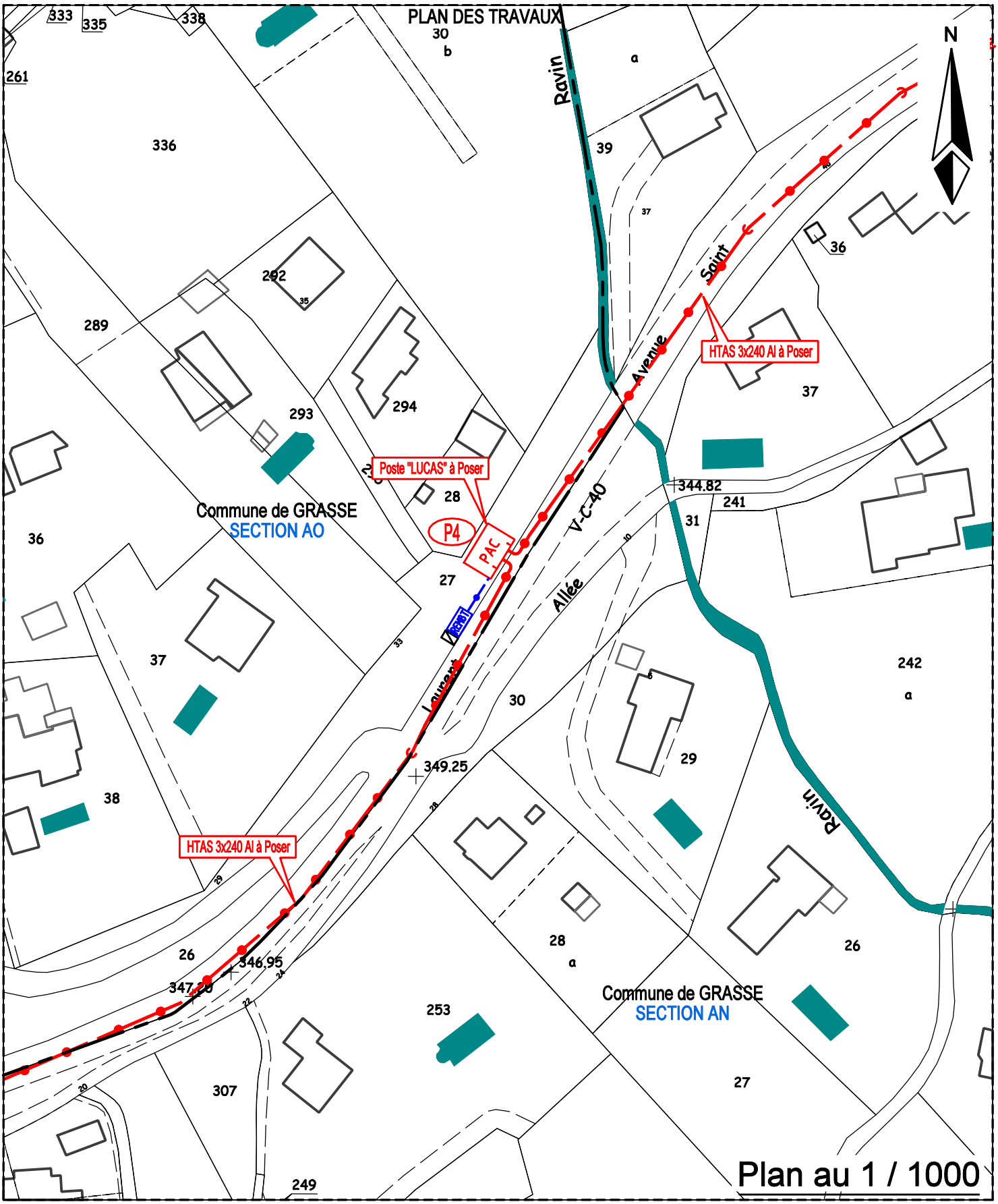
Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AO, Parcelle 27	N°CONVENTION 2



Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AO, Parcelle 27	N°CONVENTION 2

PHOTOS DES TRAVAUX

AVANT TRAVAUX



APRÈS TRAVAUX



Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

Une ligne électrique aérienne : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DE25/001139 AO LOT GRASSE PS GRASSE 116² de 71 Malbosc-Pré du Lac dép StExup

Chargé d'affaire Enedis : BAUCHET Marc

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442 - TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional Enedis Côte d'Azur Mr Bernard MOURET 125 Avenue de Brancolar 06173 Nice Cedex 2, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **0497055000**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du….

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …)
Grasse		AO	0027	ST LAURENT	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .....
- ☐ exploitée(s) par .....

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure :
- support(s) (équipés ou non)

et
- ancrage(s) pour conducteurs aériens d'électricité à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique ou sur les toits ou terrasses des bâtiments.

Pour les supports, les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement :

1.2/ Faire passer les conducteurs aériens d'électricité au-dessus de la dite parcelle désignée sur une longueur totale d'environ mètre(s).

1.3/ Poser sur socle un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la (les) parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la parcelle.

Le propriétaire s'interdit toutefois de faire sous le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1er, aucune plantation d'arbres

ou arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord[1], conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, le distributeur Enedis verse à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er :

- ■ au propriétaire qui accepte, une indemnité de vingt euros (20 €).
- □ Le cas échéant, l'exploitant qui accepte, une indemnité de zéro euro (€).

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

[1] *Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L323-4 du Code de l'Energie. Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6 – Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 – Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des éventuelles formalités nécessaires.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

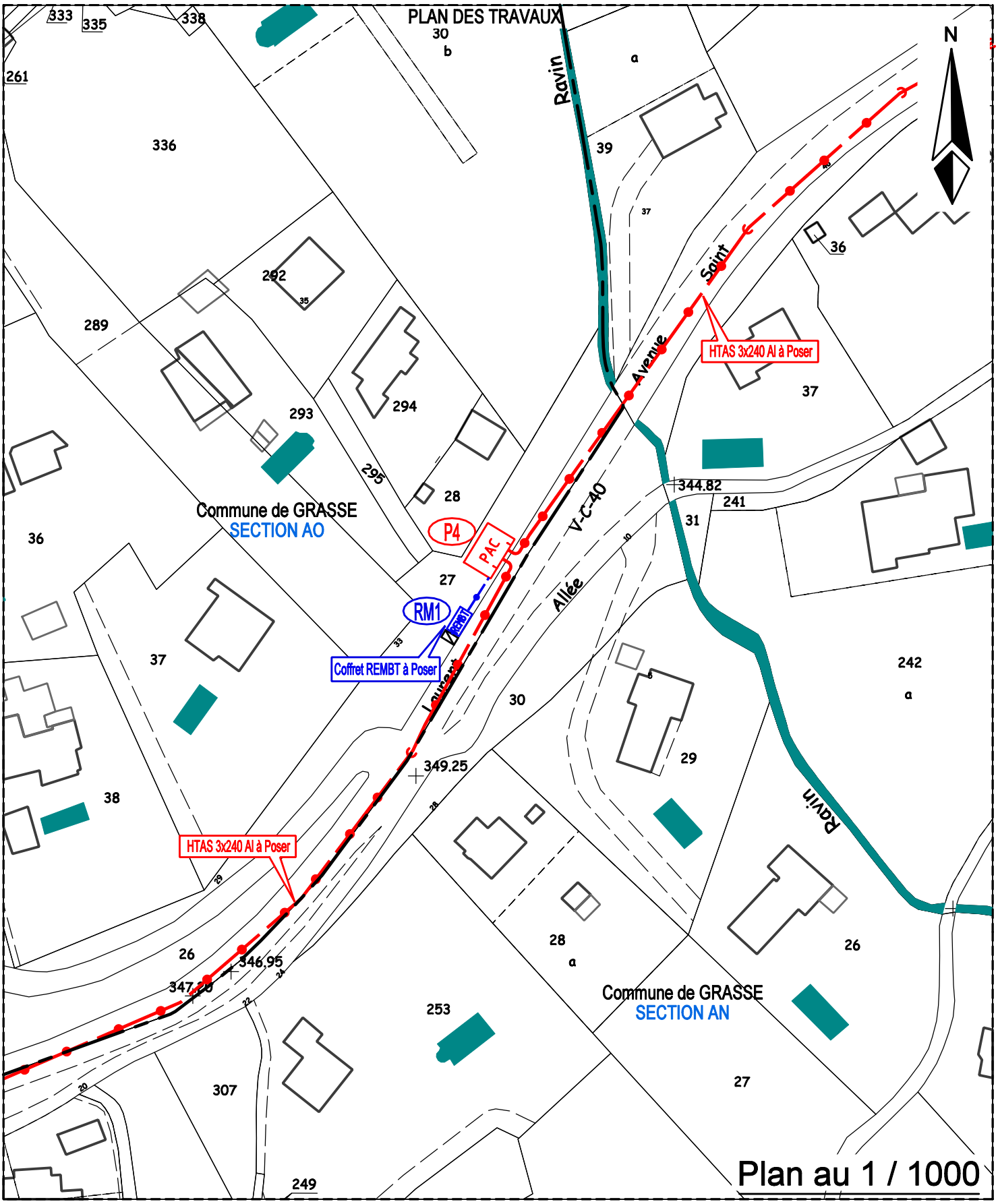
Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AO, Parcelle 27	N°CONVENTION 3



Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

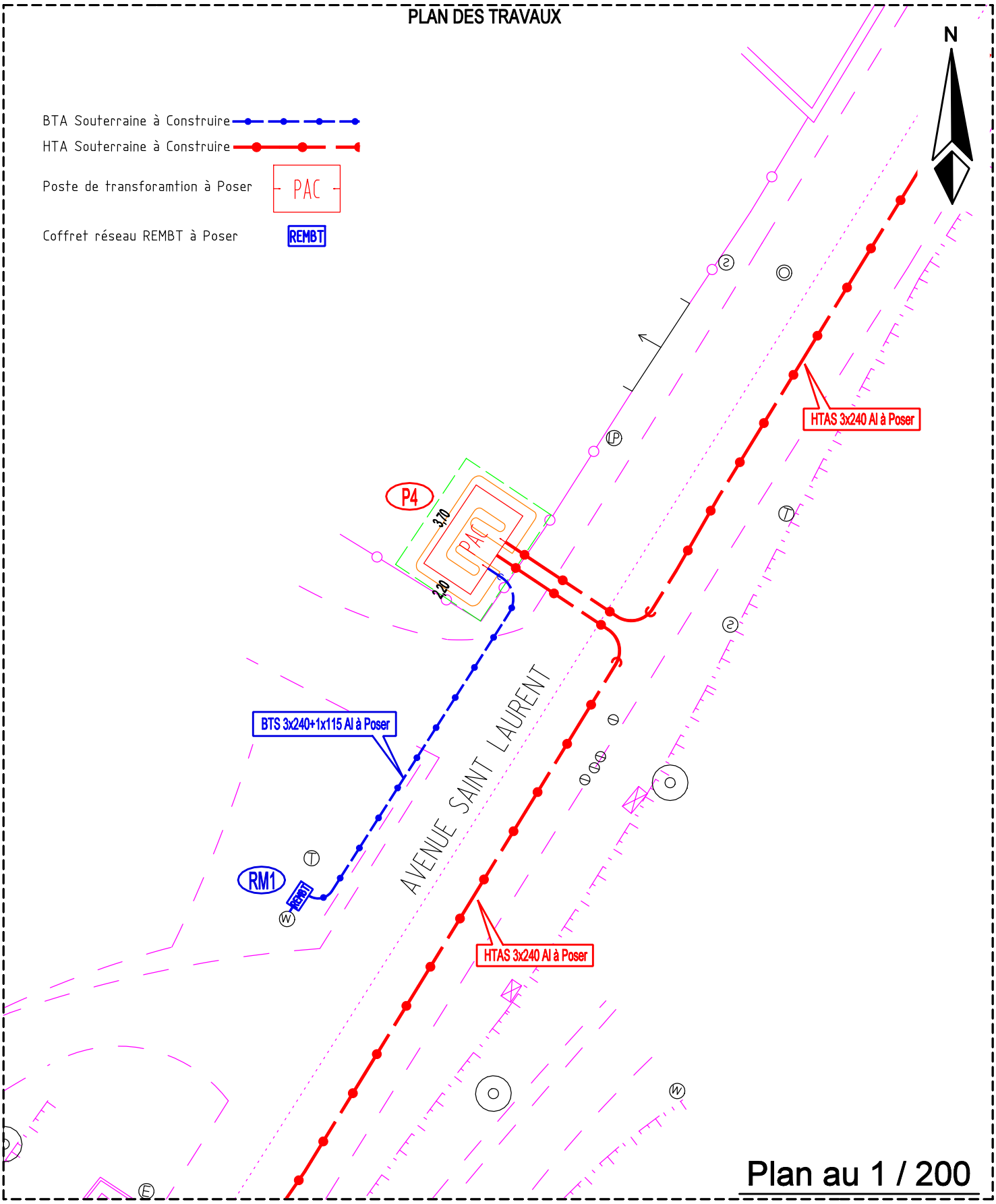
Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE **Adresse:** Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	**COMMUNE de GRASSE** **Références cadastrale** Section AO, Parcelle 27	**N°CONVENTION** 3

PLAN DES TRAVAUX



Plan au 1 / 200

Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AO, Parcelle 27	N°CONVENTION 3

PHOTOS DES TRAVAUX

AVANT TRAVAUX



APRÈS TRAVAUX



Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DE25/001139 AO LOT GRASSE PS GRASSE 116² de 71 Malbosc-Pré du Lac dép StExup

Chargé d'affaire Enedis : BAUCHET Marc

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional Enedis Côte d'Azur Mr Bernard MOURET 125 Avenue de Brancolar 06173 Nice Cedex 2, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **0497055000**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du….

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt …)
Grasse		AO	0027	ST LAURENT ,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .....
- ☐ exploitée(s) par .....

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles décret s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 mètre(s) de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 18 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Sans coffret

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/intervention(s).

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité desdits ouvrages.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(les ouvrages) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 7 ci-après :

- ■ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de trente euros (30 €).
- □ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles[1] conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

[1] Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L323-4 du Code de l'Energie, pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1er.

Nonobstant ce qui précède, le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

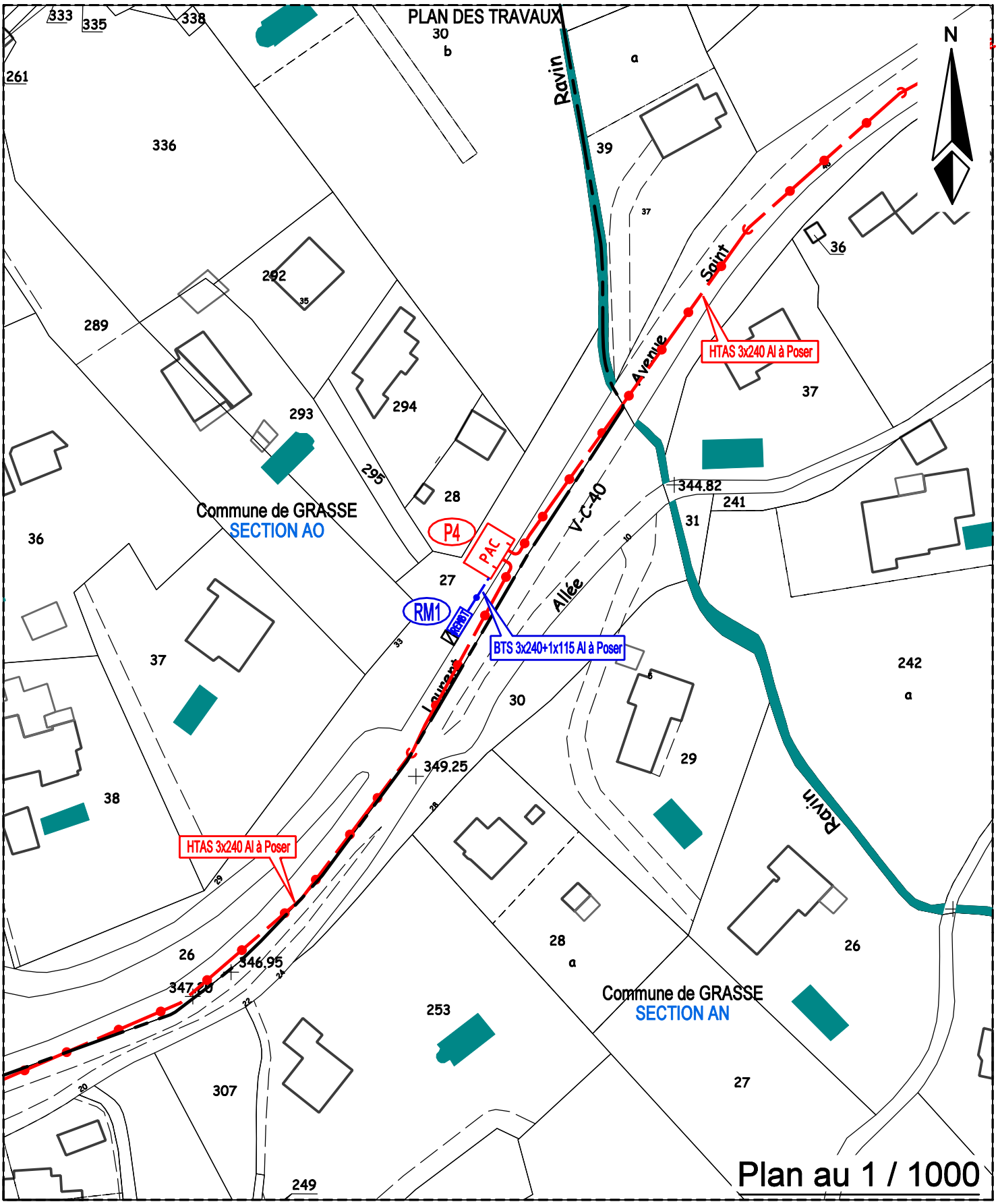
Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE Adresse: Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	COMMUNE de GRASSE Références cadastrale Section AO, Parcelle 27	N°CONVENTION 4



Plan au 1 / 1000

Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

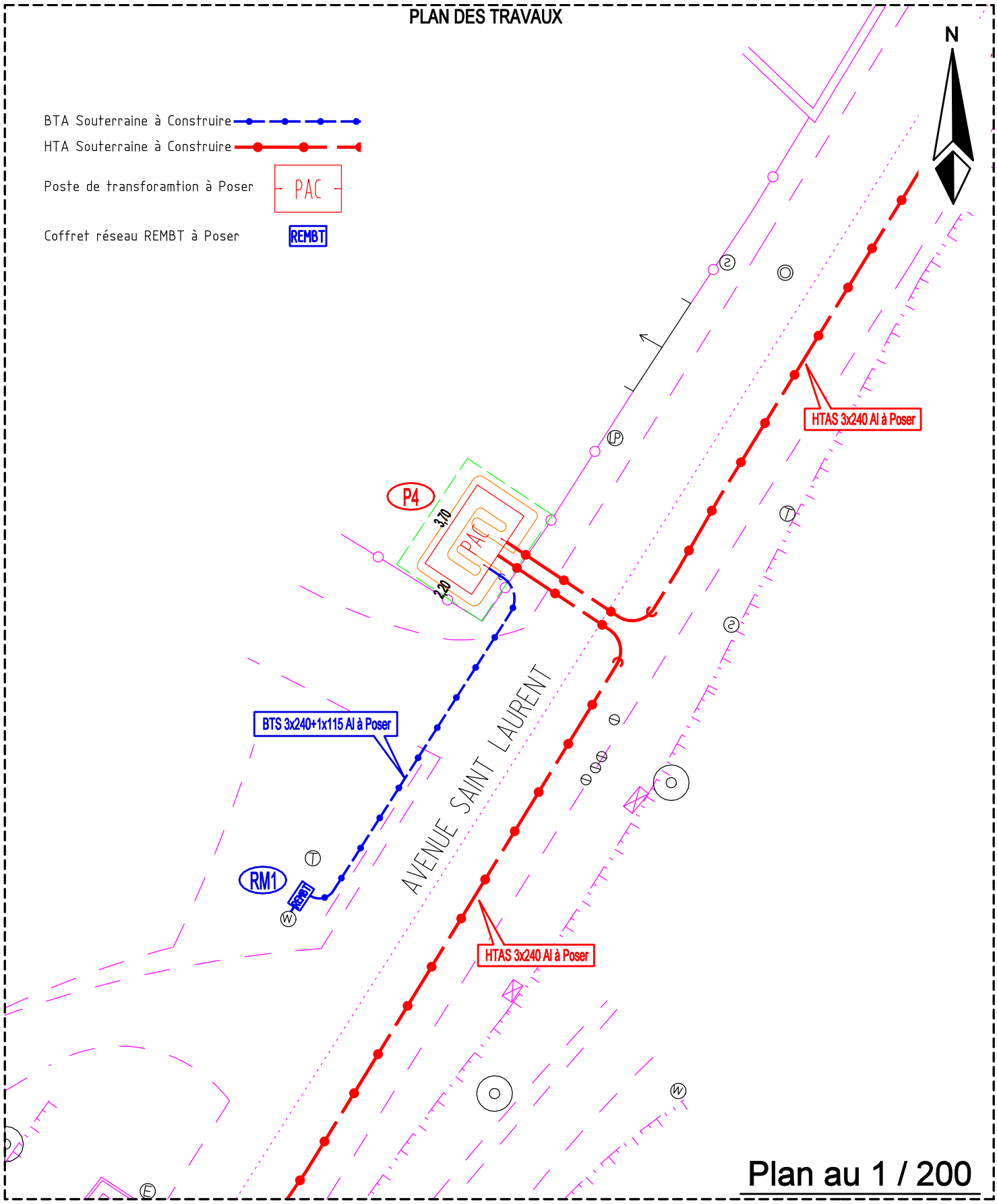
Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

Propriétaire : COMMUNE DE GRASSE **Adresse:** Mairie Centrale, Place du Petit Puy BP 12069, 06130 GRASSE	**COMMUNE de GRASSE** **Références cadastrale** Section AO, Parcelle 27	**N°CONVENTION** 4

PLAN DES TRAVAUX



Plan au 1 / 200

Je donne mon accord à ENEDIS pour la réalisation des travaux

Date :

SIGNATURE du Propriétaire :

Votre n°TEL :

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 219 RESEAUX ELECTRIQUES
CONVENTIONS DE SERVITUDE POUR LE RENOUVELLEMENT
DE LIGNE HAUTE TENSION AVENUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 219

DU 7 DECEMBRE 2021

RESEAUX ELECTRIQUES
CONVENTIONS DE SERVITUDE POUR LE RENOUVELLEMENT DE LIGNE HAUTE TENSION AVENUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Afin de garantir la qualité du réseau électrique grassois, Enedis envisage le renouvellement de la ligne haute tension située avenue Antoine de Saint Exupéry. La restructuration du réseau nécessite la pose d'un poste de transformation, d'un coffret et de câbles souterrains sur des parcelles privées appartenant à la ville de Grasse. Les travaux sont prévus à partir de mars 2022. Pour ce faire, il est nécessaire d'établir quatre conventions de servitude entre Enedis et la ville de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	Recettes	277 €

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu les articles L.323-4 à L.323-9 définissant les droits du concessionnaire pour l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique,

Vu les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 prévoyant une convention entre le concessionnaire et le propriétaire reconnaissant les servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage,

Vu que le réseau de distribution public d'électricité est exploité par Enedis,

Considérant le projet d'Enedis de renouveler le réseau haute tension cheminant sur l'avenue Antoine de Saint-Exupéry afin de garantir la qualité du réseau électrique,

Considérant que la restructuration du réseau nécessite la pose d'un poste de transformation, d'un coffret et de câbles souterrains sur des parcelles privées appartenant à la commune de Grasse,

Considérant qu'Enedis sollicite une servitude ainsi que les droits d'accès et de passage y afférent,

Considérant que les travaux projetés impliqueraient :

- D'occuper un terrain d'une superficie de 25 m² sur l'unité foncière cadastrée AO 0027 d'une superficie totale de 1 157 m² permettant l'installation d'un poste de transformation de courant électrique et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité ;
- D'établir à demeure dans une bande de 1 mètre de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 18 mètres ainsi que ses accessoires pour la parcelle AR 0027 et une bande de 3 mètres de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 5 mètres ainsi que ses accessoires pour la parcelle AR 0128 ;
- D'établir si besoin des bornes de repérage ;
- De poser sur socle un coffret et ses accessoires ;
- D'effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

Considérant que par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis,

Considérant que ces travaux font l'objet d'une convention déterminant les droits et obligations de chacun,

Considérant que ces conventions seraient consenties moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 277€ entérinant ces servitudes.

La commission Equipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Enedis à réaliser les travaux nécessaires au renouvellement de la ligne haute tension cheminant avenue Antoine de Saint Exupéry ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les quatre conventions de servitudes se rapportant auxdites installations avec le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité Enedis, sur les parcelles cadastrées section AR 0128, AO 0027 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout acte et tout document se rapportant à la servitude sur les parcelles cadastrées section AR 0128, AO 0027.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOLIDARITES HUMAINES

DIRECTION DE L'ENFANCE

SERVICE DEPARTEMENTAL DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE

CONVENTION N° 2021-DGADSH-CV-)

entre le Département des Alpes-Maritimes et la commune de Grasse
relative aux vaccinations publiques
(Années 2022-2024)

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,
représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du ,
ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : la commune de Grasse.,
représentée par le Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, domicilié à cet effet à l'Hôtel de Ville, place du petit Puy, BP 1269, 06131 Grasse cedex, et agissant conformément à la délibération du conseil municipal en date du ,
ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

Vu les articles L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-11, L. 3112-1, L. 3112-2, L. 3112-3, L. 1422-1, L. 1423-1, L. 1423-2 du code de la santé publique ;
Vu le décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007 relatif à l'obligation vaccinale par le vaccin antituberculeux BCG ;
Vu la convention de partenariat entre le Département et la commune de Grasse. signée le 25 mars 2019 et valable pour l'exercice 2019-2021 ;
Vu la convention relative à l'exercice des activités dans le domaine des vaccinations avec l'Agence régionale de santé, signée pour l'année 2022 avec possibilité de reconduction expresse annuelle, dans la limite de deux années maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1er : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat en matière de service public de vaccination sur le territoire du cocontractant.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

2.1. Présentation de l'action :

Le Département est chargé de l'organisation de la vaccination aux termes de la convention par délégation de compétences de l'État.
La vaccination étant un domaine éminemment transversal, la coordination entre partenaires est essentielle à la réussite des programmes de vaccination. Pour remplir au mieux sa mission, le Département s'est doté d'une coordination technique départementale des vaccinations (annexe 1) regroupant l'ensemble des acteurs afin d'appliquer au mieux la politique vaccinale en mettant en œuvre des actions et en mutualisant les partenaires.

2.2. Modalités opérationnelles :
Le cocontractant, dans le cadre de son service communal d'hygiène et de santé assure et finance les missions suivantes, à savoir :

- l'organisation des convocations ;
- la réalisation des vaccinations ;
- le maintien ou la constitution d'une équipe de professionnels dont la composition et l'effectif sont adaptés aux besoins locaux et à l'activité du centre de vaccination ;
- la présence d'un médecin sur les lieux aux heures d'ouverture ;
- un entretien individuel d'information et de conseil aux personnes accueillies ;
- la disponibilité de l'équipement et du matériel nécessaires aux vaccinations ;
- la disponibilité du matériel et des médicaments nécessaires au traitement des éventuelles réactions indésirables graves ;
- la tenue à jour d'un registre assurant la traçabilité des vaccinations pratiquées ;
- la déclaration au centre régional de pharmacovigilance des effets indésirables graves ou inattendus susceptibles d'être dus aux vaccins.

Le cocontractant :

- peut effectuer, dans le cadre de ses actions de santé, la mise en œuvre des vaccinations antituberculeuses BCG ;
- peut assurer la vaccination des personnes résidant hors de sa commune sur le territoire de santé de proximité afin d'améliorer l'offre de soins préventifs ;
- s'efforce d'assurer des actions d'information et de vaccination collective « hors les murs » dans le cadre de la politique vaccinale définie par le COPIL régional animé par l'Agence régionale de santé (ARS) ;
- peut organiser des séances de vaccination en collaboration avec l'Éducation nationale dans les établissements scolaires.

Clauses techniques :
Les vaccinations effectuées par le cocontractant sont réalisées par des agents relevant de son autorité hiérarchique. Les médecins vaccinateurs doivent être agréés.
Le Département, dans le cadre de son service vaccination, met à la disposition du cocontractant les vaccins suivants pour les personnes devant être vaccinées quel que soit le lieu de leur résidence :
- vaccin associé diphtérique, tétanique, coquelucheux acellulaire, poliomyélitique inactivé (dTCaP),
- vaccin associé diphtérique, tétanique, poliomyélitique inactivé (dTP) forme adulte,
- vaccin associé diphtérique, tétanique, coquelucheux acellulaire, poliomyélitique inactivé et de l'haemophilus influenzae type B conjugué (DTCaPHib),
- vaccin associé diphtérique, tétanique, coquelucheux acellulaire, poliomyélitique inactivé (DTCP),
- vaccin hépatite B,
- vaccin triple (rougeole, oreillons, rubéole),
- vaccin pneumocoque conjugué.

La liste des vaccins sera adaptée en fonction de l'évolution du calendrier vaccinal en vigueur et des dispositions mises en place par le Département. Toute modification de cette liste fera l'objet d'un avenant.

Moyens :
Le cocontractant fournit le personnel et les moyens techniques, notamment informatiques, nécessaires à l'exécution des vaccinations dans le respect des conditions techniques jointes en annexe 2.
2.3. Objectifs de l'action :
Conformément au plan d'actions et aux objectifs définis dans le cadre de la stratégie vaccinale régionale de l'ARS, le Département et le cocontractant, en liaison avec la coordination technique départementale des vaccinations,

appliquent le calendrier vaccinal et les avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et du Haut comité de santé publique, chacun dans le cadre de leur compétence.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION

La présente action fera l'objet d'une évaluation annuelle au moyen des indicateurs suivants : éléments nécessaires à la tenue des indicateurs de santé demandés par le directeur général de la santé, selon les modèles joints en annexes 3 et 4.

3.1. Les documents à produire, seront transmis par courrier au Département à l'adresse suivante : Département des Alpes-Maritimes, Direction générale adjointe pour le développement des solidarités humaines, Direction de l'Enfance, service départemental de protection maternelle et infantile, BP 3007, 06201 Nice cedex 3.

ARTICLE 4: MODALITES FINANCIERES

4.1. Montant du financement :

Au titre de la vaccination antituberculeuse, le Département versera au cocontractant une participation financière pour les tests tuberculiniques pratiqués et pour la vaccination contre le BCG (tableaux annexe 5).

En ce qui concerne les vaccinations hors BCG, en faveur des personnes résidant hors de la commune, sur le territoire de proximité, le Département versera au cocontractant une participation financière pour l'acte vaccinal (tableau annexe 6) en faveur des personnes résidant hors de la commune.

Les annexes 7 et 8 dûment complétées devront être adressées avant le 31 décembre, à l'adresse indiquée supra.

4.2. Modalités de versement :

Le versement sera effectué en fin d'année sur présentation des annexes n° 7 et 8.

Par ailleurs en application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « tout cocontractant, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumis au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le cocontractant devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 avec possibilité de reconduction expresse annuelle, dans la limite de deux années maximum, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

La reconduction expresse annuelle de la présente convention sera notifiée par le Département au cocontractant sous forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au plus tard trois mois avant la date d'échéance et sous réserve du vote des crédits au budget départemental.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

6.1. Modification :

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord au cocontractant.

La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

6.2. Résiliation :

6.2.1. Modalités générales :

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.

6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :
Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparait que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations règlementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

6.2.3. Résiliation unilatérale :
Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.
La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION
Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'événement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettra au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :
- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'événement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'événement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'événement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES
Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES
Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois suite à réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL
10.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le cocontractant signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention *(qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant),* déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

Fait à Nice, le

Le Président du Département des Alpes-Maritimes	Le Maire de Grasse
Charles Ange GINESY	Jérôme VIAUD

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'usager et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.
A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;

- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;

- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;

- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du

règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement
Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)
Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements
Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

ANNEXE 1

COORDINATION TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DES VACCINATIONS

INTERET

La vaccination étant un domaine éminemment transversal, la coordination entre partenaires est essentielle à la réussite des programmes de vaccination. Pour remplir au mieux sa mission, le département s'est doté d'une coordination départementale regroupant l'ensemble des acteurs afin d'appliquer au mieux la politique vaccinale définie par le COPIL régional animé par l'ARS et auquel le département des Alpes Maritimes est associé. L'objectif est de rechercher une cohérence des actions et de mutualiser les partenaires.

OBJECTIFS

- favoriser la mise en œuvre du calendrier vaccinal notamment pour les vaccinations recommandées, élaboré par le comité technique des vaccinations ;
- tenir compte de l'évolution du contexte départemental en particulier l'épidémiologie des maladies transmissibles, la situation socio-économique et la couverture vaccinale de la population ;
- fédérer les institutions et les professionnels du secteur public et libéral pour organiser de façon active une politique vaccinale.

MISSIONS

- mettre en commun et analyser les données ;
- élaborer des orientations sur la base de ces analyses ;
- proposer la mise en place des vaccinations publiques ;
- envisager les participations financières ;
- communiquer auprès des professionnels de santé, pour l'actualisation de leurs connaissances ;
- développer les actions de communications destinées au public.

COMPOSITION

Cette structure regroupera des représentants des acteurs concernés :

- Agence régionale de santé (ARS) ;
- Département ;
- Caisse primaire d'assurance maladie ;
- Services communaux d'hygiène et de santé ;
- Services hospitaliers ;
- Ordre des médecins, de l'association des pédiatres, de la médecine du travail, des mutuelles et de l'union régionale des médecins libéraux ;
- Direction académique des services de l'Éducation nationale.

ORGANISATION

- secrétariat assuré par le Département ;
- réunions annuelles afin d'arrêter les orientations prises en commun ;
- groupes de travail suivant les thèmes ;
- objectifs pour les années à venir.

PERSPECTIVES

- améliorer l'information du public et des professionnels de santé ;
- participer aux programmes de santé sur les vaccinations.

ANNEXE 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CENTRES DE VACCINATION

DISPOSITIONS GENERALES

Les centres mentionnés dans la présente convention sont ouverts, à titre gratuit, à toutes les personnes qui souhaitent consulter ; leur implantation est déterminée de manière à permettre l'accueil des personnes les plus vulnérables aux risques de contamination et celles qui éprouvent le plus de difficultés pour accéder au système de soins. Ils sont accessibles par les transports en commun. Un fléchage indique clairement le lieu de la consultation.

Le nom du médecin désigné comme responsable médical du centre est communiqué au Directeur général de l'ARS à la signature de la présente convention et en cas de remplacement.

Les centres développent, à l'égard des personnes en situation de précarité ou dont la mobilité est réduite, des démarches appropriées d'information, de prévention et d'incitation, en partenariat avec les services médico-sociaux locaux et les associations. Le recours à un service d'interprétariat est prévu.

L'organisation de ces services leur permet de dispenser des soins conformes aux dispositions du code de la santé publique portant code de déontologie médicale et à celles relatives aux droits des malades. Les médecins du centre sont tenus, conformément aux articles R. 5121-150 et suivants du code de la santé publique, de déclarer les effets indésirables graves ou inattendus au centre régional de pharmacovigilance.

LOCAUX ET INSTALLATIONS MATERIELLES

Les locaux sont adaptés à l'exercice pratiqué et permettent d'assurer la qualité et la bonne exécution des soins. Ils sont conformes à la réglementation relative à la sécurité et l'accessibilité des locaux accueillant du public.

Ils comprennent notamment :

- une réserve de pharmacie avec placard fermant à clé,
- du matériel stérile à usage unique,
- un lieu destiné au stockage des déchets d'activités de soins dans des containers de sécurité,
- des moyens médicaux de secours appropriés à la nature de l'activité, immédiatement disponibles et maintenus en bon état de fonctionnement. Les numéros de téléphone du SAMU et des ambulances sont accessibles immédiatement.

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les centres possèdent un règlement interne précisant les conditions de leur fonctionnement, le nom du responsable et les modalités d'élimination des déchets d'activités de soins sont précisées dans le règlement interne et portées à la connaissance de tous les personnels.
Les heures d'ouverture, les heures de consultation et les principales conditions de fonctionnement utiles au public sont affichées de façon apparente à l'extérieur des locaux.
Une permanence téléphonique est assurée par une ligne directe avec renvoi ou un répondeur, indiquant les horaires d'ouverture.
Les dossiers médicaux sont conservés dans le respect du secret médical et professionnel et de la réglementation en vigueur.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Personnels :
L'équipe minimum est constituée de deux personnes, dont au moins un médecin qui doit être présent sur les lieux aux heures d'ouverture des séances de vaccination.

Locaux et matériel :
Les locaux comprennent au minimum une salle d'attente et une pièce pour vacciner, équipée d'une table d'examen ou d'un lit.
L'équipement permet le respect des règles d'hygiène et de conservation des vaccins en vigueur.

Règles de bonne pratique :
La vaccination réalisée dans le centre comprend les démarches suivantes :

- entretien individuel d'information et de conseil ;
- pratique de la vaccination dans le respect des règles d'hygiène et d'asepsie et en utilisant du matériel à usage unique ;
- inscription de l'acte (pathologie, date, marque du vaccin et numéro de lot de fabrication) et du nom du vaccinateur sur le registre. Ces informations sont également consignées sur le carnet de santé de l'enfant, le carnet de vaccination de l'adulte ou, à défaut, sur le certificat de vaccination qui est délivré.

L'information au public tient compte des recommandations du calendrier vaccinal et des avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France et du Haut Conseil de la santé publique.

Registres de vaccination :
Afin de garantir la traçabilité des vaccinations, le registre de vaccination mentionne les nom et prénom et la date de naissance de la personne vaccinée, la date de vaccination, la marque du vaccin, son lot de fabrication et le nom du vaccinateur.
Le registre fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Disponibilité du matériel et des médicaments nécessaires au traitement des éventuelles réactions indésirables graves :
Les centres disposent d'adrénaline dont la date de péremption est régulièrement contrôlée.

ANNEXE 3

VACCINATIONS

* 1 questionnaire par structure/service

Département 06 Année 20…….

Nom de la structure/service : Adresse :…….. …….. …….. Tél :…… Responsable :……	Personne ayant rempli le questionnaire M…….. Tél……
Structure/service relevant d'une collectivité territoriale ❒oui ❒non	
CONSIGNES DE REMPLISSAGE :	- Ne laisser aucune case à blanc - Indiquer « 0 » si la donnée est nulle - « ND » si la donnée existe mais n'est pas disponible

ORGANISATION	
Nombre de sites permanents de vaccination gérés par la structure	……
SITE 1 (nom) : Implantation et horaires d'ouverture hebdomadaire : …… …… …… Composition professionnelle de l'équipe sur le site (dont vacations) : …… …… …… Nombre total de personnes vaccinées sur le site : Nombre total de vaccins administrés sur le site :	…… …… ……
SITE 2 (nom) : Implantation et horaires d'ouverture hebdomadaire : …… …… …… Composition professionnelle de l'équipe sur le site (dont vacations) : …… …… …… Nombre total de personnes vaccinées sur le site : Nombre total de vaccins administrés sur le site :	 …… ……
SITE 3 … (remplir 1 tableau par site)	

Activité vaccinale du centre départemental de vaccination *	
Nombre total de personnes vaccinées	.....
Nombre total de vaccins pratiqués	.....
Nombre total de vaccins pratiqués en milieu scolaire	.....
Nombre total de vaccins pratiqués en milieu pénitentiaire	.....
Nombre total de vaccins pratiqués à l'extérieur des sites permanents	.....
Préciser les lieux de vaccination hors sites permanents :	

File active des personnes vaccinées	
Pourcentage hommes/femmes	.....
Pourcentage par tranches d'âge : • < 3 ans • [3 ans - 6 ans[• [6 ans – 15 ans[• [15 ans – 20 ans[• [20 ans – 30 ans[• [30 ans – 60 ans[• > 60 ans	 ....
Pourcentage résidant dans le département	.....
Pourcentage résidant dans la région	.....
Proportions habitat rural, semi-rural, urbain	.....
Pourcentage de personnes ayant un médecin traitant	.....
Pourcentage de personnes bénéficiaires CMU ou AME	.....
Pourcentage primo-vaccinations	.....

* centre départemental de vaccinations : activités faites par convention avec les services communaux d'hygiène et de santé et par le département

Vaccins (obligatoires ou recommandés par le calendrier vaccinal en vigueur)	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre	
	Primo-vaccination	rappels	Primo-vaccination	rappels	Primo-vaccination	rappels	Primo-vaccination	Rappels
BCG								
D								
T								
P								
Coq								

Pharmacovigilance	
Nombre de déclarations au centre régional de pharmacovigilance	.....

Promotion de la vaccination	
Nombre d'actions d'information pour le public	.....
Proportion temps consacré aux actions d'information du public	.....
Nombre d'actions d'information et formation des professionnels	.....
Proportion temps consacré aux actions d'information et formation des professionnels	.....
Description succincte des actions (publics ciblés, durée, type de vaccin)	

Partenariats	
Nombre de partenaires ponctuels (lister les partenaires	.....
Nombre de partenaires travaillant en réseau avec le centre (lister les partenaires)	.....
Nombre de partenaires avec lesquels une convention a été signée (lister les partenaires)	.....

ANNEXE 4

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE ET DE PERFORMANCE (RAP) POUR LES CENTRES DE VACCINATIONS

(A adresser au directeur général de l'ARS)

Département : _ _ _ _	Région : _ _ _ __ _ _ __ _ _ _	Année (= N-1) : 20_ _ _

Centre habilité [_____] ou conventionné (Département) [_____]

Nom de l'établissement / structure / service : --------- --------- **Adresse postale** -- **E-mail** - -- **Téléphone :** -- -- -- -- -- -- -- -- -- ------- -- -- -- -- -- -- -- -- **Responsable :** -- -- -- -- -- -- --- -- -- -- -- -- -- -- -- -- -- ---- -- -- -- -- -- -- -- --	**Personne ayant rempli le questionnaire** **Nom :** -- **Fonction :** -- -- -- -- -- -- -- -- -- -- **Téléphone. :** -- -- -- -- -- -- -- -- -- -- **e-mail:** -- -- -- -- -- -- -- -- -- -- ----------

Consignes	▪ Le rapport, demandé lors de l'année en cours N, concerne les données de l'année précédente (soit N-1) ▪ Ne laisser aucun blanc ▪ Pour les réponses « Oui ou Non », entourer la bonne réponse ▪ Indiquer « 0 » si la donnée est nulle ; « ND » si la donnée existe mais n'est pas disponible.

1. ORGANISATION

Le centre est-il ouvert au moins une fois par semaine ? *(Définition : le centre est un lieu fixe où, de façon permanente ou à des horaires fixes, des vaccinations sont pratiquées de façon exclusive par du personnel dédié)*	Oui ou Non
Si oui, préciser **par semaine** : • Nombre total d'heures d'ouverture permettant l'accueil du public *(pour les centres calculant en journées de travail, une demi-journée équivaut à 3 heures et demie)*	[_____]
• Consultation le samedi : (entourer la bonne réponse) :	Oui ou Non
• Le centre est-il ouvert en horaires décalés (c'est-à-dire : avant 9h et/ ou entre 12h et 14h et/ou après 18h) ? ▪ Si oui, préciser :	Oui ou Non
Si non, préciser **par mois** : • Nombre de jours d'ouverture : • Nombre total d'heures d'ouverture permettant l'accueil du public • Nombre total d'heures d'ouverture où les personnes peuvent être vaccinées • Consultation le samedi : (entourer la bonne réponse)	[_____] [_____] [_____]

Autres horaires (moins d'une fois par mois) ; si oui, préciser :	Oui ou Non Oui ou Non
• **Le centre dispose-t-il d'annexe ou antenne ?** (*Définition d'annexe ou antenne : autres lieux fixes aménagés, dépendant du centre, garantissant des conditions sécurisées de conservation des vaccins)* ▪ Si oui, nombre : ▪ Préciser leurs lieux d'installation : • Milieu scolaire ……..… • Milieu universitaire…….. • Milieu pénitentiaire…….. • Mairies……..……. • Centres hospitaliers ……. • Centres de santé (municipaux ou départementaux)……. • Services de santé au travail ……. • CHRS …….. • CADA……..… • Autres : préciser ……..……	Oui ou Non [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____]
• **Le centre intervient-il sur des sites mobiles ou sur d'autres lieux de façon ponctuelle?** *(Définition : lieux où le matériel permettant de réaliser les vaccinations doit être transporté par du personnel dépendant du centre)* ▪ Si oui, nombre de : - sites mobiles ……..……. - lieux d'intervention ponctuelle dans l'année..…..… ▪ Préciser les sites ou lieux d'intervention : • Milieu scolaire ……..……..…… • Milieu universitaire …….. • Milieu pénitentiaire (UCSA) …… • Mairies ……...…….. • Maisons de quartier …….. • Services de santé au travail / Entreprises ……. • CHRS ……...…… • CADA ……...……... • CSAPA…….. • Aires d'accueil ou zones de stationnement des gens du voyage…... • Autres, préciser : foyers de migrants, foyers de jeunes travailleurs, missions locales, habitats précaires/atypiques (squats, bidonvilles, ..), lors de manifestations publiques (événementiels)……...	Oui ou Non [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____]

• **Le centre de vaccination dispose-t-il d'un véhicule équipé pour intervenir sur ces sites** ? (*camion, bus, camping-car, …*)	Oui ou Non
• **Le centre fournit-il des vaccins à des partenaires ?** *(Définition : associations, établissements, services ou structures auxquels <u>seulement des vaccins</u> sont fournis par le centre)* ▪ Si oui, préciser (cocher les cases correspondantes) :	Oui ou Non
• Centres de santé (municipaux ou départementaux)……..…	[_____]
• Services de santé au travail ……..…...	[_____]
• Services universitaires de médecine préventive (SUMPPS) ……	[_____]
• Milieu pénitentiaire (UCSA) ……	[_____]
• Mairies …….	[_____]
• Cabinet de médecin libéral ……..	[_____]
• Autres : ……	[_____]
• **Autres modalités d'organisation** : *(par exemple paiements de vacation de médecin vaccinateur pour une autre structure,..)* ▪ Si oui, préciser (cocher les cases correspondantes) :	Oui ou Non
• Centres de santé (municipaux ou départementaux) ……..…..	[_____]
• Mairies ……..……	[_____]
• Cabinets de médecins libéraux ……..……	[_____]
• Autres : ……	[_____]

2. PERSONNEL

	Nbre	ETP
• **Personnel dédié à la vaccination (en nombre de personnes et en ETP)** *(Un équivalent temps plein =ETP équivaut à 10 demi-journées de travail par semaine. Un professionnel présent 2 demi-journées par semaine correspond à 0,2 ETP. Si 3 médecins interviennent chacun 2 demi-journées, le nombre de médecins sera 3 et l'ETP 0,6.* *Pour un temps de travail inférieur à une demi-journée par semaine (soit moins de 3 heures et demie), calculer le temps en prenant pour base : 0,01ETP équivaut à environ 1h et demie de travail par mois, et 0,025 ETP à une demi-journée par mois. Si le temps est inférieur à 0,01ETP, ne pas le noter dans cette partie mais expliciter dans la partie Commentaires).*		
• Personnel total	[_____]	[_____]
– médecins ……	[_____]	[_____]
– cadre infirmier ……...	[_____]	[_____]
– infirmiers ……..	[_____]	[_____]
– aides-soignants ……..	[_____]	[_____]
– secrétaires …….	[_____]	[_____]
– assistants sociaux …….	[_____]	[_____]
– coordonnateurs de réseaux santé ……	[_____]	[_____]
– gestionnaire informatique ……..	[_____]	[_____]
– Autre(s) (médiateur santé, interprète, agent de service,…) préciser la fonction, le nombre de personnes et les ETP correspondants :	[_____]	[_____]
• **……**	[_____]	[_____]
• **……**		

3. SYSTEME D'INFORMATION

▪ Le centre dispose-t-il d'un logiciel pour la gestion des dossiers des consultants ?	Oui ou Non
▪ Si oui, préciser lequel ……	[_____]
▪ Permet-il l'agrégation automatique des données pour remplir le rapport d'activité et de performance ?	Oui ou Non
• D'autres logiciels (gestion de stocks, comptabilité, …) sont-ils disponibles ?	Oui ou Non
▪ Si oui, préciser quel(s) logiciel(s) ……	[_____]

4. ACTIVITE ANNUELLE DE VACCINATION : PERSONNES VACCINEES

Tous sites confondus (*centre, annexes/antennes, sites mobiles, lieux intervention ponctuelle, partenaires, autres organisations*)

• Nombre total de consultations médicales : *Il correspond au nombre total de personnes ayant consulté et ayant bénéficié ou non d'un acte vaccinal. Ainsi une même personne qui a reçu successivement au cours de l'année écoulée une vaccination complète hépatite B (3 injections), une vaccination diphtérie-tétanos–polio, puis une vaccination contre la grippe est comptée 5 fois si toutes les injections sont réalisées par le centre. Sont également comptabilisées dans ce nombre total toutes les personnes ayant consulté mais non vaccinées.*	[_____]
▪ Nombre total de personnes vaccinées ……..	[_____]
▪ Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées ……	[_____]

Tous sites confondus	Nbre	%
• Nombre total et pourcentage d'hommes vaccinés ……...	[_____]	[_____]
• Nombre total et pourcentage de femmes vaccinées ……	[_____]	[_____]
• Non documentés : nombre et pourcentage ……..	[_____]	[_____]

Tous sites confondus	
• Nombre total de personnes vaccinées par tranches d'âge :	
– 0 - 2 ans ……..	[_____]
– > 2 ans - < 7 ans ……	[_____]
– ≥ 7 ans – < 16 ans ……..	[_____]
– ≥ 16 ans - < 26 ans ……..…….	[_____]
– ≥ 26 ans - < 65 ans ……	[_____]
– ≥ 65 ans ……	[_____]

Répartition selon les sites • Centre de vaccination – Nombre de personnes vaccinées …… – Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées ……	 [_____] [_____]
• Annexes ou antennes – Nombre de personnes vaccinées ……... – Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées ……...	 [_____] [_____]
• Sites mobiles / lieux d'interventions ponctuelles – Nombre de personnes vaccinées …….. – Nombre total de personnes ayant consulté mais non vaccinées ……..	 [_____] [_____]
• Partenariats : – Nombre de personnes vaccinées	 [_____]
• Autres modalités d'organisation (préciser) : -- – Nombre de personnes vaccinées	[_____] [_____]
Tous sites confondus • Nombre total et pourcentage de personnes vaccinées résidant dans le département • Nombre total et pourcentage de personnes vaccinées résidant hors département mais résidant dans la région	Nbre % [_____][_____] [_____][_____]
Tous sites confondus • Nombre et pourcentage de personnes vaccinées bénéficiaires de la CMU ou de l'AME ou de la prise en charge pour « soins urgents » ……... • Nombre et pourcentage de personnes vaccinées ne disposant pas de complémentaire santé (assurance ou mutuelle) …….. *(ce qui inclut les personnes sans aucune couverture sociale)*	Nbre % [_____][_____] [_____][_____]

5. ACTIVITE ANNUELLE DE VACCINATION : VACCINS ADMINISTRES et TESTS PREVACCINAUX

Tous sites confondus ▪ Nombre total de vaccins administrés ……. (un vaccin est défini comme une injection d'une dose vaccinale quel que soit le nombre de valences contenues dans l'ampoule ; ainsi une injection d'Infanrix Hexa® comptera pour un vaccin administré comme une injection de Prévenar® ou de Gardasil®)	[_____]
Répartition selon les sites • **Centre de vaccination** – Nombre de vaccins administrés ……..…	[_____]
• **Antennes ou Annexes** – Nombre de vaccins administrés ……..……	[_____]
• **Sites mobiles / lieux d'interventions ponctuelles** – Nombre de vaccins administrés ……..	[_____]
• **Partenariats :** – Nombre de vaccins administrés ……..	[_____]
• **Autres modalités d'organisation (préciser) :** -- – Nombre de vaccins administrés …….	[_____] [_____]
• Nombre de fois où le centre de vaccination est sollicité par les autorités sanitaires pour intervenir autour d'un ou plusieurs cas groupés de maladies à prévention vaccinale	[_____]
• Si possible, préciser quel vaccin a été utilisé et combien de vaccins ont été administrés : – Vaccination contre les infections invasives à méningocoque ▪ Nombre de vaccins administrés ……	[_____]
– Vaccination contre rougeole, oreillons, rubéole ▪ Nombre de vaccins administrés ……	[_____]
– Vaccination contre la coqueluche ▪ Nombre de vaccins administrés ……	[_____]
– Autre vaccination : ▪ Nom et Nombre de vaccins administrés …… ▪ Nom et Nombre de vaccins administrés ……	[_____] [_____]

Vaccins pouvant être proposés (obligatoires ou recommandés selon le calendrier vaccinal en vigueur) Nom des maladies prévenues par le vaccin ▪ Noms commerciaux des vaccins	**Nombre de vaccins administrés dans l'année**
BCG (tuberculose) ▪ BCG SSI	
Diphtérie / Tétanos ▪ DT vax	
Diphtérie / Tétanos / Polio ▪ Enfants : DTPolio Adultes : Revaxis	
Diphtérie / Tétanos / Polio / Coqueluche ▪ Enfants : InfanrixTetra / Tétravac acellulaire ▪ Adultes : Boostrixtetra /Repevax	
Diphtérie / Tétanos / Polio / Coqueluche / Haemophilus Influenzae ▪ InfanrixQuinta / Pentavac	
Diphtérie / Tétanos / Polio / Coqueluche / Haemophilus Influenzae / Hépatite B ▪ InfanrixHexa	
Grippe saisonnière ▪ Agrippal / Fluarix / Fluvirine / Gripguard / Immugrip / Influvac / Mutagrip / Prévigrip / Vaxigrip	
Grippe / Tétanos ▪ Tétagrip	
Haemophilus influenzae ▪ Act-Hib	
Hépatite A ▪ Enfants : Avaxim 80 / Havrix 720 ▪ Adultes : Avaxim 160 / Havrix 1440	
Hépatite B ▪ Enfants : Engérix B10 / HBVaxpro 5 / Genhévac B / ▪ Adultes : Engérix B20 / HBVaxpro 10 / HBVaxpro 40 / Genhévac B	
Hépatite A & Hépatite B ▪ Twinrix enfant / Twinrix adulte	
Méningocoque A, C, Y, W135 ▪ Mencevax / Menveo	
Méningocoque A & C ▪ Vaccin méningococcique A+C polyosidique	
Méningocoque C ▪ Meningitec / Meninvact / Menjugatekit / Neisvac	

Papillomavirus humains (HPV) ▪ Cervarix / Gardasil	
Pneumocoque ▪ Enfants : Prevenar / Pneumo23 Adultes : Pneumo23	
Poliomyélite ▪ Imovax Polio	
Rougeole ▪ Rouvax	
Rougeole / Oreillons / Rubéole ▪ MMR Vax / Priorix / ROR Vax	
Rubéole ▪ Rudivax	
Varicelle ▪ Varilrix / Varivax	
Autres vaccins (préciser le nom) :	
Tests pré-vaccinaux réalisés par le centre lui-même (ne pas prendre en compte les tests effectués par d'autres structures, même dans le cadre d'une convention avec le centre)	**Nombre**
Intradermoréaction à la tuberculine	
Sérologie Hépatite B	
Autres tests sérologiques, préciser :	

6. PHARMACOVIGILANCE

• Nombre annuel de déclarations à votre centre de pharmacovigilance :	[_____]

7. ACTIVITE ANNUELLE DE PROMOTION DE LA VACCINATION

Actions d'information, de formation et de communication

- **Participation aux actions de la Semaine Européenne de la Vaccination (SEV)** — Oui ou Non
- **Actions collectives (y compris celles de la SEV) auprès de publics non professionnels (grand public, groupes ciblés)** — Oui ou Non
  - Préciser le nombre d'actions réalisées par type d'actions ((cocher les cases correspondantes) :
    - Communiqués ou encarts dans la presse écrite ……. [_____]
    - Entretiens radio ou télévisuel ……. [_____]
    - Conférences – débats …….. [_____]
    - Expositions commentées …… [_____]
    - Distribution de dépliants ou autres supports d'information …….... [_____]
    - Actions de sensibilisation auprès de groupes ciblés ……... [_____]
    - Autres actions, préciser : …… [_____]
  - Préciser la durée totale (en heures) de temps consacrée à ces actions *(ce temps comprend le temps de préparation, de réalisation et d'évaluation des actions menées*) [_____]
- **Actions (incluant celles de la SEV) auprès d'étudiants dans les filières de santé, de professionnels de santé ou de personnels dans les structures médicosociales (crèches, établissements pour personnes handicapées, pour personnes âgées, ..)** — Oui ou Non
  - Préciser le nombre de ces actions par type d'actions ((cocher les cases correspondantes)
    - Encarts / articles de presse écrite professionnelle ou institutionnelle [_____]
    - Idem dans newsletters informatiques …… [_____]
    - Conférences-débats / EPU ……..... [_____]
    - Séminaires / ateliers de formation / formation continue ……..… [_____]
    - Mailings ..…….. [_____]
    - Création et Diffusion d'outils d'information pour les professionnels [_____]
    - Diffusion de documents d'information pour les patients……... [_____]
    - Autres actions, préciser : ……

– Préciser la durée totale (en heures) de temps consacrée à ces actions *(ce temps comprend le temps de préparation, de réalisation et d'évaluation des actions menées*)	[_____]

8. PARTENARIATS

• Nombre de partenaires réguliers : (*partenaire : association, établissement, service ou structure auquel le centre s'est associé pour mener une action concernant les vaccinations, par exemple séance de vaccination, information*, …)	[_____]
– Distinguer les partenaires ayant passé ou non une convention avec le centre (cocher les cases correspondantes)	**Avec / Sans** convention
▪ Etablissements scolaires …….	[_____] [_____]
▪ Services universitaires ……...	[_____] [_____]
▪ Centres / institutions de formation professionnelle (IFSI, apprentis)	[_____] [_____]
▪ Centres de santé (départementaux ou municipaux) ……...	[_____] [_____]
▪ Centres / services hospitaliers ……...	[_____] [_____]
▪ Milieu pénitentiaire (UCSA) …….	[_____] [_____]
▪ Services de santé au travail ……	[_____] [_____]
▪ CSAPA (Centres de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) ……...	[_____] [_____]
▪ CDAG / CIDDIST ……	[_____] [_____]
▪ Mairies (CCAS, maisons de quartier, ..)……	[_____] [_____]
▪ CLAT (centre de lutte antituberculeuse) …….	[_____] [_____]
▪ Centres d'accueil et d'hébergement (CHRS, CADA, foyers de migrants, …) ……	[_____] [_____]
▪ Associations de solidarité …….	[_____] [_____]
▪ Etablissements sociaux (épiceries ou restaurants sociaux, centres socio- culturels,…) …….	[_____] [_____]
▪ Autres, préciser	[_____] [_____] [_____] [_____] [_____] [_____]
• Nombre de partenaires ponctuels	[_____]
– Les lister :	

COMMENTAIRES

9. PERFORMANCE / REPARTITION DU BUDGET

Montants alloués au centre de vaccination (en euros)

	Année* N-2	Année* N-1
Montant des subventions allouées (Etat et/ou Département)		
Autres contributions financières allouées		
Montant total des ressources financières du centre		

* Les données de performance, demandées lors de l'année en cours N, concernent les données des deux années précédentes (soit N-1et N-2).

Existe-t-il des contributions non valorisées ? ▪ Si oui, préciser le(s) contributeur(s) :	Oui ou Non

Montant total et Répartition des dépenses de l'année N-1 (en euros)

Type de dépenses	Montant
Montant total des dépenses du centre	
Personnels *(rémunérations, charges sociales, formation continue/ professionnelle*)	

Achats de vaccins et d'autres produits médicaux (montant total) : • Vaccins (montant total) …… • Autres médicaments et consommables médicaux (*adrénaline, petit matériel, compresses, désinfectants, ...)* ……..	[_____] [_____] [_____]
Dépenses pour les actions de promotion pour le public et les professionnels *(achats de matériels, frais d'impression, publications, frais de déplacements, etc.)*	
Coût de fonctionnement du centre, autres charges ou dépenses (*coût de structure, locations, bureautique, mobiliers, fournitures, maintenance informatique, entretien, réparations, assurances, impôts, taxes, charges financières, frais de déplacements hors actions de promotion…)*	
Une convention a-t-elle été passée avec la CPAM pour la prise en charge des vaccins (part assurance maladie) ? …… Est-elle envisagée? …….. Si oui, pour quels types de vaccins ? Modalité du conventionnement avec l'assurance maladie ? ▪ convention individuelle avec utilisation de la carte vitale …… ▪ budget forfaitaire lié à l'activité prévisionnelle ……. ▪ Autres :	Oui ou Non Oui ou Non Oui ou Non Oui ou Non Oui ou Non

ANNEXE 5

CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR TEST TUBERCULINIQUE IDR ET ACTE BCG DANS UN CENTRE DE VACCINATION

CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR UN TEST IDR

Infirmière (charges patronales incluses)	20,27 €	5 mn	1,69 €
Médecin (charges patronales incluses)	23,65 €	5 mn	1,97 €
	coût unitaire du flacon		
test IDR (flacon pour 10 ml)*	7,36 €		1,47 €
Frais de gestion 20%			1,03 €
coût pour 1 test IDR			**6,16 €**

*1 flacon est utilisé arbitrairement pour 5 tests IDR

CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR UN ACTE BCG

	coût horaire	temps	coût global
Médecin (charges patronales incluses)	23,65 €	10 mn	3,94 €
	coût unitaire du flacon		
Vaccin BCG SSI (flacon pour 10 ml)*	8,82 €		1,76 €
Frais de gestion 20%			1,48 €
coût pour 1 acte vaccinal contre le BCG			**7,18 €**

*1 flacon est utilisé arbitrairement pour 5 actes vaccinaux

ANNEXE 6

CALCUL DU PRIX FORFAITAIRE POUR UN ACTE VACCINAL HORS BCG
DANS UN CENTRE DE VACCINATION
POUR LES PERSONNES RESIDANT HORS DE LA COMMUNE
SUR LE TERRITOIRE DE PROXIMITE

	coût horaire	**temps**	**coût global**
Infirmière **(**charges patronales incluses)	20,27 €	5 mn	1,69 €
Médecin **(**charges patronales incluses)	23,65 €	10 mn	3,94 €
Frais de gestion 20%			1,13 €
coût pour 1 acte vaccinal			**6,76 €**

ANNEXE 7

LISTE DES PERSONNES POUR QUI UN TEST TUBERCULINIQUE (IDR) OU UN VACCIN CONTRE LE BCG A ETE ADMINISTRE

Date de la vaccination	Nom du bénéficiaire	Commune de résidence	Nature de l'acte IDR ou BCG

ANNEXE 8

LISTE DES PERSONNES VACCINEES (HORS BCG) RESIDANT HORS DE LA COMMUNE SUR LE TERRITOIRE DE PROXIMITE

Date de vaccination	Nom du vaccin	Nom du bénéficiaire	Commune de résidence

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 220 **CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX VACCINATIONS PUBLIQUES ANNEES 2022- 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL; Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 220

DU 7 DECEMBRE 2021

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX VACCINATIONS PUBLIQUES ANNEE 2022- 2024

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes relative aux vaccinations publiques sur le territoire communal.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
SERVICE COMMUNAL D'HYGIENE ET DE SANTE	Chapitre 012	1 002 €/an

Madame Nicole NUTINI expose :

Considérant qu'en vertu des articles L.1311-1 et L.1422-1 du Code de Santé Publique, les Services Communaux d'Hygiène et de Santé disposent d'une compétence en matière de prévention des maladies transmissibles et en matière de vaccination publique.

Considérant qu'au regard de la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique et la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les collectivités territoriales, notamment celles pourvues d'un Service Communal d'Hygiène et de Santé, peuvent exercer des activités en matière de vaccination dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat.

Considérant que, dans le département des Alpes-Maritimes, l'Etat a délégué ses compétences en matière de vaccination au Conseil Départemental et que celui-ci propose comme chaque année, depuis 2006, de passer une convention de partenariat avec le Service Communal d'Hygiène et de Santé pour effectuer des vaccinations publiques sur le territoire de la ville de Grasse.

Considérant que le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes met à disposition gratuitement des vaccins pour que le Service Communal d'Hygiène et de Santé puisse exercer cette action. Les vaccins concernés sont ceux rendus obligatoires par le nouveau calendrier vaccinal qui a été mis en place au 1er janvier 2018. Les modalités de vaccination sont désormais définies par le décret n°2018-42 du 25 janvier 2018 relatif à la vaccination obligatoire.

Considérant que le Service Communal d'Hygiène et de Santé dispose d'un médecin vaccinateur vacataire pour assurer les vaccinations en 2022. Celui-ci organise en lien avec le secrétariat médical du service de Médecine Préventive, une séance de vaccination publique par mois (1er mercredi après-midi de chaque mois de 14h00 à 16h00) durant laquelle il vaccine gratuitement toutes les personnes âgées de plus de 6 ans qui le désirent. Le suivi du registre des vaccinations est assuré par la secrétaire médicale du Service Médecine Préventive. Durant l'année 2021, compte tenu de la crise sanitaire, il n'y a eu qu'une trentaine de vaccinations effectuées grâce à ce partenariat.

Il est donc proposé de reconduire la convention de partenariat existante depuis 2006 avec le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes. Cette convention pourra également être reconduite expressément dans la limite de deux années au maximum soit jusqu'à fin 2024.

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention et tout acte s'y rapportant.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE CANNES
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 221 **CANTINES SCOLAIRES**
RESTAURATION MUNICIPALE
TARIFICATIONS POUR LES USAGERS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 221

DU 7 DECEMBRE 2021

CANTINES SCOLAIRES
RESTAURATION MUNICIPALE
TARIFICATION POUR LES USAGERS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter la nouvelle tarification pour les usagers des cantines scolaires maternelles et élémentaires et de la restauration municipale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
Vie Scolaire	Recettes estimées	150 000 €

Madame Murièle CHABERT expose :

Considérant le contrat signé le 29 novembre 2021, par lequel la ville de GRASSE a confié à ELIOR/ELRES la gestion de son service public de restauration pour une durée de 7 ans et 8 mois, incluant également la réalisation de travaux :

- Sur la cuisine centrale (extension, intégration d'une légumerie et d'une salle de mûrissement),
- Sur le restaurant La Rotonde (mise en conformité de la cuisine, aménagement de la salle et renouvellement de la vaisselle),
- Sur le restaurant municipal (aménagement de la zone de distribution et de la salle de restauration).

Considérant les engagements très forts pris par la ville de GRASSE en faveur du développement d'une alimentation durable (produits bio, locaux et labels) qui vont au-delà des objectifs fixés par la Loi Egalim :

- 47,2 % d'achats de produits bio au lieu des 20% fixés par la Loi
- 17,1% de produits sous signe de qualité (SIQO : Label Rouge, pêche durable, AOP/AOC/IGP,...)
- Soit un total de 64,3% à comparer aux obligations de 50 % fixées par la Loi
- Auxquels se rajoutent 42,2% sur les achats locaux

Considérant qu'aux coûts des denrées alimentaires des repas livrés par le délégataire ELIOR/ELRES, il doit être ajouté à chaque repas les frais relatifs aux personnels communaux et aux fluides pour chaque office des écoles.

Vu l'augmentation du coût du repas qui intervient chaque année au mois de septembre, conformément à la formule de révision des prix de l'article 33 du contrat de concession de Service Public afin de prendre en considération l'évolution du prix des denrées alimentaires ainsi que celle de la rémunération du personnel du délégataire.

Considérant que la Municipalité ne souhaite pas augmenter les taux d'imposition communaux.

Considérant que l'usager doit pouvoir participer aux services dont il bénéficie, de façon proportionnée au regard de de ses ressources financières.

Considérant que les familles d'enfant ne résidant pas sur la Commune de Grasse mais dont l'enfant est demi-pensionnaire dans une école grassoise sera facturé au prix coûtant du repas servi en maternelle ou en élémentaire.

Considérant que la participation au coût du repas de la Ville sera déterminée en fonction du Quotient Familial (QF) de chaque famille.

Je vous prie de bien vouloir approuver les sept tarifs établis pour les repas servis en maternelle, les sept tarifs différents pour les repas servis en élémentaire et les quatre autres tarifs en T.T.C :

Ecoles maternelles :

- QF de 0 à 399 : 2.82 €
- QF de 400 à 699 : 3,13 €
- QF de 700 à 799 : 3.40 €
- QF de 800 à 899 : 3.73 €
- QF de 900 à 1099 : 4.08 €
- QF de 1100 et plus : 4.41 €
- Hors commune.4.41 €

Ecoles élémentaires :

- QF de 0 à 399 : 2.90 €
- QF de 400 à 699 : 3.25 €
- QF de 700 à 799 : 3.53 €
- QF de 800 à 899 : 4.22 €
- QF de 900 à 1099 : 4.50 €
- QF de 1100 et plus : 4.86 €
- Hors commune.4.86 €

- Repas Municipal (tarifs T.T.C) :
  - 1.35 € au titre de la participation aux frais fixes (ou admission)
  - Auxquels s'ajouteront les denrées, selon prix unitaires ci-dessous

Entrées chaudes	0.89 €
Hors d'œuvre	0.71 €
Plat du jour	2.61 €
Protidique seul	1.60 €
Légume, féculent seul	0.89 €
Fromage	0.23 €
Yaourt fruit	0.23 €
Yaourt nature	0.18 €
Dessert	0.44 €
Fruit	0.27 €
Eau	0.35 €
Soda	0.62 €
Café	0.18 €

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** cette nouvelle grille tarifaire applicable au 1er janvier 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour, 8 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD (2 voix), Monsieur ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO (2 voix).

Délibération affichée le ....08 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M.

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS
Liberté
Égalité
Fraternité

Académie de Nice

ACADÉMIE
DE NICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Convention de financement
Appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires (AAP SNEE)

Plan de relance - Continuité pédagogique

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 et notamment les articles 239 à 248 relatifs au Plan de relance ;
Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
Vu l'arrêté du 20 décembre 2016 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'État ;
Vu le Bulletin Officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports n°2 du 14 janvier 2021 relatif à l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires dans le cadre du Plan de relance - Continuité pédagogique (MENN2100919X) ;

Entre
L'Académie de Nice
Située 53 Avenue Cap de Croix 06100 Nice
Représentée par Richard Laganier, agissant en qualité de Recteur de l'Académie, par délégation du recteur de la Région académique de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Ci-après dénommée « la Région Académique / Académie »

Et
La collectivité Commune et commune nouvelle de COMMUNE DE GRASSE
Ayant pour numéro de SIRET 21060069800018
Située PL DU PETIT PUY à GRASSE (6130)
Représentée par Jérôme VIAUD - Maire de GRASSE, agissant en qualité de Président/Maire
Avec l'adresse mail associée sebastien.musso@ville-grasse.fr
Ci-après dénommée « Collectivité »

1. Objet

Cette convention fait suite à l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires dont le règlement a été publié au bulletin officiel du 14 janvier[1] et pour lequel la Collectivité a déposé un dossier en ligne sur « Démarches Simplifiées »[2], qui a été accepté. Le règlement de l'AAP SNEE et ses documents d'accompagnement[3] s'imposent à la présente convention qui en décline les modalités de financement et de suivi d'exécution. Cette convention s'intègre plus largement dans la politique de rétablissement de la Continuité pédagogique et de soutien de la transformation numérique de l'enseignement dans le cadre du Plan de relance[4] économique de la France de 2020-2022.

Les informations figurant dans cette convention sont le reflet de la saisie par la Collectivité de la demande d'aide via le formulaire Démarches-Simplifiées en date du 26/03/2021 sous le n° de demande 3972251, ayant donné lieu à la notification de l'acceptation de la demande après instruction par un mail à l'adresse du déposant sebastien.musso@ville-grasse.fr.

La Collectivité a complété le formulaire de convention via le formulaire Démarches-Simplifiées (https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/plan-de-relance-continuite-pedagogique-appel-a-pro) n° 6449904 en date du 21/10/2021.

La présente convention définit les modalités du co-financement et du suivi de l'exécution des dépenses figurant dans le dossier présenté par la Collectivité pour l'AAP SNEE.

Ces dépenses peuvent couvrir l'acquisition des équipements numériques dans la classe, des équipements numériques mobiles mutualisables, des équipements numériques de l'école, des dépenses de travaux d'infrastructures nécessaires en matière de réseau informatique filaire et Wi-Fi de l'école, des extensions de garantie (permettant jusqu'à 4 ans de garantie au total), des équipements et matériels numériques acquis ainsi que l'acquisition de services et de ressources numériques tel que défini dans le cahier des charges de l'appel à projets et dans le dossier de demande de subvention tel qu'il a été accepté.

2. Engagements des signataires

2.1. Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à acquérir les équipements numériques ainsi que les services et ressources numériques associés et à procéder à leur installation dans les écoles concernées avant le 31/08/2022 et au plus tard le 31 décembre 2022.

Calendrier prévisionnel du déploiement :

- Date prévisionnelle de début de déploiement : le 01/11/2021
- Date prévisionnelle de fin de déploiement : le 31/08/2022

La date prévisionnelle de fin de déploiement ne peut pas excéder la date de clôture du Plan de relance (31 décembre 2022).

La collectivité fera sienne les obligations de privilégier les matériels (ordinateurs, tablettes, écran…) répondant au cahier des charges des labels environnementaux recommandés par l'ADEME. Ces labels distinguent notamment les matériels satisfaisant certaines exigences en matière d'ergonomie, de radiations, d'environnement et d'énergie. Elle portera ainsi une attention particulière au taux de réparabilité de ces matériels afin d'allonger leur cycle de vie (passer de 2 à 4 ans d'usage pour une tablette ou un ordinateur améliore de 50 % son bilan environnemental). Faire durer les équipements numériques constitue le geste le plus efficace pour diminuer leurs impacts.

Si la collectivité ou les communes qu'elle représente ont choisi d'apporter une contribution à des écoles privées sous contrat, la ou les commune(s) concernée(s) certifie(nt) respecter les dispositions des articles L. 212-4, L. 213-2 et L. 214-6 du code de l'éducation qui imposent que le concours apporté au titre de l'article L442-16 à l'acquisition d'équipements informatiques par les établissements d'enseignement privés ayant passé avec l'État l'un des contrats prévus aux articles L. 442-5 et L. 442-12, ne puisse excéder celui qu'elles apportent aux établissements d'enseignement publics dont elles ont la charge. En l'absence d'école élémentaire publique sur le territoire de la commune, la référence pour le montant du plafond des concours financiers que cette dernière peut apporter aux écoles privées sous contrat implantées sur son territoire dans le cadre du présent AAP sera déterminée dans la logique de l'article L 442-5-1 du code de l'éducation relatif au forfait communal en considérant le montant moyen par classe des concours apportés aux écoles publiques du département ou, en l'absence de

[1] https://www.education.gouv.fr/bo/21/Hebdo2/MENN2100919X.htm
[2] https://www.demarches-simplifiees.fr/dossiers
[3] www.education.gouv.fr/plan-de-relance-continuite-pedagogique-appel-projets-pour-un-socle-numerique-dans-les-ecoles-308341
[4] https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance

dossier dans le département, dans l'académie. Si une commune avait déjà équipé son/ses école(s) publique(s), elle peut équiper son/ses école(s) privée(s) à hauteur des dépenses engagées pour l'équipement de l'école publique ou en se référant au montant moyen par classe des concours apportés aux écoles publiques du département si les sommes engagées pour l'école publique ne sont pas détaillées dans les documents comptables disponibles.

2.2. Engagements de la région académique / académie

Le recteur de la région académique s'engage à verser la subvention à hauteur d'un **montant maximum de 41 821,00 € conformément au règlement de l'AAP SNEE publié le 14 janvier 2021.**

3. Modalités de financement

3.1. Détail des communes, des écoles, des dépenses et des financements concernés par la présente convention

L'annexe présente pour chaque commune représentée par la Collectivité les écoles concernées par le projet, les informations complémentaires relatives à ces écoles (UAI, nombre de classes, …) et les montants prévisionnels des dépenses selon les deux postes :

- Volet équipement – socle numérique de base
- Volet services et ressources numériques

3.2. Montant des contributions financières prévisionnelles des parties

Coût total collectivité (TTC) pour l'ensemble du projet :**60 034,00 €**

- dont subvention de l'État demandée : **41 821,00 €**

Coût total collectivité (TTC) sur le **volet équipement : 59 020,00 €**

- dont subvention de l'État demandée **: 41 314,00 €**

Soit un taux de subventionnement sur ce volet de : 70 %

Coût total collectivité (TTC) sur **le volet services et ressources numériques : 1 014,00 €**

- dont subvention de l'État demandée **: 507,00 €**

Soit un taux de subventionnement sur ce volet de : 50 %

Les actions financées par les crédits du Plan de relance ne sont pas éligibles aux fonds structurels européens (FESI tels que les FEDER, FSE, etc.) et ne peuvent constituer une contrepartie nationale à ces financements.

4. Modalités de versement de la subvention à la collectivité

4.1. Modalités

La région académique s'engage à verser à la collectivité le montant maximum de 41 821,00 €.

Une avance peut être versée lors du commencement d'exécution du projet. Cette avance est fixée à 30 % du montant maximum de la subvention énoncé ci-dessus. Elle est versée dans le délai légal, suivant la saisie sur Démarches Simplifiées d'une demande de versement par le bénéficiaire, qui atteste également du commencement de l'exécution du projet.

Cette avance sera récupérée dès la première demande de versement (acompte ou solde) effectuée par la collectivité. En effet, le montant de l'avance qui aura été versé sera automatiquement déduit. Aucune demande de versement ne pourra être demandée si celle-ci n'excède pas le montant de l'avance versée.

Aucun commencement d'exécution ne peut être opéré avant la date de réception de la demande de subvention matérialisée par l'accusé de recevabilité de votre dossier, qui vous a été adressé via démarches-simplifiées, valant accusé de réception.

La collectivité s'engage sur un délai de démarrage de l'exécution du projet tel que défini dans la présente convention dans un délai maximal de 6 mois à compter de sa signature.

Un seul acompte peut être versé sur la production par le bénéficiaire d'un état des dépenses réalisées, certifié par le comptable public de la collectivité bénéficiaire. Cet acompte ne pourra excéder 80 % du montant total de la subvention.

L'ensemble des demandes relatives au versement de la subvention seront réalisées via un formulaire de « demande de versement » via démarches-simplifiées. Le formulaire permettra également de joindre pour chacune des demandes les pièces justificatives attendues. Aucune demande ne pourra être prise en compte en

dehors de ce formulaire.

Au terme de la convention, la collectivité transmet via le formulaire « demande de versement » sur démarches-simplifiées un bilan financier des dépenses et recettes.

Le montant de la présente subvention est imputé sur :

- Le programme 0363 « compétitivité »,
- Code activité Chorus : 036304040001,
- Compte PCE : 6531230000.

Les versements sont effectués par virement sur le compte ouvert au nom de la collectivité COMMUNE DE GRASSE et connu du Trésor Public (21060069800018).

L'ordonnateur est Maire.

Le comptable assignataire est Christian Karekinian - Chef du service de gestion comptable de Grasse.

4.2. Dispositions de suspension ou diminution des versements

Dans le cas où le délai maximal de démarrage de l'exécution de 6 mois après la signature de la convention ne serait pas tenu la présente convention se verrait annulée et cela donnerait lieu, le cas échéant, à la récupération de l'avance versée.

En cas de changement dans l'objet de la convention, de non-utilisation des sommes versées dans le cadre du projet décrit, d'utilisation des sommes versées à d'autres fins que celles mentionnées dans le projet décrit, de changement dans l'affectation de l'investissement sans l'autorisation préalable du ministère chargé de l'Éducation, celui-ci peut suspendre ou diminuer le montant des versements ci-dessus ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent également s'il est constaté que la demande de subvention ne respecte pas le règlement de l'AAP SNEE concernant notamment la description du socle numérique des écoles.

5. Suivi de la convention

La collectivité s'engage à répondre aux demandes d'information et de suivi de l'État permettant d'accompagner la bonne exécution des projets bénéficiaires des financements du Plan de relance économique de la France de 2020-2022.

Les écoles bénéficiaires s'intègrent dans un dispositif de dialogue annuel pour l'accompagnement, le suivi et l'évaluation. Ce questionnaire en ligne permettra de mesurer le déploiement, d'évaluer l'impact des volets de l'appel à projets faisant l'objet de cette convention et d'alimenter le dialogue avec les équipes académiques concernant notamment les besoins d'accompagnement.

6. Communication

Dans tous les documents et communications portant sur le projet financé au titre de la présente convention, la collectivité s'engage à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Plan de relance économique de la France de 2020-2022 lancé par l'État, et y à apposer le logo France relance, ainsi que le bloc-marque « Gouvernement ». Une communication numérique est à privilégier, notamment sur les portails numériques d'accès aux matériels, services et ressources.

7. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention s'inscrit dans la temporalité du plan de relance avec une date limite au 31 décembre 2022. Cela signifie que les demandes de soldes devront avoir été demandées, validées et payées avant cette date.

8. Exécution de la convention et règles d'archivage

Le représentant de la collectivité et le recteur de région académique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Un exemplaire dématérialisé de la convention est adressé par mail à la Collectivité et cette convention est également téléchargée au sein du formulaire « conventionnement » sur Démarches Simplifiées.

En tant que de besoin et à la demande de l'une des parties, deux exemplaires originaux papier de cette convention peuvent être établis. Chaque exemplaire de ce document contractuel est validé par l'apposition de la signature du représentant de chaque partie en présence. Un exemplaire reste en possession de la collectivité. Le deuxième est conservé par la région académique.

Les informations archivées par le système Démarches-Simplifiées tiennent lieu de preuve et de piste d'audit de la procédure d'appel à projets, de conventionnement et de paiement de la subvention au regard des informations complémentaires qui seront apportées à l'appui des demandes de paiement. Elles seront conservées pendant 10 ans et versées aux archives nationales conformément aux dispositions en vigueur relatives aux archives publiques.

La présente convention sera également conservée en format PDF au sein de ce système.

Résumé

Nom de la convention (nom du fichier) : AAP_SNEE_convention_6449904_22.10.21_14h02.pdf
Version 1.6
Nom de la collectivité : COMMUNE DE GRASSE
SIRET (conventionnement) : 21060069800018
Adresse mail du déposant (conventionnement) : sebastien.musso@ville-grasse.fr
Montant total du projet : 60 034,00 €
Montant du financement par la collectivité : 18 213,00 €
Montant de la subvention : 41 821,00 €
Date de début prévisionnelle : 01/11/2021
Date de fin prévisionnelle : 31/08/2022
Numéro d'engagement juridique :

Fait via la plateforme demarches-simplifiees.fr à la date du 22/10/2021

Signatures (la signature manuscrite est apposée à la demande de l'une des parties) :

Visa du Contrôleur budgétaire (le cas échéant)

Richard Laganier, recteur/rectrice de L'Académie de Nice

Jérôme VIAUD - Maire de GRASSE, représentant/représentante de la collectivité COMMUNE DE GRASSE

9. Annexe : détail des montants par commune et par école

Par commune

	Informations Ecoles				Volet équipement		Volet services et ressources numériques		Total	
Commune	Nombre total d'écoles	Nombre total de classes	Nombre total de classes éligibles	Nombre total d'élèves	Montant global prévisionnel	Montant de la subvention demandée	Montant global prévisionnel	Montant de la subvention demandée	Montant global prévisionnel	Montant de la subvention demandée
Grasse(06069)	13	112	26	2 652	59 020,00 €	41 314,00 €	1 014,00 €	507,00 €	60 034,00 €	41 821,00 €

Par école

	informations Ecoles				Volet équipement		Volet services et ressources numériques		Total	
Commune	UAI	Nombre total de classes de l'école	Nombre de classes éligibles	Nombre d'élèves total	Montant global prévisionnel	Montant de la subvention demandée	Montant global prévisionnel	Montant de la subvention demandée	Montant global prévisionnel	Montant de la subvention demandée
Grasse(06069)	0061189K	8	2	169	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060268J	7	2	172	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060263D	11	2	254	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0061157A	7	2	158	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060943T	7	2	172	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060273P	10	2	216	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060274R	7	2	163	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060271M	11	2	280	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060262C	13	2	311	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060275S	2	2	46	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060278V	18	2	443	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0061101P	4	2	108	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €
Grasse(06069)	0060267H	7	2	160	4 540,00 €	3 178,00 €	78,00 €	39,00 €	4 618,00 €	3 217,00 €

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 222 **VIE SCOLAIRE - INFORMATIQUE**
NUMERIQUE DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES
DEMANDE D'AUTORISATION DE SIGNATURE DE CONVENTION DE FINANCEMENT
VILLE DE GRASSE – ACADEMIE DE NICE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA

Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 222

DU 7 DECEMBRE 2021

VIE SCOLAIRE - INFORMATIQUE
NUMERIQUE DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES
DEMANDE D'AUTORISATION DE SIGNATURE DE CONVENTION DE FINANCEMENT
VILLE DE GRASSE – ACADEMIE DE NICE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse a été retenue lors de la deuxième vague d'attribution de subventions dans le cadre du plan de relance – **appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires (AAP SNEE)** – mis en place par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. Afin d'obtenir le co-financement il vous est demandé d'autoriser Monsieur Le Maire de signer la convention avec l'académie de Nice qui en définit les modalités d'intervention des deux administrations.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
VIE SCOLAIRE	RECETTES DEPENSES	41 821 € 60 034 €

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 et notamment les articles 239 à 248 relatifs au Plan de relance ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2016 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'État ;

Vu le Bulletin Officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports n°2 du 14 janvier 2021 relatif à l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires dans le cadre du Plan de relance - Continuité pédagogique (MENN2100919X) ;

Considérant que la ville de Grasse a été retenue dans le cadre de l'appel à projets susvisé pour un socle numérique dans les écoles élémentaires.

Considérant que le règlement de l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires l'AAP SNEE et ses documents d'accompagnement, s'imposent à la convention annexée à la présente délibération qui en décline les modalités de financement et de suivi d'exécution.

Considérant que cette convention s'intègre plus largement dans la politique de rétablissement de la continuité pédagogique et de soutien de la transformation numérique de l'enseignement dans le cadre du Plan de relance[4] économique de la France de 2020-2022.

Considérant que ce programme mis en place par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, facilite l'acquisition de matériels et ressources numériques permettant une modernisation des outils numériques dans les écoles élémentaires de la ville de Grasse.

Considérant que ce projet structurant concernera toutes les écoles élémentaires de la commune de Grasse.

Considérant que cette subvention permettra l'acquisition d'ordinateurs portables pour chacune des directions, ainsi qu'un écran interactif pour chacune des écoles.

Considérant que cette opération estimée à 60 034 € TTC fera l'objet d'un co-financement à hauteur de 41 821 € TTC détaillé comme suit :

- volet équipement 59 020 € TTC subventionné à hauteur de 41 314 € soit un taux de subventionnement de 70% ;

- volet services et ressources numériques 1 014 € TTC subventionné à 507 € TTC soit un taux de subventionnement de 50%.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de financement avec l'Académie de Nice accordant une subvention d'un montant de 41 821 € dans le cadre de l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires (AAP SNEE).

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 223 BOURSES COMMUNALES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ATTRIBUTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 223

DU 7 DECEMBRE 2021

BOURSES COMMUNALES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ATTRIBUTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet l'attribution de bourses communales pour soutenir les étudiants grassois dans leurs études supérieures.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
VIE SCOLAIRE	DEPENSES	6 775 €

Madame Muriële CHABERT expose :

Vu les critères des bourses communales d'enseignement supérieur définis par délibération N° 2016-187 du Conseil Municipal du 20 septembre 2016,

Considérant qu'afin de soutenir les jeunes grassois qui s'engagent dans un cursus d'études supérieures, la ville de Grasse accorde des bourses à la fois sur des critères sociaux et de mérite.

Considérant que ces bourses sont versées une fois par année universitaire et pendant 7 années au maximum.

Considérant qu'elles peuvent être renouvelées seulement après la constitution d'un nouveau dossier par l'étudiant.

Considérant que la commission des bourses communales s'est réunie le 4 novembre 2021 a été arrêté la liste (jointe en annexe 1) des boursiers faisant apparaitre le niveau d'études, le lieu d'études et le montant de leur bourse :

Lors de cette commission le montant de la bourse a été défini selon les combinaisons suivantes :

Les études sont dispensées dans le département, le coefficient familial est inférieur à 1200 :	650 €
Les études sont dispensées hors du département, le coefficient familial est inférieur à 1200 :	500 €
Les études sont dispensées dans le département, le coefficient familial est compris entre 1200 et 2000 :	450 €
Les études sont dispensées hors du département, le coefficient familial est compris entre 1200 et 2000 :	325 €
Tout dossier avec un coefficient familial supérieur à 2000 a été rejeté :	0 €

La commission « Vivre Ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** les modalités d'attribution ci-dessus définies ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à attribuer les bourses d'enseignement supérieur ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2022.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Annexe 1

Nom - Prénom	Niveau d'Etudes	Lieu d'Etudes	Montant Bourse 2021/2022
AUGERE Carolane	Licence en Droit 1ère année	AIX EN PROVENCE	**500 €**
BENIDIR Safwane	POLYTECH Informatique 4ème année	SOPHIA ANTIPOLIS	**650 €**
CARLES Claire-Victoria	POLYTECH Informatique 4ème année	SOPHIA ANTIPOLIS	**450 €**
DAUVILLAIRE Jérôme	Master Philosophie 1ère année	PARIS	**325 €**
FOURNIÉ Lucas	Ecole des Mines Ingénieur 5ème année	NANCY	**500 €**
GAGEY Lucie	DN Métiers Arts Design Graphisme 2ème année	DRAP	**650 €**
HELENO SILVA Ricardo	Médecine 2ème année	NICE	**450 €**
MSEK Amel	BTS Etudes et réalisations d'agencement	GRASSE	**650 €**
PINI Enzo	Médecine 5ème année	NICE	**650 €**
PROST Eva	Médecine 1ère année	NICE	**450 €**
SALVATELLI Marie	Licence Gestion Management et Sc. Humaines 2ème année	LYON	**500 €**
VINCON Rebecca	Ingénierie chimique 3ème année	TOULOUSE	**500 €**
VINCON Roman	DUT Information communication 1ère année	MARSEILLE	**500 €**
TOTAL			**6775 €**

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 224 **PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE AUX CLASSES "DECOUVERTE" 2022**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 224

DU 7 DECEMBRE 2021

PARTICIPATION FINANCIERE
DE LA VILLE AUX CLASSES "DECOUVERTE" 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet de définir la participation aux séjours des classes "découverte" : classe de neige, de mer, d'altitude, environnement ou de découverte des nouvelles technologies.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
SERVICE EDUCATION	Dépenses	25 000 €

Madame Muriële CHABERT expose :

Considérant que la ville de Grasse participe, comme le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, au financement des séjours des classes "découverte" : classe de neige, de mer, d'altitude, environnement ou de découverte des nouvelles technologies pour les enfants des écoles élémentaires.

Considérant que la participation financière de la ville s'harmonise avec celle du Conseil départemental des Alpes-Maritimes ; la participation municipale aux séjours en classes "découverte" sera de 11,50 € par jour et par enfant pour l'année 2022, comme pour l'année 2021, étant bien précisé qu'elle se limite aux frais de fonctionnement.

La dépense globale sera inscrite au BP 2022.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la participation de 11.50 € par jour et par enfant aux séjours des classes "découverte" ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2022.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 225 **CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT DES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 225

DU 7 DECEMBRE 2021

CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT DES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de définir la participation des communes de la Circonscription de Grasse qui profitent pour leurs élèves des visites du psychologue scolaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
SERVICE VIE SCOLAIRE	Dépenses	3 660 €

Madame Murièle CHABERT expose :

Considérant que les psychologues scolaires exercent leurs activités dans les écoles de Grasse à la satisfaction des enseignants et parents d'élèves.

Considérant que le matériel nécessaire à l'exercice de leur fonction n'étant plus pris en charge depuis 1994 par le Conseil départemental, la ville de Grasse fait les avances de trésorerie pour les autres communes.

Considérant que l'Inspection Académique nous rappelle que les psychologues font partie des structures de l'enseignant élémentaire, que leur action s'exerce exclusivement sur des enfants scolarisés dans le préélémentaire et l'élémentaire, qu'ils font partie des équipes pédagogiques d'école et qu'à ce titre, la prise en charge de leur fonctionnement incombe aux communes selon les dispositions des lois de décentralisation.

Considérant que le réseau intervenant sur plusieurs communes, la charge financière est répartie entre les communes qui bénéficient du service, au prorata du nombre d'élèves concernés qui sera communiqué en fin d'année scolaire par chaque intervenant.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec ces communes.

Le montant nécessaire au fonctionnement des trois postes de psychologues s'élève à 3 660 € par an.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le montant de 3 660 € nécessaire au fonctionnement des 3 postes psychologues ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2022.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

CONVENTION

ENTRE :
La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé en la matière par délibération n°……..……..…..... du Conseil Municipal en date du ……. reçu par le contrôle de légalité le ……..,

D'une part,

ET :
La commune d'ESCRAGNOLLES, représentée par son Maire, Monsieur Henri CHIRIS dûment autorisé en la matière par délibération n°…….. du Conseil Municipal en date du…….. reçu par le contrôle de légalité le……..,

D'autre part,

ARTICLE 1 :
Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles publiques de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :
Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics. La commune d'accueil doit fournir un certificat de scolarité à la commune de résidence chaque année pour en attester.
En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :
Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.
Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par l'article L 212-8 du Code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 art. 87, I, par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 113 et par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 art. 101,

ARTICLE 4 :
L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :
Afin de prendre en compte le G.V.T. (Glissement Vieillissement Technicité) et son impact sur la masse salariale, le montant du forfait a été ajusté à 683.12 € par élève pour une scolarité en maternelle ou en élémentaire et à 951.31 € par élève scolarisé en ULIS ou en établissement spécialisé à caractère sanitaire pour l'année scolaire 2021/2024.

ARTICLE 6 :
Son relèvement annuel se fera par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1er septembre.
Formule de révision annuelle :
CN+1 = CN x (IN/IO)
CN = contribution fixée à la signature de la convention soit 683.12 € et 951.31 €.
IO = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre 2021
IN = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre N : année à venir

ARTICLE 7 :
Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.
Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.
Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Toutefois, dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.
Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :
Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :
Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention. La commune d'accueil devra fournir chaque année un justificatif de domicile de moins de 3 mois pour chaque élève concerné ainsi qu'un certificat de scolarité. Dans le cas d'un départ en cours d'année scolaire, il sera demandé un certificat de radiation.

ARTICLE 10 :
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2021/2022.
Elle est conclue pour une durée de trois ans jusqu'au terme de l'année scolaire 2023/2024 soit au 31 août 2024.
Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires

Pour la « Commune d'ESCARAGNOLLES »
Le Maire,

Henri CHIRIS

Pour la « Commune de GRASSE »
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 226 **CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE D'ESCRAGNOLLES RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 226

DU 7 DECEMBRE 2021

CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE D'ESCRAGNOLLES RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune d'ESCRAGNOLLES concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2021 / 2022 et les suivantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
SERVICE VIE SCOLAIRE	DEPENSES RECETTES	/ /

Madame Murièle CHABERT expose,

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec la commune d'ESCRAGNOLLES pour l'année scolaire 2021 / 2022 et les suivantes.

Considérant que le coût moyen départemental d'un élève scolarisé en section maternelle ou en élémentaire est de 683.12 € et le coût moyen d'un élève scolarisé en ULIS ou en établissement spécialisé à caractère sanitaire est de 951.31 € pour l'année scolaire 2021 / 2022. La revalorisation de ce montant s'effectue en fonction de l'évolution de l'indice de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1er septembre.

Le point d'indice des fonctionnaires n'a pas augmenté depuis 2017 (*valeur de l'indice 100 en 2017 : 5623.23 €*).

La Commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune d'ESCRAGNOLLES concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2021 / 2022 et suivantes ;
- **DIRE** que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 8 DEC. 2021
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

CONVENTION

ENTRE :
La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé en la matière par délibération n°……..……..…..... du Conseil Municipal en date du ……. reçu par le contrôle de légalité le ……..,

D'une part,

ET :
La commune de TOURRETTES SUR LOUP, représentée par son Maire, Monsieur Frédéric POMA dûment autorisé en la matière par délibération n°…….. du Conseil Municipal en date du…….. reçu par le contrôle de légalité le……..,

D'autre part,

ARTICLE 1 :
Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles publiques de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :
Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics. La commune d'accueil doit fournir un certificat de scolarité à la commune de résidence chaque année pour en attester.
En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :
Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.
Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par l'article L 212-8 du Code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 art. 87, I, par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 113 et par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 art. 101,

ARTICLE 4 :
L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :
Afin de prendre en compte le G.V.T. (Glissement Vieillissement Technicité) et son impact sur la masse salariale, le montant du forfait a été ajusté à 683.12 € par élève pour une scolarité en maternelle ou en élémentaire et à 951.31 € par élève scolarisé en ULIS ou en établissement spécialisé à caractère sanitaire pour l'année scolaire 2020/2021.

ARTICLE 6 :
Son relèvement annuel se fera par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1er septembre.
Formule de révision annuelle :
CN+1 = CN x (IN/IO)
CN = contribution fixée à la signature de la convention soit 683.12 € et 951.31 €.
IO = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre 2020
IN = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre N : année à venir

ARTICLE 7 :
Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.
Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.
Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Toutefois, dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.
Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :
Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :
Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention. La commune d'accueil devra fournir chaque année un justificatif de domicile de moins de 3 mois pour chaque élève concerné ainsi qu'un certificat de scolarité. Dans le cas d'un départ en cours d'année scolaire, il sera demandé un certificat de radiation.

ARTICLE 10 :
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2020/2021.
Elle est conclue pour une durée de trois ans jusqu'au terme de l'année scolaire 2022/2023 soit au 31 août 2023.
Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires

Pour la « Commune de TOURRETTES SUR LOUP »
Le Maire,

Frédéric POMA

Pour la « Commune de GRASSE »
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 227 **CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE TOURRETTES SUR LOUP RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 227

DU 7 DECEMBRE 2021

CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE TOURRETTES SUR LOUP RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de TOURRETTES SUR LOUP concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2020 / 2021 et les suivantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
SERVICE VIE SCOLAIRE	DEPENSES RECETTES	/ /

Madame Murièle CHABERT expose,

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec la commune de TOURRETTES SUR LOUP pour l'année scolaire 2020 / 2021 et les suivantes.

Considérant que le coût moyen départemental d'un élève scolarisé en section maternelle ou en élémentaire est de 683.12 € et le coût moyen d'un élève scolarisé en ULIS ou en établissement spécialisé à caractère sanitaire est de 951.31 € pour l'année scolaire 2020 / 2021. La revalorisation de ce montant s'effectue en fonction de l'évolution de l'indice de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1er septembre.

Le point d'indice des fonctionnaires n'a pas augmenté depuis 2017 (*valeur de l'indice 100 en 2017 : 5623.23 €*).

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de TOURRETTES SUR LOUP concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2020 / 2021 et suivantes ;
- **DIRE** que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

CONVENTION
REPARTITION INTERCOMMUNALE
DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES
Avec réciprocité

ENTRE :
La commune de VALBONNE, représentée par son Maire, Monsieur Joseph CESARO, dûment autorisé en la matière par délibération n° 2021-185 du Conseil Municipal du 10 février 2021, reçue par le contrôle de légalité le 18 février 2021,

D'UNE PART,

ET :
La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment autorisé en la matière par délibération n° …… du Conseil Municipal du …….……, reçue par le contrôle de légalité le ……,

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE DES MOTIFS :

L'article L.212-8 du Code de l'Education prévoit que « *lorsque les écoles (...) publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence* ».

La convention sur la répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques pour l'accueil des élèves domiciliés dans une autre commune arrivant à échéance, il convient de la renouveler.

ARTICLE 1 :
Par la présente convention et dans le respect des dispositions de l'article L.212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :
Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, classes enfantines, les écoles élémentaires ou classes spécialisées publiques.
En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité d'accueil.

ARTICLE 3 :
Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.

ARTICLE 4 :
L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité après un déménagement à l'extérieur de sa commune, entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (petite à grande section) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus. Une fiche de poursuite de scolarité pourra être établie.

ARTICLE 5 :
Le montant de la participation financière à la scolarisation d'un enfant dans une autre commune que sa commune de résidence est fixé à 930,08 euros par élève pour l'année scolaire, valeur septembre 2020.

ARTICLE 6 :
Le montant de la participation financière fera l'objet d'un relèvement annuel, par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1er septembre.

Formule de révision annuelle :
CN+1 = CN x (IN/IO)
CN = contribution fixée à la signature de la convention, soit 930.08 €
IO = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre 2020
IN = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre N : année à venir

ARTICLE 7 :
Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.
Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.
Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :
Dans les situations de garde alternée, aucune contribution financière ne sera demandée dès lors que l'un des parents réside sur la commune d'accueil.
Lorsque les deux parents résident chacun dans deux communes différentes de celle d'accueil, la contribution sera de 50 % pour chacune des deux communes de résidence.

ARTICLE 9 :
Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2, 3 et 4 de la présente convention.

ARTICLE 10 :
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2021/2022.
Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable trois années scolaires supplémentaires, soit jusqu'au 31 août 2025.

Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, en quatre exemplaires, le ……...

Pour la commune de VALBONNE **Le Maire,**	**Pour la commune de GRASSE** **Le Maire,**
Joseph CESARO	**Jérôme VIAUD** Vice-président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 228 **CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE VALBONNE RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 228

DU 7 DECEMBRE 2021

CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA COMMUNE DE VALBONNE RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de VALBONNE concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2021 / 2022 et les suivantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
SERVICE VIE SCOLAIRE	DEPENSES RECETTES	/ /

Madame Murièle CHABERT expose,

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec la commune de VALBONNE pour l'année scolaire 2021 / 2022 et les suivantes.

Considérant qu'afin de faciliter les relations intercommunales, un accord de réciprocité des tarifs appliqués a été passé à ce jour,

Considérant que le coût d'un élève scolarisé en section maternelle et élémentaire et pour les enfants inscrits dans les classes spécifiques (section internationale ou ULIS) est de 930.08 € pour l'année 2021/2022. La revalorisation de ce montant s'effectue en fonction de l'évolution de l'indice de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1er septembre.

La Commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de VALBONNE concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2021 / 2022 et suivantes ;

- **DIRE** que les crédits seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

LE ROURET

SEMPER ROBUR

CONVENTION DE RECIPROCITE

DE LA RÉPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES ACCUEILLANT DES ENFANTS ISSUS DE COMMUNES EXTERIEURS 2021-2024

ENTRE

LA COMMUNE DU ROURET (Alpes Maritimes),
Représentée par son Maire, Monsieur Gérald LOMBARDO,
Dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal n°DCM-2021 en date du 30septembre 2021,

ET

La COMMUNE de GRASSE (Alpes Maritimes)
Représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD,
Dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date du .....

EXPOSE DES MOTIFS :

L'article L212.8 du code de l'éducation prévoit que « lorsque les écoles publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence » .

La convention sur la répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques pour l'accueil des élèves domiciliés dans une autre commune arrivant à échéance, il convient de la renouveler.

ARTICLE 1 :
Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, la commune de résidence précitée s'engage à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de ses élèves.

ARTICLE 2 :
Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles ou élémentaires publiques.
En outre, ceci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :
Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le maire de la commune de résidence, consulté par le maire de la commune d'accueil, a donné son accord.

ARTICLE 4 :
L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle, (mat PS à mat GS) ou de la scolarité en

élémentaire (CP à CM2) entamée ou poursuivie.
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :
Le coût d'un élève est calculé à partir du compte administratif année N-1 de la commune du Rouret sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement des écoles publiques de la commune d'accueil. Le montant total de ces dépenses est divisé par le nombre d'enfants scolarisés dans la commune d'accueil afin d'en définir le coût par élève.

ARTICLE 6 :
Le coût par élève revu annuellement, fera l'objet chaque année d'une délibération du conseil municipal actualisant le tarif.

Il n'est pas fait de distinction entre le cout d'un élève de l'enseignement maternel et le coût d'un élève de l'enseignement élémentaire.

ARTICLE 7 :
Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de sa commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.
Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse ou de situation familiale d'un élève, Tout trimestre entamé sera dû pour le tiers du montant annuel.
Le titre de recette sera émis annuellement à terme échu.

ARTICLE 8 :
Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :
Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention.

ARTICLE 10 :
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2021-2022.
Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable trois années scolaires supplémentaires, soit jusqu'au 31 Aout 2024.

Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à le Rouret, le _____

Maire de la Commune du ROURET ,

Maire de la Commune de GRASSE

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 229 **COUT D'UN ELEVE GRASSOIS SCOLARISE HORS COMMUNE CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE DU ROURET**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 229

DU 7 DECEMBRE 2021

COUT D'UN ELEVE GRASSOIS SCOLARISE HORS COMMUNE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES
ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE DU ROURET

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de définir à signer la convention intercommunale avec la commune du ROURET concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année 2021/2022 et les suivantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
SERVICE VIE SCOLAIRE	RECETTES DEPENSES	

Madame Murièle CHABERT expose,

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant que des enfants rouretans sont scolarisés à Grasse avec l'accord de la commune du Rouret, il convient d'établir une convention pour l'année 2021/2022 et les suivantes,

Qu'après concertation, les deux communes ont défini, à partir du compte administratif année 2020 de la commune du ROURET, le montant de la participation des communes aux frais de fonctionnement des écoles publiques à hauteur de 1387.52 € par enfant scolarisé pour l'année 2021/2022.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune du ROURET concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour les années scolaires 2021 / 2022 et suivantes ;

- **DIRE** que les crédits seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 230 **DEROGATION AU REPOS DOMINICAL**
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 230

DU 7 DECEMBRE 2021

DEROGATION AU REPOS DOMINICAL
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis 2016, dans le cadre de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, le Maire est autorisé à supprimer le repos dominical jusqu'à 12 dimanches par an, le Conseil municipal doit donner son avis. Pour l'année 2022, la présente délibération propose 12 dimanches dérogatoires et sollicite l'avis du Conseil municipal.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
COMMERCE		

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu notamment les articles L 3132-26 et R 3132-21 du code du travail,

Considérant que l'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 confère au maire le pouvoir de supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de douze dimanches et ce, au bénéfice de chaque catégorie de commerce de détail.

Considérant qu'il s'agit pour le maire d'autoriser l'emploi de salariés pendant un à douze dimanches déterminés et non pas d'autoriser l'ouverture proprement dite d'établissements commerciaux le dimanche.

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite loi « Macron » a introduit l'obligation pour le maire d'arrêter la liste des dimanches avant le 31 décembre pour l'année suivante. La désignation des dimanches de l'année 2022 sur lesquels portera la dérogation municipale doit intervenir avant le 31 décembre 2021 après consultation du Conseil municipal, après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soit la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et doit avoir procédé au recueil de l'avis des organisations professionnelles et des organisations syndicales concernées.

Considérant que la dérogation municipale ne peut être accordée qu'à des établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public. Sont donc exclus tous les établissements qui n'exercent pas à titre principal un commerce de détail.

Considérant par ailleurs que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dispose que seuls les salariés volontaires, ayant donné leur accord par écrit à leur employeur, peuvent travailler le dimanche sur autorisation du maire (articles L.3132-27-1 et L.3132-25-4) ; que par ailleurs, depuis le 8 août 2015, le salarié peut refuser de travailler le dimanche et, dans ce cas, ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. De même, le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

Une entreprise ne peut davantage prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher.

Considérant que depuis l'intervention de la loi n°2009-974 du 10 août 2009, le salarié employé le dimanche sur autorisation du maire, doit bénéficier d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente. L'arrêté municipal mentionnera en principe cette contrepartie financière obligatoire au travail dominical, étant entendu qu'une majoration de salaire ou une gratification plus avantageuse pour le salarié peut être prévue par une convention ou accord collectif, par un usage ou encore par une décision unilatérale de l'employeur, voire même par le contrat de travail.

Considérant que le salarié dont le repos dominical a été supprimé dans le cadre d'une dérogation municipale a droit à un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté, s'il accorde l'autorisation demandée, doit nécessairement préciser les modalités d'octroi dudit repos compensateur. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant un jour férié légal (la veille), le repos compensateur sera obligatoirement donné ce jour de fête.

Considérant que l'autorité municipale doit, en effet, obligatoirement choisir une de ces modalités et l'imposer aux employeurs bénéficiaires de la dérogation. Le maire est donc tenu de fixer les conditions dans lesquelles le repos compensateur est accordé : soit collectivement, soit par roulement, de façon anticipée ou non, et ce, dans la quinzaine qui précède ou, selon le cas, qui suit le dimanche travaillé. Dans le souci d'assurer l'égalité des conditions entre établissements concurrents, il ne peut laisser à chacun le choix entre les différentes modalités offertes.

Considérant qu'il est rappelé ici que le repos compensateur constitue un repos supplémentaire venant, par conséquent, s'ajouter au jour de repos hebdomadaire légalement dû. Que dès lors, si le dimanche travaillé est bien évidemment rémunéré et donne lieu, qui plus est, à une majoration de salaire au moins égale à la valeur de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente (*c'est-à-dire une majoration de 100 % au minimum*), le repos compensateur, qui résulte de la suppression du repos dominical, est lui aussi payé.

Considérant que par l'effet de la mensualisation du salaire, le salarié recevra pour le mois où un dimanche est travaillé sur dérogation du maire, son salaire mensuel habituel - qui inclut le paiement du repos compensateur - auquel s'ajoutent la majoration obligatoire pour le travail dominical (*qui, au moins, double le salaire dû pour la journée du dimanche*) et, le cas échéant, la majoration des heures supplémentaires éventuellement accomplies en raison du travail du dimanche.

Considérant que les 12 dimanches proposés pour l'année 2022 sont les suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : Les 16 et 23 janvier 2022, les 10, 17, 24 et 31 juillet 2022, le 28 août 2022, le 4 septembre 2022, le 27 novembre 2022, les 4, 11 et 18 décembre 2022

EQUIPEMENT DE LA MAISON : les 16, 23 et 30 janvier, les 10 et 17 juillet 2022, le 4 septembre 2022, les 13, 20 et 27 novembre 2022, les 4, 11 et 18 décembre 2022.

JOUETS ET ENFANTS : le 16 janvier 2022; le 10 juillet 2022 ; les 16, 23 et 30 octobre 2022 ; les 6, 13, 20 et 27 novembre 2022; les 4, 11 et 18 décembre 2022

ANIMALERIE : les 16 et 23 janvier 2022, les 03 et 10 juillet 2022, le 28 août 2022, le 4 juillet 2022, les 20 et 27 novembre 2022, les 4, 11 et 18 décembre 2022.

MAGASINS POPULAIRES : les 16 et 23 janvier 2022 ; le 15 mai ; les 3, 10, 17 et 24 juillet 2022, le 28 août 2022 ; le 4 septembre 2022 ; 4, 11 et 18 décembre 2022.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DONNER UN AVIS FAVORABLE** à la suppression du repos dominical pour les 12 dimanches 2022 suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : Les 16 et 23 janvier 2022, les 10, 17, 24 et 31 juillet 2022, le 28 août 2022, le 4 septembre 2022, le 27 novembre 2022, les 4, 11 et 18 décembre 2022

EQUIPEMENT DE LA MAISON : les 16, 23 et 30 janvier, les 10 et 17 juillet 2022, le 4 septembre 2022, les 13, 20 et 27 novembre 2022, les 4, 11 et 18 décembre 2022.

JOUETS ET ENFANTS : le 16 janvier 2022; le 10 juillet 2022 ; les 16, 23 et 30 octobre 2022 ; les 6, 13, 20 et 27 novembre 2022; les 4, 11 et 18 décembre 2022

ANIMALERIE : les 16 et 23 janvier 2022, les 03 et 10 juillet 2022, le 28 août 2022, le 4 juillet 2022, les 20 et 27 novembre 2022, les 4, 11 et 18 décembre 2022.

MAGASINS POPULAIRES : les 16 et 23 janvier 2022 ; le 15 mai ; les 3, 10, 17 et 24 juillet 2022, le 28 août 2022 ; le 4 septembre 2022 ; 4, 11 et 18 décembre 2022.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE CHASSE A.M.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 231 **COVID - COMMERCES**
EXONERATION DE LOYERS - MODIFICATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 231

DU 7 DECEMBRE 2021

COVID / COMMERCES
EXONERATION DE LOYERS / MODIFICATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse a souhaité accompagner les acteurs économiques occupant un local municipal et ayant dû interrompre leur activité lors des confinements. Il est demandé au conseil municipal de modifier la délibération du 29 juin 2021 concernant la remise gratuite du casino.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
JURIDIQUE	Dépenses	12 300,80 €

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu l'article L. 1617-5 et l'article L. 2121-29 du Code Général des Personnes Publiques,

Vu l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu les décrets 2020-548 du 11 mai 2020 et 2020-1310 du 29 octobre 2020,

Vu la loi du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

Vu le Décret n° 2021-296 du 19 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 29 juin 2021 ayant accordé une remise gracieuse sur les loyers dus au prorata de la durée de fermeture administrative antérieurement à ladite délibération et le tableau annexé précisant les commerces et montants concernés,

Considérant qu'il y a une erreur dans le tableau annexé, le montant de remise gracieuse pour le casino s'élève à 12 300,80 euros contre 12 402,74 euros calcul ré effectué,

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la remise gracieuse du Casino Victoria pour un montant de 12 300, 80 € et non pas de 12 402, 74 € pour la même période du 1er avril 2021 au 18 mai 2021 conformément aux textes précités pour la période strictement limitée à leur fermeture administrative,

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE CANNES
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 232 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE AVANCES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2022

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 232

DU 7 DECEMBRE 2021

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE
AVANCES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2022

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le vote des avances de subventions aux associations dans le cadre de la Convention Territoriale Glogale (ex CEJ).

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SERVICE JEUNESSE	DEPENSES	383 000 €

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Vu la délibération en date du 8 décembre 2015, où le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales le Contrat Enfance Jeunesse.

Vu la délibération en date du 12 novembre 2019 approuvant le renouvellement du contrat enfance- jeunesse.

Considérant que ce contrat passé avec la Caisse d'Allocations Familiales permet à la ville d'être soutenue dans le développement d'une politique d'accueil globale pour les enfants de 0 à 17 ans sur tout son territoire.

Considérant que l'ensemble des actions est consigné dans la Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Considérant que le co-financement des actions proposées et validées par la Caisse d'Allocations Familiales est de 55 % en moyenne.

Considérant qu'après étude de l'ensemble des activités proposées par les différentes structures et des recettes versées par la CAF, un réajustement des montants va être proposé dans une démarche concertée.

Considérant que le Contrat Enfance Jeunesse a été dénoncé de manière anticipée et prendra fin le 31/12/2021.

Considérant que la Convention Territoriale Globale intercommunale prendra effet sur le territoire à compter du 01/01/2022

Considérant que le mode de fonctionnement de la CTG sera différent notamment avec le versement de la partie CAF auprès des opérateurs mais que celui-ci n'aura lieu que fin du premier semestre 2022, il vous est demandé de bien vouloir voter favorablement à la mise en place d'acomptes de subventions, pour faire face aux charges sociales du personnel et commencements d'actions sur le premier trimestre 2022 pour les organismes suivants :

- Art et Education 25 000 €
  (accueils de loisirs 3/6 ans et 6/12 ans)
- Harpèges 5 000 €
  Lieu d'accueil parents / enfants
- Harpèges 50 000 €
  (accueils de loisirs 6/12 ans et 12/17 ans)
- La Fermette de Plascassier 72 000 €
  (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans et 11/17 ans)
- Loisirs Education Art 100 000 €
  (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans)
- Loisirs Education Culture « Les Aspres » 76 000 €
  et « Magagnosc »
  (accueils de loisirs 3/6 ans et 6/14 ans + séjours de vacances)
- Loisirs Education Culture 40 000 €
  (Multi accueil 1/3 ans)
- Planète Sciences Méditerranée 15 000 €
  (accueils de loisirs 6/12 ans + séjours)

Considérant que ces acomptes ne prédisposent en aucune manière des volumes de subventions qui seront proposés lors de la présentation du budget primitif 2022 et qui seront versés lors du conseil municipal du mois de septembre 2022.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe d'acomptes de subventions aux associations pour l'année 2022 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations ou organismes concernés par la mise en œuvre de ces actions ;

- **AUTORISER** le versement des acomptes mentionnés ci-dessous

Imputation : Service Jeunesse.

Art et Education 25 000 €
(accueils de loisirs 3/6 ans et 6/12 ans)
- Harpèges 5 000 €
  Lieu d'accueil parents / enfants
- Harpèges 50 000 €
  (accueils de loisirs 6/12 ans et 12/17 ans)
- La Fermette de Plascassier 72 000 €
  (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans et 11/17 ans)
- Loisirs Education Art 100 000 €
  (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans)
- Loisirs Education Culture « Les Aspres » 76 000 €
  et « Magagnosc »
  (accueils de loisirs 3/6 ans et 6/14 ans + séjours de vacances)
- Loisirs Education Culture 40 000 €
  (Multi accueil 1/3 ans)
- Planète Sciences Méditerranée 15 000 €
  (accueils de loisirs 6/12 ans + séjours)

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

PLAN DE MOBILITE DE L'ADMINISTRATION DE LA VILLE DE GRASSE

FORFAIT MOBILITES DURABLES
PRIME TRANSPORTS



Au travail, j'y vais autrement !

Version n°2 : 28/09/2021 (révision)

Avec l'accompagnement du Service Mobilités-Transports de
la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

POURQUOI UN PLAN DE MOBILITE ?

Le plan de mobilité (PDM) est une démarche visant à **optimiser les déplacements des agents :**

- **Domicile ↔ Travail**
- **Travail ↔ Travail** (trajets professionnels)

afin de favoriser le recours à des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle.

Véritable démarche de conduite de changements qui va au-delà de la problématique des déplacements, le PDM va générer des modifications au niveau de l'organisation du travail, du management et des relations sociales.

Le plan de mobilité de l'administration de la Ville de Grasse a été approuvé au Conseil Municipal du 29 septembre 2020. Le plan d'actions proposé fait suite à la réalisation d'un diagnostic (étude d'accessibilité, questionnaire, analyse des données). Il comprend 5 actions qui seront mises en place entre 2020 et 2023 :

1. **Instaurer un Forfait Mobilités Durables** et de porter jusqu'à hauteur de 100% la participation de la Ville de Grasse aux abonnements pour les trajets domicile-travail effectués au moyen de transports en commun ou de vélos loués à un service public via la **Prime Transports** ;
2. Développer des alternatives à la voiture lors des trajets professionnels ;
3. Augmenter la part de véhicules à faible émission de la flotte automobile municipale et permettre la recharge des véhicules électriques via le réseau de recharge rapide WIIIZ ;
4. Mettre en place du télétravail et les aménagements d'horaires ;
5. Informer les agents municipaux de toutes les offres disponibles (covoiturage, transport en commun, etc.).

78% des agents habitent à moins de 10 km et 80% utilisent la voiture : les actions mises en œuvre auront des grands effets

Les bénéfices :

La mise en œuvre d'un plan de déplacement s'inscrit comme une démarche « **gagnant-gagnant** » apportant de nombreux bénéfices pour l'administration et pour l'agent.

Pour les agents

- Réduction des frais et du temps de trajets domicile-travail
- Meilleure qualité de vie (réduction du stress et maintien en forme)
- Participation à un projet fédérateur de l'administration

Pour le territoire

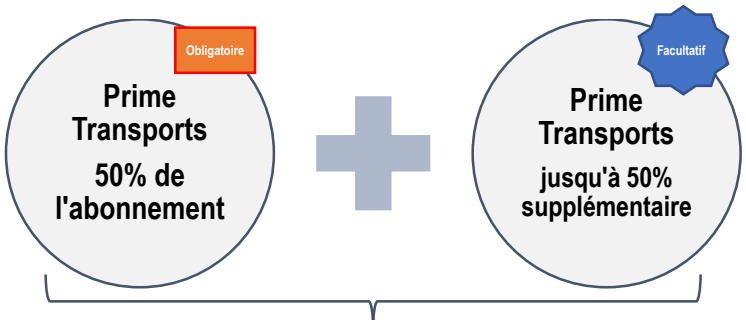
- Diminution du trafic routier et du nombre d'accidents
- Amélioration de la qualité de l'air

Pour l'administration

- Amélioration du bien-être des collaborateurs et gains de productivité
- Réduction des charges liées aux déplacements et optimisation du stationnement
- Favorisation du dialogue social interne à travers un projet fédérateur

LES OFFRES MOBILITES

L'urgence environnementale et climatique appelle chacun à se déplacer différemment. La Ville de Grasse encourage ses agents à utiliser des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle en proposant une Prime Transports couvrant jusqu'à 100% des frais d'abonnements aux services de transports en commun et aux services publics de location de vélo et un Forfait Mobilités Durables.



Transports en commun (Bus et train)

Service public de location de vélo

Participation jusqu'à **hauteur de 100%** des abonnements souscrits pour les déplacements domicile-travail accomplis au moyen de transports publics de personnes ou de services publics de locations de vélos

OU



Vélo personnel avec ou sans assistance

Covoiturage (conducteur et passager)

- **Primes Transports** : Depuis 2009, le Code du Travail (article L3261-2) oblige les employeurs à prendre en charge 50% du coût de l'abonnement aux transports publics de leurs salariés, pour les trajets domicile-travail. La Ville de Grasse a décidé de porter cette participation jusqu'à hauteur de 100% afin d'encourager l'utilisation des transports en commun et des services publics de location de vélo.
- **Forfait Mobilités Durables (FMD)** : Il s'agit d'une prise en charge des frais de transports personnels entre le domicile et le lieu de travail des agents de la Ville de Grasse lorsque ceux-ci sont effectués avec un cycle ou un cycle à pédalage assisté personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage. Dispositif facultatif, cette participation symbolise la politique de mobilité de la Ville de Grasse en faveur du développement durable.

Le présent document à pour objectif de définir les modalités (remboursement, éligibilité, moyens de transports, etc.) liées à la Prime Transports et au Forfait de Mobilités Durables (FMD)

• **<u>Les moyens de déplacements et les services suivants sont pris en charge</u>** :

Prime Transports		**FMD**	**FMD**
			
Titre de transport (bus, train, location de vélo)		**Vélo avec ou sans assistance**	**Covoiturage en tant que conducteur ou passager**
Participation jusqu'à **<u>100% aux frais d'abonnement</u>** plafonné à 200 €/an		Forfait : 200 €/an Utilisation : minimum 100 jours dans l'année	Forfait : 200 €/an Utilisation : minimum 100 jours dans l'année
Justificatifs			
• Attestation sur l'honneur + • Facture d'abonnement		• Attestation sur l'honneur + • Utilisation d'une application de traçage de type « Strava » ou autre	• Attestation sur l'honneur + • D'utilisation d'une application de covoiturage domicile-travail comme « Klaxit » (pas de coût pour le passager & 2€ par trajet et par passager pour le conducteur), « Boogi » et « Rydigo »
Versement			
Abonnement annuel : versement mensuel automatique	Abonnement mensuel : versement au plus tard sous 2 mois	Versement l'année qui suit la déclaration	

• **<u>Les règles</u>** :

	Plafond **200 €/an** **et par agent**	Temps plein et temps partiel (≥ 50%) : plafond à 200€/an Temps partiel (< 50%) : prise en charge calculée à due proportion du nombre d'heures travaillées par rapport à la moitié de la durée du travail à temps complet
	Tous les agents	L'ensemble des agents peuvent en bénéficier.
	Non-cumul	Ne peuvent bénéficier du FMD : – Les agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ; – Les agents bénéficiant d'un véhicule de fonction ; – Les agents bénéficiant d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail ; – Les agents transportés gratuitement par leur employeur. Dans le cas où une solution de stationnement est déjà prise en charge par la ville de Grasse, elle pourra être modulée si l'agent bénéficie du FMD ou de la PT.
	Activités sur plusieurs lieux de travail	L'agent peut bénéficier du forfait mobilités durables pour les déplacements qui lui sont imposés entre sa résidence habituelle et ses différents lieux de travail, ainsi qu'entre ces lieux de travail (si ceux-ci ne sont pas assurés par la Ville de Grasse)
	Justificatifs	– Attestation sur l'honneur (jointe à la fin de ce document) – Copie de la facture dans le cas d'un abonnement ; – Utilisation obligatoire pour l'agent d'une application de traçage pour l'utilisation d'un vélo personnel ; – Utilisation obligatoire pour l'agent d'une application de covoiturage pour le conducteur et/ou le passager.

Le montant du forfait et le nombre minimal de jours prévus peuvent être modulés à proportion de la durée de présence l'année au titre de laquelle le forfait est versé dans les cas suivants :

- L'agent a été recruté dans cours de l'année ;
- L'agent est radié des cadres au cours de l'année ;
- L'agent a été placé dans une position autre que la position d'activité pendant une partie de l'année.

• **Versement de la Prime Transports (PT) et du Forfait Mobilités Durable (FMD)** :

Les documents justificatifs sont à envoyer à : paye@ville-grasse.fr ou par courrier interne à la Direction des Ressources Humaines.

Le montant de la prise en charge des frais de transport est mentionné sur la fiche de paie.

➢ **Prime Transports** : Le remboursement effectué par l'employeur se fait mensuellement (y compris pour les abonnements annuels) au plus tard à la fin du mois suivant l'achat du titre de transport. Le salarié doit présenter un justificatif (remise ou présentation du titre). Une attestation sur l'honneur suffit si l'abonnement à un service public de location de vélo ne mentionne pas l'identité du salarié.

Si la demande a été effectuée avant le **25 (attente retour service paye pour date limite)** du mois (M), le versement se fera le mois suivant (M+1). Si la demande est effectuée après le 25, le versement se fera deux mois après (M+2).

Par exemple, je fais ma demande le 15 juin (avant le 25 du mois), la prise en charge apparaitra sur mon bulletin de salaire du mois de juillet. Si je fais ma demande le 30 juin (après le 25 du mois), la prise en charge apparaitra sur mon bulletin de salaire du mois d'août.

➢ **Forfait Mobilités Durables** : Le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de son employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé.

• **Renouvellement :**

Le bénéfice du Forfait Mobilités Durables ou de la Prime Transports ne se fait pas par tacite reconduction. L'agent doit donc réitérer la demande chaque année en effectuant la même démarche.

• **Arrêt :**

En cas d'arrêt de l'utilisation des moyens de transports concernés par le forfait mobilité durable (Cycle ou cycle à pédalage assisté personnel, covoiturage), il est obligatoire de prévenir la Direction des Ressources Humaines par courriel ou courrier interne.

• **Contrôle** :

La Ville de Grasse se réserve le droit de faire des contrôles. Dans le cas où l'attestation sur l'honneur ne serait pas sincère, l'agent public peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire, dont la gravité dépendrait de l'acte commis.

L'utilisation effective du covoiturage fait l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur qui peut demander à l'agent tout justificatif utile à cet effet comme l'utilisation d'applications de covoiturage (proposées page 4) pour justifier les 100 jours d'utilisation minimum.

L'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel peut faire l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur via l'utilisation de suivi (proposée page 4) pour justifier les 100 jours d'utilisation minimum.

• **Règlement général sur la protection des données** :

Les données renseignées dans l'attestation sur l'honneur feront l'objet d'un enregistrement et d'un archivage au sein de la Direction des Ressources Humaines. Ces données seront également transmises, après anonymisation, à la Cellule Energies et Développement Durable et au Service Déplacements de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour l'évaluation de la politique de mobilité. Vous pouvez vous opposer à tout moment à ce

que certaines de vos données soient utilisées en vous manifestant auprès de la Direction des Ressources Humaines.

- **<u>Réglementation</u> :**

  - Décret n° 2020-541 du 9 mai 2020 relatif au « forfait mobilités durables »
  - Décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail
  - Circulaire BCRF1102464C du 22 mars 2011 portant application du décret n° 2010-676 du 21 juin 2010
  - La loi d'orientation des mobilités dite « LOM » n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 a prévu la mise en place de mesures pour les entreprises et collectivités publiques afin d'encourager le recours à des moyens de transports vertueux
  - Décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale



Si la réglementation évolue, ce document sera mis à jour.
Si les caractéristiques du forfait sont changées, les agents sont avertis au moins 1 mois à l'avance.

TITRE DE TRANSPORT – TRANSPORT EN COMMUN & SERVICE PUBLIC DE LOCATION DE VELO

La Ville de Grasse, en tant qu'employeur, a déjà une obligation de prise en charge partielle du prix des abonnements en transports collectifs (hebdomadaires, mensuels ou annuels) et des abonnements à un service public de location de vélo via la Prime Transports. A travers son Plan de Mobilité, la Ville de Grasse augmente sa participation, passant de 50% jusqu'à 100%, dans la limite de 200 €/an et par agent.

Eligibilité :

- Pas de distance minimale et/ou maximale pour bénéficier du remboursement des trajets domicile-travail, en utilisant les transports en commun ;
- Titres de transport éligibles :
  - des abonnements multimodaux à nombre de voyages illimité et des abonnements annuels, mensuels, hebdomadaires ou à renouvellement tacite à nombre de voyages illimité et des cartes et abonnements mensuels, hebdomadaires ou à renouvellement tacite à nombre de voyages limité émis par la SNCF, par les entreprises de transport public, les régies et établissements publics mentionnés dans la loi du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;
  - des abonnements à un service public de location de vélos.
- Non cumul d'un abonnement de transport en commun et d'un abonnement à un service public de location de vélos ;
- Les titres de transport achetés à l'unité ne sont pas remboursés ;
- La prise en charge se base sur un tarif en 2e classe, pour le trajet le plus court entre leur résidence et leur lieu de travail.

Offres sur le territoire :
A titre indicatif, les offres sur le territoire sont *(prix en vigueur en 2021)* :



- **SILLAGES - Pass Salarié PDE annuel** : l'abonnement annuel s'élève à 165€/an car la ville de Grasse est engagée dans une démarche de Plan de Mobilités en lien avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) – Participation de la CAPG à hauteur de 33%.
- **Forfait SUD AZUR** : abonnement bus (SILLAGES, ENVIBUS, PALM BUS, LIGNES D'AZUR, ZOU !) & train : pour la zone CAPG : 408€/an, pour la zone CAPG&CACPL ou CAPG&CASA : 756€/an ou toutes les zones : 960€/an (y compris le tram).
- **Forfait ZOU ! Annuel AZUR** : l'abonnement annuel s'élève à 365€/an (ligne 500 Grasse/Nice, 511 Grasse/Vence, 530 Grasse/Sophia Antipolis, 600 et 610 Grasse/Cannes)
- **TER ZOU !** : par exemple, un abonnement annuel à la ligne TER entre Nice Ville et Grasse coûte 1 074€/an.



La Bicyclette du Pays de Grasse est un service de location de vélo à assistance électrique moyenne et longue durée. Accessible à l'adresse https://labicyclette.paysdegrasse.fr, il propose grâce à un système de réservation en ligne des formules d'abonnement attractives et des packages attractifs reliés à d'autres modes de transports collectifs.

Deux formules de locations sont proposées au mois : bicyclette seule 32€/mois et bicyclette + abonnement Sillages 42€/mois.

Fin 2021, 53 bicyclettes « nouvelle génération » sont mises à la disposition du public sur le site de Sillages, 109 avenue Pierre Sémard, et ont pour vocation de faciliter l'usage du vélo à tous pour les déplacements du quotidien en dépit des difficultés topographiques du territoire.

À venir : Ouverture en 2022 de « la boutique de la Bicyclette » dans les locaux de la régie des transports Sillages, près de la gare SNCF. Ce bureau d'accueil aura pour utilité d'être un lieu d'information et de services d'accompagnement avec la possibilité de faire réparer ou entretenir son vélo électrique.

Comment ça marche :

La prise en charge est fixée à 50 % du prix de l'abonnement, dans la limite de 86,16 € par mois (plafond en vigueur en 2021).

Le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 fixe la participation de l'employeur public à partir du tarif de l'abonnement annuel permettant d'effectuer le trajet maximum à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports de la région Ile-de-France après application d'un coefficient multiplicateur égal à 1,25.

Modalité de calcul du plafond :

- Calcul du plafond mensuel = abonnement annuel pass Navigo toutes les zones (1-5) * 1,25 / 12 mois
- Calcul du plafond mensuel 2021 = 827,20 * 1,25 / 12 = 86,16€ / mois



Grâce à la participation réglementaire de 50% et à la participation de la Ville de Grasse pour les 50% restant à charge, **votre forfait vous revient à 0€.**



Grâce à la participation réglementaire de 50% et à la participation de la Ville de Grasse pour les 50% (plafonnée à 200€), le reste à charge se calcule de la manière suivante :

Reste à charge = Prix de l'abonnement * 50% - 200€

Par exemple :

- *pour un abonnement annuel à 756€, le reste à charge est de 178€/an (756€ * 50% - 200€) soit 14,83€/mois*
- *pour un abonnement annuel à 1074€ (supérieur au plafond de 1 033,92€ - prix en vigueur 2021), le reste à charge est de 357,04€ (1074€ - 1 033,92€ x 50% - 200€) soit 29,75€/mois*

Envie de vous lancer, mais vous souhaitez tester avant ?
Un carnet de 10 tickets peut vous être remis par la Cellule Energies et Développement Durable sous simple demande. L'agent s'engage alors à l'utiliser pour un trajet domicile/travail ou un trajet travail/travail. Aucun autre déplacement n'est toléré. Si l'expérimentation est non-concluante, l'agent rend alors les tickets non-utilisés.

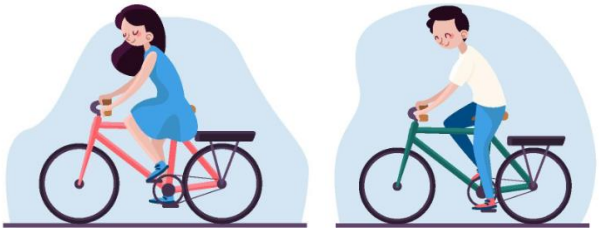
Justificatifs : Attestation sur l'honneur et copie de la facture d'abonnement

CYCLE & CYCLE À PÉDALAGE ASSISTÉ PERSONNEL

Le Forfait Mobilités Durables remplace l'Indemnité Kilométrique Vélo (IKV).

Le FMD est octroyé aux agents qui utilisent le vélo pour réaliser tout ou partie du trajet domicile-travail. Son objectif est de couvrir les frais du cycliste, mais aussi d'encourager plus de travailleurs à se déplacer à vélo, un mode de transport plus écologique que la voiture et considéré comme meilleur pour la santé.

La plupart des modèles sont concernés, du vélo classique en passant par le VTT, celui de course, à assistance électrique (VAE) ou même le tandem !



Eligibilité :

- Aucun kilométrage minimum n'est exigé ;
- Le nombre minimal de jours d'utilisation est fixé à 100 jours ;
- Obligation d'utiliser l'application de traçage de type « Strava » ou autre (à télécharger gratuitement).

Montant :

Montant annuel du FMD (€) = 200€/an

Le montant du forfait et le nombre minimal de jours prévus peuvent être modulés à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

Justificatif :

- Attestation sur l'honneur jointe à la fin de ce document
- Traçage relevé par une application de type « Strava » ou autre.

LE COVOITURAGE

La Ville de Grasse encourage le covoiturage à travers plusieurs programmes, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes comme les applications de covoiturage Boogi, Rydigo et Klaxit.

Le forfait mobilités durables est octroyé aux agents qui utilisent covoiturent en tant que conducteur ou passager.

Eligibilité :

- Aucun kilométrage minimum n'est exigé ;
- Le nombre minimal de jours d'utilisation est fixé à 100 jours ;
- Obligation d'utiliser l'une des applications de covoiturage proposées précédemment.



Montant :

Montant annuel du FMD (€) = 200 €/an

Le montant du forfait et le nombre minimal de jours prévus peuvent être modulés à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

Justificatif :

- Attestation sur l'honneur jointe à la fin de ce document
- Traçage relevé par une application de type « Klaxit » ou autre.

Klaxit, application n°1 :

Dans le cadre du programme CEE Tous Covoitureurs !, la commune de Grasse vous propose Klaxit !

Klaxit a été sélectionné par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire pour porter le programme Tous Covoitureurs !. Le programme vise les salariés des entreprises et repose sur la formation et la sensibilisation au covoiturage par des modalités pédagogiques innovantes, et l'accompagnement des entreprises à la mise en place des dispositifs de covoiturage. L'ensemble des actions sont financées par la Société Eni Gas & Power France.

Grâce à cette application, vous allez pouvoir mutualiser occasionnellement ou quotidiennement vos trajets avec vos collègues ou voisins. Découvrez une application qui s'adapte à vos horaires et à vos contraintes. Découvrez tous les conducteurs à proximité qui partagent votre trajet, à vos horaires. Vous savez déjà avec qui covoiturer ? Mettez-vous d'accord entre vous, puis cliquez sur « Partir maintenant » quelques instants avant de débuter le covoiturage.

Le GPS Klaxit LIVE intégré directement dans l'app vous permettra de déposer et récupérer sans détour vos passagers en toute sérénité. Klaxit est également la seule application qui vous accompagne jusqu'au bout grâce à sa Garantie Retour Maison. Un empêchement de dernière minute au travail et vous ne pouvez plus ramener votre passager ? Grâce à MAIF et Klaxit, un Uber/taxi ramène le passager directement chez lui

Comment ça marche :

1. Téléchargez l'application Klaxit (disponible sur Apple Store et Google Play, sans engagement)
2. Complétez vos préférences : renseignez votre profil et votre trajet. Conducteur : choisissez vos points de passage pour covoiturer sans détour.
3. Trouvez vos covoitureurs. Passager : envoyez des demandes aux conducteurs quand vous le souhaitez.
4. Covoiturez en toute sérénité. Rejoignez votre conducteur en le visualisant sur la carte et suivez le GPS Klaxit LIVE.
5. Economisez du temps, de l'argent. Passager : tous vos trajets gratuits*. Conducteurs : recevez minimum 2€** par trajet, par passager.

**Jusqu'à 4€ offerts par trajet, 2 fois par jour, pour tous les passagers bénéficiaires du programme. Au-delà, la rémunération conducteur de 0,10€ / km s'applique.*

***Recevez minimum 2€ par passager transporté, 2 fois par jour, même pour les plus petites distances.*



Bon à savoir
Il est possible de covoiturer avec son conjoint, sa conjointe, un membre de sa famille travaillant sur le territoire du Pays de Grasse.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

ATTESTATION SUR L'HONNEUR
À REMPLIR PAR L'AGENT
FORFAIT MOBILITÉS DURABLES & PRIME TRANSPORTS

Je soussigné(e) ……

demeurant ……

atteste sur l'honneur être volontaire pour percevoir le Forfait Mobilités Durables ou la Prime Transports mis en place par mon employeur, la Mairie de Grasse.

J'atteste sur l'honneur utiliser les moyens de déplacements et services suivants dans le cadre de mes déplacements **domicile-travail** :

- ☐ Les transports en commun (bus, train) sans utilisation minimale
- ☐ Le vélo personnel (mécanique ou à assistance électrique) au minimum 100 jours dans l'année
- ☐ L'utilisation d'une application de suivi pour cycliste
- ☐ Le covoiturage en tant que chauffeur au minimum 100 jours dans l'année
- ☐ Le covoiturage en tant que passager au minimum 100 jours dans l'année
- ☐ L'utilisation d'une application de covoiturage domicile-travail

Les Chefs de Service peuvent effectuer à tout moment un contrôle. Je suis alors capable de présenter un des **justificatifs** suivants :

- la facture d'abonnement (transports en commun et service public de location de vélo) ;

- l'utilisation d'une application de traçage de type Strava par exemple (utilisation d'un vélo personnel) ;

- l'utilisation d'une application de covoiturage domicile-travail comme Klaxit, Boogi et Rydigo par exemple (covoiturage en tant que conducteur et/ou passager).

J'ai bien noté que le Forfait Mobilités Durables et que la Prime Transports ne sont pas cumulables.

Je m'engage à respecter les modalités d'application mises en place par mon employeur.

Je m'engage à signaler tout changement de ma situation individuelle de nature à modifier les conditions de la prise en charge.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

L'agent	**Le Chef de Service**
Fait à …… le …….. Signature	Fait à …… le …….. Signature



UNE QUESTION ?

Direction des Ressources Humaines
Service Paye
✆ : 04 97 05 52 84
🖱: paye@ville-grasse.fr

Cellule Energies et Développement Durable
Carine GIOVINAZZO
✆ : 04 97 05 51 47
🖱 : carine.giovinazzo@ville-grasse.fr

Jessica BRODIER
✆ : 04 97 05 51 43
🖱 : jessica.brodier@ville-grasse.fr

Service Mobilités-Transports de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Nathan DELPIERRE
✆ 04 89 35 91 15
🖱: ndelpierre@paysdegrasse.fr

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 233 **DEVELOPPEMENT DURABLE**
PLAN DE MOBILITE DE L'ADMINISTRATION DE LA VILLE DE GRASSE
INSTAURATION D'UN FORFAIT MOBILITES DURABLES
ET AUGMENTATION DE LA PRIME TRANSPORTS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA

Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 233

DU 7 DECEMBRE 2021

DEVELOPPEMENT DURABLE
PLAN DE MOBILITE DE L'ADMINISTRATION DE LA VILLE DE GRASSE
INSTAURATION D'UN FORFAIT MOBILITES DURABLES
ET AUGMENTATION DE LA PRIME TRANSPORTS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le Plan de Mobilité de l'administration de la ville de Grasse a été approuvé par le Conseil Municipal le 29 septembre 2020. Une des 5 actions de ce Plan consistait en l'instauration d'un Forfait Mobilités Durables (FMD), afin d'encourager les agents municipaux à recourir à des transports plus propres et moins coûteux. Le Conseil Municipal du 8 décembre 2020 a, par la suite, validé les modalités d'instauration de ce Forfait Mobilités Durables. Cependant, le 9 décembre 2020, le Décret n°2020-1547 relatif au versement du Forfait Mobilités Durables dans la fonction publique territoriale est venu règlementer le versement de ce Forfait. Il est donc nécessaire d'ajuster le Plan de mobilité afin de respecter les conditions dudit décret.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	Dépenses	Fonction du nombre de bénéficiaires

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi « Grenelle II » du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu l'article 82 de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) publiée le 24 décembre 2019, modifiant l'article L. 1214-2 alinéa 9 du code des transports, incitant les entreprises et les collectivités publiques à améliorer la mobilité quotidienne de leurs personnels notamment dans le cadre d'un Plan de Mobilité Employeur ou en accompagnement du dialogue social,

Vu la proposition de la Convention Citoyenne pour le Climat incitant à utiliser des moyens de transports doux ou partagés, notamment pour les trajets domicile-travail, en généralisant et améliorant le forfait mobilité durable, prévue par la récente loi d'orientation des mobilités,

Vu le Code du Travail (article L3261-2) qui oblige les employeurs à prendre en charge 50% du coût de l'abonnement aux transports publics de leurs salariés pour les trajets domicile-travail,

Vu la Circulaire du 22 mars 2011 du Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat précisant le régime fiscal et social de la prise en charge des titres de transports correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Vu le Décret n°2020-541 du 9 mai 2020 relatif au « Forfait Mobilités Durables » (FMD),

Vu l'Arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du Forfait Mobilités Durables dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le Décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du Forfait Mobilités Durables dans la fonction publique territoriale,

Vu le Plan de mobilité de l'administration de la ville de Grasse approuvé par le Conseil Municipal, réuni le 29 septembre 2020, dont l'une des 5 actions à mettre en œuvre consiste en l'instauration d'un FMD et en la prise en charge à 100% des déplacements domicile-travail effectués en transports en commun,

Considérant que 78% des agents habitent à moins de 10 km de leur lieu de travail et que la voiture individuelle est utilisée dans 80% des trajets domicile-travail, la collectivité a un rôle primordial à jouer pour participer à la réduction des émissions des gaz à effet de serre sur son territoire,

Considérant que les modifications entre la première version de décembre 2020 et la nouvelle version de décembre 2021, proposées à travers cette délibération, sont les suivantes :

- Le montant annuel pour les agents se déplaçant entre leur domicile et leur travail avec un cycle, ou cycle à pédalage assisté personnel, ou en covoiturant en tant que passager ou conducteur, est fixé à 200 € par an pour à minima 100 jours d'utilisation ;
- La prise en charge au-delà du taux obligatoire de 50%, au titre de la Prime Transports, constitue un complément de revenu imposable ;
- Les engins de déplacement de type trottinettes, trottinettes électriques et gyropodes ne sont pas éligibles au forfait mobilités ;
- Les frais de recharge des véhicules électriques et hybrides dont les deux roues ne sont plus remboursés.

Considérant que le FMD et l'augmentation de la Prime Transports sont instaurés à titre expérimental pour une durée de 1an,

Considérant que le FMD et l'augmentation de la Prime Transports sont versés sur présentation des justificatifs (factures, relevés de traçage d'application, ...)

Considérant que les modalités d'application de cette prise en charge nécessitent d'être validées par le Conseil Municipal,

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est proposé d'approuver les modalités d'application du FMD et la Prime Transports pour les agents de la ville de Grasse, telles qu'annexées.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 23 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **INSTAURER** le Forfait Mobilités Durables ;
- **APPROUVER** les conditions et les modalités d'application du FMD ainsi que les éventuelles modifications à intervenir dictées par les évolutions législatives et/ou réglementaires ;
- **AUGMENTER** la participation de la ville de Grasse à la Prime Transports ;
- **APPROUVER** les modalités d'application décrites en annexe.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le ..... 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE ET MADAME BERNADETTE CLOT-GOUDARD

Mécénat d'une œuvre et d'un document

ENTRE LES SOUSSIGNES :

COMMUNE DE GRASSE
La Commune de Grasse, Hôtel de Ville – Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 00 18, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération n° 2021- en date du 07 décembre 2021, visée en Préfecture le décembre 2021.
ci-après désigné « **La commune de Grasse** »

Et :

Madame Bernadette CLOT-GOUDARD
Adresse : 5, rue des romarins, 13620 CARRY-LE-ROUET
Mel : ikblue@orange.fr
Ci-après désigné par le terme « **Le mécène** »,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Source, Médiathèque Charles NEGRE sera un lieu d'échanges intergénérationnels ouvert à tous ayant pour thématique « l'Image ». Cette médiathèque de lecture publique mettra à disposition du public des fonds diversifiés d'une richesse importante, ainsi que de nouveaux services tels que l'Artothèque.

La Villa Saint-Hilaire est une bibliothèque patrimoniale mais également de lecture publique qui conserve les fonds anciens et met à la disposition du public des fonds contemporains et patrimoniaux d'une richesse importante. Sa thématique « maison, jardin & paysage » permet d'affirmer encore un peu plus sa spécificité. Elle est sectorisée en 4 pôles :
- Paysage et territoire
- Jardin
- Maison
- Art de vivre

Madame Bernadette CLOT-GOUDARD, retraitée, détient dans son patrimoine propre une œuvre, qu'elle souhaite offrir à La Source, Médiathèque Charles NEGRE afin qu'elle soit mise à disposition du public via l'Artothèque. L'œuvre offerte est une photographie d'Adrien VESCOVI. Adrien VESCOVI, né en 1981, vit et travaille à Marseille. Il réinvestit avec des enjeux contemporains la question de la toile libre et d'une peinture pensée à une échelle architecturale ou naturelle. Il compose des temporalités, assemble des couleurs travaillées par l'air, la terre et le feu.

Enfin, Madame Bernadette CLOT-GOUDARD souhaite également offrir, pour alimenter le fonds patrimonial de la Villa Saint-Hilaire, un document et son certificat d'authenticité, destiné à sa conservation :

- Les ballades de Christine de Pisan, édité en 1984 par les ateliers arts et couleurs et comprenant sept illustrations hors textes de Lucy Boucher, pages de titre ornées, lettrines, cul de lampe.

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de Mme Bernadette CLOT-GOUDARD doit être signée.

ARTICLE 1 - OBJET

Le mécène offre à la commune de Grasse une œuvre et document dont il est propriétaire :

- « Quand la neige tombe au printemps », photographie d'Adrien VESCOVI, 20 x 27cm, Berlin, juin 2010, valeur : 600€
- « Les ballades de Christine de Pisan », édité en 1984 par les ateliers arts et couleurs et comprenant sept illustrations hors textes de Lucy Boucher, pages de titre ornées, lettrines, cul de lampe, valeur : 2 200€.

Ces pièces représentent un intérêt pour enrichir les collections de l'Artothèque de la médiathèque Charles NEGRE et de la Villa Saint-Hilaire.

ARTICLE 2 : PROPRIETE DE LA COLLECTION

La commune de Grasse est seule propriétaire de l'œuvre et de l'ouvrage, objets de la présente. A ce titre, le mécène ne pourra prétendre à aucun droit de propriété ni sur l'œuvre, ni sur le document.

En revanche, le mécène impose que l'œuvre d'Adrien VESCOVI, inaliénable, soit entreposée, gérée et empruntable à

l'artothèque de La Source – Médiathèque Charles NEGRE.
L'œuvre pourra être prêtée à toute personne qui souhaiterait l'exposer.

Le mécène impose que le document « Les ballades de Christine de Pisan » soit inaliénable, imprescriptible, entreposé et géré par la Villa Saint-Hilaire.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MECENE

La participation du mécène est limitée à l'œuvre et au document décrits à l'article 1 de la présente convention, ceci quelles que soient les sujétions prévues ou imprévues rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE GRASSE

La commune de Grasse déclare accepter le présent engagement du mécène.
La commune de Grasse déclare avoir fourni au mécène un document explicatif des modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (Document cadre fiscal en annexe de la présente convention).

4.1 Affectation du don :

La commune de Grasse s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du don, la commune de Grasse établira et enverra un reçu fiscal au mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu au titre des dons ») pour un montant de 2 800,00 € (deux mille huit cent euros).

4.2 Mention du nom du mécène :

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la commune de Grasse développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.

La commune de Grasse s'engage à faire apparaître le nom du mécène sur :

***Les outils de communications relatives au projet ou à la communication du mécénat sur la commune en général pour l'année de signature de la convention**.

4.3 Contreparties :

Comme indiqué précédemment, le mécène soutient les actions de la commune de Grasse définies ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Grasse fera bénéficier au mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

- Inscription du nom du mécène sur le cartel des œuvres à chaque fois qu'elles seront utilisées dans une exposition et inscription au dos de l'œuvre qui pourra être empruntée ;
- Communication sur les réseaux sociaux du nom du mécène lors de chaque action de communication liée à ces œuvres ;

Et ce pendant l'année de signature de la convention.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la commune de Grasse.

ARTICLE 5 : REMERCIEMENTS

La commune de Grasse s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La commune de Grasse mentionnera également « le mécène » parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes, et prendra fin dès que les œuvres et documents seront reçus au service Bibliothèque & Médiathèques. Seul l'engagement de conserver l'œuvre d'Adrien VESCOVI au sein de La Source – Médiathèque Charles NEGRE et le document « Les ballades de Christine de Pisan » à la Villa Saint-Hilaire n'est pas soumis à une durée quelconque.

ARTICLE 7 : ELIGIBILITE AU MECENAT

La commune de Grasse déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n°2003-79 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence, chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.
Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 9 : REPORT – ANNULATION – RESILIATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.
Toute annulation pour une raison autre que celles décrites ci-dessus entraînera pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de

s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable (conciliation, arbitrage, etc…). A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Nombre de pages : 5 + 1 annexe de 2 pages

Fait à Grasse, le en deux (2) exemplaires originaux

Mme Bernadette CLOT-GOUDARD

Pour la commune de Grasse,
M. Jérôme VIAUD

Maire de Grasse,
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Annexe : CADRE FISCAL DU MECENAT – Art. 238 bis du CGI

Les mécènes de l'article 238 bis du Code Général des Impôts :

Cadre général :
La Loi n° 2003-709 du 1 er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations a modifié l'article 238 bis du Code Général des Impôts avec des mesures qui améliorent la situation des entreprises. Depuis le 1er janvier 2003, l'entreprise mécène bénéficie d'une réduction d'impôts de 60% du montant du don, dans la limite de 0,5% de son chiffre d'affaires HT annuel, avec la possibilité de reporter l'excédent sur cinq exercices en cas de dépassement du seuil annuel ou si le résultat de l'entreprise l'année du don est nul ou déficitaire. La réduction d'impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l'année, les reports sont retenus ensuite par ordre d'ancienneté.

Régime réel d'imposition :
Les entreprises concernées par l'avantage fiscal prévu par la loi sont celles qui sont soumises à un impôt sur le résultat en France. Il s'agit soit de l'impôt sur les sociétés (IS), soit de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC) ou des bénéfices agricoles (BA). Elles doivent relever d'un régime réel d'imposition ce qui exclut de l'avantage fiscal lié au mécénat les entreprises soumises aux forfaits.

Obligations déclaratives :
Pour bénéficier de l'avantage fiscal, les entreprises sont soumises à des obligations déclaratives particulières.
- Pour celles soumises à l'impôt sur les sociétés, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD (art 49 septimes X annexe III du CGI) ;
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MSI-SD
- Pour celles soumises aux BIC, BNC, BA, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MS2-SD.

Exemples concrets :
L'entreprise Je suis mécène a un chiffre d'affaires constant de 300 000 euros HT annuel. Elle réalise des bénéfices depuis 5 ans et dépend du régime réel d'imposition de l'IS. Elle décide de soutenir une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général et les actions culturelles menées par la collectivité sur laquelle elle est implantée. Elle fait plusieurs dons successifs sur 3 ans :
Année N : Don en nature valorisé à hauteur de 500 euros HT en mai – Don financier de 1000 euros HT en octobre
Année N+1 : Don financier de 1000 euros HT en avril – Don financier de 1000 euros HT en septembre
Année N+2 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai – Don en nature et prestations valorisé à 500 euros HT.
Année N+3 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai
Compte tenu de son chiffre d'affaires de 300 000 euros, l'entreprise Je suis mécène a une capacité annuelle de « générosité défiscalisable » de 0,5% X 300 000, soit 1500 euros HT. Pour l'année N, la somme des dons vaut 1500 euros HT et ne dépasse donc pas le plafond autorisé. L'entreprise pourra déduire 60% X 1500, soit 900 euros.
En revanche sur l'année N+1, son don total de 2000 euros dépasse le plafond. Elle devra déduire dans la limite du plafond de 1500 euros HT et reporter les 500 euros de don excédentaire sur l'année suivante. Sur N+2, le total des dons effectués, 1300 euros HT, ne dépasse pas le plafond de 0,5%.
Mais le report ne peut être entièrement consommé. L'entreprise Je suis mécène décide d'affecter le report sur l'année N+3. L'année N+2, elle bénéficie donc d'une déduction de 60% X 1300, soit 780 euros HT. L'année N+3, elle reporte l'excédent de 500 euros de l'année N+1 et bénéficie donc d'une déduction égale à 60% X (500+800), soit 780 euros HT.

Evaluation fiscale du don en nature et prestations :

Les types d'apports et leur évaluation :

- Apport d'une immobilisation : évaluation à la valeur vénale. Le don se traduit d'une part, par la réalisation d'une plus ou moins-value égale à la différence entre la valeur vénale du bien appréciée à la date du don et sa valeur nette comptable. La plus-value immédiatement appréhendée par le donateur est imposable au taux de droit commun. D'autre part, par une perte égale à la valeur vénale du bien donné. Cette perte est déductible au taux de droit commun.
- Apport en stock (valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise) : évaluation au coût de revient, dont charges directes et indirectes (ex : coût de transport). Si le bien est neuf et a été acheté par l'entreprise mécène, sa valorisation est égale au prix d'achat mentionné sur la facture. Attention, si le bien fourni est totalement amorti, l'entreprise ne peut prétendre utiliser ce don au titre des réductions d'impôts car la valeur de ce bien est nulle du point de vue comptable et fiscal. La TVA acquittée par l'entreprise sur le bien n'est pas déductible car elle est utilisée dans le cadre d'une opération non imposable, sauf s'il s'agit de biens de faible valeur, ou dans le cas de dons à des FRUP ou ARUP.
- Mise à disposition d'un local : valeur locative (prix de marché)
- Mise à disposition de personnel ou mécénat de compétences : coût de revient (salaires bruts + charges sociales et fiscales) et non-valeur marchande (Instruction fiscale 4 C-5-04 du 13 juillet 2004).

Responsabilité :

La valeur du don en nature est déterminée sous la responsabilité du donateur. La formule « Valeur des biens reçus - Informations fournies par l'entreprise donatrice » est apposée par le bénéficiaire sur le cerfa.

L'organisme bénéficiaire engage sa responsabilité sur le montant qu'elle indique sur le reçu fiscal. En cas d'établissement irrégulier de reçu, elle est soumise à une amende de 25% des sommes perçues.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 234 BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES
ACCEPTATION D'UN MECENAT DE MME BERNADETTE CLOT-GOUDARD

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 234

DU 7 DECEMBRE 2021

BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES
ACCEPTATION D'UN MECENAT DE MME BERNADETTE CLOT-GOUDARD

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'accepter un mécénat portant sur une œuvre et un document.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES	RECETTES	2 800 €

Madame Dominique BOURRET expose :

Considérant que la Source – Médiathèque Charles NEGRE sera un lieu d'échanges intergénérationnels ouvert à tous ayant pour thématique « l'image ».

Considérant que cette médiathèque de lecture publique mettra à disposition du public des fonds diversifiés d'une richesse importante, ainsi que de nouveaux services tels que l'Artothèque.

Considérant que Madame Bernadette CLOT-GOUDARD, retraitée, détient dans son patrimoine propre une photographie d'Adrien VESCOVI qu'elle souhaite offrir à La Source, Médiathèque Charles NEGRE afin qu'elle soit mise à disposition du public via l'Artothèque.

Considérant qu'Adrien VESCOVI est un artiste contemporain qui réinvestit avec des enjeux contemporains la question de la toile libre et d'une peinture pensée à une échelle architecturale ou naturelle. L'artiste compose des temporalités, assemble des couleurs travaillées par l'air, la terre et le feu.

Considérant que Madame Bernadette CLOT-GOUDARD détient dans son patrimoine propre l'ouvrage (et son certificat d'authenticité) intitulé « Les ballades de Christine de Pisan », édité en 1984 par les ateliers arts et couleurs et comprenant sept illustrations hors textes de Lucy Boucher, pages de titre ornées, lettrines, cul de lampe, destiné à la conservation qu'elle souhaite également offrir pour alimenter le fonds patrimonial de la Villa Saint-Hilaire.

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de Madame Bernadette CLOT-GOUDARD doit être signée.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de mécénat en nature concernant l'œuvre et le document appartenant à Madame Bernadette CLOT-GOUDARD ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 235 RECENSEMENT DE LA POPULATION 2022
REMUNERATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 235

DU 7 DECEMBRE 2021

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2022
REMUNERATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis l'année 2004, dans les communes de 10.000 habitants ou plus, est organisée, chaque année une enquête de recensement portant sur 8 % des adresses de la commune (sélectionnées par tirage au sort). En cinq ans, 40 % de la population aura ainsi été recensée. Il convient donc de délibérer chaque année sur l'organisation et la rémunération de ce recensement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
SERVICE ELECTORAL	DEPENSES	13 700 €
	RECETTES	9 008 €

Madame Mélanie ZARRILLO expose,

Vu le titre V de la loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité qui a procédé à une refonte des modalités d'organisation des opérations de recensement et substitue à une procédure générale de comptage, étendue à l'ensemble des communes du territoire, une méthode d'enquête annuelle élaborée à partir d'un échantillon représentatif.

Considérant que la période de recueil de l'information s'étendra du 20 janvier au 26 février 2022.

Considérant que la loi et ses décrets d'application prévoient un partage des tâches entre la commune, qui prépare et réalise l'enquête de recensement, et l'INSEE, qui organise et contrôle la collecte des informations.

Considérant que les communes ont l'entière responsabilité du recrutement et de l'encadrement des agents recenseurs et des responsables municipaux de recensement, qui sont nommés par arrêté municipal et rémunérés par la commune.

Considérant que les communes recevront de l'Etat une dotation forfaitaire au titre de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement. Cette dotation sera calculée en tenant compte du mode de collecte (exhaustif ou sur échantillon), du nombre d'habitants et du nombre de logements de la commune. Versée en mars de chaque année sur la ligne budgétaire des recettes imputation 74 718 – 022 – 1011- 20902-RECENSEM, elle intégrera les charges sociales et l'évolution du point d'indice de rémunération de la fonction publique.

Considérant qu'en ce qui concerne la ville de Grasse, le montant de cette dotation a été fixé à 9 008 €.

Pour mener à bien les opérations de recensement que la loi met désormais à sa charge, la ville de Grasse procédera au recrutement de 9 agents recenseurs encadrés par 1 contrôleur et 1 suppléant. Compte tenu du faible nombre d'agents recrutés et dans le souci d'assurer la meilleure efficacité aux opérations de

recrutement et d'optimiser les moyens mis en œuvre sur le plan matériel et financier, il a été décidé de faire appel à des fonctionnaires communaux. Ces agents seront nommés par arrêté municipal.

Considérant que chaque agent recenseur se verra rémunérer de la façon suivante :

- Une prime de mission forfaitaire de 950 € brut assorti d'un forfait essence de 400 € pour l'utilisation de véhicule personnel et forfait carburant soit une rémunération totale de 1 350 € brut par personne, soit : 12 150 euros pour les 9 agents.

Considérant que l'agent contrôleur et son suppléant se verront doter :

- D'une prime forfaitaire de 500 € brut par personne soit 1 000 euros.

Considérant que l'agent correspondant RIL se verra doter :

- D'une prime forfaitaire de 550 euros brut.

Leur mission se fait pendant les heures de travail et en dehors de leur horaire classique, les soirs de semaine, le samedi et voire le dimanche. Le programme est le suivant :

- Mise à jour du répertoire d'immeuble localisé (RIL)
- Vérification des adresses (permis de construire, adresses notifiées par la Poste)
- Gestion des problèmes rencontrés par les agents recenseurs sur le terrain
- Gestion des échanges avec l'INSEE (notifications de voies, changements d'adresse…)
- Mise en place de la logistique du recensement rénové
- Organisation de la campagne de recensement
- Formation et suivi permanent des agents recenseurs
- Traitement de la collecte (papier et suivi internet)

1. Les primes de mission forfaitaires de 10 100 € seront inscrites sur la ligne budgétaire des dépenses - Imputation 64118-022-1011-20907 – Chapitre 012.
2. Les frais d'essence de 3 600 € seront inscrits sur la ligne budgétaire des dépenses - Imputation 6251-020-1011-20907- Chapitre 011.

Considérant que la dotation de l'Etat a encore baissé par rapport à l'année dernière (9.205 euros pour 2021) ;
Considérant que l'étendue du territoire de Grasse et le travail important des agents du recensement pour couvrir les 2068 adresses à recenser sur une période de 6 semaines à compter de la tournée de reconnaissance, je vous demande cette année que la ville de Grasse prenne en charge la différence soit 4 692 euros pour l'ensemble des agents.

La commission qualité de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le mode de rémunération des agents recenseurs.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

CONVENTION LPAC
Convention : CONV-2021-027881
Date génération du document : 18/11/2021 à 10:12

DOCA-311680

9626

CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION D'UN POINT DE CONTACT « LA POSTE AGENCE COMMUNALE »

Convention LPAC
Point de Contact : 062420 - GRASSE LA BLAQUIERE AP
Nom de la commune : Grasse
Etablissement d'attache : GRASSE FRAGONARD - 060690
Type de point de contact : Agence postale
Type de partenariat : LPA COMMUNALE
Type de dispositif : Tablette Tactile
Date de début de validité : 08/12/2021
Première période de fin de validité : 08/12/2030

Entre :

La Poste, Société Anonyme au capital de 5 364 851 364 euros, dont le siège social est situé au 9 rue du Colonel Pierre Avia – 75015 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 356 000 000, représentée par M. Eric MARECHAL] en qualité de Directeur Régional de La Poste Alpes Côte d'Azur,

d'une part,

et

La Commune de Grasse, représentée par M. Jérôme VIAUD en qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 7décembre 2021,

d'autre part.

Ci-après conjointement dénommés les « Parties » ou individuellement dénommé la « Partie ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

PREAMBULE

L'accessibilité aux services postaux au sein de ses 17 000 points de contact et la qualité de l'engagement des postiers et des partenaires, sont l'atout maître du réseau La Poste.

Au cœur de l'évolution des modes de vie de ses clients et de son environnement, La Poste adapte en permanence son réseau en privilégiant la multiplicité des points de contact et en proposant une offre de services et une relation de qualité, adaptées aux besoins de ses clients.

C'est pourquoi La Poste a souhaité proposer aux communes la gestion d'agences postales communales offrant les prestations postales courantes, conformément aux dispositions prévues par la loi du 4 février 1995 « d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire » modifiée, autorisant la mise en commun de moyens entre les établissements publics et les collectivités territoriales pour garantir la proximité des services publics sur le territoire.

Si les conditions d'un partenariat équilibré sont réunies, la Commune et La Poste définissent ensemble au plan local les modalités d'organisation d'une agence postale communale. Cette agence devient l'un des points de contact du réseau de La Poste géré par un bureau de rattachement, au sein d'un territoire offrant toute la gamme des services de La Poste.

La présente convention établit les conditions dans lesquelles certains services de La Poste sont proposés en partenariat avec les communes, ainsi que les droits et obligations de chacune des parties.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention (ci-après « la Convention ») définit les conditions dans lesquelles les services de La Poste définis dans l'article 2 ci-après sont proposés dans le cadre de l'agence postale communale.

ARTICLE 2. PRESTATIONS PROPOSEES PAR L'AGENCE POSTALE COMMUNALE

L'agence postale communale propose au public les produits et services suivants :

Produits et services postaux

- Affranchissements (lettres et colis ordinaires ou recommandés),
- Vente de produits :
  - Timbres à usage courant dont timbres et carnets de timbres philatéliques,
  - Enveloppes Prêt-à-Poster par lots,
  - Emballages Colissimo,
  - Emballages à affranchir,
  - Prêt-à-Expédier Chronopost France Métropolitaine
  - Pack déménagement, pack garde du courrier, enveloppes de réexpédition
  - Fourniture d'autres produits postaux sur demande.
- Dépôts d'objets y compris recommandés (hors objets sous contrat, objets en nombre et valeur déclarée),
- Retraits d'objets y compris recommandés (hors poste restante, valeur déclarée et Chronopost),
- Services de proximité : contrat de réexpédition du courrier, garde du courrier, abonnement mobilité,
- Dépôt des procurations courrier.

Services financiers et prestations associées

- Retrait d'espèces sur compte courant postal,
- Retrait d'espèces sur Postépargne ou livret d'épargne,
- Transmission au bureau de rattachement pour traitement direct :
  - des demandes de services liées aux CCP,
  - des procurations liées aux services financiers,
  - des versements d'espèces sur un compte courant postal,
  - des versements d'espèces sur un Postépargne ou livret d'épargne.
- Transmission au centre financier pour traitement direct des demandes de dépôt de chèques sur CCP et comptes épargne.

Ces services doivent être rendus dans les limites et selon les conditions communiquées par La Poste.

La Commune sera informée par tous moyens de toute évolution de ces limites et/ou conditions. Elle devra rendre les services conformément à ces évolutions.

Produits et services tiers

- Vente de produits et services du Groupe « La Poste », notamment de téléphonie « La Poste Mobile »
- Vente de produits et services de Partenaires de La Poste.

Des communications portant sur les offres du Groupe La Poste et/ ou de ses partenaires pourront être affichées ou distribuées dans l'agence postale communale. La Commune pourra en outre proposer aux clients intéressés d'être recontactés pour avoir plus de précisions sur ces offres, selon les modalités définies par La Poste.

Equipement numérique

Mise à disposition en libre-service dans le local recevant le public de l'agence postale de l'équipement numérique suivant (ci-après dénommé « Equipement numérique ») :

D'une borne tactile, composée d'une tablette tactile, de son support et de ses équipements périphériques, connectée à Internet,

Cet Equipement numérique permet au public d'accéder à des informations relatives au Groupe La Poste et ses produits et services, aux différents services publics et administrations, à la Commune, à l'office du tourisme de la Commune et à tout autre service.

Les informations et services auxquels le public pourra accéder par l'intermédiaire de cet Equipement numérique seront définis par La Poste, qui pourra les faire évoluer à tout moment pendant la durée de la Convention.

ARTICLE 3. GESTION DE L'AGENCE POSTALE COMMUNALE

La Commune charge un ou plusieurs de ses agents d'assurer les prestations postales énumérées ci-dessus, conformément à l'article 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et à l'article 6 de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 modifiée.

L'agent territorial est un agent titulaire ou non de la fonction publique territoriale.

Chargé de la gestion de l'agence postale communale, il effectue les opérations visées à l'article 2 conformément aux procédures et aux conditions de vente définies par La Poste, avec l'appui des agents de La Poste qui dépendent de son bureau de rattachement.

La Commune et les agents chargés d'assurer les prestations postales devront également se conformer aux procédures de sureté/sécurité MASTER communiquées par La Poste, qu'ils devront ratifier annuellement.

Le pouvoir disciplinaire est exercé par le maire conformément à l'article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

La Poste s'engage à fournir à l'agent territorial chargé de la gestion de l'agence postale communale une formation adaptée. Les dépenses liées à cette formation seront prises en charge par La Poste sur présentation des justificatifs (et dans la limite de 20 euros TTC / personne pour les frais de repas) mais non le remplacement de l'agent pendant la formation.

La Commune s'engage :

- -à s'assurer que toutes les formations, notamment règlementaires, ont bien été suivies et qu'elles sont maitrisées par l'agent (titulaire ou remplaçant) en charge d'assurer les prestations postales ;
- -à veiller au renouvellement tous les deux (2) ans des formations règlementaires par l'agent (titulaire ou remplaçant) en charge de réaliser les prestations ;
- -à désigner à minima un référent en charge de former les éventuels nouveaux arrivants et de veiller au bon renouvellement des formations des agents déjà formés.

La Commune détermine les jours et horaires d'ouverture, après en avoir informé La Poste, de manière à satisfaire les besoins de la clientèle, et à assurer dans des conditions satisfaisantes la continuité du service public.

En cas de fermeture temporaire de l'agence postale communale, notamment lors des congés de l'agent territorial, la Commune communique par écrit à la Poste la fermeture et sa durée et indique à la population, par voie d'affichage, les coordonnées des points de contact de La Poste les plus proches et du bureau où les objets en instance sont disponibles.

ARTICLE 4. FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE POSTALE COMMUNALE

Modalités générales

La Commune s'engage à fournir un local ou un emplacement pour l'exercice des activités de l'agence postale communale, à l'entretenir et en assurer le bon fonctionnement (eau, électricité, chauffage, téléphone, ...). Le local doit être maintenu en bon état par la Commune tant en ce qui concerne la propreté que la sécurité des lieux.

La Poste s'engage à approvisionner l'agence postale communale en petit matériel, imprimés et fournitures postales nécessaires à son activité. Cette liste est recensée dans les conditions particulières de la Convention.

1.1.1. L'agence postale communale dispose d'une armoire forte (ou coffre), d'une balance et d'un équipement informatique simplifié mais non relié au système d'information des services financiers de La Poste qui permet à son bureau de rattachement d'enregistrer les opérations effectuées.
Ces équipements sont fournis et entretenus par La Poste.

L'armoire forte (ou coffre) est installée dans un local non accessible au public et fermé à clef.

La Poste prend également en charge les frais de raccordement et d'abonnement liés à l'internet (hors téléphonie) ainsi que les frais de communications téléphoniques relatifs à l'utilisation des terminaux de paiement électroniques dans le cadre de l'agence postale communale. La Commune s'engage à ce que cet accès Internet soit exclusivement dédié à la réalisation des prestations, objet des présentes et s'interdit de l'utiliser dans le cadre d'une autre activité

1.1.2. La Poste met à disposition de la Commune l'Equipement numérique décrit à l'article 2.4.

Le raccordement à Internet, nécessaire au fonctionnement de l'Equipement numérique, sera assuré par La Poste.

La Commune s'engage à ce que cet accès Internet soit exclusivement dédié au fonctionnement de l'Equipement numérique et s'interdit de l'utiliser dans le cadre d'une autre activité.

Dans l'hypothèse où l'accès à internet se fait par l'intermédiaire du WIFI de la mairie, cette dernière devra s'assurer que son contrat avec son fournisseur d'accès à Internet l'autorise à mettre à disposition du public cet accès. En cas de changement de fournisseur d'accès à internet, la Commune devra en avertir, La Poste, par écrit dans un délai minimum de deux (2) mois avant la modification de la ligne.

Dans l'hypothèse où la Commune ne souhaite plus que La Poste utilise son réseau WIFI, elle s'engage à en informer La Poste [3] mois avant la mise en œuvre de sa décision et à permettre à La Poste d'installer, à ses frais, une connexion à Internet permettant le fonctionnement de l'Equipement numérique.

La Commune veillera à installer l'Equipement numérique dans un endroit susceptible de garantir la confidentialité des opérations réalisées par les clients.

L'agent aura reçu de La Poste une formation adaptée pour être en mesure de répondre aux sollicitations des utilisateurs de l'Equipement numérique. Pour autant, celui-ci ne devra pas se substituer à l'usager pour accéder aux sites et/ou effectuer les opérations d'ordre privé. L'agent ne devra en aucun cas avoir connaissance des données personnelles, notamment bancaires, d'un client.

La Poste pourra décider de reprendre l'Equipement numérique à tout moment. Dans cette hypothèse, La Poste notifiera sa décision par écrit à la Commune et reprendra l'Equipement dans les meilleurs délais.

1.1.3. Les équipements et matériels nécessaires au bon fonctionnement de l'agence postale communale sont fournis par La Poste pendant la durée de la Convention et demeurent la propriété de La Poste.

L'agent territorial chargé de la gestion de l'agence postale communale veille au bon entretien des équipements, matériels et fournitures qui lui sont confiés. Il s'assure quotidiennement que les équipements et matériels qui lui sont confiés sont sous tension et en bon état de fonctionnement.

En outre, la Commune assurera un nettoyage régulier de l'Equipement numérique afin de garantir son niveau d'hygiène et veille à ce qu'il ne soit pas dégradé par les utilisateurs.

En cas de perte, vol ou détérioration des équipements, matériels et fournitures, l'agent territorial doit en informer La Poste par écrit dans les 48 heures, avec copie au maire de la Commune.

1.1.4. La Commune prend connaissance, signe et respecte les règles et les principes définis dans la Charte d'utilisation du SI jointe en Annexe 3 de la Convention. Elle doit en outre communiquer et faire respecter cette Charte par l'agent territorial et par toute personne qui intervient dans l'exécution des prestations postales.

1.1.5. La Commune autorise La Poste à procéder librement à toute visite et mesure nécessaires pour déterminer notamment la bonne mise en œuvre des procédures communiquées par La Poste.

Particularités relatives aux produits Courrier / Colis

La Poste détermine avec la Commune les modalités de mise en sécurité des envois postaux déposés par les clients ou mis en instance par La Poste.

La Poste remet, lors de la signature de la Convention, les produits Courrier / Colis décrits à l'article 2-1, dont les quantités sont négociées entre les Parties à l'ouverture de l'agence. À la demande de l'agent territorial chargé de la gestion de l'agence postale communale, La Poste assure le réapprovisionnement des stocks afin de répondre à tout moment à la demande de la clientèle.

Les modalités de gestion des stocks et de réalisation des inventaires sont précisées dans les conditions particulières de la Convention.

La Poste peut à tout moment et unilatéralement arrêter la commercialisation d'un produit. Dans cette hypothèse, elle en informe l'agent chargé de la gestion de l'agence postale communale, afin que les dispositions nécessaires puissent être prises.

Dispositions comptables

L'agence postale communale dispose d'une comptabilité et d'une caisse distinctes de celles de la Commune. La Poste veille à l'alimentation de la caisse en fonction notamment du niveau des opérations financières réalisées par l'agence postale communale.

La Commune doit sécuriser les fonds selon les consignes communiquées par La Poste.

Afin de garantir le bon fonctionnement de l'agence postale et de permettre une offre de service la plus complète possible, la Poste assure et prend à sa charge le passage de transporteurs de fonds professionnels.

Cette intervention se fera conformément à la règlementation en vigueur et en fonction de l'ergonomie des locaux de l'agence. Le maire ratifiera le protocole de desserte conjointement avec le responsable du bureau de rattachement. Dans un premier temps, la

périodicité de passage sera de un par trimestre, révisable en fonction des besoins de l'agence.

Toutes les opérations comptables de l'agence postale communale sont intégrées dans la comptabilité du bureau de rattachement.

Les pièces comptables sont transmises chaque jour au bureau de rattachement.

L'agence postale communale devra respecter les procédures précisées par La Poste dans la réglementation relative à la gestion des bureaux.

ARTICLE 5. INDEMNITE COMPENSATRICE MENSUELLE

En contrepartie des prestations fournies par la Commune, La Poste s'engage à verser à la Commune l'indemnité compensatrice forfaitaire mensuelle prévue en annexe 2.

Cette indemnité compensatrice est revalorisée, chaque année au 1er janvier, selon le mode de calcul indiqué en annexe 2.

Cette indemnité est versée mensuellement, à terme échu, par La Poste à la Commune.

Ce montant pourra être modifié si la Commune ne bénéficie plus ou vient à bénéficier du classement en Zone de revitalisation rurale (ZRR) ou en Quartier prioritaires de la Ville. Dans les deux cas, les nouveaux montants sont appliqués à compter de la date de prise d'effet de l'arrêté constatant le classement ou le déclassement des communes dans l'une ou l'autre de ces zones.

Pour les LPAC inscrites dans une convention territoriale, ce montant d'indemnité est applicable pendant la durée d'inscription de l'agence postale à ladite convention territoriale. La copie de cette convention devra être jointe en annexe de la Convention. En cas de renouvellement, elle devra être transmise à La Poste pour être prise en compte.

Cette indemnité compensatrice mensuelle permet de compenser les charges supportées par la Commune, notamment :

- la part de rémunération brute des agents et la part des charges de l'employeur,
- la part du coût du local affecté à l'agence postale communale, comprenant l'amortissement et les assurances,
- la part des frais d'entretien du local affecté à l'agence postale communale (eau, électricité, téléphone, chauffage, ...).

ARTICLE 6. INDEMNITE EXCEPTIONNELLE D'INSTALLATION

La Poste s'engage à verser à la Commune une indemnité exceptionnelle d'installation, égale à trois fois le montant de l'indemnité compensatrice mensuelle définie à l'article 5 de la Convention.

Cette indemnité exceptionnelle n'est versée qu'une seule fois à la Commune, en même temps que la première indemnité compensatrice mensuelle. Il est ainsi convenu que si la Convention porte sur un point de contact déjà installé, cette indemnité ne sera pas due.

ARTICLE 7. RESPONSABILITES

Pour l'ensemble des services proposés par l'agence postale communale, La Poste engage sa responsabilité à l'égard de ses clients et des tiers, conformément aux dispositions légales qui lui sont applicables.

La Poste assume par ailleurs l'entière responsabilité de tous les litiges, dommages ou accidents liés directement ou indirectement aux opérations effectuées à l'agence postale communale, objets de la Convention.

Toutefois, la Commune assure l'entière responsabilité de tous les dommages ou accidents qui pourraient survenir au sein de l'agence postale communale et qui trouveraient leur origine dans l'absence ou le défaut d'entretien des locaux ou des matériels et équipements mis à sa disposition.

La Commune ne saurait être tenue pour responsable des fautes détachables ou non détachables qui pourraient être commises par l'agent territorial dans l'exercice de l'activité de l'agence postale communale, dans la mesure où celui-ci est directement placé sous l'autorité de La Poste. La responsabilité pécuniaire de ces fautes incombe à La Poste, laquelle se réserve la possibilité de se retourner contre l'agent fautif en cas de faute détachable.

De son côté, la Commune informe La Poste des procédures qu'elle engage, si besoin est, à l'encontre de l'agent.

L'agent territorial chargé d'assurer le fonctionnement de l'agence postale communale est soumis aux dispositions du Code Pénal en matière de secret professionnel et de secret des correspondances.

ARTICLE 8. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La Commune s'engage, pendant toute la durée d'exécution de la Convention, à respecter l'ensemble des lois, réglementations et normes internationales afférents aux manquements à la probité et à prendre connaissance du Code Ethique et Anti-Corruption et de la Politique Cadeaux et Invitations du Groupe La Poste communiqués par La Poste.

Les manquements à la probité visés au présent article désignent les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou tout autre manquement à la probité.

La Commune s'engage, pendant toute la durée d'exécution de la Convention, à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement La Poste par écrit en cas de survenance d'un manquement à la probité (commission avérée, condamnation), que ce manquement concerne la Commune directement ou l'une des personnes qui lui est associé (notamment salarié, agent, prestataire, sous-traitant…).

ARTICLE 9. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la présente convention, le terme « Données à caractère personnel » désigne toute donnée relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification ou un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité.

Traitements de Données à caractère personnel

Les missions confiées à l'agence postale communale impliquent que la Commune traite des données à caractère personnel pour le compte de La Poste (saisie et consultation de données à caractère personnel dans le système d'information de La Poste, collecte de formulaires papier contenant des données clients ...).

Dans ce cadre, La Poste a la qualité de responsable de traitement au sens de la réglementation sur la protection des Données à caractère personnel tandis que la Commune à celle de sous-traitant intervenant dans la réalisation du traitement pour le compte de La Poste.

La Commune traite les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées par La Poste par la Convention, dans le respect des obligations fixées dans le présent article.

Elle s'engage à ne pas traiter les données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste, à d'autres fins que celles prévues par la Convention. Les Données à caractère personnel ne pourront, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autre que celles prévues par la Convention.

En conséquence, la Commune s'engage :

- à ne procéder à des traitements de Données à caractère personnel que suivant les instructions de La Poste figurant dans la présente convention, complétées le cas échéant, par des instructions écrites de La Poste ;
- s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes à ces instructions ou étrangers à l'exécution de la Convention ;
- ne faire aucun usage pour son propre compte ou pour le compte de tiers des Données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste ;
- ne conserver les Données à caractère personnel traitées que le temps nécessaire à l'exécution des missions ;
- porter assistance à La Poste afin de répondre à toute demande d'exercice de droits adressée à La Poste par les personnes concernées et informer La Poste de toute demande d'exercice de droits qui lui serait adressée directement ;
- informer sans délai La Poste de toute demande d'information ou de tout contrôle des autorités de contrôle et de protection des Données
- informer sans délai La Poste de toute demande qui lui serait adressée directement et plus généralement de tout événement affectant le traitement des Données à caractère personnel.

Par ailleurs, la Commune s'engage à ne pas sous-traiter à un tiers tout ou partie du traitement de Données à caractère personnel.

La Commune déclare avoir effectué toute formalité éventuellement nécessaire et avoir respecté lors de la collecte des données à caractère personnel et de leur traitement, l'ensemble des obligations découlant de l'application de la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, s'agissant notamment de la déclaration du traitement en tant que sous-traitant.

Sécurité et confidentialité des Données à caractère personnel

La Commune prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

La Commune s'engage notamment à mettre en place les mesures permettant d'assurer un niveau de confidentialité et un niveau de sécurité appropriés aux risques présentés par le traitement et la nature des Données à caractère personnel traitées.

La Commune s'engage en particulier à :

- protéger les Données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;
- ne rendre accessibles et consultables les Données à caractère personnel traitées qu'aux seuls agents de la Commune dûment habilités en raison de leurs fonctions et qualité, dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Ces agents sont tenus par une obligation de confidentialité.

La Commune s'engage à notifier sans délai à La Poste tout incident ayant pu affecter potentiellement les Données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste, ainsi que toute violation de Données à caractère personnel. Dans ce contexte, la Commune communiquera sans délai à La Poste tous les éléments dont elle dispose concernant les conditions entourant l'incident de sécurité, notamment la nature et l'étendue des Données à caractère personnel impactées, le nombre de personnes concernées, les conséquences probables et les conditions techniques dans lesquelles l'incident a eu lieu.

La Commune assistera La Poste afin de répondre aux éventuelles demandes des autorités concernant l'incident.

Communication à des tiers

Les Données à caractère personnel traitées en exécution de la Convention ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus par une disposition légale et/ou réglementaire.

La Commune devra informer La Poste de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires. Avant tout accès ou communication, la Commune devra informer La Poste d'une telle demande avant d'y répondre.

Conservation des Données à caractère personnel

Au terme de la Convention, la Commune s'engage à restituer, selon les instructions et dans les délais indiqués par La Poste, l'ensemble des Données à caractère personnel traitées pour le compte de La Poste.

Suivi des mesures

La Poste, si elle le souhaite, pourra réaliser un suivi de la mise en œuvre de ces mesures, tant au cours de l'exécution de la Convention qu'à son issue, directement ou par l'intermédiaire d'un représentant.

La Commune s'engage à permettre toute demande de suivi qui serait sollicitée par La Poste, moyennant le respect par cette dernière d'un délai de préavis d'au moins dix (10) jours ouvrés.

La Commune communiquera toutes informations, documents ou explications nécessaires à la réalisation de ce suivi.

Le cas échéant, la Commune s'engage à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures correctives nécessaires identifiées au cours de ce suivi.

ARTICLE 10. DUREE

La Convention est conclue pour une durée de 9 ans à compter de sa signature[1].

Sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties effectuée par lettre recommandée avec avis de réception trois mois au moins avant la date d'échéance, la Convention est renouvelée par tacite reconduction, une fois, pour la même durée. En cas de reconduction, il est convenu que la Convention fera obligatoirement l'objet d'un nouvel examen entre les parties.

ARTICLE 11. RESILIATION

La Convention peut être résiliée par la Commune unilatéralement à sa date anniversaire, avec notification à La Poste trois mois au moins avant cette échéance.

Le non-respect par l'un des signataires de ses obligations résultant de la Convention autorise l'autre partie à résilier la Convention sans préjudice des dommages et intérêts que, sauf cas de force majeure, elle pourrait solliciter.

Dans ce cas, la résiliation prend effet, de plein droit, à l'issue d'un mois après l'envoi d'une mise en demeure, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, restée sans effet.

[1]La durée de la Convention est librement fixée pour une durée comprise entre 1 et 9 ans.

Dans les cas de manquement ne pouvant donner lieu à correction, la Partie concernée par le manquement peut prononcer la résiliation de la Convention de plein droit avec effet immédiat. Notamment, la Convention peut être résiliée de plein droit avec effet immédiat par La Poste, sans qu'il soit besoin d'accomplir de formalité judiciaire ou autre, lorsque la Commune ou un de ses agents a participé à des agissements frauduleux ou en cas de manquement spécifique aux engagements pris au titre de l'article « Lutte contre la corruption » et « Données à caractère personnel » des présentes.

A la fin de la Convention, et quelles qu'en soient les circonstances, les équipements et le matériel fournis par La Poste pour le fonctionnement de l'agence postale communale restent la propriété de La Poste.

ARTICLE 12. ASSURANCES

En sa qualité de propriétaire des locaux, il appartient à la Commune de garantir son patrimoine au titre de la garantie des dommages aux biens et de souscrire une garantie responsabilité civile propriétaire d'immeuble permettant de couvrir les dommages et accidents qui pourraient être occasionnés aux clients et aux tiers de La Poste.

De la même manière, La Poste s'oblige à garantir l'ensemble des dommages qui pourraient survenir au bâtiment qu'elle occupe et qui lui seraient directement imputables.

La Poste s'engage également à souscrire une assurance de groupe permettant de couvrir le ou les agents territoriaux contre les risques qu'ils encourent dans le cadre de l'activité qu'ils effectuent au sein de l'agence postale communale.

ARTICLE 13. MARQUES - COMMUNICATION

La Commune s'engage à respecter l'image de marque de La Poste. Elle ne pourra pas en utiliser les signes distinctifs pour un autre objet que les prestations fournies dans le cadre de la Convention.

La Poste aura la possibilité de prendre une ou plusieurs photographie(s) de la devanture de l'agence postale communale pour pouvoir la référencer sur Internet (notamment sur le site de La Poste, sur les sites de localisation ou sur les moteurs de recherche).

ARTICLE 14. SUIVI DU PARTENARIAT

Une rencontre de suivi est organisée chaque semestre entre le chef d'établissement du bureau de rattachement de La Poste, le maire de la Commune et le ou les agents territoriaux assurant la gestion de l'agence postale communale, afin que chacun soit informé de l'activité constatée et de la bonne application de la Convention.

ARTICLE 15. CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours de la Convention qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, les parties garderont strictement confidentiels les renseignements techniques et commerciaux échangés dans le cadre de la Convention.

Les parties mettent à la charge de leurs agents la même obligation de confidentialité.

ARTICLE 16. LITIGES

Toute contestation née de l'interprétation et/ou de l'exécution de la Convention donnera lieu à tentative de règlement amiable entre les parties.
A défaut d'accord amiable, le litige sera porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif compétent.

Fait à , le

En deux exemplaires originaux

Pour La Poste	**Pour la Commune**
Eric MARECHAL	Jérôme VIAUD
Directeur Régional de La Poste Alpes Côte d'Azur	Maire de Grasse
[cachet de La Poste]	[cachet de la Commune]

ANNEXE 1 : CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'ORGANISATION D'UNE AGENCE POSTALE COMMUNALE

AGENCE POSTALE COMMUNALE DE : ...GRASSE LA BLAQUIERE AP - (062420...
Coordonnées : ... AV A COMBATTANTS AFRIQUE NORD - 06130 - Grasse .....

Bureau de rattachement : GRASSE FRAGONARD ...060690 .....

Date d'ouverture de l'agence postale : .....08/12/2021.....

Le bureau de rattachement est l'établissement postal qui enregistre comptablement les opérations réalisées dans l'agence postale communale. Il assure les liaisons avec l'agence postale communale, son approvisionnement et en contrôle le bon fonctionnement. Il est l'interlocuteur privilégié de l'agent.

1- BENEFICIAIRES DU SERVICE

Vente d'objets et dépôt du courrier : tout client en faisant la demande.

Remise des instances courrier : tout habitant de la zone d'instance définie ci-dessous :
La zone d'instance de l'agence postale communale de Grasse est composée du secteur de La Blaquière/Les Aspres .

Services bancaires et prestations associées : tout client en faisant la demande.

2- MODALITES D'OUVERTURE

La Commune charge un ou plusieurs agent(s) d'assurer la réalisation des Missions pendant l'amplitude horaire détaillée ci-après :

Jours et heures d'ouverture :

Lundi	8h45-11h50	Jeudi	8h45-11h50
Mardi	8h45-11h50	Vendredi	8h45-11h50
Mercredi	8h45-11h50	Samedi	fermé
		Dimanche	fermé

La Commune s'engage à assurer la continuité de service et le fonctionnement de l'Agence Postale durant les horaires d'ouverture et reste libre des agents qu'elle souhaite affecter aux Missions.

En cas de fermeture temporaire de l'agence postale communale, la Commune prévient le bureau de rattachement dans les meilleurs délais.

Pour informer ses clients, elle affiche à l'extérieur du local les coordonnées postales et téléphoniques du bureau de rattachement, qui assure le service en particulier dans le cadre de la remise des instances, et éventuellement des autres bureaux de poste proches.

3- ORGANISATION INTERNE DU SERVICE

Liaisons avec le bureau de rattachement :

Heures et jours de livraison du courrier et des colis à l'agence postale communale :
11h30

Heures et jours de collecte du courrier, des colis et des pièces comptables :
11h30

L'agent s'engage à envoyer au bureau de rattachement les pièces comptables dès la première liaison qui suit la réalisation de l'opération.

4- PRODUITS CONFIES A L'AGENCE POSTALE COMMUNALE PAR LA POSTE

La Poste remet à la Commune, à la date de début de la Convention, un stock initial de produits dont les quantités sont négociées entre les Parties à l'ouverture de l'agence.

Inventaire :

Les inventaires sont réalisés selon le calendrier propre au bureau de rattachement qui envoie les documents nécessaires à l'agence postale communale pour la réalisation de cet inventaire. Les procédures sont définies par le bureau de rattachement.

5- EXECUTION DU SERVICE

La Poste s'engage à installer, entretenir et, le cas échéant, remplacer à ses frais :

- A l'extérieur, une enseigne « Agence»
- Une boîte aux lettres sur le bâtiment de l'agence ou aussi près que possible de l'établissement,
- Une balance,
- Un équipement informatique simplifié non relié au système d'information des services financiers de La Poste,
- Une armoire forte adaptée si la Commune ne dispose pas d'un coffre-fort
- Une tablette tactile, son support et les éventuels équipements périphériques.

La Poste s'engage également à fournir :

- Le matériel (timbre à date, griffes à sceller, ficelle, plomb, sacs, caissettes) nécessaire à l'exécution du service,
- Les consommables nécessaires à l'utilisation du matériel,
- Les imprimés, guides et documents de réglementation nécessaires à la réalisation des opérations postales et financières.

En tout état de cause, ces équipements et matériels demeurent la propriété de La Poste.

En cas de perte ou de vol, l'agent territorial en informe La Poste par écrit dans les 48 heures, avec copie au maire de la Commune.

ANNEXE 2 : GRILLE TARIFAIRE APPLICABLE POUR LE CALCUL DE L'INDEMNITE COMPENSATRICE MENSUELLE

	Indemnité* Montant fixe non soumis à TVA Au **01/01/2021**
LPAC (La Poste Agence communale)	1 046 € par mois soit 12 552 € par an
LPAC en Zone de Revitalisation rurale	1 178€ par mois soit 14 136 € par an
LPAC en quartier prioritaire de la ville	1 178 € par mois soit 14 136 € par an
LPAC inscrite dans une convention territoriale	1178 € par mois soit 14 136 €par an

* Il est convenu entre l'AMF et La Poste que cette indemnité compensatrice peut être revalorisée, chaque année au 1er janvier, en fonction du dernier indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Ensemble, connu au 1er décembre, selon le mode de calcul suivant :

M x I / R

M = 950 € ou 1070[2] € (indemnité compensatrice mensuelle de référence)

I = indice des prix à la consommation base 2015 connu au 1er décembre de l'année précédente.

R = 94,91 (indice des prix à la consommation base 2015 du mois d'octobre 2010)

Le montant de l'indemnité revalorisée est arrondi selon la formule suivante : à l'euro supérieur à partir de 0,50 et à l'euro inférieur en dessous de 0,50.

[2] Indemnité compensatrice de référence pour les cas suivants :
- « LPAC » situé en quartier prioritaire de la ville,
- « LPAC » situé en zone de revitalisation rurale,
- « LPAC» inscrit dans une convention territoriale.

LA POSTE

ANNEXE 3 :

Charte de bonne utilisation du Système d'Information (SI) par les partenaires

A. Objet

La présente charte de bonne utilisation du Système d'Information de La Poste (ci-après dénommée « Charte ») a pour objectif de définir les droits et devoirs des utilisateurs du Système d'Information (ci-après dénommé « SI ») de La Poste d'une part, et les modalités des contrôles relatifs aux usages de ce SI, d'autre part.
Le SI de La Poste inclut aussi bien les ressources logicielles et matérielles mises à disposition par La Poste pour se connecter au réseau de La Poste (incluant ordinateurs, smartphone, tablettes ainsi que leurs supports et éventuels périphériques, bornes tactiles, imprimantes, points d'accès internet et éventuels répéteurs Wifi) que les informations véhiculées par ce SI.

Tout utilisateur régi par la présente convention de service devient un utilisateur du SI (ci-après dénommé « Utilisateur »), et est à ce titre soumis aux obligations présentées dans la Charte, quel que soit son profil (agent territorial, commerçant, partenaire public ou privé).

B. Pourquoi sécuriser le SI ?

Les données du SI auxquelles les Utilisateurs ont accès sont la propriété de La Poste. Leur vol, perte, ou utilisation frauduleuse a d'importantes conséquences économiques ou d'image pour La Poste.
C'est pourquoi il est essentiel de protéger les accès au SI qui sont attribués aux Utilisateurs du SI et les données qui y sont véhiculées.
La présente Charte présente quelques règles simples d'hygiène informatique pour parvenir à cet objectif.

C. Les règles essentielles pour protéger le SI

Règle 01 – Protéger son mot de passe.

Tout Utilisateur LPAC et LPR qui se connecte au SI de La Poste utilise un identifiant et un mot de passe unique. La connaissance de cet identifiant et de ce mot de passe doit être limitée aux seuls utilisateurs du SI mis à disposition par La Poste et ne doit pas être partagée avec d'autres personnes.

De plus, si un accès Internet est mis à disposition du public, par exemple au travers d'une borne d'accès Wifi, le public doit pouvoir se connecter à la borne comme prévu. L'identifiant et le mot de passe de connexion de la borne d'accès à Internet doivent être tenus secrets auprès du public.

En pratique
- ✓ Ne copiez jamais un mot de passe sur un post-it
- ✓ En cas de mise à disposition auprès du public d'un poste partagé (tablette), veillez à ce que les mots de passe ne soient jamais enregistrés dans le navigateur internet.

Règle 02 – Protéger son équipement

Les terminaux (smartphone, ordinateurs…) mis à votre disposition peuvent attirer des convoitises. Vous devez les protéger contre le vol et la casse. Le Partenaire s'engage à en informer immédiatement La Poste par téléphone au numéro suivant 0810 258 369 et par écrit à l'Etablissement d'attache dans les 48 heures.

En pratique
- ✓ Sécurisez votre équipement avec un dispositif adapté et conservez les tablettes dans leur support
- ✓ Si vous avez un dispositif nomade (tablettes, smartphone…), vous devez les conserver en lieu sûr après utilisation (local et/ou armoire fermés).

Règle 03 – Protéger la confidentialité des données échangées

Les opérations effectuées au travers du SI de La Poste (achats, envoi en recommandés, opérations bancaires de dépannage,…) peuvent attirer des convoitises. Vous devez permettre aux clients de réaliser les opérations postales ou bancaires dans la plus grande confidentialité.

En pratique

- ✓ Si une borne tactile est mise à disposition des clients, placez celle-ci de telle façon à limiter l'exposition de l'écran à la vue du public
- ✓ Gardez une distance minimale avec le public quand vous manipulez les données confidentielles d'un client (exemple : visualisation d'un solde)
- ✓ Ne partagez jamais d'informations sur les opérations des clients de La Poste à des tiers.

Règle 04 – Ne pas brancher d'équipements non autorisés par La Poste, ni en modifier la configuration

Par défaut, l'Utilisateur ne doit jamais modifier la configuration de ses équipements pour ne pas diminuer la sécurité de ceux-ci. La connexion d'équipement personnel au SI de La Poste est interdite.

En pratique

- ✓ Ne désactivez jamais l'antivirus installez sur les équipements fournis par La Poste
- ✓ N'installez jamais de logiciel venant d'Internet sur les équipements fournis par La Poste, sauf ceux expressément autorisés par La Poste.
- ✓ Ne branchez jamais une clé USB, ni un smartphone (même pour le recharger), car ces supports peuvent contenir un programme malveillant (« virus »).

Règle 05 – N'utiliser les ressources de La Poste qu'à des usages professionnels

Les capacités de stockage des équipements mis à votre disposition ne doivent être utilisées qu'à des fins professionnelles. De la même manière, l'usage de la messagerie et d'Internet doit rester exclusivement professionnel.

En pratique

- ✓ N'utilisez pas les capacités de stockage pour stocker et/ou partager des données non professionnelles (musique, vidéo, documents…)
- ✓ Ne copiez pas de données appartenant à La Poste sur des sites de stockage en ligne
- ✓ N'utilisez jamais votre accès Internet pour consulter des sites interdits par la loi ou incompatibles avec un usage professionnel (jeux, pornographie,…)
- ✓ Ne participez jamais à une chaine de mails. Son seul effet est d'engorger les réseaux.

Règle 06 – Etre vigilant vis-à-vis toute demande externe

Beaucoup d'attaques informatiques nécessitent une action d'une cible non avertie pour infecter les postes de travail ou le SI. Vous devez être vigilants à tout instant.
Dans le cas des emails, vous devez prendre les précautions suivantes :

- vérifiez que l'expéditeur du message est bien l'auteur du contenu du message. En cas de doute, n'hésitez pas à contacter directement l'émetteur du mail par téléphone.
- n'ouvrez pas les pièces jointes provenant de destinataires inconnus ou dont le titre ou le format paraissent incohérents avec les fichiers que vous envoient habituellement vos contacts
- si des liens figurent dans un email, passez votre souris dessus avant de cliquer pour vérifier l'adresse

- ne répondez jamais par courriel à une demande d'informations personnelles ou confidentielles (ex : code confidentiel, mot de passe, numéro de votre carte bancaire).

En pratique

✓ Ne répondez jamais à un email qui vous semble suspicieux et ne cliquez jamais sur les liens contenus dans un tel mail. Si vous suspectez une tentative d'hameçonnage (aussi appelée « phishing »), transférez tout mail suspect à l'adresse suivante : phishing@laposte.fr

✓ Ne répondez à aucune sollicitation téléphonique non préalablement authentifié (ex : support informatique). En cas de doute, contactez votre bureau de poste d'attache.

✓ Limitez votre navigation Internet à des sites sûrs.

Règle 07 – Signaler les incidents

Vous devez signaler à votre correspondant La Poste (0810 258 369) tout incident :

- Accès ou tentative d'accès à un équipement confié par La Poste
- Intervention sur des fichiers ou données qui appartiennent à La Poste
- Tout dysfonctionnement ou événement qui apparaît anormal.

En pratique

✓ Si votre équipement a un comportement inhabituel et que vous soupçonnez une intrusion (lenteurs inhabituelles, accès refusés, fichiers supprimés sans autorisation), votre équipement est peut-être infecté. Dans ce cas, déconnectez l'équipement du réseau et appelez votre support informatique habituel qui vous indiquera la marche à suivre.

D. Le dispositif de surveillance

Afin d'assurer la sécurité de son SI, La Poste effectue régulièrement des contrôles pour s'assurer du respect par le Partenaire de ses engagements et notamment la bonne mise en œuvre des procédures communiquées par La Poste :

- Détection d'accès aux sites interdits par la loi ou portant atteinte à la dignité humaine,
- Contrôles des logiciels installés sur les équipements,
- Inventaires du matériel mis à disposition des utilisateurs.

En pratique

✓ Suivez toutes les bonnes pratiques listées dans le paragraphe C.

✓ Prêtez assistance aux auditeurs de La Poste s'ils requièrent votre participation et aux autorités judiciaires.

Pour toute question sur la présente Charte, vous pouvez contacter les équipes cybersécurité de La Poste à l'adresse de messagerie cybersecurite.reseau@laposte.fr

CONVENTION LPAC
Convention : CONV-2021-027879
Date génération du document : 17/11/2021 à 18:12

DOCA-702823

9626

CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION D'UN POINT DE CONTACT « LA POSTE AGENCE COMMUNALE »

Convention LPAC
Point de Contact : 069590 - GRASSE PLASCASSIER AP
Nom de la commune : Grasse
Etablissement d'attache : GRASSE FRAGONARD - 060690
Type de point de contact : Agence postale
Type de partenariat : LPA COMMUNALE
Type de dispositif : Tablette Tactile
Date de début de validité : 08/12/2021
Première période de fin de validité : 08/12/2030

Entre :

La Poste, Société Anonyme au capital de 5 364 851 364 euros, dont le siège social est situé au 9 rue du Colonel Pierre Avia – 75015 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 356 000 000, représentée par M. Eric MARECHAL en qualité de Directeur Régional de La Poste Alpes Côte d'Azur,

d'une part,

et

La Commune de Grasse, représentée par M. Jérôme VIAUD en qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 7 décembre 2021,

d'autre part.

Ci-après conjointement dénommés les « Parties » ou individuellement dénommé la « Partie ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

PREAMBULE

L'accessibilité aux services postaux au sein de ses 17 000 points de contact et la qualité de l'engagement des postiers et des partenaires, sont l'atout maître du réseau La Poste.

Au cœur de l'évolution des modes de vie de ses clients et de son environnement, La Poste adapte en permanence son réseau en privilégiant la multiplicité des points de contact et en proposant une offre de services et une relation de qualité, adaptées aux besoins de ses clients.

C'est pourquoi La Poste a souhaité proposer aux communes la gestion d'agences postales communales offrant les prestations postales courantes, conformément aux dispositions prévues par la loi du 4 février 1995 « d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire » modifiée, autorisant la mise en commun de moyens entre les établissements publics et les collectivités territoriales pour garantir la proximité des services publics sur le territoire.

Si les conditions d'un partenariat équilibré sont réunies, la Commune et La Poste définissent ensemble au plan local les modalités d'organisation d'une agence postale communale. Cette agence devient l'un des points de contact du réseau de La Poste géré par un bureau de rattachement, au sein d'un territoire offrant toute la gamme des services de La Poste.

La présente convention établit les conditions dans lesquelles certains services de La Poste sont proposés en partenariat avec les communes, ainsi que les droits et obligations de chacune des parties.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention (ci-après « la Convention ») définit les conditions dans lesquelles les services de La Poste définis dans l'article 2 ci-après sont proposés dans le cadre de l'agence postale communale.

ARTICLE 2. PRESTATIONS PROPOSEES PAR L'AGENCE POSTALE COMMUNALE

L'agence postale communale propose au public les produits et services suivants :

Produits et services postaux

- Affranchissements (lettres et colis ordinaires ou recommandés),
- Vente de produits :
  - Timbres à usage courant dont timbres et carnets de timbres philatéliques,
  - Enveloppes Prêt-à-Poster par lots,
  - Emballages Colissimo,
  - Emballages à affranchir,
  - Prêt-à-Expédier Chronopost France Métropolitaine
  - Pack déménagement, pack garde du courrier, enveloppes de réexpédition
  - Fourniture d'autres produits postaux sur demande.
- Dépôts d'objets y compris recommandés (hors objets sous contrat, objets en nombre et valeur déclarée),
- Retraits d'objets y compris recommandés (hors poste restante, valeur déclarée et Chronopost),
- Services de proximité : contrat de réexpédition du courrier, garde du courrier, abonnement mobilité,
- Dépôt des procurations courrier.

Services financiers et prestations associées

- Retrait d'espèces sur compte courant postal,
- Retrait d'espèces sur Postépargne ou livret d'épargne,
- Transmission au bureau de rattachement pour traitement direct :
  - des demandes de services liées aux CCP,
  - des procurations liées aux services financiers,
  - des versements d'espèces sur un compte courant postal,
  - des versements d'espèces sur un Postépargne ou livret d'épargne.
- Transmission au centre financier pour traitement direct des demandes de dépôt de chèques sur CCP et comptes épargne.

Ces services doivent être rendus dans les limites et selon les conditions communiquées par La Poste.

La Commune sera informée par tous moyens de toute évolution de ces limites et/ou conditions. Elle devra rendre les services conformément à ces évolutions.

Produits et services tiers

- Vente de produits et services du Groupe « La Poste », notamment de téléphonie « La Poste Mobile »
- Vente de produits et services de Partenaires de La Poste.

Des communications portant sur les offres du Groupe La Poste et/ ou de ses partenaires pourront être affichées ou distribuées dans l'agence postale communale. La Commune pourra en outre proposer aux clients intéressés d'être recontactés pour avoir plus de précisions sur ces offres, selon les modalités définies par La Poste.

Equipement numérique

Mise à disposition en libre-service dans le local recevant le public de l'agence postale de l'équipement numérique suivant (ci-après dénommé « Equipement numérique ») :

D'une borne tactile, composée d'une tablette tactile, de son support et de ses équipements périphériques, connectée à Internet,

Cet Equipement numérique permet au public d'accéder à des informations relatives au Groupe La Poste et ses produits et services, aux différents services publics et administrations, à la Commune, à l'office du tourisme de la Commune et à tout autre service.

Les informations et services auxquels le public pourra accéder par l'intermédiaire de cet Equipement numérique seront définis par La Poste, qui pourra les faire évoluer à tout moment pendant la durée de la Convention.

ARTICLE 3. GESTION DE L'AGENCE POSTALE COMMUNALE

La Commune charge un ou plusieurs de ses agents d'assurer les prestations postales énumérées ci-dessus, conformément à l'article 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et à l'article 6 de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 modifiée.

L'agent territorial est un agent titulaire ou non de la fonction publique territoriale.

Chargé de la gestion de l'agence postale communale, il effectue les opérations visées à l'article 2 conformément aux procédures et aux conditions de vente définies par La Poste, avec l'appui des agents de La Poste qui dépendent de son bureau de rattachement.

La Commune et les agents chargés d'assurer les prestations postales devront également se conformer aux procédures de sureté/sécurité MASTER communiquées par La Poste, qu'ils devront ratifier annuellement.

Le pouvoir disciplinaire est exercé par le maire conformément à l'article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

La Poste s'engage à fournir à l'agent territorial chargé de la gestion de l'agence postale communale une formation adaptée. Les dépenses liées à cette formation seront prises en charge par La Poste sur présentation des justificatifs (et dans la limite de 20 euros TTC / personne pour les frais de repas) mais non le remplacement de l'agent pendant la formation.

La Commune s'engage :

-à s'assurer que toutes les formations, notamment règlementaires, ont bien été suivies et qu'elles sont maitrisées par l'agent (titulaire ou remplaçant) en charge d'assurer les prestations postales ;
-à veiller au renouvellement tous les deux (2) ans des formations règlementaires par l'agent (titulaire ou remplaçant) en charge de réaliser les prestations ;
-à désigner à minima un référent en charge de former les éventuels nouveaux arrivants et de veiller au bon renouvellement des formations des agents déjà formés.

La Commune détermine les jours et horaires d'ouverture, après en avoir informé La Poste, de manière à satisfaire les besoins de la clientèle, et à assurer dans des conditions satisfaisantes la continuité du service public.

En cas de fermeture temporaire de l'agence postale communale, notamment lors des congés de l'agent territorial, la Commune communique par écrit à la Poste la fermeture et sa durée et indique à la population, par voie d'affichage, les coordonnées des points de contact de La Poste les plus proches et du bureau où les objets en instance sont disponibles.

ARTICLE 4. FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE POSTALE COMMUNALE

Modalités générales

La Commune s'engage à fournir un local ou un emplacement pour l'exercice des activités de l'agence postale communale, à l'entretenir et en assurer le bon fonctionnement (eau, électricité, chauffage, téléphone, ...). Le local doit être maintenu en bon état par la Commune tant en ce qui concerne la propreté que la sécurité des lieux.

La Poste s'engage à approvisionner l'agence postale communale en petit matériel, imprimés et fournitures postales nécessaires à son activité. Cette liste est recensée dans les conditions particulières de la Convention.

1.1.1. L'agence postale communale dispose d'une armoire forte (ou coffre), d'une balance et d'un équipement informatique simplifié mais non relié au système d'information des services financiers de La Poste qui permet à son bureau de rattachement d'enregistrer les opérations effectuées.
Ces équipements sont fournis et entretenus par La Poste.

L'armoire forte (ou coffre) est installée dans un local non accessible au public et fermé à clef.

La Poste prend également en charge les frais de raccordement et d'abonnement liés à l'internet (hors téléphonie) ainsi que les frais de communications téléphoniques relatifs à l'utilisation des terminaux de paiement électroniques dans le cadre de l'agence postale communale. La Commune s'engage à ce que cet accès Internet soit exclusivement dédié à la réalisation des prestations, objet des présentes et s'interdit de l'utiliser dans le cadre d'une autre activité

1.1.2. La Poste met à disposition de la Commune l'Equipement numérique décrit à l'article 2.4.

Le raccordement à Internet, nécessaire au fonctionnement de l'Equipement numérique, sera assuré par La Poste.

La Commune s'engage à ce que cet accès Internet soit exclusivement dédié au fonctionnement de l'Equipement numérique et s'interdit de l'utiliser dans le cadre d'une autre activité.

Dans l'hypothèse où l'accès à internet se fait par l'intermédiaire du WIFI de la mairie, cette dernière devra s'assurer que son contrat avec son fournisseur d'accès à Internet l'autorise à mettre à disposition du public cet accès. En cas de changement de fournisseur d'accès à internet, la Commune devra en avertir, La Poste, par écrit dans un délai minimum de deux (2) mois avant la modification de la ligne.

Dans l'hypothèse où la Commune ne souhaite plus que La Poste utilise son réseau WIFI, elle s'engage à en informer La Poste [3] mois avant la mise en œuvre de sa décision et à permettre à La Poste d'installer, à ses frais, une connexion à Internet permettant le fonctionnement de l'Equipement numérique.

La Commune veillera à installer l'Equipement numérique dans un endroit susceptible de garantir la confidentialité des opérations réalisées par les clients.

L'agent aura reçu de La Poste une formation adaptée pour être en mesure de répondre aux sollicitations des utilisateurs de l'Equipement numérique. Pour autant, celui-ci ne devra pas se substituer à l'usager pour accéder aux sites et/ou effectuer les opérations d'ordre privé. L'agent ne devra en aucun cas avoir connaissance des données personnelles, notamment bancaires, d'un client.

La Poste pourra décider de reprendre l'Equipement numérique à tout moment. Dans cette hypothèse, La Poste notifiera sa décision par écrit à la Commune et reprendra l'Equipement dans les meilleurs délais.

1.1.3. Les équipements et matériels nécessaires au bon fonctionnement de l'agence postale communale sont fournis par La Poste pendant la durée de la Convention et demeurent la propriété de La Poste.

L'agent territorial chargé de la gestion de l'agence postale communale veille au bon entretien des équipements, matériels et fournitures qui lui sont confiés. Il s'assure quotidiennement que les équipements et matériels qui lui sont confiés sont sous tension et en bon état de fonctionnement.

En outre, la Commune assurera un nettoyage régulier de l'Equipement numérique afin de garantir son niveau d'hygiène et veille à ce qu'il ne soit pas dégradé par les utilisateurs.

En cas de perte, vol ou détérioration des équipements, matériels et fournitures, l'agent territorial doit en informer La Poste par écrit dans les 48 heures, avec copie au maire de la Commune.

1.1.4. La Commune prend connaissance, signe et respecte les règles et les principes définis dans la Charte d'utilisation du SI jointe en Annexe 3 de la Convention. Elle doit en outre communiquer et faire respecter cette Charte par l'agent territorial et par toute personne qui intervient dans l'exécution des prestations postales.

1.1.5. La Commune autorise La Poste à procéder librement à toute visite et mesure nécessaires pour déterminer notamment la bonne mise en œuvre des procédures communiquées par La Poste.

Particularités relatives aux produits Courrier / Colis

La Poste détermine avec la Commune les modalités de mise en sécurité des envois postaux déposés par les clients ou mis en instance par La Poste.

La Poste remet, lors de la signature de la Convention, les produits Courrier / Colis décrits à l'article 2-1, dont les quantités sont négociées entre les Parties à l'ouverture de l'agence. À la demande de l'agent territorial chargé de la gestion de l'agence postale communale, La Poste assure le réapprovisionnement des stocks afin de répondre à tout moment à la demande de la clientèle.

Les modalités de gestion des stocks et de réalisation des inventaires sont précisées dans les conditions particulières de la Convention.

La Poste peut à tout moment et unilatéralement arrêter la commercialisation d'un produit. Dans cette hypothèse, elle en informe l'agent chargé de la gestion de l'agence postale communale, afin que les dispositions nécessaires puissent être prises.

Dispositions comptables

L'agence postale communale dispose d'une comptabilité et d'une caisse distinctes de celles de la Commune. La Poste veille à l'alimentation de la caisse en fonction notamment du niveau des opérations financières réalisées par l'agence postale communale.

La Commune doit sécuriser les fonds selon les consignes communiquées par La Poste.

Afin de garantir le bon fonctionnement de l'agence postale et de permettre une offre de service la plus complète possible, la Poste assure et prend à sa charge le passage de transporteurs de fonds professionnels.

Cette intervention se fera conformément à la règlementation en vigueur et en fonction de l'ergonomie des locaux de l'agence. Le maire ratifiera le protocole de desserte conjointement avec le responsable du bureau de rattachement. Dans un premier temps, la

périodicité de passage sera de un par trimestre, révisable en fonction des besoins de l'agence.

Toutes les opérations comptables de l'agence postale communale sont intégrées dans la comptabilité du bureau de rattachement.

Les pièces comptables sont transmises chaque jour au bureau de rattachement.

L'agence postale communale devra respecter les procédures précisées par La Poste dans la réglementation relative à la gestion des bureaux.

ARTICLE 5. INDEMNITE COMPENSATRICE MENSUELLE

En contrepartie des prestations fournies par la Commune, La Poste s'engage à verser à la Commune l'indemnité compensatrice forfaitaire mensuelle prévue en annexe 2.

Cette indemnité compensatrice est revalorisée, chaque année au 1er janvier, selon le mode de calcul indiqué en annexe 2.

Cette indemnité est versée mensuellement, à terme échu, par La Poste à la Commune.

Ce montant pourra être modifié si la Commune ne bénéficie plus ou vient à bénéficier du classement en Zone de revitalisation rurale (ZRR) ou en Quartier prioritaires de la Ville. Dans les deux cas, les nouveaux montants sont appliqués à compter de la date de prise d'effet de l'arrêté constatant le classement ou le déclassement des communes dans l'une ou l'autre de ces zones.

Pour les LPAC inscrites dans une convention territoriale, ce montant d'indemnité est applicable pendant la durée d'inscription de l'agence postale à ladite convention territoriale. La copie de cette convention devra être jointe en annexe de la Convention. En cas de renouvellement, elle devra être transmise à La Poste pour être prise en compte.

Cette indemnité compensatrice mensuelle permet de compenser les charges supportées par la Commune, notamment :

- la part de rémunération brute des agents et la part des charges de l'employeur,
- la part du coût du local affecté à l'agence postale communale, comprenant l'amortissement et les assurances,
- la part des frais d'entretien du local affecté à l'agence postale communale (eau, électricité, téléphone, chauffage, ...).

ARTICLE 6. INDEMNITE EXCEPTIONNELLE D'INSTALLATION

La Poste s'engage à verser à la Commune une indemnité exceptionnelle d'installation, égale à trois fois le montant de l'indemnité compensatrice mensuelle définie à l'article 5 de la Convention.

Cette indemnité exceptionnelle n'est versée qu'une seule fois à la Commune, en même temps que la première indemnité compensatrice mensuelle. Il est ainsi convenu que si la Convention porte sur un point de contact déjà installé, cette indemnité ne sera pas due.

ARTICLE 7. RESPONSABILITES

Pour l'ensemble des services proposés par l'agence postale communale, La Poste engage sa responsabilité à l'égard de ses clients et des tiers, conformément aux dispositions légales qui lui sont applicables.

La Poste assume par ailleurs l'entière responsabilité de tous les litiges, dommages ou accidents liés directement ou indirectement aux opérations effectuées à l'agence postale communale, objets de la Convention.

Toutefois, la Commune assure l'entière responsabilité de tous les dommages ou accidents qui pourraient survenir au sein de l'agence postale communale et qui trouveraient leur origine dans l'absence ou le défaut d'entretien des locaux ou des matériels et équipements mis à sa disposition.

La Commune ne saurait être tenue pour responsable des fautes détachables ou non détachables qui pourraient être commises par l'agent territorial dans l'exercice de l'activité de l'agence postale communale, dans la mesure où celui-ci est directement placé sous l'autorité de La Poste. La responsabilité pécuniaire de ces fautes incombe à La Poste, laquelle se réserve la possibilité de se retourner contre l'agent fautif en cas de faute détachable.

De son côté, la Commune informe La Poste des procédures qu'elle engage, si besoin est, à l'encontre de l'agent.

L'agent territorial chargé d'assurer le fonctionnement de l'agence postale communale est soumis aux dispositions du Code Pénal en matière de secret professionnel et de secret des correspondances.

ARTICLE 8. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La Commune s'engage, pendant toute la durée d'exécution de la Convention, à respecter l'ensemble des lois, réglementations et normes internationales afférents aux manquements à la probité et à prendre connaissance du Code Ethique et Anti-Corruption et de la Politique Cadeaux et Invitations du Groupe La Poste communiqués par La Poste.

Les manquements à la probité visés au présent article désignent les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou tout autre manquement à la probité.

La Commune s'engage, pendant toute la durée d'exécution de la Convention, à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement La Poste par écrit en cas de survenance d'un manquement à la probité (commission avérée, condamnation), que ce manquement concerne la Commune directement ou l'une des personnes qui lui est associé (notamment salarié, agent, prestataire, sous-traitant…).

ARTICLE 9. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la présente convention, le terme « Données à caractère personnel » désigne toute donnée relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification ou un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité.

Traitements de Données à caractère personnel

Les missions confiées à l'agence postale communale impliquent que la Commune traite des données à caractère personnel pour le compte de La Poste (saisie et consultation de données à caractère personnel dans le système d'information de La Poste, collecte de formulaires papier contenant des données clients ...).

Dans ce cadre, La Poste a la qualité de responsable de traitement au sens de la réglementation sur la protection des Données à caractère personnel tandis que la Commune à celle de sous-traitant intervenant dans la réalisation du traitement pour le compte de La Poste.

La Commune traite les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées par La Poste par la Convention, dans le respect des obligations fixées dans le présent article.

Elle s'engage à ne pas traiter les données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste, à d'autres fins que celles prévues par la Convention. Les Données à caractère personnel ne pourront, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autre que celles prévues par la Convention.

En conséquence, la Commune s'engage :

- à ne procéder à des traitements de Données à caractère personnel que suivant les instructions de La Poste figurant dans la présente convention, complétées le cas échéant, par des instructions écrites de La Poste ;
- s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes à ces instructions ou étrangers à l'exécution de la Convention ;
- ne faire aucun usage pour son propre compte ou pour le compte de tiers des Données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste ;
- ne conserver les Données à caractère personnel traitées que le temps nécessaire à l'exécution des missions ;
- porter assistance à La Poste afin de répondre à toute demande d'exercice de droits adressée à La Poste par les personnes concernées et informer La Poste de toute demande d'exercice de droits qui lui serait adressée directement ;
- informer sans délai La Poste de toute demande d'information ou de tout contrôle des autorités de contrôle et de protection des Données
- informer sans délai La Poste de toute demande qui lui serait adressée directement et plus généralement de tout événement affectant le traitement des Données à caractère personnel.

Par ailleurs, la Commune s'engage à ne pas sous-traiter à un tiers tout ou partie du traitement de Données à caractère personnel.

La Commune déclare avoir effectué toute formalité éventuellement nécessaire et avoir respecté lors de la collecte des données à caractère personnel et de leur traitement, l'ensemble des obligations découlant de l'application de la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, s'agissant notamment de la déclaration du traitement en tant que sous-traitant.

Sécurité et confidentialité des Données à caractère personnel

La Commune prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

La Commune s'engage notamment à mettre en place les mesures permettant d'assurer un niveau de confidentialité et un niveau de sécurité appropriés aux risques présentés par le traitement et la nature des Données à caractère personnel traitées.

La Commune s'engage en particulier à :

- protéger les Données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;
- ne rendre accessibles et consultables les Données à caractère personnel traitées qu'aux seuls agents de la Commune dûment habilités en raison de leurs fonctions et qualité, dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Ces agents sont tenus par une obligation de confidentialité.

La Commune s'engage à notifier sans délai à La Poste tout incident ayant pu affecter potentiellement les Données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste, ainsi que toute violation de Données à caractère personnel. Dans ce contexte, la Commune communiquera sans délai à La Poste tous les éléments dont elle dispose concernant les conditions entourant l'incident de sécurité, notamment la nature et l'étendue des Données à caractère personnel impactées, le nombre de personnes concernées, les conséquences probables et les conditions techniques dans lesquelles l'incident a eu lieu.

La Commune assistera La Poste afin de répondre aux éventuelles demandes des autorités concernant l'incident.

Communication à des tiers

Les Données à caractère personnel traitées en exécution de la Convention ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus par une disposition légale et/ou réglementaire.

La Commune devra informer La Poste de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires. Avant tout accès ou communication, la Commune devra informer La Poste d'une telle demande avant d'y répondre.

Conservation des Données à caractère personnel

Au terme de la Convention, la Commune s'engage à restituer, selon les instructions et dans les délais indiqués par La Poste, l'ensemble des Données à caractère personnel traitées pour le compte de La Poste.

Suivi des mesures

La Poste, si elle le souhaite, pourra réaliser un suivi de la mise en œuvre de ces mesures, tant au cours de l'exécution de la Convention qu'à son issue, directement ou par l'intermédiaire d'un représentant.

La Commune s'engage à permettre toute demande de suivi qui serait sollicitée par La Poste, moyennant le respect par cette dernière d'un délai de préavis d'au moins dix (10) jours ouvrés.

La Commune communiquera toutes informations, documents ou explications nécessaires à la réalisation de ce suivi.

Le cas échéant, la Commune s'engage à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures correctives nécessaires identifiées au cours de ce suivi.

ARTICLE 10. DUREE

La Convention est conclue pour une durée de 9 ans à compter de sa signature[1].

Sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties effectuée par lettre recommandée avec avis de réception trois mois au moins avant la date d'échéance, la Convention est renouvelée par tacite reconduction, une fois, pour la même durée. En cas de reconduction, il est convenu que la Convention fera obligatoirement l'objet d'un nouvel examen entre les parties.

ARTICLE 11. RESILIATION

La Convention peut être résiliée par la Commune unilatéralement à sa date anniversaire, avec notification à La Poste trois mois au moins avant cette échéance.

Le non-respect par l'un des signataires de ses obligations résultant de la Convention autorise l'autre partie à résilier la Convention sans préjudice des dommages et intérêts que, sauf cas de force majeure, elle pourrait solliciter.

Dans ce cas, la résiliation prend effet, de plein droit, à l'issue d'un mois après l'envoi d'une mise en demeure, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, restée sans effet.

[1]La durée de la Convention est librement fixée pour une durée comprise entre 1 et 9 ans.

Dans les cas de manquement ne pouvant donner lieu à correction, la Partie concernée par le manquement peut prononcer la résiliation de la Convention de plein droit avec effet immédiat. Notamment, la Convention peut être résiliée de plein droit avec effet immédiat par La Poste, sans qu'il soit besoin d'accomplir de formalité judiciaire ou autre, lorsque la Commune ou un de ses agents a participé à des agissements frauduleux ou en cas de manquement spécifique aux engagements pris au titre de l'article « Lutte contre la corruption » et « Données à caractère personnel » des présentes.

A la fin de la Convention, et quelles qu'en soient les circonstances, les équipements et le matériel fournis par La Poste pour le fonctionnement de l'agence postale communale restent la propriété de La Poste.

ARTICLE 12. ASSURANCES

En sa qualité de propriétaire des locaux, il appartient à la Commune de garantir son patrimoine au titre de la garantie des dommages aux biens et de souscrire une garantie responsabilité civile propriétaire d'immeuble permettant de couvrir les dommages et accidents qui pourraient être occasionnés aux clients et aux tiers de La Poste.

De la même manière, La Poste s'oblige à garantir l'ensemble des dommages qui pourraient survenir au bâtiment qu'elle occupe et qui lui seraient directement imputables.

La Poste s'engage également à souscrire une assurance de groupe permettant de couvrir le ou les agents territoriaux contre les risques qu'ils encourent dans le cadre de l'activité qu'ils effectuent au sein de l'agence postale communale.

ARTICLE 13. MARQUES - COMMUNICATION

La Commune s'engage à respecter l'image de marque de La Poste. Elle ne pourra pas en utiliser les signes distinctifs pour un autre objet que les prestations fournies dans le cadre de la Convention.

La Poste aura la possibilité de prendre une ou plusieurs photographie(s) de la devanture de l'agence postale communale pour pouvoir la référencer sur Internet (notamment sur le site de La Poste, sur les sites de localisation ou sur les moteurs de recherche).

ARTICLE 14. SUIVI DU PARTENARIAT

Une rencontre de suivi est organisée chaque semestre entre le chef d'établissement du bureau de rattachement de La Poste, le maire de la Commune et le ou les agents territoriaux assurant la gestion de l'agence postale communale, afin que chacun soit informé de l'activité constatée et de la bonne application de la Convention.

ARTICLE 15. CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours de la Convention qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, les parties garderont strictement confidentiels les renseignements techniques et commerciaux échangés dans le cadre de la Convention.

Les parties mettent à la charge de leurs agents la même obligation de confidentialité.

ARTICLE 16. LITIGES

Toute contestation née de l'interprétation et/ou de l'exécution de la Convention donnera lieu à tentative de règlement amiable entre les parties.
A défaut d'accord amiable, le litige sera porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif compétent.

Fait à , le

En deux exemplaires originaux

Pour La Poste	**Pour la Commune**
Eric MARECHAL	Jérôme VIAUD
Directeur Régional de La Poste Alpes Côte d'Azur	Maire de Grasse
[cachet de La Poste]	[cachet de la Commune]

ANNEXE 1 : CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'ORGANISATION D'UNE AGENCE POSTALE COMMUNALE

AGENCE POSTALE COMMUNALE DE : ...GRASSE PLASCASSIER AP - (069590...
Coordonnées : ... MAIRIE ANNEXE GRASSE PLASCASSIER 19 CHEMIN DU SERVAN PLASCASSIER - 06130 - Grasse .....

Bureau de rattachement : GRASSE FRAGONARD ...060690 .....

Renouvellement de la convention de l'agence postale : .....08/12/2021.....

Le bureau de rattachement est l'établissement postal qui enregistre comptablement les opérations réalisées dans l'agence postale communale. Il assure les liaisons avec l'agence postale communale, son approvisionnement et en contrôle le bon fonctionnement. Il est l'interlocuteur privilégié de l'agent.

1- BENEFICIAIRES DU SERVICE

Vente d'objets et dépôt du courrier : tout client en faisant la demande.

Remise des instances courrier : tout habitant de la zone d'instance définie ci-dessous :
La zone d'instance de l'agence postale communale de Grasse est composée du secteur de Grasse Plascassier.

Services bancaires et prestations associées : tout client en faisant la demande.

2- MODALITES D'OUVERTURE

La Commune charge un ou plusieurs agent(s) d'assurer la réalisation des Missions pendant l'amplitude horaire détaillée ci-après :

Jours et heures d'ouverture :

Lundi	8h30-11h50 / 13h30-16h15	Jeudi	8h30-11h50 / 13h30-16h15
Mardi	8h30-11h50 / 13h30-16h15	Vendredi	8h30-11h50 / 13h30-16h15
Mercredi	8h30-11h50 / 13h30-16h15	Samedi	fermé
		Dimanche	fermé

La Commune s'engage à assurer la continuité de service et le fonctionnement de l'Agence Postale durant les horaires d'ouverture et reste libre des agents qu'elle souhaite affecter aux Missions.

En cas de fermeture temporaire de l'agence postale communale, la Commune prévient le bureau de rattachement dans les meilleurs délais.

Pour informer ses clients, elle affiche à l'extérieur du local les coordonnées postales et téléphoniques du bureau de rattachement, qui assure le service en particulier dans le cadre de la remise des instances, et éventuellement des autres bureaux de poste proches.

3- ORGANISATION INTERNE DU SERVICE

Liaisons avec le bureau de rattachement :

Heures et jours de livraison du courrier et des colis à l'agence postale communale :
Lundi au vendredi 14h30

Heures et jours de collecte du courrier, des colis et des pièces comptables :
Lundi au vendredi 14h30

L'agent s'engage à envoyer au bureau de rattachement les pièces comptables dès la première liaison qui suit la réalisation de l'opération.

4- PRODUITS CONFIES A L'AGENCE POSTALE COMMUNALE PAR LA POSTE

La Poste remet à la Commune, à la date de début de la Convention, un stock initial de produits dont les quantités sont négociées entre les Parties à l'ouverture de l'agence.

Inventaire :

Les inventaires sont réalisés selon le calendrier propre au bureau de rattachement qui envoie les documents nécessaires à l'agence postale communale pour la réalisation de cet inventaire. Les procédures sont définies par le bureau de rattachement.

5- EXECUTION DU SERVICE

La Poste s'engage à installer, entretenir et, le cas échéant, remplacer à ses frais :

- A l'extérieur, une enseigne « Agence»
- Une boîte aux lettres sur le bâtiment de l'agence ou aussi près que possible de l'établissement,
- Une balance,
- Un équipement informatique simplifié non relié au système d'information des services financiers de La Poste,
- Une armoire forte adaptée si la Commune ne dispose pas d'un coffre-fort
- Une tablette tactile, son support et les éventuels équipements périphériques.

La Poste s'engage également à fournir :

- Le matériel (timbre à date, griffes à sceller, ficelle, plomb, sacs, caissettes) nécessaire à l'exécution du service,
- Les consommables nécessaires à l'utilisation du matériel,
- Les imprimés, guides et documents de réglementation nécessaires à la réalisation des opérations postales et financières.

En tout état de cause, ces équipements et matériels demeurent la propriété de La Poste.

En cas de perte ou de vol, l'agent territorial en informe La Poste par écrit dans les 48 heures, avec copie au maire de la Commune.

ANNEXE 2 : GRILLE TARIFAIRE APPLICABLE POUR LE CALCUL DE L'INDEMNITE COMPENSATRICE MENSUELLE

	Indemnité* Montant fixe non soumis à TVA Au **01/01/2021**
LPAC (La Poste Agence communale)	1 046 € par mois soit 12 552 € par an
LPAC en Zone de Revitalisation rurale	1 178€ par mois soit 14 136 € par an
LPAC en quartier prioritaire de la ville	1 178 € par mois soit 14 136 € par an
LPAC inscrite dans une convention territoriale	1178 € par mois soit 14 136 €par an

* Il est convenu entre l'AMF et La Poste que cette indemnité compensatrice peut être revalorisée, chaque année au 1er janvier, en fonction du dernier indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Ensemble, connu au 1er décembre, selon le mode de calcul suivant :

M x I / R

M = 950 € ou 1070[2] € (indemnité compensatrice mensuelle de référence)

I = indice des prix à la consommation base 2015 connu au 1er décembre de l'année précédente.

R = 94,91 (indice des prix à la consommation base 2015 du mois d'octobre 2010)

Le montant de l'indemnité revalorisée est arrondi selon la formule suivante : à l'euro supérieur à partir de 0,50 et à l'euro inférieur en dessous de 0,50.

[2] Indemnité compensatrice de référence pour les cas suivants :
- « LPAC » situé en quartier prioritaire de la ville,
- « LPAC » situé en zone de revitalisation rurale,
- « LPAC» inscrit dans une convention territoriale.

ANNEXE 3 :

Charte de bonne utilisation du Système d'Information (SI) par les partenaires

A. Objet

La présente charte de bonne utilisation du Système d'Information de La Poste (ci-après dénommée « Charte ») a pour objectif de définir les droits et devoirs des utilisateurs du Système d'Information (ci-après dénommé « SI ») de La Poste d'une part, et les modalités des contrôles relatifs aux usages de ce SI, d'autre part.
Le SI de La Poste inclut aussi bien les ressources logicielles et matérielles mises à disposition par La Poste pour se connecter au réseau de La Poste (incluant ordinateurs, smartphone, tablettes ainsi que leurs supports et éventuels périphériques, bornes tactiles, imprimantes, points d'accès internet et éventuels répéteurs Wifi) que les informations véhiculées par ce SI.

Tout utilisateur régi par la présente convention de service devient un utilisateur du SI (ci-après dénommé « Utilisateur »), et est à ce titre soumis aux obligations présentées dans la Charte, quel que soit son profil (agent territorial, commerçant, partenaire public ou privé).

B. Pourquoi sécuriser le SI ?

Les données du SI auxquelles les Utilisateurs ont accès sont la propriété de La Poste. Leur vol, perte, ou utilisation frauduleuse a d'importantes conséquences économiques ou d'image pour La Poste.
C'est pourquoi il est essentiel de protéger les accès au SI qui sont attribués aux Utilisateurs du SI et les données qui y sont véhiculées.
La présente Charte présente quelques règles simples d'hygiène informatique pour parvenir à cet objectif.

C. Les règles essentielles pour protéger le SI

Règle 01 – Protéger son mot de passe.

Tout Utilisateur LPAC et LPR qui se connecte au SI de La Poste utilise un identifiant et un mot de passe unique. La connaissance de cet identifiant et de ce mot de passe doit être limitée aux seuls utilisateurs du SI mis à disposition par La Poste et ne doit pas être partagée avec d'autres personnes.

De plus, si un accès Internet est mis à disposition du public, par exemple au travers d'une borne d'accès Wifi, le public doit pouvoir se connecter à la borne comme prévu. L'identifiant et le mot de passe de connexion de la borne d'accès à Internet doivent être tenus secrets auprès du public.

En pratique
- ✓ Ne copiez jamais un mot de passe sur un post-it
- ✓ En cas de mise à disposition auprès du public d'un poste partagé (tablette), veillez à ce que les mots de passe ne soient jamais enregistrés dans le navigateur internet.

Règle 02 – Protéger son équipement

Les terminaux (smartphone, ordinateurs…) mis à votre disposition peuvent attirer des convoitises. Vous devez les protéger contre le vol et la casse. Le Partenaire s'engage à en informer immédiatement La Poste par téléphone au numéro suivant 0810 258 369 et par écrit à l'Etablissement d'attache dans les 48 heures.

En pratique
- ✓ Sécurisez votre équipement avec un dispositif adapté et conservez les tablettes dans leur support
- ✓ Si vous avez un dispositif nomade (tablettes, smartphone…), vous devez les conserver en lieu sûr après utilisation (local et/ou armoire fermés).

Règle 03 – Protéger la confidentialité des données échangées

Les opérations effectuées au travers du SI de La Poste (achats, envoi en recommandés, opérations bancaires de dépannage,…) peuvent attirer des convoitises. Vous devez permettre aux clients de réaliser les opérations postales ou bancaires dans la plus grande confidentialité.

En pratique

- ✓ Si une borne tactile est mise à disposition des clients, placez celle-ci de telle façon à limiter l'exposition de l'écran à la vue du public
- ✓ Gardez une distance minimale avec le public quand vous manipulez les données confidentielles d'un client (exemple : visualisation d'un solde)
- ✓ Ne partagez jamais d'informations sur les opérations des clients de La Poste à des tiers.

Règle 04 – Ne pas brancher d'équipements non autorisés par La Poste, ni en modifier la configuration

Par défaut, l'Utilisateur ne doit jamais modifier la configuration de ses équipements pour ne pas diminuer la sécurité de ceux-ci. La connexion d'équipement personnel au SI de La Poste est interdite.

En pratique

- ✓ Ne désactivez jamais l'antivirus installez sur les équipements fournis par La Poste
- ✓ N'installez jamais de logiciel venant d'Internet sur les équipements fournis par La Poste, sauf ceux expressément autorisés par La Poste.
- ✓ Ne branchez jamais une clé USB, ni un smartphone (même pour le recharger), car ces supports peuvent contenir un programme malveillant (« virus »).

Règle 05 – N'utiliser les ressources de La Poste qu'à des usages professionnels

Les capacités de stockage des équipements mis à votre disposition ne doivent être utilisées qu'à des fins professionnelles. De la même manière, l'usage de la messagerie et d'Internet doit rester exclusivement professionnel.

En pratique

- ✓ N'utilisez pas les capacités de stockage pour stocker et/ou partager des données non professionnelles (musique, vidéo, documents…)
- ✓ Ne copiez pas de données appartenant à La Poste sur des sites de stockage en ligne
- ✓ N'utilisez jamais votre accès Internet pour consulter des sites interdits par la loi ou incompatibles avec un usage professionnel (jeux, pornographie,…)
- ✓ Ne participez jamais à une chaine de mails. Son seul effet est d'engorger les réseaux.

Règle 06 – Etre vigilant vis-à-vis toute demande externe

Beaucoup d'attaques informatiques nécessitent une action d'une cible non avertie pour infecter les postes de travail ou le SI. Vous devez être vigilants à tout instant.
Dans le cas des emails, vous devez prendre les précautions suivantes :

- vérifiez que l'expéditeur du message est bien l'auteur du contenu du message. En cas de doute, n'hésitez pas à contacter directement l'émetteur du mail par téléphone.
- n'ouvrez pas les pièces jointes provenant de destinataires inconnus ou dont le titre ou le format paraissent incohérents avec les fichiers que vous envoient habituellement vos contacts
- si des liens figurent dans un email, passez votre souris dessus avant de cliquer pour vérifier l'adresse

- ne répondez jamais par courriel à une demande d'informations personnelles ou confidentielles (ex : code confidentiel, mot de passe, numéro de votre carte bancaire).

En pratique

✓ Ne répondez jamais à un email qui vous semble suspicieux et ne cliquez jamais sur les liens contenus dans un tel mail. Si vous suspectez une tentative d'hameçonnage (aussi appelée « phishing »), transférez tout mail suspect à l'adresse suivante : phishing@laposte.fr

✓ Ne répondez à aucune sollicitation téléphonique non préalablement authentifié (ex : support informatique). En cas de doute, contactez votre bureau de poste d'attache.

✓ Limitez votre navigation Internet à des sites sûrs.

Règle 07 – Signaler les incidents

Vous devez signaler à votre correspondant La Poste (0810 258 369) tout incident :

- Accès ou tentative d'accès à un équipement confié par La Poste
- Intervention sur des fichiers ou données qui appartiennent à La Poste
- Tout dysfonctionnement ou événement qui apparaît anormal.

En pratique

✓ Si votre équipement a un comportement inhabituel et que vous soupçonnez une intrusion (lenteurs inhabituelles, accès refusés, fichiers supprimés sans autorisation), votre équipement est peut-être infecté. Dans ce cas, déconnectez l'équipement du réseau et appelez votre support informatique habituel qui vous indiquera la marche à suivre.

D. Le dispositif de surveillance

Afin d'assurer la sécurité de son SI, La Poste effectue régulièrement des contrôles pour s'assurer du respect par le Partenaire de ses engagements et notamment la bonne mise en œuvre des procédures communiquées par La Poste :

- Détection d'accès aux sites interdits par la loi ou portant atteinte à la dignité humaine,
- Contrôles des logiciels installés sur les équipements,
- Inventaires du matériel mis à disposition des utilisateurs.

En pratique

✓ Suivez toutes les bonnes pratiques listées dans le paragraphe C.

✓ Prêtez assistance aux auditeurs de La Poste s'ils requièrent votre participation et aux autorités judiciaires.

Pour toute question sur la présente Charte, vous pouvez contacter les équipes cybersécurité de La Poste à l'adresse de messagerie cybersecurite.reseau@laposte.fr

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 236 **RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA POSTE SIGNATURE D'UNE CONVENTION POUR LES AGENCES POSTALES COMMUNALES DE PLASCASSIER ET DES ASPRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 236

DU 7 DECEMBRE 2021

RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA POSTE SIGNATURE D'UNE CONVENTION POUR LES AGENCES POSTALES COMMUNALES DE PLASCASSIER ET DES ASPRES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Partenariat entre la ville de Grasse et la Poste – Signature de deux conventions relatives au maintien de la présence postale à Grasse

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
Vie Quotidienne	Recettes	25 104 euros/an

Madame Mélanie ZARRILLO expose :

Considérant que depuis de nombreuses années, la volonté affirmée de la ville de Grasse de rapprocher le service public de l'administré s'est traduite par la mise en place de différents services de proximité qui interviennent dans des domaines très différents (administratif, technique, culturel, social, sécurité…).

Considérant que forte de ces expériences et dans sa continuité s'est établie une concertation approfondie entre la ville de Grasse et la Poste pour étudier la meilleure offre de service postal possible et rendre un service optimal aux grassois. Cette concertation s'est déroulée en prenant en considération d'une part les contraintes de la Poste et d'autre part la volonté du Maire de Grasse de maintenir un service public essentiel pour la population grassoise et de ses hameaux.

Considérant qu'aujourd'hui, il convient de renouveler les conventions des agences postales de Plascassier et des Aspres. Je vous rappelle qu'il y a actuellement quatre agences postales sur la commune de Grasse : Plascassier, les Aspres, Magagnosc et Saint-Claude.

Ladite convention est conclue pour une durée de 9 ans à compter de sa signature. Sauf dénonciation trois mois au moins avant la date d'échéance, la convention est renouvelée par tacite reconduction, une fois, pour la même durée.

Au terme de chaque période de 9 ans, la convention fait obligatoirement l'objet d'un nouvel examen entre les parties.

La Poste versera à la ville de Grasse une indemnité compensatrice mensuelle qui est aujourd'hui de 1046 euros par mois soit 12 552 euros par an (pour chaque agence postale communale) qui sera revalorisée chaque année au 1er janvier.

La commission qualité de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes des conventions des agences postales de Plascassier et des Aspres ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer les conventions ainsi que les éventuels avenants dans la mesure où ces derniers ne viennent pas dénaturer les conventions initiales.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



AVANCES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE

SECTEUR CULTUREL

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2020	AVANCE CM 7 DECEMBRE 2021
Associations des amis d'Agora	2 500	2 500
AVANCES CM DECEMBRE 2020	2 500	
AVANCES CM 7 DECEMBRE 2021		2 500

SECTEUR ENSEIGNEMENT - JEUNESSE

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2020	AVANCE CM 7 DECEMBRE 2021
ART ET EDUCATION	6 000	3 000
Caisse des Ecoles	40 000	40 000
LA FERMETTE DE PLASCASSIER	20 000	10 000
LOISIRS EDUCATION ART	21 000	10 000
LOISIRS EDUCATION CULTURE	50 000	40 000
OGEC Fenelon	150 000	150 000
AVANCES CM DECEMBRE 2020	287 000	
AVANCES CM 7 DECEMBRE 2021		253 000

SECTEUR SOCIAL SANTE

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2020	AVANCE CM 7 DECEMBRE 2021
HARPEGES	30 000	15 000
Comité des Œuvres Sociales	30 000	30 000
OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITES	8 500	8 500
Centre Communal d'Actions Sociales	1 000 000	1 000 000
AVANCES CM DECEMBRE 2020	1 068 500	
AVANCES CM 7 DECEMBRE 2021		1 053 500

SECTEUR SPORT

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2020	AVANCE CM 7 DECEMBRE 2021
Amical Motor Club de Grasse	12 000	12 000
ASA Grasse	15 000	15 000
Pays de Grasse Hand ball ASPTT	10 000	10 000
Avenir de Grasse	1 500	1 500
Entente Gymnique Grassoise	12 000	12 000
GAC	8 000	8 000
Grasse Echecs	7 000	7 000
Grasse Pelotari Club	5 000	5 000
Grasse Pétanque	6 000	6 000
Grasse Volley Ball	15 000	15 000
Racing Club de Grasse	82 000	82 000
Rugby Olympique Grassois	82 000	82 000
Ski Club de Grasse	3 500	3 500
Tennis Club de Grasse	12 000	12 000
Union Sportive du Plan de Grasse	20 000	20 000
Union Sportive Grassoise	8 000	8 000
AVANCES CM DECEMBRE 2020	299 000	
AVANCES CM 13 DECEMBRE 2021		299 000

TOTAL TOUS SECTEURS AVANCES	1 657 000	1 608 000

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 237 **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
EXERCICE BUDGETAIRE 2022
AVANCES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 237

DU 7 DECEMBRE 2021

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE BUDGETAIRE 2022
AVANCES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser le versement d'avances sur subvention à certaines associations ayant un besoin de trésorerie, préalablement au vote du montant annuel des subventions aux associations en mars 2022.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	DEPENSES	1 608 000 €

Madame Annie OGGERO MAIRE expose :

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 20,

Considérant que certaines associations ont besoin d'une avance de trésorerie pour le fonctionnement de leurs activités,

Considérant que cette délibération demande le versement d'avances sur subvention de fonctionnement, préalablement au vote du budget 2022.

Considérant la liste ci-jointe des associations ayant besoin de cette avance.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'avances sur subvention de fonctionnement à certaines associations ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A. M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 238 SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2021

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 238

DU 7 DECEMBRE 2021

SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE 2021

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le vote de versements d'une subvention exceptionnelle à l'association ci-dessous désignée pour l'exercice 2021.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DAF	DEPENSES	1 000 €

Madame Annie OGGERO MAIRE expose :

Il est proposé de verser une subvention exceptionnelle à l'association suivante :

- **Association Théâtre la Nuit Blanche**, participation de la Ville dans le cadre de leur sélection pour représenter la région au festival National de théâtre. 1 000 €

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'une subvention exceptionnelle pour un montant de 1 000 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante pour l'association bénéficiant de la subvention ;
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2021.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le ...8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 239 **CITE REVES**
ATTRIBUTION DES BOURSES AUX LAUREATS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 239

DU 7 DECEMBRE 2021

CITE REVES
ATTRIBUTION DES BOURSES AUX LAUREATS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet l'attribution des bourses "Cité Rêves" aux jeunes candidats âgés de 16 à 24 ans.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
JEUNESSE	DEPENSES	13 200 €

Mademoiselle Lévanna CALATAYUD expose :

Vu la délibération en date du 20 septembre 2007, le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité le principe et le règlement d'attribution de bourses de soutien à des projets présentés par des jeunes grassois.

Considérant que « Cité Rêves » s'adresse aux jeunes grassois âgés de 16 à 24 ans, permettant l'accomplissement d'une idée ou d'un projet par l'octroi d'une bourse.

Considérant que les projets peuvent être portés par un jeune seul ou par un groupe et que pour être éligibles, ils doivent assurer le rayonnement de la ville de Grasse et concerner l'un des domaines suivants :

- La solidarité locale et l'action humanitaire [suivant le contact et les conditions d'accueil sur place et la cohérence du projet entre Grasse et la ville destinataire]
- L'environnement et le développement durable
- Le patrimoine local et le domaine culturel
- Le domaine scientifique et l'innovation et l'invention
- L'exploit particulier [sportif ou aventure]

Considérant que le jury composé de techniciens et d'élus, s'est réuni le 1er décembre 2021 pour étudier les projets présentés.

Considérant qu'il a pu être vérifié la motivation des candidats ainsi que la faisabilité des projets dans les délais impartis.

Il est proposé au Conseil Municipal de retenir 6 projets rassemblant les critères souhaités dans le règlement intérieur de l'appel à projets Cité Rêves :

La commission « Vivre Ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les actions ci-dessous :

- « 4L Médical » proposé par **Louis TABOUELLE,** pour une action humanitaire. Montant attribué : **2 000€,**
- « Fennec en 4L », proposé par **Ceylan BOUGIE,** pour une action humanitaire. Montant attribué : 3 **000€,**
- « Young Sound System festival », proposé par **Lucas LEONE**, pour la réalisation d'un concert. Montant attribué : **2 000€,**
- « Un numéro à perdre la tête », proposé par **Guillaume GAROT**, pour la réalisation d'un numéro d'illusion avec participation du public. Montant attribué : **3 000 €,**
- « Une Grassoise à Séoul», proposé par **Inès BURGEAT**, pour la réalisation d'un projet culturel en Corée. Montant attribué: **1 200 €,**
- « Nouvelles Pousses au Cambodge », proposé par **Cécilia BŒUF,** pour une action humanitaire. Montant attribué : **2 000 €,**

- **VOTER** les subventions ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions avec les lauréats ;

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2022 ;

- **AUTORISER** le versement de la bourse aux lauréats sus indiqués.

VILLE DE GRASSE
A.M.

08 DEC. 2021
Délibération affichée le .....
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 240 ACQUISITION D'UNE LICENCE IV AUPRES DE MONSIEUR MARIO MARINO

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 novembre 2021, s'est réuni le mardi 7 décembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°196 à N°218)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE
(Prend part aux délibérations N°235 à N°240)

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Monsieur le Maire
Madame Marie-Madeleine GUALLINO à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Jean-Paul CAMERANO
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 9 novembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2021 - 209 **REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN**
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

2021 - 211 **AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ANCIENNE CASERNE DE GENDARMERIE**

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2021 - 240

DU 7 DECEMBRE 2021

ACQUISITION D'UNE LICENCE IV AUPRES DE MONSIEUR MARIO MARINO

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il est proposé au Conseil Municipal l'acquisition d'une licence de débit de boissons à consommer sur place de 4ème catégorie afin d'en assurer le maintien sur la Commune de Grasse et d'envisager sa rétrocession ultérieure à un nouvel établissement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Service Juridique	DEPENSES	20.000 €

Madame Karine GIGODOT expose :

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L.3331-1 et suivants,

Considérant que Monsieur Mario MARINO a acquis le 18 février 2015 la licence de débit de boissons à consommer sur place de 4e catégorie, anciennement propriété de la SARL Café de la Paix, à la suite de la dissolution et liquidation de cette dernière le 18 décembre 2014.

Considérant que Monsieur MARINO souhaite céder cette licence à la Commune de Grasse.

Considérant que les restaurants ou débits de boissons titulaires d'une licence de 4e catégorie participent au tissu économique et social local en ce qu'ils concourent au dynamisme et à l'attractivité du territoire.

Considérant que le transfert de cette licence hors du territoire de la commune serait préjudiciable au commerce Grassois, il apparait opportun que la Ville acquière ladite licence afin d'en assurer le maintien sur son territoire et d'envisager sa rétrocession ultérieure ou sa location à un établissement.

Considérant qu'un accord a pu être trouvé avec Monsieur MARINO pour la cession de cette licence pour un montant de 20 000€.

Considérant que les frais afférents à l'acte de cession seront à la charge de la Commune de Grasse.

La commission « Vivre Ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 novembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe d'acquisition de la licence de débit de boissons à consommer sur place de 4e catégorie appartenant à Monsieur Mario MARINO pour un montant de 20.000€.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents à intervenir dans cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 8 DEC. 2021
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M.